

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°353

AOUT 2014

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **KURDISTAN : LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE SOUTIENT LES KURDES DANS LEUR GUERRE CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE.**
- **MOSSOUL : GUERRES DE RAPINE, PRATIQUES GÉNOCIDAIRES.**
- **SYRIE : AFFRONTLEMENT ENTRE LES DJIHADISTES ET LES COMBATTANTS KURDES.**
- **IRAK : HAYDER AL-ABADI NOMMÉ PREMIER MINISTRE  
TURQUIE : ÉLECTION DE TAYYIP ERDOĞAN À LA PRÉSIDENTENCE.**

---

### KURDISTAN : LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE SOUTIENT LES KURDES DANS LEUR GUERRE CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE

**D**eux mois après sa fulgurante conquête des provinces arabes sunnites de l'Irak, l'État islamique (EI) a lancé, en août, une vaste offensive contre le Kurdistan. Surpris par la soudaineté et l'ampleur de ces attaques sur plusieurs fronts, les Peshmergas, dans un premier temps, ont subi des revers, notamment la chute de Şingal (Sinjar) et de Qaraqosh, qui a provoqué l'exode de dizaine de milliers de yézidis et de chrétiens dont le sort a fortement ému l'opinion publique internationale.

À l'initiative de Washington et de Paris, la communauté internationale s'est progressivement mobilisée pour venir en aide aux Kurdes sous-équipés, manquant d'armes et de munitions face aux troupes djihadistes surarmées grâce, notamment, au gigantesque arsenal irakien d'une valeur de plusieurs centaines de millions d'euros, tombé en leur possession.

Voici une chronique des principaux événements de ce mois d'août dramatique :

Le 1er août, en visite à Khanaqin, le président Massoud Barzani annon-

çait aux peshmergas l'arrivée imminente d'armes plus performantes que celles dont ils étaient équipés, afin d'être en mesure de lutter contre l'État islamique, lui-même en possession d'un armement sophistiqué de provenance américaine, laissé par l'armée irakienne lors de sa fuite de Mossoul, en juin dernier.

Dès le lendemain, 2 août, des combats éclataient entre l'État islamique et les Peshmergas autour des villes de Zummar (à l'ouest du barrage de Mossoul, au nord de Tell Afar), jusqu'à ce que ces derniers se reti-

rent, que ce soit parce qu'ils étaient à court de munitions ou pour laisser l'aviation irakienne bombarder les positions ennemies. Dans le même temps, un convoi de renforts militaires kurdes faisait route vers la zone des combats. Les habitants avaient déjà commencé de fuir vers des régions sécurisées.

Les attaques d'EI au début d'août, avaient, semble-t-il, deux objectifs :

D'abord la possession des puits de pétrole et de l'oléoduc de Mossoul. C'est ainsi que les champs d'Ain Zala et de Batma al Murtafa ont été conquis, et que le contrôle total de l'oléoduc reliant le nord de l'Irak à la Turquie est tombé dans leurs mains.

Le second objectif était le barrage de Mossoul, tenu par les Peshmergas, auxquels l'EI donna un ultimatum de 2h pour l'évacuer, dans le même temps où ses assauts commençaient. La perte du barrage de Mossoul soulevait, dans tout l'Irak, la crainte d'une noyade massive de Mossoul jusqu'à Bagdad, au cas où l'EI déciderait, dans un geste suicidaire, certes, de lâcher les eaux, ou bien s'ils s'avéraient incapables d'en assurer la maintenance.

Mais EI lança une autre attaque surprise à Şingal (Sindjar en arabe), région historique et sacrée des yézidis kurdes, mais située très à l'ouest de Mossoul, dans une zone sans réelle frontière commune avec le Kurdistan d'Irak, plus proche de la Syrie, et facilement encerclée par l'EI au fur et à mesure qu'il prenait le contrôle de la province de Ninive-Mossoul.

Le 3 août, des unités djihadistes foncèrent soudain en direction de la ville de Şingal, surprenant les Peshmergas sur place, dont certains officiers et responsables s'enfuirent sans résistance, d'après des témoins oculaires. En quelques heures, le drapeau d'EI flottait sur le bâtiment anciennement occupé par les militaires kurdes. Immédiatement, des

milliers de Yézidis et de Shabaks partirent, soit vers la province de Duhok, soit dans la direction des montagnes de Şingal, où ils se retrouvèrent très vite piégés, sans eau, ni vivres ni secours, et totalement assiégés par EI, alors que les djihadistes s'occupaient à détruire les lieux et bâtiments sacrés des yézidis, comme ils avaient fait aux monuments musulmans et chrétiens de Mossoul.

Les forces kurdes restées sur places (unités régulières de Peshmergas et forces spéciales de Zeravani) se retrouvèrent eux aussi encerclées sur trois côtés dans cette région, alors que les forces YPG passaient la frontière syrienne pour participer au combat, du côté est.

Le 4 août, il était certain que Zummar et Şingal avaient été conquis par l'EI, tandis qu'au sujet du barrage de Mossoul, des rapports contradictoires faisaient tour à tour état de son contrôle par les Peshmergas et de sa prise par EI, jusqu'à ce que, le 8 août, le chef du cabinet présidentiel du Kurdistan, Fouad Hussein, annonce la prise effective du barrage.

Dès le 5 août, de source officielle kurde, des renforts de Peshmergas étaient revenus dans la ville de Şingal et un correspondant de Rudaw indiquait qu'environ 10.000 hommes encerclaient la ville, et en avaient atteint le centre, en essayant d'en repousser les djihadistes. D'autres unités faisaient aussi route vers les monts pour essayer de briser le siège subi par les yézidis.

Le 8 août, à l'est de Şingal, les YPG du PKK syrien, passant la frontière, parvenaient à établir un corridor de sécurité et assuraient l'évacuation vers la Syrie de milliers de yézidis coincés dans les montagnes, alors que les largages humanitaires, américains, anglais ou irakiens, de vivres et d'eau, s'avéraient insuffisants en raison du terrain, du nombre des assiégés et de leur dispersion dans

une vaste zone montagneuse. Les tirs d'EI contre les hélicoptères et les avions irakiens rendaient aussi difficile l'accès aux réfugiés et empêchaient les avions de descendre trop bas pour larguer les kits de survie, ce qui entraînait la destruction importante de beaucoup d'entre eux quand ils touchaient le sol. Les premières évacuations des réfugiés par hélicoptères eurent aussi lieu autour du 11 août mais furent rendues difficiles en raison du très grand nombre de personnes dans la montagne et des tirs d'EI, contre les hélicoptères.

Des violents accrochages avaient aussi lieu pour défendre la frontière de Rabia dans des actions conjointes avec les YPG (qui tiennent le côté syrien de Yaroubia), comme aux premiers jours de juin.

Le 6 août, de Qandil, le commandant militaire du PKK, Murat Karayilan, appelait, dans le journal turc Radikal, « tous les groupes armés kurdes » à s'unir contre EI et souhaitait un « commandement conjoint », tandis que le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak préparait aussi ses unités de combat pour venir assister les Peshmergas.

Dans un discours où il s'adressait à toute la nation kurde, le président Massoud Barzani avait, avant ces revers, annoncé une tactique offensive et non plus défensive, si bien que les Peshmergas se sont mis à attaquer plusieurs positions d'EI, que ce soit à Mossoul, dans la région de Kirkouk ou de Khanaqin. Mais l'importance de la ligne de front (plus de 1000 km) et les manques en armes et en munitions des Kurdes eurent pour conséquence, dans un premier temps, le recul des Peshmergas de leurs positions initiales.

Les habitants des localités avoisinant Mossoul, (dont beaucoup de chrétiens) avaient commencé de fuir eux aussi vers les régions plus au nord, comme Sheikhan, tant en raison des bombardements de l'armée irakienne que par crainte des avancées de



l'EI, notamment dans la région d'al-Hamdaniya et Tell Kayf, où les Peshmergas et l'EI s'affrontaient durement sur le terrain, alors qu'EI s'emparait peu à peu de ces régions habitées par les chrétiens, yézidis et shabaks, ce qui entraîna une autre vague massive de réfugiés vers les régions d'Erbil et de Duhok.

Le 7 août, les Peshmergas de la grosse ville chrétienne de Qaraqosh (Baghdida) (environ 50 000 habitants), en danger d'être encerclés et de voir se répéter la catastrophe de Şingal, reçurent subitement l'ordre de se retirer de la ville. Cette fois, ils ont pu avertir – même si très soudainement – les habitants, qui durent quitter les lieux en pleine nuit et marcher des heures jusqu'à Erbil, s'entassant dans la bourgade chrétienne d'Ankawa. Tell Kayf, Bartella, Al-Qosh ont été de même évacués et, finalement, des dizaines de milliers de chrétiens sont venus s'ajouter aux réfugiés yézidis et shabaks, entre les provinces d'Erbil et de Duhok.

Plus au sud, le 6, des attaques d'EI avaient commencé de menacer Makhmour, dans la région d'Erbil, et des accrochages lourds eurent lieu avec les Peshmergas, ainsi qu'avec les unités du PKK venues en renforts (Makhmour abrite un camp de réfugiés kurdes de Turquie, plus ou moins encadré par le PKK). Les femmes et les enfants furent évacués du camp et les combattants du PKK s'y déployèrent.

Le 8 août, Makhmour n'étant qu'à 40 km d'Erbil, les USA invoquant la menace encourue par leurs ressortissants vivant dans la capitale kurde, commencèrent à frapper EI dans cette zone, ainsi qu'à Şingal où la population était menacée de génocide.

Touz Khurmatou, une des positions les plus au sud de Kirkouk, tenue par les Peshmergas, a essuyé aussi des attaques. Le 11 août, à Djalawla, près de Khanaqin, les avances d'EI provoquèrent là aussi la fuite des habitants, alors que le drapeau d'EI flottait déjà sur plusieurs quartiers.

Gwer (al-Quwayr en arabe), à 30 km d'Erbil a été le siège de combats violents, comme à Khanaqin. Des renforts de Peshmergas sont arrivés de Suleimanieh, mais le 14, des mouvements importants de troupes d'EI en direction de Gwer, notamment en traversant le Petit Zab, amena l'armée irakienne à accroître le débit du cours d'eau à partir du barrage de Dokan pour gêner leur progression (le débit passa de 70 m cubes à 300 m3 par seconde).

À la mi août, les frappes américaines permettant aux troupes kurdes de reprendre du terrain, des régions près de Mossoul et Tell Kayf sont reprises, ce qui permet d'entreprendre la reconquête totale du barrage, ainsi que des champs de pétrole (auxquels les djihadistes ont mis le feu avant de les évacuer).

Dès le 18, les Peshmergas annonçaient que le barrage avait été « nettoyé » des combattants d'EI mais que ces derniers avaient piégé les bâtiments à l'explosif, ce qui ralentissait leur avance. Mais le 19, le président américain Barack Obama pouvait assurer que le barrage était à nouveau sous le contrôle des Peshmergas et de l'armée irakienne. Une opération conjointe entre forces irakiennes et kurdes entreprenait alors de reprendre Zummar, tombée le 2 août, alors que les frappes américaines se poursuivaient dans la région de Mossoul et non loin d'Erbil. Le 20, les Kurdes avaient avancé jusqu'à Rabia, près de la frontière syrienne, où les affrontements avec EI ont incité des villageois à passer la frontière pour se réfugier dans les zones tenues par le PYD, à Hassaké.

La retraite désastreuse de Şingal et les conséquences dramatiques qu'ont eu à subir les yézidis ont été un choc humiliant pour les Kurdes d'Irak (le PKK et le PYD ne se sont pas privés d'opposer ironiquement leurs prouesses militaires et leur action salutaire à Şingal aux revers des Peshmergas). Les responsables

administratifs, policiers et militaires en charge de Şingal, coupables de fuite devant l'ennemi, ont été relevés de leurs fonctions par un Massoud Barzani furieux, et font l'objet d'une enquête. Il est à noter que tous les Peshmergas n'ont pas déserté Şingal, que d'autres commandants ont tenu sur place, mais ont dû tout de même attendre que des renforts et des munitions leur parviennent, comme Ismail Mullah Ahmad ou Qasim Shesho. Même si très vite, les unités de Peshmergas venues en renforts, ont repris et dégagé une grande partie de Şingal, il était trop tard pour les milliers de yézidis coincés dans les montagnes ou dans les localités investies par EI. L'évacuation de Qaraqosh, au contraire, même tardive et précipitée, a empêché une tragédie équivalente à celle de Şingal de se reproduire.

Car paradoxalement, ce conflit, qui voit les Kurdes se battre pour la première fois comme une armée régulière, les oppose, aussi pour la première fois, à des combattants qui ne sont ni l'armée turque, ni l'armée irakienne, ni l'armée iranienne, mais des forces rebelles, non-étatiques, affranchies de toutes règles internationales modernes (règles déjà largement bafouées par tous les États qui ont fait la guerre aux Kurdes). Chaque localité perdue ou temporairement laissée à l'ennemi voit sa population soumise au sort prévu par le Coran dans son application la plus archaïque : les hommes capturés se soumettent à l'islam ou sont tués, les femmes, les enfants et les non-combattants sont butin de guerre et de ce butin, seulement un-cinquième revient au calife (c'est la part de Dieu, des pauvres, de l'État), le reste est distribué entre les armées du djihad qui, actuellement, se répartissent les femmes et les enfants yézidis à Mossoul ou à Raqqa. Pas besoin, pour cela, d'une fatwa (qui est un avis juridique énoncé uniquement quand le droit islamique n'est pas clair) ; tout est dans la sourate VIII. Anfal (le

Butin), dont s'est déjà servi Saddam, pourtant contre une population majoritairement sunnite.

Défendre le Kurdistan (très agrandi depuis juin dernier) oblige ses armées à une guerre de position, ce qui nécessite de prévoir, en cas de recul sur le terrain, une évacuation par précaution des populations, devant un ennemi qui n'a aucunement l'intention de respecter les vies des civils puisque les djihadistes se livrent à une guerre d'extermination. D'un autre côté, la tactique d'« offensive » contre l'EI et la reconquête de Mossoul, initiée par Barzanî, lance les troupes kurdes dans une guerre de mouvements, étirée entre Ninive et la Diyala, ce qui nécessite plus encore un commandement extrêmement unifié et une stratégie de surveillance globale des déplacements de l'ennemi pour éviter le danger de se faire encercler comme à Shingal ou Qaraqosh.

Aussi, la refonte ou la « réforme » des forces Peshmergas a été annoncée par Massoud Barzani après que les premiers déboires de l'armée kurde ont fait apparaître ses points faibles. Un rapport de la commission parlementaire kurde chargée d'enquêter sur les dysfonctionnements du ministère des Peshmergas pointe particulièrement le caractère partisan et décentralisé des unités armées, leur mésentente ou leur manque de coordination internes, source de problèmes logistiques et tactiques.

D'après ce rapport, les carences en munitions, en approvisionnement et en équipement, dont se plaignent les combattants, ne sont pas les seuls facteurs minant la capacité de résistance ou d'offensive des Peshmergas et des autres unités kurdes. Bahar Abdurrahman, une des députés ayant participé à la commission d'enquête, a livré au journal Rudaw les grandes lignes du rapport. Un des faiblesses cruciales est que le ministère des

Peshmergas n'a pas toujours une autorité entière sur la totalité des troupes, et que, même au sein de ce ministère, différentes « sources de décision » sont un obstacle à une efficacité et une réactivité des ordres transmis sur le terrain. La commission recommande ainsi l'instauration d'un « haut-conseil de commandement sous la supervision du Président et du ministre des Peshmergas ». À côté de cela, le caractère politisé des unités combattantes, toutes issues de partis politiques se disputant le pouvoir dans des chéfferies locales, est dénoncé depuis des années, même dans la société civile kurde. Massoud Barzani a ordonné, ce mois dernier, que serait prohibée toute exhibition de drapeaux et d'insignes de partis politiques par les troupes, qui devraient n'arborer que le drapeau du Kurdistan. Il est difficile de savoir si ces mesures peuvent être respectées dans l'immédiat, et si elles suffiront à empêcher les Peshmergas et les autres de camoufler leurs appartenances politiques.

Cette situation très nouvelle d'une stratégie offensive, voire de conquête (les mouvements des Peshmergas, Zeravani etc, les amènent à opérer à Mossoul ou à Djalawla, dans des zones soient mixtes, soit arabes, dont les populations soutiennent parfois l'EI) apparaît aussi comme la première guerre nationale kurde, puisque c'est la première fois, dans son histoire, que toutes les forces armées de tout le Kurdistan se sont retrouvées à combattre le même ennemi. C'est aussi sa première guerre classique menée par un gouvernement kurde qui agit, sur la scène internationale, presque comme un État souverain et qui reçoit une aide militaire officielle pour une guerre jugée « légitime », puisque son issue engage bien plus que le destin des Kurdes, mais tout l'avenir du Moyen-Orient.

Car la gravité de la crise irakienne et les dangers encourus par les

populations civiles, ainsi que par la région kurde, jusqu'ici la seule zone stable d'Irak et terre d'accueil de centaines de milliers de réfugiés, a obligé la communauté internationale à se mobiliser et à fournir aux Kurdes une assistance non seulement humanitaire, mais aussi militaire, les Kurdes réclamant instamment, non pas l'envoi de troupes occidentales, mais celui d'un armement aussi sophistiqué que les armes américaines dont s'est emparé l'EI après la chute de Mossoul (le manque d'armes appropriées et de munitions est un problème qui revient constamment lorsque les correspondants de presse interrogent les Peshmergas, sur le front ou dans les hôpitaux où ils sont soignés).

La difficulté ou le « tabou » de la livraison d'armes au Kurdistan tenait au fait que ce dernier n'étant pas un État indépendant, il fallait, en principe, en passer par Bagdad, mais les récents déboires de l'armée irakienne avaient fait que les demandes de réarmement adressées aux États-Unis par Nouri Maliki pour sa propre armée s'étaient heurtées à un refus. De plus, le Premier Ministre honni par les Kurdes étant toujours en place au pire moment de la crise, les relations entre Bagdad et Erbil pouvaient faire craindre que cette aide – humanitaire et militaire – ne parvienne pas aux forces kurdes, alors que le même Nouri Maliki n'avait pas hésité à geler, depuis février 2014, le traitement des fonctionnaires, comme la solde des Peshmergas, en représailles contre la politique d'indépendance énergétique du Kurdistan.

Si Barack Obama se montre, depuis le début de la crise, hésitant et, de son propre aveu « sans stratégie » contre l'EI, la France est apparue comme un des pays les plus réactifs et les plus déterminés à secourir le Kurdistan, entraînant toute l'Union européenne derrière elle. Le 7 août, elle appelait une réunion d'urgence



du Conseil de sécurité de l'ONU afin de déclencher une mobilisation internationale contre le danger terroriste de l'EI. Le 8 août, le président François Hollande déclarait que son pays était prêt à « soutenir les forces engagées contre l'EI », sans d'abord préciser la nature de ce soutien. Il indiquait aussi avoir téléphoné personnellement à Massoud Barzani pour lui faire part de sa volonté de « coopérer » avec les Kurdes dans cette guerre.

Le 10 août, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, se rendait personnellement à Bagdad où il a tenu une conférence de presse avec Hussein Sharistani, en appelant de ses vœux un gouvernement irakien de réconciliation et incluant tous les éléments de l'Irak. Le même jour, il s'est envolé pour Erbil, apportant 18 tonnes d'aide humanitaire accompagnée d'équipes de la Croix-Rouge. S'exprimant sur France 2 en direct de l'aéroport d'Erbil, il a qualifié de « génocide » les actions de l'EI contre les populations chrétiennes et yézidiées, et a réclamé une mobilisation immédiate de l'Union européenne, tant sur le plan humanitaire que militaire. Dans une lettre à Catherine Ashton, haut-représentant de l'UE pour les affaires étrangères, il expose les besoins cruciaux de la Région kurde :

« Je rentre d'Erbil, où j'ai pu vérifier de visu le caractère totalement dramatique de la situation dans le nord de l'Irak. Face aux avancées de l'Etat islamique, les populations civiles menacées doivent fuir chaque jour plus nombreuses et les autorités locales affronter une situation humanitaire tragique, dont l'ampleur dépasse leurs moyens de réponse.

Devant le drame qui se joue à ses

portes, l'Europe ne peut rester inactive. C'est un impératif moral de solidarité avec les communautés persécutées. C'est aussi ce qu'exigent l'intérêt stratégique européen et la défense des libertés.

Le Président Massoud Barzani du Gouvernement régional du Kurdistan m'a demandé la mise en place en extrême urgence d'un pont aérien d'aide humanitaire de l'Europe vers le Nord de l'Irak, ainsi que le déploiement de moyens de construction provisoire, pour aider les autorités locales à répondre aux besoins des centaines de milliers de déplacés qui fuient la barbarie de l'Etat Islamique.

Il a aussi insisté sur la nécessité impérieuse de disposer d'armements et de munitions lui permettant d'affronter et de battre le groupe terroriste de l'Etat islamique.

Il est indispensable que l'Union Européenne se mobilise dès aujourd'hui pour répondre à cet appel à l'aide. Je vous serais donc très reconnaissant de bien vouloir d'urgence mobiliser les Etats membres ainsi que les institutions européennes pour y répondre. Une réunion spéciale du Conseil des Ministres des affaires étrangères m'apparaît souhaitable.

La France, dont j'ai supervisé hier la première livraison d'aide humanitaire, sera au rendez-vous. »

La ministre italienne des Affaires étrangères, Federica Mogherini, que Massoud Barzani avait rencontrée en mai dernier, lors de son tour européen, a appelé de même à une réunion spéciale de ce conseil des ministres pour discuter des crises de Gaza, de l'Irak et de la Lybie, « qui concernent directement l'Europe » et a souhaité aussi la

livraison d'armes au Kurdistan. Dès le 13 août, sans attendre la réunion des ministres européens, la France annonçait un nouvel envoi d'aide humanitaire (20 tonnes) ainsi que sa décision d'armer les Kurdes contre l'EI. Les Britanniques se disaient aussi prêts à envoyer du matériel militaire à Erbil, et finalement, le 25 août, l'Allemagne, un des pays les plus opposés, avec la Suède, à la livraison d'armes à des pays en guerre, a annoncé qu'elle allait, elle aussi, envoyer du matériel militaire au Kurdistan. La chancelière Angela Merkel a justifié cette décision très inhabituelle de la part d'un gouvernement allemand, en invoquant le « génocide » en cours en Irak et une menace « directe » contre l'Europe. Hormis les États-Unis et huit pays d'Europe (l'Albanie, l'Allemagne, le Canada, la Croatie, le Danemark, la France, l'Italie et le Royaume-Uni), l'Iran, directement visé par la politique très anti-chiite de l'EI, a également fourni des armes aux Kurdes, tout en niant l'existence de forces iraniennes opérant à Bagdad et dans d'autres régions irakiennes. L'Australie, elle, fournit une aide au transport des armes et du matériel humanitaire organisé par les États-Unis.

En représailles contre « l'alliance américano-kurde », l'Etat islamique a commencé un chantage à l'exécution d'otages qui peut concerner tous les États ayant décidé de soutenir les Kurdes, les Irakiens et les Syriens. Les États les plus réticents à « retourner sur le champ de bataille irakien », ainsi qu'en Syrie, se trouvent, ainsi, malgré eux, entraînés dans une action militaire directe dont les Kurdes, longtemps les éternels laissés pour compte du Moyen-Orient, seraient l'avant-garde et l'infanterie.

## MOSSOUL : GUERRES DE RAPINE, PRATIQUES GÉNOCIDAIRES

**L'**État islamique continue sa guerre de terrain pour unifier et sécuriser ses territoires de Raqqa à Mossoul, ce qui l'amène à tenter une offensive de conquête dans les provinces voisines de Hassaké et de Ninive, luttant à la fois contre l'armée kurde des Peshmergas et les YPG du PYD-PKK. Si l'EI réussissait à faire tomber Serê Kaniyê et Qamishlo, la carte de cet État, sur sa frontière nord, ressemblerait fort à ce Rojava rêvé du PYD et d'autres Kurdes syriens, qui couvrirait l'ensemble des territoires kurdes comme arabes, bordant la Turquie.

Jusqu'au 20 août, il s'agissait surtout d'une guerre de harcèlement dans les localités avoisinantes, contre les Kurdes, en tentant, à Hassaké comme à Ninive, de rallier des tribus arabes sunnites hostiles à un pouvoir kurde. Les places emportées par l'EI, comme Tell Hamis et Al-Shadadi n'ont pu être reprises par les YPG, mais ses tentatives d'attaquer et d'isoler Qamishlo et Hassaké, ou d'assiéger Serê Kaniyê n'ont pas abouti non plus à des avancées susceptibles de faire tomber les deux cantons de Cizîrê et Kobanî, même si la poussée d'EI doit logiquement le mener au nord de Hassaké et ses puits de pétrole.

Les attaques militaires sont accompagnées d'attentats suicides et d'enlèvements dans ces zones. Pour le moment, les positions tenues par les YPG et EI sont restées, depuis janvier, finalement, assez stables en Syrie du nord-est, les assauts des milices djihadistes s'étant surtout lancées sur Shingal-Sindjar et Mossoul (avec la prise temporaire du barrage et de puits de pétrole). Il faut voir la prise de Shingal comme la continuité de ce « nettoyage » de Hassaké-Ninive, la région kurde se trouvant isolée en plein territoire de l'EI depuis juin, avec pour seul couloir « kurde » le poste-frontière sépa-

rant les villes de Rabia-Yaroubiah, relativement loin de la ville de Shingal (et entre, les montagnes).

Il semble que ce soit à la fois des milices venues de Mossoul (celles qui ont pris la ville en juin) et d'autres du sud de Hassaké qui se soient simultanément lancées à l'assaut de Shingal, pris en tenailles. Après avoir saisi Shingal, ce fut logiquement Rabia-Yaroubiah, le seul poste frontière syro-irakien (avec Pesh Khabour) tenu par les Kurdes, YPG et Peshmergas, et qui a servi de couloir de repli pour les Peshmergas et d'évacuation des yézidites ayant réussi à fuir par l'ouest vers la Syrie. Mais entre le 3 et le 4 août, sous les attaques conjointes des YPG et des Peshmergas, l'EI a dû renoncer à prendre ce poste, même si la guerre de position continue dans ses environs.

L'autre front syrien de l'EI a été Raqqa et trois bases tenues par le régime sont tombées entre juillet et août, dont celle de Tabaqa, dont l'aéroport militaire, la dernière place-forte du régime dans la province, le 24 août. Autour de 250 soldats syriens capturés ont été emmenés dans le désert pour y être exécutés en masse. La férocité de cette répression peut s'expliquer à la fois par les pertes qu'a subies lui-même l'EI, car la bataille fut longue et rude, et par le fait que combattant pour le régime alaouite, ces soldats sont considérés comme infidèles ou hérétiques, quelle que soit leur confession.

Par ailleurs, il a pu être établi dans l'identification de corps de miliciens que certains avaient été recrutés de force par l'EI au sein de la population locale, sommée de donner un fils au combat ou une fille aux combattants. Des raids de représailles avec enlèvements d'hommes ont eu lieu dans la province de Kirkouk, dans des villages occupés par EI,

même contre des populations arabes sunnites.

Sur l'autre front d'EI, le sud, entre Kirkouk et l'Irak sunnite, l'EI tente de même d'unifier et de sécuriser ses territoires afin de former une bande continue entre Diyala-Anbar et Mossoul et le plus grand massacre de soldats (800) a été perpétré en juin, en Irak, et vient d'être révélé, notamment par Human Rights Watch, avec le récit d'un des 20 survivants. 1500 soldats fraîchement recrutés et envoyés au camp d'entraînement Speicher, à Tikrit, auraient été trahis par leur haut commandement (ce que les officiers concernés nient) qui leur aurait assuré qu'un accord avait été conclu avec l'EI leur assurant une retraite sauve, s'ils quittaient la base sans armes. Ils ont été en fait livrés par des tribus sunnites hostiles à ces troupes majoritairement chiites. L'EI affirme, sur ses sites, en avoir exécuté 1700, et HRW peut confirmer la mort d'environ 700 soldats, en estimant que ce chiffre sera revu à la hausse.

Le traitement des minorités tombées aux mains des combattants d'Al-Baghdadi continue à se conformer à une interprétation tout à fait littérale du Coran en ses sourates guerrières (surtout issues de la période médinoise, par exemple celle qui frappa de mort ou d'esclavage les juifs Banu Qurayza). En principe, les chrétiens refusant de se convertir ou de partir doivent se conformer à un statut inférieur et payer tribut, les religions non reconnues comme « révélées » ou les dissidences musulmanes « hérétiques (surtout les chiites) doivent se soumettre à l'islam ou mourir. Mais toute population, protégée ou non par la dhimmiya, qui a combattu les armées musulmanes, tombe d'emblée dans le statut de « captifs », c'est-à-dire d'esclaves de guerre, comptés comme butin. Les combattants sont exécutés, les femmes emmenées comme concubines ou

esclaves promises à la vente, les enfants, étant de même propriétés des vainqueurs, peuvent être séparés de leurs mères, vendus à part, et bien sûr élevés dans l'islam. Les biens des captifs de droit reviennent aux djihadistes. Il est à noter que la conversion à l'islam des esclaves n'implique pas nécessairement leur affranchissement.

Les yézidis sont le groupe le plus frappé par cette répression « politico-religieuses » dont tous les aspects sont énumérés dans la définition du génocide, telle que l'énonce l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (9 décembre 1948), à savoir :

- a) Meurtre de membres du groupe ;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. »

C'est ainsi que le 15 août, les djihadistes ont tué au moins 80 hommes du village yézidi de Kotcho, près de Shingal, (d'autres chiffres feraient état de plus de 300) dans un raid meurtrier qui semble avoir pour but la prise d'esclaves, femmes (plusieurs centaines) et enfants, emmenés à Tell Afar, ainsi que le pillage. Un survivant de ces massacres, sauvé, caché et nourri par un voisin musulman, a pu s'évader vers le Kurdistan et son témoignage a été recueilli par Amnesty International, qui a estimé que les minorités du nord de l'Irak subissaient un « nettoyage ethnique ». D'autres tueries sont probablement restées pour le moment ignorées, comme peut le laisser penser la découverte, le 10 septembre, d'une fosse commune contenant les corps de 35 yézidis, parmi eux des femmes et des

enfants, à Zummar.

Un rapport du Haut Conseil des affaires féminines de la Région du Kurdistan a, le 30 août, indiqué un chiffre de 700 femmes yézidies tombées dans l'esclavage, ou forcées d'épouser légalement des musulmans. Certaines ont pu téléphoner à leur famille, avec des téléphones portables fournis par les djihadistes eux-mêmes. De leurs récits, il ressort que le sort de la majorité, séquestrée, violée et maltraitée, relève plus de celui des « femmes de réconfort » enlevées par l'armée japonaise durant la dernière guerre, que des captives-concubines ou épouses mentionnées dans le Coran. Le mariage légal avec un musulman implique de toute façon leur conversion « volontaire ».

Toutes ne sont pas reléguées à Mossoul, une partie d'entre elles a été envoyée à Raqqa, Alep ou Hassaké. De très rares victimes ont pu s'échapper et regagner le Kurdistan, certaines ont eu la chance, lors de leur vente, d'être « achetées » par des Arabes dans le but de les sauver et de les rendre à leurs familles. Tous les enfants nés en captivité ont été enlevés à leurs mères. On estime que le prix d'une femme yézidie tourne autour de 1000 \$, et varie bien sûr selon son âge, sa beauté et sa virginité, les vierges étant souvent réservées pour défloration par les commandants et données ensuite aux miliciens de base.

D'autres fois, les hommes yézidis ont été épargnés mais obligés d'apostasier publiquement leur religion et la cérémonie de « conversion » a été filmée et diffusée sur les réseaux sociaux de l'EI, afin d'inciter l'ensemble des yézidis (surtout ceux restés bloqués dans la montagne de Shingal) et des autres « infidèles » d'embrasser l'islam.

Les yézidis ne sont pas la seule minorité religieuse kurde promise à la mort. Les kakay (ou yarsans) sont tout autant polythéistes, apostats ou

hérétiques aux yeux des djihadistes, mais jusqu'ici, ils ont pu échapper aux massacres de masse subis par les yézidis. Par contre, des lieux saints leur appartenant ont été détruits dans le district de Hamdania (province de Ninive), comme cela a été le cas pour tous les monuments jugés non conformes à la sharia, qu'ils soient ou non musulmans.

L'autre front de l'EI, la Diyala, a été marqué par la résistance farouche des 12 000 chiites turkmènes de la ville d'Amerli, au sud de Touz Khourmatou, encerclée et assiégée par l'EI depuis juin dernier et à court d'eau et de vivres, sans électricité, n'ayant pour forces de défense que des milices locales, recrutées parmi la population. Finalement, l'aviation américaine a été autorisée, le 27 août, par Barack Obama, à frapper les assiégeants, en même temps qu'elle larguait des secours et des vivres aux habitants. Des hélicoptères irakiens ont aussi largué des vivres et des munitions en bravant les tirs de l'EI, dans des missions qualifiées de « suicides » par le colonel irakien Mustafa Al-Bayati.

Mais l'aide humanitaire ne pouvait protéger les Turkmènes du massacre qui les menaçait si la ville tombait et Nickolay Mladenov, le représentant des Nations Unies pour l'Irak, a appelé à une intervention d'urgence pour sauver la ville, sous peine de lui voir connaître le même sort que Shingal.

Finalement, le 31 août, à la faveur du soutien des bombardements américains, les armées kurdes et irakiennes ont pu briser le siège au nord de la ville, l'avance étant rendue difficile par les mines posées sur les routes par EI.

La résistance héroïque des Turkmènes d'Amerli indique un des effets contraires de la stratégie de terreur adoptée par l'État islamique : si dans un premier temps, les populations, terrorisées par la férocité des djihadistes, peuvent céder à la

panique, fuir ou se soumettre sans combat, le sort implacable promis aux « infidèles » et largement médiatisé dans les réseaux sociaux, peut pousser les populations visées à une résistance désespérée afin d'échapper à un sort conçu comme pire que la mort.

Quant à Abu Bakr al-Baghdadi, il aurait déjà fui Mossoul, via un convoi de 30 Hummer, pour regagner son fief plus sûr du nord-syrien, selon un responsable kurde, le porte-parole du PDK, Saeed Mammo, interrogé par Asharq al-Awsat, par crainte des frappes américaines.

Les attaques d'EI sont motivées à la fois par la volonté politique d'installer sa juridiction sur un territoire cohérent et homogène, avec des voies de communication sûres, ainsi que celle de mettre la main (en tout cas de le tenter) sur les puits de pétrole ou par exemple le barrage de Mossoul, qui lui permettraient de contrôler les besoins énergétiques de ses territoires (et de ceux de l'ennemi). Quant aux attaques ciblant par-

ticulièrement les minorités, elles obéissent aussi à un autre impératif économique et politique : rallier des combattants par la promesse d'un butin humain et matériel, mais aussi entretenir ses troupes en leur réservant la part qui leur est dévolue par le Coran lors des conquêtes sur le Dar al-Harb (territoire de la guerre), soit les 4/5e, ce qui dispense le calife de verser une solde. L'État islamique ne peut donc être économiquement viable sans ses « dhimmis » soumis à la taxation et sans Dar al-Harb ou « territoire de la guerre ». C'est ce qui occasionna, entre autres problèmes internes, la chute des Omeyyades : si l'État islamique prenait modèle sur les premiers temps de l'organisation politique de l'Islam, il aurait paradoxalement besoin de l'existence des chrétiens (soumis à l'impôt des non-musulmans) car il n'était pas d'usage, alors, de taxer les musulmans en dehors de l'aumône légale. Les chrétiens ayant fui, les yézidites n'étant pas éligibles à la dhimmia, restent, si les puits de pétrole lui sont repris ou sont insuffisants, les ressources de l'Anfal, le butin en esclaves et en bien confis-

qués sur l'ennemi impie, dont il a tout autant besoin de perpétrer l'existence, pour s'assurer cet source d'approvisionnement d'esclaves et de pillages.

Ce qui fait que cet État s'apparente assez à la structure politique et religieuse des ghazi, ces « combattants de la foi », s'illustrant par des raids tenant autant de l'expédition militaire que du brigandage, aux frontières du Dar al-Islam : ainsi les mercenaires employés par les Samanides dans le Khorassan encore non converti, ou bien par Mahmoud de Ghazna en Inde, ou plus proche géographiquement, les troupes utilisées par les Seldjoukides pour harceler les marches byzantines. Il s'agissait à la fois d'actes de pirateries qui permettait aussi aux souverains de se débarrasser d'éléments guerriers séditieux, en les attirant sur des terres ennemies, comme d'actes de Djihad visant à accroître le territoire des croyants. Pour assurer sa survie interne, le Dawlat al-Islam a besoin du Dar al-Harb, car c'est de la guerre qu'il tire sa justification et son existence.

## SYRIE :

### AFFRONTEMENT ENTRE LES DJIHADISTES ET LES COMBATTANTS KURDES

**S**ur le front du « Rojava » (Kurdistan de Syrie) le combat contre l'État islamique mené par les YPG s'est fait, dans la ville de Hassaké, en coopération avec l'armée syrienne, et sur le terrain de Tell Hamis (lieu d'une défaite sévère des YPG en janvier dernier), avec l'Armée syrienne de Libération, une illustration du grand écart des alliances auquel doit se livrer le PYD sur le terrain. La ville de Hassaké est, pour le moment, divisée en bases militaires prises par l'EI, d'autres contrôlées par le régime syrien, et les quartiers kurdes tenus par le PYD.

En plus des milices djihadistes de l'EI, les YPG ont parfois, comme les Peshmergas du Kurdistan d'Irak, à

lutter contre des tribus arabes sunnites (ou la population locale) tout en s'appuyant sur la collaboration d'autres Arabes, notamment en incorporant à leurs forces des milices sunnites, qui rejoignent, avec les milices chrétiennes et yézidites, les forces non-kurdes assistant les YPG ou les Asayish.

La montée en puissance de l'EI à Raqqa et Hassaké a donc mené les YPG et l'ASL à une trêve de plus et une alliance contre l'ennemi commun, pour ne pas non plus laisser tomber des places d'Alep aux mains des armées du « Calife ». Un accord a été conclu le 22 août (source ANHA) à l'issue d'une réunion entre Abdo Ibrahim, le président du Conseil de défense du « canton d'Afrin » et des commandants YPG,

et le général de l'Armée syrienne libre d'Alep, Abdul Jabbar Agidi, et d'autres commandants de l'ASL. L'accord porte sur une défense commune d'Alep et de ses environs. Abdo Ibrahim, dans son communiqué à ANHA, a indiqué que la contre-partie demandée par le PYD pour cette défense commune était que l'ASL devait accepter la « particularité des régions kurdes » et du « Rojava ». Cet accord sera étendu à la région « Euphrate » en septembre, entre les YPG, l'ASL et d'autres forces de « l'opposition » qui aboutit à un commandement de forces conjointes, unies contre EI.

L'offensive sur Shingal, qui se trouve sur le chemin entre Raqqa et Mossoul, mais est aussi la directe voisine de Hassaké, a immédiate-

ment incité les YPG à franchir la frontière à Yaroubia pour défendre Rabia (comme en juin) tandis qu'une déclaration officielle des YPG annonçait une coopération « au plus haut niveau » avec les peshmergas dont 700 s'étaient retirés du côté syrien après la chute de Shingal, certains pour être soignés à l'hôpital de Dêrik (Malikiyah). Les YPG ont aussi ouvert des routes pour permettre aux Yézidis coincés dans la montagne de passer du côté est et 20 000 seraient passés en Syrie. Les media pro-PKK parlent même de 100 000 réfugiés, et ont annoncé la création d'un nouveau camp de réfugiés, Rubarî, à Afrin, pour accueillir 30 000 yézidis (en plus de celui de Hassaké) qui vient s'ajouter au camp Newroz dans ce même canton.

En tout cas, des forces militaires yézidies, sur le modèle des Sutoro (les combattants chrétiens du PYD) ont commencé d'être entraînés par les YPG pour la reconquête de Shingal. Les combattants seraient quelques centaines, selon Reuters, majoritairement issus du côté irakien mais il peut aussi y avoir des yézidis syriens. En tout cas, il est fort possible que Shingal, dans sa partie

orientale, fasse désormais partie du « front du Rojava », même si le PYD nie toute velléité d'en faire un 4ème « canton ».

Les YPG ont aussi affirmé avoir combattu à Zummar et Kaské, dans la province de Ninive, ces deux localités ayant été les premières à avoir subi l'assaut d'EI, avant la prise du barrage de Mossoul.

Le 19 août, la localité de Djazaa, près de Yaroubia est attaquée par EI, qui tente ainsi de couper l'accès des YPG à Shingal et traverser la frontière librement. Les combats autour de Djazaa continuent tout le mois d'août et les YPG ne font pas état de la prise de la localité, parlant de combats acharnés, de lourdes pertes du côté d'EI, jusqu'à la fin août, où ils annoncent avoir repoussé tous les combattants EI de Djazaa, mais les opérations militaires se poursuivent encore.

À Kobanî ('Ayn al Arab) ce fut aussi une succession de collines et de villages pris et repris. Les YPG annoncèrent régulièrement, tout l'été, de « lourdes pertes » dans les rangs d'EI (en général 100 tués EI pour une dizaine d'YPG, dont certains sont de

Turquie). Mais EI a attaqué des villages à l'est autour du 19 août, avec des armes lourdes et des tirs mortiers.

Si les frappes d'une coalition internationale menée par les USA, contre les bases de l'EI en Syrie, peuvent les YPG en desserrant l'étau, cela ne contribuera peut-être pas à les rapprocher de l'ASL (une fois le danger commun écarté, les alliances de circonstances peuvent tomber) ni les éloigner du régime syrien, dont ils dépendent trop à Qamishlo et Hassaké. Or l'appartenance au Conseil national syrien est une condition sine qua non pour faire partie des représentants reconnus comme légitime par l'Occident des Syriens de l'opposition (ce qui fait que des membres du Conseil national kurde, même méfiants en grande partie envers les Syriens arabes, y sont représentés).

D'un autre côté, la valeur militaire des YPG et le fait que ce soit, à l'est de la Syrie, le seul groupe armé capable de repousser EI, peut être pris en considération, nonobstant l'hostilité de la Turquie, de plus en plus déconsidérée dans sa politique syrienne et au Kurdistan d'Irak.

## IRAK : HAYDER AL-ABADI NOMMÉ PREMIER MINISTRE

**M**algré des pressions internationales et nationale quasi-unanimes pour inciter le Premier Ministre irakien, Nouri Maliki, à ne pas exercer de troisième mandat, ce dernier a campé sur ses positions depuis avril, arguant du droit « constitutionnel » à être reconduit dans ses fonctions, en raison de la victoire aux législatives de sa liste, État de droit. Mais la politique de Nouri Maliki lui ayant aliéné une large majorité des Irakiens, même les chiites, et étant responsable du désastre de Mossoul et de l'actuelle situation irakienne, plus aucun soutien politique sérieux ne pouvait plaider en sa faveur.

Les chiites ont tenté durant plusieurs semaines de trouver une alternative à Nouri Maliki, qui serait acceptée par les Arabes sunnites et les Kurdes, ces deux groupes étant en rupture avec Bagdad. Il fallait d'abord faire consensus au sein de leur coalition, et persuader le Premier Ministre de céder la place.

Entre temps, le président irakien avait été élu le 24 juillet : le Kurde Fouad Massum avait, selon la constitution, 15 jours à partir de son élection pour choisir un Premier Ministre qui formerait son gouvernement. Dès sa prise de fonction, Fuad Massoum avait d'abord indiqué que le 7 août serait une ligne

rouge à ne pas dépasser, avant de rallonger ce délai jusqu'au 10. Finalement, devant les difficultés, l'assemblée nationale irakienne prolongea encore la nomination au 19 août, les négociations n'étant pas « achevées ».

Quand Fouad Massoum réunit l'Alliance nationale, la principale coalition parlementaire après celle de Maliki, afin de se mettre d'accord sur un nom, on put remarquer la présence de membres de la coalition de Maliki, État de droit, ce qui montrait que le parti du Premier Ministre ne soutenait pas unanimement son leader. Dans le même temps, le

compte twitter officiel d'État de droit, publiait plusieurs avertissements s'opposant à tout « recours à la violence », ces allusions visant clairement Maliki, toujours à la tête de la Défense, des forces de sécurité et de l'armée, et qui était soupçonné d'avoir prévu le recours à un coup d'État pour garder son poste.

Car Nouri Maliki, jusqu'ici, ne désarmait pas, et le 10 août, avait, déclaré son intention de porter plainte devant la Cour fédérale contre la présidence irakienne, pour violation de la constitution sur deux points : 1/ avoir étendu le délai de 15 jours jusqu'au 10 août pour la désignation d'un Premier Ministre, qui devait être la tête de la liste ayant remporté les législatives, et 2/ avoir à nouveau étendu ce délai après le 10 août. Arguant avec un certain aplomb de la « situation dangereuse » dans laquelle se trouvait l'Irak face au danger d'EI et les politiciens « proches d'EI » (Maliki désigne volontiers ainsi tout opposant), il avait, très exactement 90 mn avant son intervention télévisée, soit à 22 h 30 GMT + 2, ordonné le déploiement des Forces de sécurité irakiennes et des Forces d'opération spéciale irakiennes pour « sécuriser » les entrées de Bagdad et la Zone verte, tout en bloquant un certain nombre de rues et de ponts à l'intérieur de la ville. Une source (anonyme) présente dans la Zone verte indiquait à la presse que les bâtiments de la Présidence étaient cernés par ces mêmes forces mais cela a été démenti par d'autres sources, émanant de la Présidence, qui aurait en fait déployé ses propres gardes pour assurer sa sécurité.

La veille, le 9 août, une manifestation avait rassemblé au centre de Bagdad les supporters du Premier Ministre, qui avait aussi enjoint le grand Ayatollah Sistani (un de ses farouches adversaires) de ne pas « se mêler de politique » et ce message a été diffusé publiquement dans la manifestation.

Les Irakiens et les Kurdes ont immédiatement interprété ce déploiement de forces comme une menace de coup d'État. Les USA s'en sont aussi inquiétés et la porte-parole du Département d'État, Jen Psaki a déclaré que son pays « rejetait tout effort de parvenir à ses fins par la coercition et la manipulation du processus constitutionnel et judiciaire », rappelant que Washington était prêt à « soutenir un nouveau gouvernement, inclusif » dans le combat contre EI. John Kerry alla même jusqu'à envisager une rupture du soutien international à l'Irak dans cette crise.

Alors même qu'un nouveau Premier Ministre, Hayder Al Abadi, un chiite issu de la liste État de droit, a fini par être désigné et approuvé par le Parlement, Nouri Maliki ne semblait toujours pas prêt à renoncer, en dépit du soutien des États-Unis et de l'Union européenne apporté à cette nomination, et le vote de 127 parlementaires dont presque la moitié de la liste État de droit (38) et 12 venant du bloc *Mustaqilun*, mené par Hussein Sharistani, qui fut pourtant le principal exécutant de la politique de Nouri Maliki contre les Kurdes en matière de gestion des ressources. Le reste du bloc État de droit s'est abstenu.

Nouri Maliki a commencé par refuser de reconnaître Hayder Al-Abadi comme son successeur, écrivant à la Cour fédérale que le bloc État de droit étant enregistré sous son nom, ses députés n'avaient pas le droit d'exprimer une position contraire à la sienne et qu'Al-Abadi en tant que responsable de son parti, ne pouvait agir sans son autorisation.

Le 11 août, Nouri Maliki, de plus en plus désavoué, ne put rassembler autour de lui que 29 membres d'État de droit, quand il a donné une seconde allocution filmée, critiquant le caractère inconstitutionnel de son évincement. Cela n'empêcha pas le président Fouad Massoun de désigner enfin officiellement son

Premier Ministre, dans une cérémonie officielle en présence de Hussein Al Sharistani, AL Jafari (leader de l'Alliance irakienne), Baqir Jabur, (Alliance des citoyens ou *Mowatin*, une coalition religieuse chiite) Dhia Al Assad (sadrisme) et un autre représentant d'une branche sadrisme, Fadhila.

Les milices chiites irakiennes soutenues par l'Iran ont aussi retiré leur soutien à l'ancien Premier Ministre en le reportant sur Al-Abadi, ce qui indique une désaffection de Téhéran envers son principal « pion » politique sur le terrain bagdadi.

Mais cet isolement et ces désistements successifs n'ont pas empêché Nouri Maliki d'appeler ses supporters à manifester contre Al-Abadi le 13 août. Cette fois, les rangs des manifestants s'étaient considérablement raréfiés.

Sur le plan international, les puissances occidentales comme les États voisins, dont l'Arabie saoudite et la Turquie, ont salué la nomination d'Al-Abadi, qui a appelé le 12, jour de la cérémonie de sa désignation, à un « Irak unifié », tout en ménageant son prédécesseur, Nouri Maliki, dont il a loué « l'action contre le terrorisme ». Le lendemain, 13 août, plusieurs explosions mortelles secouaient Bagdad et Karbala, que cela vienne des cellules de l'EI ou de factions inconnues, qu'elles soient sunnites ou chiites et une amélioration des conditions de sécurité les villes du sud semble incertaine.

Hayder Al Abadi est né à Bagdad en 1952 où il a fait des études d'ingénieur, avant de partir à Manchester pour compléter son cursus. Membre du parti religieux chiite Al-Dawa dès 1967, il en occupe assez rapidement une position de leadership à la fin des années 70, notamment en tant que membre de l'exécutif, alors qu'il est à Londres, où il restera en exil jusqu'en 2003. En 1983, l'Irak lui confisque son passeport pour « conspiration contre le Parti



Baath », et dans cette même décennie, trois de ses frères sont arrêtés pour appartenance à Dawa.

Revenu en Irak, il est ministre des Communications entre 2003 et 2004. Au début de 2005, il est conseiller auprès du Premier Ministre Iyad Allawi et à la fin de cette même

année est élu au parlement, où il a présidé la commission de l'économie, de l'investissement et de la reconstruction, puis celle des finances. En juillet dernier, il a été élu vice-président du Parlement. Dès 2010, il avait été régulièrement mis en avant comme une alternative à Nouri Maliki, dont il est un des

proches. Décrit comme un homme d'abord « ouvert, amical », il a la réputation d'être « accessible » ce qui peut trancher avec l'isolement et la défiance frôlant la paranoïa dans lequel s'est enfermé son prédécesseur, lui aliénant une bonne partie des milieux politiques irakiens et kurdes.

## TURQUIE : ÉLECTION DE TAYYIP ERDOĞAN À LA PRÉSIDENTENCE

**L**e 10 août ont eu lieu les élections présidentielles turques, qui se tenaient pour la première fois au suffrage universel. Le Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan était candidat pour l'AKP à la succession d'Abdullah Gül, lui-même issu de ce parti. Sans surprise, il a été élu au premier tour, avec 51,79% des voix, face à son principal adversaire, Ekmeleddin İhsanoğlu, ancien secrétaire de l'Organisation de coopération islamique, à la tête d'une coalition improbable de 13 partis, allant de mouvements religieux au très laïque CHP et jusqu'au parti d'extrême-droite, le MHP, qui n'a remporté que 38,44%, entérinant la déroute d'une opposition turque totalement morcelée et qui peine à trouver un électorat face à la « machine à gagner les élections » qu'est l'AKP depuis. Le troisième candidat, l'avocat kurde Selahattin Demirtaş, se présentait à la tête du Parti démocratique des peuples (HDP), un parti pro-minorités et féministe, ayant formé une alliance avec le parti kurde du BDP lors des municipales de mars 2014, avec qui il a fusionné depuis avril dernier.

Selahattin Demirtaş a obtenu 9,76, ce qui fit considéré comme un score très honorable pour le candidat « kurde » de Turquie. Il l'emporte dans les provinces kurdes de Şırnak (83%), Hakkari (81%), Diyarbakır (64%), Ağrı, Muş et Mardin (61%), Batman

(60%, Siirt et Van (54%), Tunceli-Dersim (52%), Iğdir (42%).

Ekmeleddin İhsanoğlu gagne à Kırklareli (67%) Edirne (64%), Muğla (63%), Izmir (58%), Tekirdağ (57%), Aydın (56%), Çanakkale (55%), Mersin (54%), Antalya (53%), Hatay (52%), Eskişehir (51%), Adana (50%), Balıkesir et Denizli (49%), Manisa et Osmaniye (48%).

Recep Tayyip Erdoğan remporte la victoire à Rize et Bayburt (80%), Gümüşhane (75%), Konya et Aksaray (74%), Çankırı et Düzce (73%), Maraş (71%), Elazığ, Trabzon et Malatya (70%), Adıyaman, Sivas et Sakarya (69%), Erzurum, Urfa et Niğde (68%), Bolu, Kayseri, Ordu, Karaman et Giresun (66%), Bingöl, Yozgat et Samsun (65%), Afyonkarahisar, Karabük, Kilis et Nevşehir (64%), Çorum et Kırıkkale (63%), Tokat (62%), Sinop (61%), Gaziantep (60%), Erzincan et Kocaeli (58%), Bartın (57%), Amasya (56%), Isparta (55%), Artvin, Kirşehir et Bitlis et Zonguldak (52%), Ankara (51%), Bilecik, Yalova et Uşak (50%), Istanbul (49%), Kars (42%), Ardahan (40%).

Après l'élection d'Erdoğan, son ancien ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu a été élu à la tête de l'AKP le 21 août et devint Premier Ministre, le 28 août, formant alors le 62ème cabinet de la République, qui prêta serment le 29 août. Ce gouvernement devrait rester en place jusqu'aux pro-

chaines élections législatives de 2015. Il y a très peu de nouvelles têtes au sein de ce cabinet, dont beaucoup restent en place depuis les cabinets successifs d'Erdoğan, entre 2007 et 2013.

Les vice-Premiers ministres sont Bülent Arinc, Numan Kurtulmuş, deux conservateurs aux idées religieuses assez proches du Parti de la Vertu d'Erbakan, Ali Babacan, ancien ministre de l'Économie puis des Affaires étrangères dans les deux premiers cabinets d'Erdoğan, et Yalçın Akdoğan, ancien journaliste au quotidien conservateur Yeni Şafak.

Aux Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu est remplacé par Mevlut Çavuşoğlu, qui a surtout une expérience au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Le ministre de l'Intérieur est toujours Efkân Ala, qui a été gouverneur de Diyarbakir et de Batman et occupe ses fonctions ministérielles depuis 2013. Aux Finances, l'économiste kurde Mehmet Şimşek reste en poste (depuis 2009), et à la Justice, le juriste et théologien Bekir Bozdağ (depuis 2013). Taner Yıldız reste à l'Énergie et aux Ressources naturelles (depuis 2009), Mehmet Muezzinoğlu à la Santé (depuis 2013), Nabi Avcı à l'Éducation nationale (depuis 2013) et Omer Çelik à la Culture et au Tourisme (idem), Nihat Zeybekçi à l'Économie, ainsi que Lütfi Elvan, aux Transports et à la Communication, et Aysenur İslam à la Famille et à

la Poitique sociale, Idris Güllüce pour l'Environnement et la Plannification urbaine. À l'Agriculture, c'est un ancien parlementaire de Diyarbakir, Mehmet Mehdi Eker qui fait figure de nou-

vel entrant avec Faruk Çelik au Travail et à la Sécurité sociale, et Avrukan Bozkır pour l'Union européenne, Nurettin Canikli pour les Douanes et le Commerce. Le ministre de la Défense est Ismet

Yılmaz (depuis 2011) et celui de la Science, de l'Industrie et de la Technologie, Fikri Işık (2013). Veysel Eroğlu reste ministre des Eaux et Forêt (en poste depuis 2013).

## CULTURE :

### « SCHLOMO LE KURDE » PARAÎT EN FRANÇAIS



Shlomo le Kurde », roman de l'écrivain Samir Naqqash a été traduit de l'arabe et vient de paraître aux éditions Galaade, qui présente ainsi son auteur :

« Samir Naqqash est né à Bagdad (Irak) en 1938. Il faisait partie d'une de ces familles juives qui ont été forcées de quitter l'Irak dans les années 1950. Il était adolescent lorsqu'il s'est retrouvé en Israël, mais ne s'est jamais senti chez lui dans ce pays. Il se sentait en effet expulsé du paradis où il avait passé son enfance : Bagdad. Aussi n'a-t-il jamais pardonné aux États irakien et israélien d'avoir abandonné la plus ancienne diaspora juive. Et il a tenté de quitter Israël à plusieurs reprises, pour l'Iran, l'Inde, la Turquie, le Liban, l'Égypte et l'Angleterre. Mais il a fini par rentrer en Israël où il est mort en 2004 dans la banlieue de Tel-Aviv.

Samir Naqqash se considérait comme un écrivain irakien en exil.

Sa particularité est d'avoir fait le choix difficile d'écrire en arabe, ce qui en fait un écrivain israélien atypique. Cette décision l'a coupé à la fois d'un lectorat potentiel en Israël et d'un lectorat arabe du fait qu'il soit juif. Aussi son œuvre est-elle restée malheureusement confidentielle : peu lu dans le monde arabe, même s'il est très apprécié de nombreux écrivains irakiens contemporains et de quelques intellectuels arabes et tout aussi peu lu en Israël en dehors de la communauté juive d'origine irakienne, un seul de ses livres ayant

été traduit en hébreu. Cependant Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature, le considérait comme « l'un des plus grands auteurs à écrire en arabe aujourd'hui ».

Plusieurs chercheurs ont souligné l'importance de l'arabe dialectal dans l'œuvre de Samir Naqqash, puisque dans ses nouvelles il fait usage tantôt de l'arabe dialectal irakien standard — celui de la communauté musulmane en réalité — tantôt de celui de la communauté juive.

Samir Naqqash est l'auteur d'une œuvre importante : une dizaine de titres, dans des genres différents : romans, recueils de nouvelles, pièces de théâtre. Ses livres écrits tous en arabe, publiés en Israël ou en Allemagne (Al-Kamel Verlag, Cologne), ont été écrits après son arrivée en Israël. Il fut aussi traducteur de l'hébreu vers l'arabe.

*Shlomo le Kurde* est son dernier roman. »

Les éditions Galaade exposent les raisons leur choix de traduction et de publication :

« Pourquoi avoir désiré à tout prix publier ce livre en français depuis 2005 ? Sinon parce que *Shlomo le Kurde* ou plutôt Shlomo Kattani le Kurde, appelé aussi Abou Salman, ballotté par l'Histoire entre le Kurdistan, Téhéran, Bagdad, Bombay et Ramat Gan, de 1914 à 1985, nous raconte, à la manière des Mille et une nuits, les tribulations d'un nouveau Sindbad, dans ces terres d'Orient, où les frontières ont évolué, aux prises avec

toutes les influences, courants et opportunités : le commerce et l'exploration, le colonialisme puis le communisme, et alors qu'a lieu en Occident la Grande guerre puis la Seconde guerre mondiale. Parce que ce texte est un roman magnifique sur l'exil et sur la mondialité, tout en s'inscrivant dans l'histoire et la littérature. Parce qu'il explore une langue dialectale née de la communauté musulmane ainsi que de la communauté hébraïque de Bagdad, tout en éclairant les rapports de l'écrivain d'origine irakienne qu'est Samir Naqqash avec l'hébreu moderne, et ainsi pose avec humour la question du rapport entre la langue et l'identité. Parce que j'aime les péripéties de la vie de Shlomo qui parle araméen, kurde, persan, russe, se débrouille en arabe, en hindi et même en anglais, et lit l'hébreu biblique. Car Shlomo est juif, kurde et commerçant. Et qu'il est amoureux. Et, quand je lis *Shlomo le Kurde* de Samir Naqqash, voix juive et arabe, je pense à Anton Shammas ou Sayed Kashua, qui ont fait eux aussi le choix d'une langue, j'aime la manière dont Samir Naqqash nous embarque dans un monde disparu qui a quelque chose à voir avec ce que raconte Abdulrazak Gurnah à propos de Zanzibar, Yoel Hoffmann avec *Bernhard*, Hakan Günday avec *Ziyan* ou Patrick Deville dans *Equatoria*. »

#### Quatrième de Couverture :

« Voilà ma belle histoire : les mille et une nuits d'Iran. Je voudrais tant retourner dans la capitale de Haroun Al-Rachid. Je me souviens encore de comment on m'a chassé

de Bagdad contre mon gré, avec les autres juifs iraniens. »

Shlomo le Kurde était écrit en lettres d'or au-dessus de la porte de son échoppe, au marché de Bagdad. Il s'appelle Shlomo Kattani le Kurde, on le nomme aussi Abou Salman. Il parle araméen, kurde, persan, russe, il se débrouille en arabe, en hindi et même en anglais, et il lit l'hébreu biblique. Car Shlomo est juif, kurde et commerçant. De 1914 à 1985, balloté par l'Histoire entre

Sablakh-Mahabad, Téhéran, Bagdad, Istanbul, Bombay et Ramat Gan, il connaît la gloire, la réussite, puis la chute, traversant un siècle dont il est le nouveau Sindbad.

Shlomo le Kurde, c'est aussi une sublime histoire d'amour liant Shlomo à ses deux femmes, Esmer et Esther ; c'est une incroyable épopée, entre l'Orient et l'Europe, où se succèdent tant de péripéties, dans l'Empire ottoman, sous l'occupation anglaise ou à l'époque

soviétique, racontées avec nostalgie, insolence et humour.

Dernier roman de Samir Naqqash, « l'un des plus grands auteurs à écrire en arabe aujourd'hui » selon Naguib Mahfouz, *Shlomo le Kurde*, c'est enfin le récit d'un paradis perdu, où les distances et le temps offraient cet espace indispensable à l'inconnu, à l'aventure et aux rêves les plus fous. Un roman magnifique sur l'exil et sur la mondialité. ■

---



# Les Kurdes d'Irak tiennent tête à l'Etat islamique

Le Kurdistan, renforcé par l'effondrement de l'Etat central, se pose en principal rempart contre les djihadistes

**Erbil (Kurdistan irakien)**  
Envoyé spécial

C'est le second front d'Irak face à l'Etat islamique. Il est moins sous les feux de l'actualité que celui où s'affrontent chaque jour les djihadistes sunnites et les soldats chiites de l'armée gouvernementale, le prochain objectif annoncé de l'Etat islamique étant de tenter de conquérir Bagdad. Il est pourtant vaste et stratégique. C'est le front kurde.

Etonnante histoire que celle de ce Kurdistan d'Irak, martyrisé pendant des décennies, ayant gagné son autonomie au fil des guerres perdues de Saddam Hussein, en 1991 et 2003, et qui vient de doubler sa superficie en une nuit. Tandis que l'Etat islamique s'emparait, le 10 juin, de Mossoul et des régions sunnites, les peshmergas (combattants kurdes) ont profité de la déroute de l'armée irakienne pour conquérir sans combat les « territoires disputés » qu'ils revendiquaient depuis dix ans.

Aujourd'hui, sur les 1 050 kilomètres de la nouvelle ligne de démarcation entre le Kurdistan autonome et le reste de l'Irak, il ne reste que 50 kilomètres communs avec les forces gouvernementales. Sur 1 000 kilomètres, les peshmergas font face aux djihadistes. Le Kurdistan est devenu le principal rempart, et le seul militairement viable, contre le califat d'Abou Bakr Al-Baghdadi.

Sur le front de la région de Gobjalil, entre Erbil et Mossoul, les peshmergas veillent. Sur le talus de terre qu'une pelleteuse a dressé au milieu de la route, le drapeau kurde, frappé d'un soleil, flotte au vent, à côté de la mitrailleuse lourde. On aperçoit, à 500 mètres, le drapeau noir de l'Etat islamique. Entre les deux check-points, dans la journée, des taxis vadrouillent dans le no man's land et transportent des réfugiés. Parfois, le soir, les djihadistes viennent de Mossoul et font une démonstration de force, sans ouvrir le feu.

Au sud de la route, aux abords de la ville chrétienne d'Hamda-

niya (parfois appelée de son ancien nom turc, Karakosh), les peshmergas consolident leurs positions. Partout ils dressent des embryons de fortifications, des talus, des abris souterrains. Mortiers et mitrailleuses sont braqués vers des fermes qui abritent les combattants du califat.

« Durant trois jours [du 25 au 27 juin], les gens de Da'ech [le nom arabe de l'Etat islamique] nous ont attaqués pour prendre Hamdaniya. Ils voulaient conquérir la ville pour ensuite prendre position sur l'autoroute qui mène à Erbil, men-



çant notre capitale, raconte le général peshmerga Askender Haji, commandant de la force Zerawany (« les gardiens »). Ils avaient des armes prises à l'armée irakienne. Les combats furent intenses, très durs. Nous ne les avons pas laissés avancer d'un mètre. » Le quatrième jour, le 28 juin, veille de la proclamation du califat, après avoir tiré quelques salves d'obus de mortier, les djihadistes se sont repliés.

Sur les 1 000 kilomètres du front entre le Kurdistan et l'Etat islamique, les fronts les plus actifs actuellement sont ceux du nord-ouest de l'Irak, dans les régions de Tal Afar et de Sinjar, pour le contrôle de la frontière avec la Syrie, et ceux de l'est du pays, à Jalawla, près de la frontière avec l'Iran.

« Après l'effondrement de l'armée irakienne, qui a disparu en abandonnant ses armes à Da'ech, nous, les peshmergas, sommes en première ligne. Nous avons bien résisté à leurs premières offensives mais notre capacité militaire est

limitée. Nous avons besoin d'assistance étrangère, pense le général Askender Haji. La communauté internationale devrait sérieusement songer à nous aider car les hommes de Da'ech ne sont pas seulement dangereux pour nous, ils le sont pour le monde entier. »

Le discours officiel kurde, depuis le bouleversement majeur provoqué par l'Etat islamique, est orienté vers deux objectifs. D'une part, faire comprendre à l'Irak et à la communauté internationale que la chance historique du Kurdistan est à portée de main, avec, dans les mois ou années à venir, une déclaration d'indépendance présentée comme étant inéluctable. D'autre part, expliquer que les peshmergas sont l'ultime rempart contre le djihad.

Les mots du général Askender et de tous les officiers kurdes rencontrés sur le front font penser à ceux du commandant Massoud avant le 11-Septembre, lorsque le chef rebelle afghan répétait inlassablement que le monde ferait bien de l'aider à combattre Al-Qaida avant que l'organisation djihadiste soit trop puissante et envoie ses combattants un peu partout sur la planète. Ahmed Chah Massoud n'avait pas été entendu. On connaît la suite.

« En ce moment, nos ordres sont de ne jamais attaquer Da'ech. Nous ne faisons que contrer leurs ambitions territoriales et défendre ce que nous considérons être le territoire du Kurdistan, précise le général. Mais s'il y a un jour un consensus international pour attaquer Da'ech, je suis persuadé que nos chefs décideront de participer à cette guerre. Nous pourrions en être les fers de lance. »

Aucun pays – à commencer par les Etats-Unis, après la décennie tragique qui a suivi l'invasion irakienne

de 2003 –, n'a pour le moment l'intention d'aller combattre l'Etat islamique, ni en Irak ni en Syrie. Mais si cela évoluait un jour, les peshmergas seraient effectivement en première ligne. Sur l'autre front, il serait difficile de s'appuyer sur une armée irakienne décrédibilisée militairement, devenue exclusive-

ment chiite et étroitement liée au voisin iranien, et dont les soldats et miliciens utilisent des méthodes n'ayant parfois rien à envier à celles de leur ennemi – assassinats, tortures, détentions arbitraires, punitions collectives – à l'encontre de la population sunnite.

A la fin des années 2000, il avait fallu un colossal effort militaire et politique des Etats-Unis pour venir à bout d'Al-Qaida en Irak. Davantage que sur l'armée gouvernementale, les Américains s'étaient appuyés sur les chefs des tribus sunnites qui, après avoir résisté à l'invasion étrangère, avaient finalement été convaincus que s'ils libéraient leurs territoires de l'emprise djihadiste, les Etats-Unis finiraient par quitter l'Irak. C'est exactement ce qui s'était produit, à la fois grâce à la victoire contre Al-Qaida et à la nouvelle politique américaine choisie par Barack Obama.

Aujourd'hui, l'Irak a fait un bond de cinq ans en arrière. La différence principale est que le mouvement sunnite anti-djihadiste Sahwa (Mouvement du réveil) est aujourd'hui totalement marginalisé par rapport aux groupes sunnites alliés à l'Etat islamique. L'autre différence est le fait que la communauté internationale, à l'instar de Washington, souhaite rester à l'écart de ces champs de bataille.

Askender Haji, entouré de ses hommes, sourit. « Les ambitions de Da'ech ne connaissent pas de limites. C'est le principe même du califat, estime le général kurde. C'est une menace globale. » L'officier sait que par quelques retournements de l'Histoire, le Kurdistan est désormais au centre de la carte et du jeu régional.

Le changement par rapport au passé est que même si la raison d'être et l'objectif des peshmergas est le Kurdistan, et uniquement le Kurdistan, les populations arabes chrétiennes, chiites et même parfois sunnites viennent désormais se réfugier dans la région kurde. C'est le seul endroit, en Irak et en Syrie, où elles sont relativement à l'abri de la guerre, des dictatures gouvernementales et de la fureur djihadiste. ■

RÉMY OURDAN



## Les ambiguïtés de la Turquie face aux djihadistes

## Istanbul

Correspondance

Depuis le 11 juin, Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'Etat islamique (EI) a discrètement installé son quartier général dans les locaux du consulat général de Turquie à Mossoul. Dès les premières heures de la prise de contrôle de la ville, les djihadistes se sont emparés du bâtiment et ont pris en otage le personnel – diplomates et membres des forces spéciales – et ses familles. Quarante-neuf personnes, dont le consul Ozturk Yilmaz, sont toujours retenues dans un lieu de la ville tenu secret. Le calife Al-Baghdadi passerait plusieurs heures par jour dans ce consulat. « C'est devenu leur bureau », précise l'ancien gouverneur de la province de Ninive, Athil Al-Nujaifi. Une occupation que confirme un diplomate turc, sous couvert de l'anonymat.

L'opinion publique turque n'est pourtant guère informée de ce qui

se trame à Mossoul. Quelques jours après l'invasion, le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan a ordonné le vote d'une loi qui interdit aux médias tout débat ou reportage sur le sort des diplomates turcs. Cette censure par décision judiciaire avait déjà été mise en application en mai 2013, après le double attentat à la voiture piégée de Reyhanli, à la frontière syrienne, qui avait fait plus de 50 morts et des dizaines de blessés. Et plus récemment, après l'arraisonnement par la gendarmerie d'une mystérieuse cargaison d'armes, dans la même région frontalière.

Le califat « rétabli » par l'Etat islamique dans le nord de la Syrie et de l'Irak, aux frontières de la Turquie, est un sujet d'embarras pour Ankara. D'abord parce que des milliers de citoyens turcs seraient partis combattre avec le groupe djihadiste ces derniers mois. Plus de 5 000 volontaires, a estimé le député d'opposition (Parti républi-

caïn du peuple, CHP) de la ville frontalière de Gaziantep, Mehmet Seker. Ce qui expose la Turquie à la menace terroriste. Ensuite parce que les autorités ont longtemps fermé les yeux sur le passage de ces rebelles le long de la frontière turco-syrienne et sur les activités de leurs soutiens sur le sol turc.

## Pique-nique de radicaux

Des associations paravents de l'EI sont même apparues dans des manifestations. Le 27 juillet, un pique-nique organisé à Istanbul par un groupe d'islamistes radicaux aurait rassemblé des supporters de l'Etat islamique. Les militants auraient lancé des appels au djihad, accuse le député d'opposition (CHP) et avocat Sezgin Tanrikulu.

Aujourd'hui, la coopération s'est accentuée avec les services de renseignements occidentaux pour intercepter les combattants étrangers à leur retour du territoire syrien.

Mais la diplomatie turque ne considère pas l'EI comme une menace directe contre sa sécurité, note une source au ministère des affaires étrangères. Sur le sujet, Recep Tayyip Erdogan se montre prudent. « Personne ne doit s'attendre à ce que je provoque l'Etat islamique. C'est ce qu'ils espèrent », a-t-il déclaré après la prise d'otages de Mossoul. Le premier ministre est soupçonné par l'opposition de négliger le danger de ces groupes radicaux. « Un musulman ne peut pas se montrer cruel envers un autre frère musulman », a-t-il encore déclaré au cours d'un repas de rupture du jeûne de ramadan, début juillet.

En Turquie comme en Syrie, les Kurdes proches de la mouvance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) accusent toujours Ankara de soutenir les djihadistes. L'EI est engagé dans une violente bataille avec les combattants kurdes pour le contrôle de la ville de Kobani, située à la frontière turque. Plusieurs villes côté turc serviraient même de base arrière, a affirmé Salih Muslim, le chef du Parti pour l'union démocratique (PYD), la branche syrienne du PKK. La guérilla kurde et ses relais politiques ont lancé la mobilisation. Environ 800 Kurdes de Turquie seraient partis se battre à Kobani ces dernières semaines, a affirmé la guérilla.

Dans cette bataille, l'armée turque peine à rester neutre. Des positions kurdes ont été bombardées à plusieurs reprises depuis mi-juillet. Des accrochages ont fait au moins neuf morts près de Ceylanpinar, dont trois soldats turcs. Les forces armées ont immédiatement accusé « les terroristes du PKK », et M. Erdogan a déclaré lundi, hésitant, qu'il s'agissait du PYD. Les militants kurdes réfutent toute implication et accusent les djihadistes de l'EI. Un nouvel incident que le gouvernement voudrait étouffer ? ■

GUILLAUME PERRIER

Le monde  
Observateur

LE NOUVEL OBSERVATEUR 7 AOÛT 2014 - N° 2596

MONDE

SYRIE

## LE BOUCLIER KURDE

En Syrie, comme en Irak, les Kurdes tentent de construire un rempart face à l'avancée de l'Etat islamique (EI). A Kobane, dans le Nord syrien, le long de la frontière turque, des dizaines de combattants kurdes ont été tués sur ce nouveau front. La population vit sous la menace, et on reste sans nouvelles de plus d'une centaine d'étudiants enlevés en mai par les djihadistes. Malgré l'indifférence de la communauté internationale, la résistance des miliciens kurdes des YPG, affiliés à la guérilla marxiste du PKK, s'organise. La défense du canton de Kobane et de ses 400 000 habitants est même devenue une cause nationale kurde. Depuis sa prison, Abdullah Öcalan, le leader indépendantiste, a appelé à la mobilisation



Un peshmerga près de Kirkouk, le 26 juin dernier

générale pour le Rojava, le Kurdistan occidental. Des renforts ont été envoyés depuis les camps d'entraînement du PKK situés dans le nord de l'Irak, et un millier d'hommes et de femmes armés seraient arrivés récemment de Turquie pour en découdre avec l'EI. Ce sang neuf a permis de chasser les islamistes de la grande ville d'Al-Haseke. Les Kurdes ont décrété leur autonomie, en novembre 2013, dans les trois cantons dont ils ont pris le contrôle avec l'accord tacite du régime de Bachar Al-Assad. LAURE MARCHAND



# "Tragédie humanitaire" en Irak après la prise de Sinjar par des djihadistes

Des djihadistes de l'EIIL se sont emparés dimanche de la ville irakienne de Sinjar, jetant sur les routes jusqu'à 200 000 personnes, selon l'ONU. Il s'agit du deuxième revers en deux jours pour les forces kurdes.

l'express.fr  
03 août 2014

Des djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) se sont emparés dimanche 3 août de Sinjar, dans le nord de l'Irak, jusqu'alors sous contrôle kurde. La prise de cette ville située à 50 km de la frontière syrienne constitue une nouvelle victoire pour les djihadistes, qui ont proclamé fin juin un "califat" à cheval sur l'Irak et la Syrie, après s'être emparés de plusieurs territoires.

## NOUVEAU REVERS POUR LES KURDES

"Les peshmerga (combattants kurdes) se sont retirés de Sinjar, l'EIIL est entré dans la ville", a expliqué à l'AFP Kheir Sinjari, un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). "Ils ont hissé leur drapeau sur les bâtiments gouvernementaux". "Les peshmerga se sont repliés dans les zones montagneuses et reçoivent des renforts", a cependant précisé une source haut-placée au sein des forces kurdes. L'EIIL a pour sa part publié sur Internet des photos de ses membres patrouillant dans la rue principale de Sinjar.

La prise de Sinjar intervient au lendemain de celle de Zoumar, une autre ville proche de Mossoul, d'où l'EIIL a chassé les forces kurdes, au prix de combats meurtriers.

Zoumar comme Sinjar font partie des zones prises par les peshmerga à la faveur du retrait de l'armée irakienne, complètement dépassée au début de l'offensive des insurgés sunnites en juin.

## UNE "TRAGÉDIE HUMANITAIRE" EN COURS, SELON L'ONU

Située entre la frontière syrienne et Mossoul, Sinjar comptait 310 000 habitants, mais accueille aussi des dizaines de milliers de réfugiés ayant fui devant



l'avancée des insurgés sunnites ces dernières semaines dans la région. Selon un responsable de l'UPK, les combattants de l'EIIL ont détruit peu après leur arrivée dans la ville le sanctuaire de Sayeda Zeinab, fille de l'imam Ali et figure vénérée de l'islam chiite.

"Des milliers de personnes ont déjà fui (Sinjar), certaines en direction des montagnes avoisinantes, qui sont toujours sous contrôle kurde, et également en direction de Dohouk", dans la région autonome du Kurdistan irakien, a indiqué un autre responsable de l'UPK.

"Une tragédie humanitaire est en train de se dérouler à Sinjar", a déclaré l'émissaire de l'ONU en Irak, Nikolaï Mladenov. Brendan McDonald, un responsable du bureau des Nations unies pour les affaires humanitaires, a pour sa part évoqué des informations signalant jusqu'à 200 000 personnes déplacées. "Il y a un besoin immédiat en eau, en vivres, en abris et en services médicaux", a-t-il insisté.

## LES FORCES KURDES ONT DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Considérées comme les plus efficaces et les mieux organisées du pays, les forces kurdes sont toutefois sous pression en

raison de difficultés financières et du poids que représente la sécurisation d'un territoire élargi de 40 %. La région autonome ne touche plus sa part des recettes pétrolières nationales et peine à écouler sa production d'hydrocarbures. En s'emparant de Zoumar et Sinjar, les djihadistes ont également pris le contrôle de deux champs de pétrole, Ain Zalah et Batma, ayant une production totale de 20 000 barils par jour, ainsi que d'une petite centrale électrique.

Selon un haut responsable, une délégation kurde est actuellement aux États-Unis pour tenter d'obtenir un soutien militaire, ce qui devrait nécessiter en théorie l'accord de Bagdad, où les institutions sont pour l'instant quasi-paralysées.

□□□



# Sunnis make gains in northern Iraq

BAGHDAD

## ISIS forces rout Kurds as they seize three towns and threaten large dam

BY TIM ARANGO

Sunni extremists seized control of three towns in northern Iraq on Sunday after fierce battles with Kurdish security forces, sending thousands of people fleeing to the nearby mountains and threatening the country's largest dam.

In the darkness of Sunday morning, the Sunni fighters swept in to take the one of the towns, Sinjar, and set about their method of conquest that is as familiar as it is brutal: A Shiite shrine was destroyed, resisters executed, local security forces overrun and the black flag of the Islamic State in Iraq and Syria hoisted above government buildings.

Hours later, as the militants demanded that the city's residents swear allegiance to ISIS or be killed, the group's social media campaign was underway, with photos posted online showing militants patrolling the city's streets.

The United Nations representative in Baghdad, Nikolay Mladenov, issued a statement on Sunday afternoon, citing reports he had that as many as 200,000 civilians, mostly from the minority Yazidi community, had fled the new fighting.

"A humanitarian tragedy is unfolding in Sinjar," Mr. Mladenov said.

In the face of stiff resistance from Shiite militias aligned with Iran that have stalled their march on Baghdad, the ISIS fighters who captured Mosul in June pushed north this weekend, and by Sunday afternoon were in control of two other towns after fierce battles with Kurdish security forces, known as the pesh merga, which have increasingly been thrust into battle to defend the bor-

der of their autonomous region in northern Iraq from encroachments by ISIS.

In a statement, ISIS boasted of conquering "more important areas which were controlled by the pesh merga and the secular militias." With the new territory, which the group described as "the border triangle of Iraq, Syria and Turkey," ISIS has strengthened its hold on territory that traverses the frontiers of Iraq and Syria, giving it an even greater ability to move fighters and weapons between the front lines of the civil wars in both countries.

According to security officials and residents in the area, the Kurdish forces were routed from Zumar, a town on the road from the Syrian border that also sits on oil fields, and then Sinjar, an isolated city in northwestern Iraq that has been home to a sizable community of Yazidis, Kurdish speakers whose religion combines elements of Islam and ancient Persian religions and who are considered apostates by Muslim extremists.

Later on Sunday, the militants captured Wana, a strategic town near the Tigris River that put them within striking distance of the Mosul Dam, the country's largest, and an important supplier of electricity and water. The dam sits on the Tigris River about 50 kilometers, or 30 miles, northwest of Mosul, Iraq's second-largest city, which fell to ISIS on June 10.

Yezidi residents of Sinjar, reached by phone, were terrified, and they told of kidnappings and executions of members of their sect.

One man, Sami Hassan, said he was at work as a nurse at a local hospital on Sunday when an injured ISIS fighter arrived and demanded to know the sect to which Mr. Hassan belonged.

Mr. Hassan said he escaped from a window while being shot at.

Another man, Khudhur Rasho, said he saw two Yazidi men executed, and

the members of 10 families, their hands bound behind their back, being led away by militants.

The seizure of the three towns in a triangle that stretches north and west from Mosul to the borders of Syria and Turkey allowed the extremists to expand their territory, but the capture of the Mosul Dam would be a bigger prize, and could give the militants the ability to unleash a deadly flood on large population areas.

On Sunday afternoon, conflicting reports emerged about who was in control of the dam, with some local media reporting that it had been captured by ISIS.

But Kurdish officials and an official at the Ministry of Water Resources in Baghdad denied those reports.

Keeping the dam, and other important infrastructure of the Iraqi state, out of militant hands has been a priority of the Iraqi government and the American military advisers who have recently rushed back to Iraq, and the loss of the dam would represent a significant blow to efforts to contain the growing crisis.

Seven years ago, a report by the Special Inspector General for Iraq Reconstruction, a Pentagon watchdog, highlighted structural problems at the dam, and its warnings then about safety issues hint at the catastrophic possibilities should the dam fall into the hands of ISIS: The report warned that a failure at the dam could send a 20-meter, or 65-foot, wave across parts of northern Iraq. "The worst-case scenario would be a significant loss of life and property," the report said.

Militants have also waged a fierce battle for control of Iraq's second-largest dam, in Hadiitha, on the Euphrates River in Anbar Province. There, Sunni tribes along with some Iraqi security forces, have been able to hold off the militants' advance. But after ISIS took control of Falluja at the end of last year, militants seized the Falluja Dam, opening its gates and flooding farmlands and cutting off the water supply to southern Iraq.

The battles over the weekend deepened the humanitarian crisis in the north, with thousands of citizens fleeing the fighting to the Kurdish region, with some Yazidis seeking shelter in the crevices of the barren mountains. The Kurdish regional government is struggling to deal with tens of thousands of refugees who have sought safety there from across Iraq and Syria.

The chaos that has unfolded in Iraq over the past two months has presented the Kurds with perhaps their greatest chance in generations to realize their long-held dream of independence.

It has also presented them with acute challenges, which have crystallized over the past week with the upsurge in fighting and suggest that the road to statehood for the Kurds will be long and violent.

Omar al-Jawoshi and Falih Hassan contributed reporting.



This image made from video taken on Aug. 3 shows Iraqis people from the Yazidi community arriving in Irbil in northern Iraq after Islamic militants attacked the towns of Sinjar and Zumar. AP Photo



# Islamic State grabs Iraqi dam and oilfield in victory over Kurds

BAGHDAD — August 4, 2014

By Ahmed Rasheed and Raheem Salman (Reuters)

**ISLAMIC STATE fighters seized control of Iraq's biggest dam, an oilfield and three more towns on Sunday after inflicting their first major defeat on Kurdish forces since sweeping across much of northern Iraq in June.**

Capture of the electricity-generating Mosul Dam, after an offensive of barely 24 hours, could give the Sunni militants the ability to flood major Iraqi cities or withhold water from farms, raising the stakes in their bid to topple Prime Minister Nuri al-Maliki's Shi'ite-led government.

"The terrorist gangs of the Islamic State have taken control of Mosul Dam after the withdrawal of Kurdish forces without a fight," said Iraqi state television.

But a Kurdish official in Washington told Reuters the dam was still under the control of Kurdish "peshmerga" troops, although he said towns around the dam had fallen to Islamic State forces.

"The situation has taken a turn for the worse over the weekend," said Karwan Zebari, an official with the Kurdistan Regional Government's office in Washington.

He said peshmerga fighters were preparing for a "major offensive" Sunday night to take back control of towns near the dam.

The swift withdrawal of the peshmerga troops was an apparent severe blow to one of the few forces in Iraq that until now had stood firm against the Sunni Islamist fighters who aim to redraw the borders of the Middle East.

The Islamic State, which sees Iraq's majority Shi'ites as apostates who deserve to be killed, also seized three towns and the Ain Zalah oilfield, adding to four others already under its control that provide funding for operations.

Initially strong Kurdish resistance evaporated after the start of an offensive to take the town of Zumar. The Islamists then hoisted their black flags there, a ritual that has often preceded mass executions of their captured opponents and the imposition of an ideology even al Qaeda finds excessively harsh.

The group, which has declared a caliphate in parts of Iraq and Syria to rule over all Muslims, poses the biggest challenge to the stability of OPEC member Iraq since the fall of Saddam Hussein in 2003.

The U.S. State Department said in a statement that Washington was "actively monitoring" the situation in Iraq and was helping facilitate coordination between Iraq's military and Kurdish forces.

## FIGHTING FOR TOWNS

On Sunday, Islamic State members were also involved in fighting in a border town far away in Lebanon, a sign of the group's ambitions across the frontiers of the Middle East.

It controls cities in Iraq's Tigris and Euphrates valleys north and west of Baghdad, and a section of Syria stretching from the Iraqi border in the east to Aleppo in the northwest.

Iraq's Kurds, who rule themselves in a northern enclave guarded by the peshmerga units, had expanded areas under their control in recent weeks while avoiding direct confrontation with the Islamic State, even as Iraqi central government troops fled.

But the towns lost on Sunday were in territory the Kurds had held for many years, undermining suggestions that the Islamic State's advance has helped the Kurdish cause.

Witnesses said Islamic State fighters were also trying to take control of the town of Rabia near the Syrian border and were engaged in



clashes with Syrian Kurds who had crossed the frontier after Iraqi Kurds withdrew.

The latest gains have placed Islamic State fighters near Dohuk Province, one of three in the autonomous Kurdish region, which has been spared any serious threat to its security while war raged throughout the rest of Iraq.

Since thousands of U.S.-trained Iraqi soldiers fled the Islamic State offensive, the Kurdish fighters were seen alongside Shi'ite militia to the south as the main lines of defence against the militants, who vow to march on Baghdad.

By calling into question the effectiveness of the Kurdish fighters, Sunday's advances may increase pressure on bickering Iraqi leaders to form a power-sharing government capable of countering the Islamic State.

## LITTLE RESISTANCE

Two people who live near Mosul Dam told Reuters Kurdish troops had loaded their vehicles with belongings including air conditioners and fled.

Islamic State fighters attacked Zumar from three directions in pick-up trucks mounted with weapons, defeating Kurdish forces that had poured reinforcements into the town, witnesses said.

The Islamic State later also seized the town of Sinjar, where witnesses said residents had fled after Kurdish fighters put up little resistance. It was not immediately clear why the Kurds, usually known as formidable fighters, pulled back without a fight.

On its Twitter site, the Islamic State posted a picture of one of its masked fighters holding up a pistol and sitting at the abandoned desk of the mayor of Sinjar. Behind him was the image of a famous Kurdish guerrilla leader.

In a statement on its website, the Islamic State said it had killed scores of peshmerga, the Kurdish fighters whose name means "those who confront death". Those deaths could not be independently verified.

"Hundreds fled leaving vehicles and a huge number of weapons and munitions and the brothers control many areas," the Islamic State statement said. "The fighters arrived in the border triangle between Iraq, Syria and Turkey."

The Islamic State has systematically blown up Shi'ite mosques and shrines in territory it has seized, fuelling levels of sectarian violence unseen since the very worst weeks of Iraq's 2006-2007 civil war.

The group, which shortened its name after June's offensive from ➤



➤ the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL), has stalled in its drive to reach Baghdad, halting just before the town of Samarra, 100 km (62 miles) north of the capital.

#### ISLAMIC STATE ADVANCES

The Islamic State has been trying to consolidate its gains, setting its sights on strategic towns near oil fields, as well as border crossings with Syria, so that it can move easily back and forth and transport supplies.

So far, the Islamic State is not near the major oil fields of the northern city of Kirkuk, which were seized by the Kurds in the chaos that followed the militant group's advance. It controls part of a pipeline from Kirkuk to Turkey which has been idle for months because of its attacks in the area.

The Islamic State has capitalised on Sunni disenchantment with Maliki, winning support or at least tolerance from some more moderate Sunni communities in Iraq that had fought against al Qaeda during the U.S. "surge" offensive of 2006-2007.

Maliki's opponents say the prime minister, a Shi'ite Islamist who is negotiating to try to stay in power for a third term after an inconclusive parliamentary election in April, is to blame for galvanising the insurgency by excluding Sunnis from power. Kurdish leaders have also called for Maliki to step down to create a more inclusive government in Baghdad.

The Kurds have long dreamed of their own independent state, an aspiration that has angered Maliki, who has frequently clashed with the non-Arabs over budgets, land and oil.

In July, the Kurdish political bloc ended participation in Iraq's national government in protest against Maliki's accusation that Kurds were allowing "terrorists" to stay in Arbil, capital of their semi-auto-

nomous region.

#### SEEKING WEAPONS

In another move certain to infuriate the Baghdad government, the Kurdish region is pressing Washington for sophisticated weapons it says Kurdish fighters need to push back the Islamist militants, Kurdish and U.S. officials said.

Sunday's withdrawal may help them press their case.

"This justifies all the reasons why Pentagon should help beef up the peshmerga forces by providing such sophisticated arms to counter-balance (Islamic State) arms," Zebari, the Kurdish official in Washington, told Reuters.

Maliki needs the Kurds, who gained experience fighting Saddam Hussein's forces, to help defend his country from the Islamic State, whose leader Abu Bakr al-Baghdadi has a \$10 million U.S. bounty on his head.

The Islamic State's ambitions have alarmed other Arab states who fear the group's success could embolden militants region-wide.

Islamic State fighters were among militants who clashed with Lebanese forces overnight in and around Arsal, a Lebanese town on the border with Syria. Thirteen Lebanese soldiers and an unknown number of militants and civilians were killed in the fighting, security officials said.

There has been no indication so far whether the advance in northern Iraq and the fighting in Lebanon were coordinated. □

*(Reporting by Ahmed Rasheed and Raheem Salman; Additional reporting by Missy Ryan and Eric Beech in Washington; Writing by Michael Georgy; Editing by Peter Graff, Tom Heneghan and Mohammad Zargham)*

## Le cardinal Filoni estime que les Kurdes ont « aussi besoin d'aide militaire »

L'envoyé spécial du pape auprès des chrétiens d'Irak a rencontré le président de la région kurde, Massoud Barzani.

C. LE. (avec Radio Vatican)  
www.la-croix.com  
15 août 2014

« Ils ont besoin de la solidarité internationale, non seulement sur le plan humanitaire, mais aussi d'un point de vue politique et militaire », a déclaré le cardinal Fernando Filoni le 14 août sur Radio Vatican.

Celui-ci se trouve toujours à Erbil, dans le Kurdistan irakien, où il avait été envoyé par le pape François pour le représenter auprès des 160 000 personnes ayant fui la plaine de Ninive après l'offensive fulgurante des djihadistes de l'État islamique (EI).

« D'un point de vue militaire, la situation reste incertaine », a constaté le cardinal Filoni, qui a été nonce apostolique à Bagdad pendant la guerre. Lui qui est, depuis 2011, préfet de la Congrégation



pour l'évangélisation des peuples, a pu rencontrer à Erbil le président du gouvernement kurde, Massoud Barzani, qui l'a assuré qu'il était « déterminé à défendre jusqu'au bout son territoire et toute la population qui s'y trouve ».

À la belle étoile, dans des conditions précaires

L'émissaire du pape a aussi rencontré

de nombreux déplacés, confirmant que des milliers de réfugiés sont hébergés à l'évêché, à l'intérieur de la résidence et dans le jardin, ainsi que dans les églises et les écoles catholiques; d'autres sont accueillis avec générosité par des familles d'Erbil, et d'autres encore dorment à la belle étoile, sous une chaleur accablante.

« Il faudra penser aux étudiants qui ont dû interrompre leurs études, aux malades qui ont besoin d'assistance, aux familles qui manquent de tout », a encore insisté le cardinal Filoni, qui a remis aux évêques une somme d'argent de la part du pape.

Pour l'émissaire du pape et pour le pape lui-même, « il est essentiel que les déplacés puissent un jour regagner leurs foyers ». ■

# Irak : les Kurdes reculent face aux djihadistes

Pour la première fois depuis la prise de Mossoul par les djihadistes de l'État islamique, le 10 juin dernier, les Kurdes ont perdu du terrain.



Civils en fuite après la prise de Sinjar et Zumar les 2 et 3 août.

lefigaro.fr

Par Samuel Forey

3 août 2014

Les militants islamistes ont d'abord convergé samedi vers la petite ville de Zoumar, à une heure de route au nord-ouest de Mossoul, aux extrêmes limites du territoire kurde. L'endroit est stratégique pour plusieurs raisons. D'abord pour ses champs pétrolifères. L'or noir est une ressource indispensable pour l'État islamique, qui se finance largement grâce au trafic de brut. Ensuite, Zoumar est à proximité du plus grand barrage

d'Irak. Si les djihadistes ne manquent pas de pétrole, ils ont besoin d'électricité: Mossoul, leur nouvelle capitale, souffre de longues coupures de courant. Prendre Zoumar est indispensable pour contrôler le barrage. La ville est tombée le jour même de l'attaque - mais on ne sait pas encore qui commande les installations hydroélectriques.

Les djihadistes ont ensuite dirigé leurs forces vers Sinjar, à l'ouest de Mossoul. «Sinjar est principalement kurde-yézidi. C'est une ville très importante pour les Kurdes, et un gain décisif pour l'État islamique», explique Abdulla Hawez, un

analyste politique basé au Kurdistan irakien. Après des combats dans la nuit de samedi à dimanche, les djihadistes se sont emparés de la ville au matin, provoquant un exode massif. Car les Yézidis sont une minorité religieuse qui n'est pas considérée comme faisant partie des religions du Livre - le judaïsme, le christianisme et l'islam -, selon le Coran. Autrement dit, ce sont des adorateurs du diable, pour les djihadistes de l'État islamique, qui, on le sait, n'hésitent pas à tuer ceux qu'ils considèrent comme hérétiques. Selon les Nations unies, 200.000 personnes auraient fui Sinjar. «Une tragédie humanitaire», a déclaré l'émissaire de l'ONU en Irak, Nikolay Mladenov.

## L'UNION SUR LE TERRAIN

Les Kurdes irakiens, jusqu'à maintenant, étaient relativement épargnés par l'avancée de l'État islamique. Les djihadistes testaient les défenses des pechmergas, les combattants kurdes, sans vraiment les entamer. À tel point qu'on soupçonnait un accord entre les deux camps. Mais les prises de Zoumar et Sinjar sont un tour-

nant. La guerre est ouverte, cette fois-ci. L'État islamique a adressé un ultimatum aux Kurdes: ils doivent évacuer Rabia, un poste-frontière avec la Syrie. C'est une grande route, avec un chemin de fer: une conquête indispensable pour la continuité territoriale du nouveau califat, qui ne cesse de s'agrandir en Irak et en Syrie.

Mais la partie n'est peut-être pas encore finie. Face au danger, des ennemis historiques se rapprochent. Les Kurdes syriens des YPG (Unités de protection du peuple) et les Kurdes irakiens du PDK. Les premiers, les YPG, sont la principale milice kurde en Syrie. Ils sont affiliés au PKK, d'inspiration marxiste. Ils sont ennemis de la Turquie. Ils affrontent seuls les djihadistes en Syrie.

Les seconds, les Kurdes irakiens, sont alliés de la Turquie. Ils sont plutôt ouverts à l'économie de marché, au moins du côté du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), et sont protégés par les États-Unis. Ils ne sont jamais vraiment venus au secours de leurs compatriotes de Syrie. Il n'empêche: après la chute de Sinjar, le porte-parole de la milice kurde syrienne YPG a annoncé qu'ils envoyaient leurs forces vers la ville conquise par les djihadistes. En chemin, ils ont rejoint leurs camarades irakiens. C'est la première fois qu'ils unissent officiellement leurs forces sur le terrain. Pour l'analyste Abdulla Hawez, «c'est un changement énorme». Et un avantage pour les Kurdes irakiens: «Les Kurdes syriens sont bien mieux entraînés au combat, et bien plus expérimentés face aux djihadistes, qu'ils affrontent depuis longtemps.» La bataille de Sinjar n'est sans doute pas finie. ■







L'Etat islamique a conquis trois villes défendues par les peshmergas, qui doivent recevoir du renfort.

# Les Kurdes sous la pression jihadiste



Des habitants de Sinjar fuient l'avancée de l'Etat islamique, lundi, et se dirigent vers la région autonome du Kurdistan irakien. PHOTO AFP

**A** Mossoul, la pléthorique armée irakienne, essentiellement composée de soldats et d'officiers chiïtes, s'était enfuie les 9 et 10 juin sans tirer un coup de feu lors de la prise de la ville par l'Etat islamique (EI). La progression des miliciens islamistes vers les régions kurdes du nord de l'Irak promettait d'être

beaucoup plus difficile en raison de la pugnacité légendaire des peshmergas (combattants kurdes, littéralement «ceux qui vont au-devant de la mort»), rompus par des années de combat contre Saddam Hussein. Dimanche,

**Les combattants de l'Etat islamique se sont aussi emparés du barrage de Mossoul, le plus grand du pays et l'un des quatre plus importants du Moyen-Orient.**

une mauvaise nouvelle est tombée pour le gouvernement autonome kurde : l'EI s'est emparé de Sinjar ainsi que de deux autres villes dans le même secteur, proche de la frontière syrienne, ainsi que d'un cinquième champ pétrolier. La veille, il s'était emparé de Zoumar, toujours dans la province de Ninive, et du barrage de Mossoul, le plus grand du pays et l'un des quatre plus grands du Moyen-Orient.

**Guérilleros.** Ces dernières avancées permettent au groupe de se mouvoir plus facilement entre Mossoul et la frontière syrienne, au-delà de laquelle il contrôle aussi de nombreux secteurs. Les territoires conquis sont ceux où les peshmergas avaient pris position après la débandade des forces de l'ordre du gouvernement fédéral.

La branche de l'EI dans la province de Ninive a immédiatement poussé un grand cri de victoire dans un communiqué : «Les brigades de l'Etat islamique ont maintenant atteint le triangle entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Que Dieu permette à ses moudjahidin de libérer la région entière. Les ennemis apostats ont été humiliés, des dizaines ont été tués et blessés et des centaines d'autres ont fui.» Si les insurgés ont effectivement pris Zoumar, la nouvelle est accablante. «On n'ose imaginer ce qui se passerait si l'EI faisait sauter les barrages. Ce serait une catastrophe écologique d'une ampleur comparable à celle qu'avait provoquée Saddam Hussein quand il avait incendié [en 1991] les puits de pétrole du Koweït. Il y aurait le danger que Mossoul et Bagdad soient inondés,





avertit l'archevêque chaldéen Youssef Thomas Mirkis (lire page 3). *C'est ce qu'ils risquent de faire, si l'armée irakienne essaye de les déloger. Et ce n'est pas ce que subirait alors la population qui les en empêcherait.*

D'ores et déjà, la progression de l'EI a provoqué une nouvelle «tragédie humanitaire», selon l'émissaire de l'ONU en Irak, Nickolay Mladenov, qui estime que 200 000 personnes ont fui Sinjar. Mais ce qui inquiète le gouvernement kurde et celui de Bagdad, c'est la poursuite de la progression de l'EI dans le nord. Aussi, le Premier ministre, Nouri al-Maliki, en dépit de ses relations détestables avec les leaders kurdes, a-t-il ordonné aux forces aériennes d'apporter leur soutien aux peshmergas. Même scénario avec les guérilleros du parti kurde syrien de l'Union démocratique (PYD) qui sont arrivés en Irak prêter main-forte aux peshmergas alors que leurs relations ont elles aussi été très tendues par le passé.

Pour le gouvernement fédéral, la priorité absolue demeure néanmoins la défense de Bagdad. Car les forces insurgées, qui cherchent à encercler la capitale, progressent désormais au sud de celle-ci dans la province de Hilla et plus particulièrement le secteur dit du «triangle de la mort», selon la dénominati-

tion de l'armée américaine. Selon des sources sécuritaires à Bagdad, la rébellion achemine depuis plusieurs semaines des combattants, des armes et des munitions à travers les anciens tunnels secrets de Saddam Hussein depuis ses bases de Fallouja, une ville qu'elle contrôle depuis janvier, jusqu'à la bourgade, stratégiquement située sur l'Euphrate, de Jourf al-Sakhr, à 60 km seulement au sud de Bagdad. Ce sont dans ces mêmes tunnels, au début des années 90, que le défunt rais cachait ses armes de destruction massive des inspections des Nations unies. Désormais, ils seraient entre les mains de l'EI, qui s'en sert également pour cacher ses combattants de possibles raids de l'aviation gouvernementale.

**Nasse.** Ce qui fait la force de la rébellion dans le «triangle de la mort», région habitée à la fois par des chiïtes et des sunnites, où l'armée américaine avait épuisé ses meilleures forces, c'est qu'elle se prête bien à la guérilla – 17 soldats y ont été tués pour la seule journée de vendredi – avec un entrelacs compliqué de réseaux d'irrigation, des champs inondés, des fossés. Si l'EI réussit sa percée, les jihadistes se rapprocheront d'une part de la ville sainte chiïte de Kerbala et, d'autre part, ils resserreront leur étau autour de la capitale en cou-

pant la route principale en direction du sud. Déjà, reconnaissait lundi un responsable des services secrets irakiens cité par Reuters, «il est devenu impossible de contrôler cette région».

Peu à peu, patiemment, sans dévoiler ses forces c'est une nasse que l'Etat islamique met en place tout autour de Bagdad. Seul point faible: il ne semble pas disposer des forces suffisantes pour prendre la grande ville, qui compte près de 8 millions d'habitants. Selon les services américains, les jihadistes, de 3 000 au départ, seraient à présent quelque 20 000 du fait de l'afflux de nouvelles recrues et du service militaire obligatoire qu'ils ont imposé dans les régions que l'EI contrôle. Dès lors, la prise de la capitale semble impossible. Mais ce qui l'est moins, c'est qu'il lance des dizaines de kamikazes à l'assaut de la ville pendant que des mortiers pilonneraient les casernes de l'armée, une tactique qu'il a déjà employée. Ce qui lui permettrait de s'emparer des quartiers sunnites de la périphérie de Bagdad.

JEAN-PIERRE PERRIN

## IRAK Pourquoi Obama vole à la rescousse des Kurdes

Les avions américains ont commencé à parachuter de l'aide alimentaire en Irak le 7 août. Le président Obama a même autorisé des frappes militaires ciblées. Les djihadistes de l'Etat islamique se trouvent à 40 kilomètres de la capitale du Kurdistan irakien, Erbil.



Des combattants kurdes, près d'Erbil, au Kurdistan irakien. (Photo AFP/ Safin Hamed)

courrierinternational.com

Hamdam Mostafavi

8 août 2014

**"EN ENVOYANT** des avions de guerre en Irak, le président Obama se retrouve exactement dans la situation où il ne voulait pas être. Alors qu'il espérait mettre fin à la guerre en Irak, Obama est en fait

le quatrième président d'affilée à ordonner une action militaire dans ce cimetière des ambitions américaines", commente The New York Times. "Bien que ce mandat concerne principalement le parachutage de nourriture et d'eau, Obama a également autorisé 'si nécessaire' des frappes ciblées contre les radicaux islamistes qui avancent vers la capitale kurde Erbil et menacent de tuer des centaines de personnes issues des minorités non musulmanes."

L'évolution récente de la situation a

forcé Obama à agir : les islamistes ont remporté une série de victoires contre les Kurdes, "qui ont toujours été des alliés fiables des Etats-Unis" ; des milliers de réfugiés issus des minorités religieuses, notamment des chrétiens et des yézidis [minorité kurdophone dont la religion monothéiste est antérieure au judaïsme, au christianisme et à l'islam et plonge ses racines dans le zoroastrisme pratiqué notamment en Iran], sont piégés dans la montagne sans eau et sans nourriture.

"L'avancée de l'Etat islamique (EI) ⇨



⇒ dans la zone d'Erbil est une ligne rouge pour le gouvernement américain", explique The Washington Post. "Les Etats-Unis ont à la fois des diplomates et des conseillers militaires dans la ville, ainsi qu'un consulat, des raisons suffisantes pour que les Américains décident de protéger la ville." De nombreuses entreprises américaines sont également installées dans la capitale de la région autonome. Selon le quotidien américain, la zone d'Erbil est surveillée constamment par des drones et

des avions, pour suivre l'avancée des djihadistes, qui ont déjà pris le premier check point menant à la ville.

Côté kurde, l'arrivée des renforts américains est vue avec soulagement. Le quotidien kurde Rudaw, par la voix de son rédacteur en chef, salue cette intervention américaine, estimant que "les efforts diplomatiques menés par les autorités kurdes ont porté leurs fruits. Les dirigeants kurdes ont remporté un grand succès dans leur quête d'alliés face à l'EI, ce que le

Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki n'avait pas réussi à faire." Malgré l'avancée rapide des islamistes et les défaites récentes des combattants kurdes, le journal se veut confiant : "Le discours d'Obama et l'appui aérien américain signifient que le Kurdistan gagnera la guerre contre l'Etat islamique. Et, avec ce soutien, les peshmergas [combattants kurdes] et les diplomates kurdes sauveront toute la région de la menace extrémiste." ♦



8 août 2014

## IRAK Que peuvent les Kurdes face aux islamistes ?

Les combattants kurdes, qui avaient résisté face aux djihadistes de l'Etat islamique, ont connu ces derniers jours une série de revers. Il faudrait envisager une aide du gouvernement central irakien et des Etats-Unis, estiment les journaux kurdes et américains.

**courrierinternational.com**  
**Hamdam Mostafavi**  
**5 août 2014**

À la frontière irako-syrienne, les combats continuent ce 5 août entre les combattants kurdes, les peshmergas, et les djihadistes de l'Etat islamique (anciennement Etat islamique en Irak et au Levant - EIIL), relate le journal kurde Rudaw. Il affirme qu'après un week-end de défaites des peshmergas, ces derniers auraient reconquis des zones à la frontière près de Rabia, une des zones frontalières les plus importantes entre l'Irak et la Syrie. Cette frontière est tombée aux mains des djihadistes en juin après le retrait des troupes irakiennes, rappelle le journal. Selon un officiel kurde cité par le journal : "Les peshmergas ne s'arrêteront pas tant qu'ils n'auront pas reconquis Rabia."

Mais la volonté suffira-t-elle face aux forces djihadistes qui ont déclaré un califat islamique sur une large zone à l'est de la Syrie et l'ouest de l'Irak ? Les défaites subies ces derniers jours par les combattants kurdes peuvent permettre aux islamistes d'étendre encore ce territoire. Et les Kurdes ont plus de 1 000 kilomètres de frontière à défendre face aux islamistes.

### Améliorer la coopération entre Bagdad et les Kurdes

Des milliers de Kurdes yézidis, une des communautés religieuses les plus anciennes du monde, ont dû fuir Zumar, Shangal et d'autres villages ce week-end face à l'avancée de l'Etat islamique (EI). Dans cette zone, "une catastrophe humanitaire est à l'œuvre", déplore Rudaw, dont les repor-



*Le gouverneur de la province de Kirkouk rend visite aux troupes kurdes peshmergas près de Daqouq, le 28 juillet 2014.- AFP/MARWAN IBRAHIM*

ters se sont rendus sur place. Selon le journal, les combattants kurdes doivent faire face à des djihadistes lourdement armés grâce aux équipements pris aux soldats irakiens en déroute. Les djihadistes se seraient aussi emparés du plus grand barrage d'Irak, à Mossoul, rapporte The Guardian, "ce qui donne la possibilité aux islamistes d'inonder des villes irakiennes ou de retenir l'eau nécessaire aux agriculteurs". Mais les autorités kurdes affirment cependant que le barrage est toujours sous leur contrôle.

Le quotidien américain The Wall Street Journal s'interroge face à cette situation : "Les Américains vont-ils abandonner leurs alliés kurdes ?" "Plus tôt cet été, l'EI a mis en échec l'armée irakienne à Mossoul, et ces succès récents contre les milices kurdes sont un autre présage inquiétant. Le Kurdistan [région autonome du nord de l'Irak] a été jusqu'ici un îlot relatif de paix et de prospérité que l'on pensait hors d'atteinte par les islamistes. Mais les islamistes se ren-

forcent de plus en plus et la cité pétrolière de Kirkouk, défendue par les peshmergas, est une cible tentante. Un califat islamique avec des revenus pétroliers constitue une perspective effrayante. Washington avait prévu d'armer les peshmergas dès 2010, mais il s'en est remis au Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki, qui a poursuivi une stratégie désastreuse contre les non-chiïtes du pays (les Kurdes étant sunnites). Depuis 2011, les Etats-Unis ont fourni un milliard d'aide militaire à Bagdad mais les Kurdes n'en ont pas vu la couleur."

### Une nouvelle réalité politique

Devant la gravité de la situation, le Premier ministre Nouri Al-Maliki a ordonné le 4 août aux forces aériennes irakiennes d'appuyer les forces kurdes, relate The New York Times, "ce qui représente un dégel, né de la nécessité militaire, dans les relations glaciales entre le gouvernement central et les dirigeants kurdes. C'est le premier effort conjoint des Irakiens et des Kurdes pour travailler ensemble militairement depuis le début de l'offensive de l'EI en juin. Mais cela ne signifie pas pour autant que l'on se dirige vers une réconciliation à grande échelle."

Le journal kurde The Kurdish Globe, dont le siège est à Erbil, la capitale de la région autonome, affirme dans un éditorial qu'une nouvelle réalité politique est à l'œuvre dans la région, à la suite de la défaite de l'armée irakienne. "L'armée américaine et les peshmergas doivent coopérer contre les groupes radicaux, les combattants kurdes doivent être armés, il faut former un gouvernement de coalition à Bagdad dès que possible et utiliser la région kurde comme base arrière pour reformer une armée à Bagdad." ♦

# After taking Sinjar, IS draws Iraqi Kurds into full-scale war



**Author Mohammed A. Salih**  
**August 7, 2014**  
[www.al-monitor.com](http://www.al-monitor.com)

**ERBIL, Iraq** — Iraqi Kurdistan appears to be in a state of all-out war as its peshmerga forces have engaged in heavy clashes with Islamic State (IS) militants along a nearly 1,050-km (652-mile) line stretching all the way from the Syrian border in the west to areas close to the Iranian border in the east.

For the first time in the past couple of months, IS fighters attacked areas near Gwer district on the evening of Aug. 6 just some 50 kilometers (31 miles) west of Iraqi Kurdistan's capital city, Erbil. They seized some villages in the Gwer area, according to Kurdish officials, and fighting is still ongoing in the area.

The chairman of the Peshmerga Affairs Committee in the Kurdistan parliament, Ari Harsin, told Al-Monitor Aug. 7 that the center of Gwer is under peshmerga control. He said peshmerga forces had succeeded in taking back some villages in Gwer, but this assertion could not be immediately verified.

As news of IS' advance toward Gwer spread on Wednesday night, Erbil residents panicked. The mass influx of residents of the Gwer and Makhmour areas into Erbil intensified the general anxiety. Some people left for nearby mountainous towns to the east and long queues formed at gas stations. At the same time, many civilians took to the streets to boost morale and some engaged in a campaign of shaming those who were leaving the city. Many volunteers, especially men from Gwer and Makhmour, also joined the front lines in the area and the peshmerga ranks have been reinforced. Senior Kurdish officials also went to Makhmour, less than an hour's drive from Erbil, and appeared on TV to calm and reassure the population that the peshmerga forces were in control.

"[The Islamic State's] most successful tactic has been their propaganda," Harsin said as he headed toward Makhmour Thursday morning. "They scare people that way; otherwise, they don't have a large fighting force."

When Sunni militants led by IS swept Mosul and other areas in northwestern and central Iraq in June, many in Iraqi Kurdistan did not think the jihadist forces would be able to take on Kurdish security forces in a large-scale campaign.

But less than two months later, it has become apparent that the jihadist group plans to expand its caliphate to include the Kurdistan Region. IS fighters have been able to wrest some territory from Kurdish troops in Sinjar and Zummar near the Syrian border in western Ninevah province.

Sinjar's fall on Aug. 3 sent shock waves among Iraqi Kurds at a time when it appeared as though their troops were solidly in control of the areas. Following the successful IS attacks in the area, Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani declared war on the extremist group.

"We decided to go beyond the defensive position and fight terrorists to the last breath," Barzani said in an Aug. 4 statement. "We have ordered the peshmerga forces to attack the terrorists and the enemies of the people and the land of Kurdistan with all their power."

Following Barzani's order, peshmerga forces changed strategy and are now launching offensives on several fronts, from areas around Rabia, Sinjar and Zummar to the northern and eastern outskirts of Mosul all the

way down to Makhmour, southwest of Erbil.

Al-Monitor visited some areas near Zummar and Rabia on Aug. 4 and found that hundreds of soldiers with heavy weaponry in addition to armed civilian volunteers had been deployed to the front lines and nearby areas.

Kurdish forces control the areas around the lake in Mosul, where Iraq's largest dam is located. The fault line between Kurdish troops and IS in Kirkuk and Diyala provinces is currently relatively calmer, but those areas have witnessed heavy fighting in recent weeks as well.

The fall of Sinjar has led to a sense of outrage among Kurds, and many ask why the peshmerga forces evacuated the area. As IS militants stormed Sinjar, tens of thousands of the area's residents abandoned their homes for other towns controlled by Kurdish forces.

There appears to be a broad consensus that some military officials in the Sinjar area had not carried out their tasks properly. Harsin said some senior military commanders have been suspended from their positions and that an investigation is ongoing.

"A soldier's duty is to defend his country, and if he fails to do that he has not carried out his duty properly and has to be held accountable," said Harsin, who declined to name the suspended senior Kurdish officers.

The majority of Sinjar's population adheres to the ancient Mesopotamian Yazidi faith, which predates Islam and Christianity. Yazidis are viewed as infidels by the jihadists.

Although no reliable figures are available, some media reports suggest that the militants have killed hundreds of Yazidi civilians and have taken scores of Yazidi women as spoils of war. Many Yazidis feel betrayed by the peshmerga's pullout from their areas and say that little resistance had been put up.

"Thousands of forces were there," said Elias Babasheikh, a prominent Yazidi figure in the Shekhan area, north of Mosul. "How did they leave the area to IS within hours and leave people [at the hands of] IS?"

Some peshmerga officials in the area say they did not just walk away from Sinjar without a fight.

"There was heavy resistance in Sinjar for nearly two months. IS relies on that whole area a lot for moving between the Iraqi and Syrian borders," Halgurd Khidir Zahir, the commander of the area's Safin Division of peshmerga, told Al-Monitor. He added that IS fighters have more advanced weapons at their disposal, with many US-made arms seized from the Iraqi army in Mosul.

Iraqi warplanes have also bombed IS positions in Ninevah as there appears to be some cooperation between the Iraqi military and the Kurds.

"Everything can happen in a war. It's not always success," Zahir said.

An IS statement also announced that the group had taken Sinjar after "heavy battles."

Since the evening of Aug. 3, peshmerga forces have launched a broad counteroffensive around Zummar, Rabia and Sinjar. On the night of Aug. 6, a Kurdish peshmerga commander told the Kurdish Rudaw news network that his forces had reached a mountain on the outskirts of Sinjar, where UN reports say as many as 200,000 Yazidis are stranded with little food and water.

Forces from the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) are also engaged in the fight in Sinjar and Rabia. Pro-YPG media sources say the group played a major role in the fight, but while acknowledging some involvement, Iraqi Kurdish officials say the YPG did not participate on a large scale.

Zahir confirmed to Al-Monitor that there has been cooperation between peshmerga forces and the YPG, saying, "There is some limited cooperation. We are both based alongside the border and are close to each other." He added that Iraqi Kurdish peshmerga forces are capable of retaking lost ground.

"Some things are temporary. I might not be here today but will get back tomorrow," Zahir said in a school turned into a makeshift base in the village of Omar Khalid, near Zummar. ♦

*Mohammed A. Salih is a journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan. He has written about Kurdish and Iraqi affairs for local and international media.*



# U.S. weighs strikes as Iraq rebels gain



Fighters from the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, took control of a checkpoint that used to be patrolled by Kurdish forces outside Erbil in northern Iraq on Thursday.



## ERBIL, IRAQ

### Humanitarian crisis seen for refugees trapped on barren mountaintop

BY ALISSA J. RUBIN, TIM ARANGO AND HELENE COOPER

Sunni militants appeared on Thursday to have captured the Mosul dam, the largest in Iraq, as their advances in the country's north created a wave of refugees that left the Obama administration weighing whether to use airstrikes or airdrops of food to address a growing humanitarian crisis.

As the militants' advance set off fearful rumors in Erbil, the Kurdish regional capital, as many as 40,000 people from religious minorities in Iraq have been left stranded, dying of heat and thirst on a mountaintop, after fleeing death threats from the militant group, the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS.

President Obama, who was meeting with his national security team at the White House on Thursday, was considering a series of options ranging from dropping humanitarian supplies on Mount Sinjar to military strikes on the fighters from ISIS now at the base of the mountain, a senior administration official said.

"There could be a humanitarian catastrophe there," a second administra-

tion official said, adding that a decision from Mr. Obama was expected "imminently — this could be a fast-moving train."

Residents near the Mosul dam and officials in the region confirmed that the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, held the dam, a potentially catastrophic development for Iraq's civilian population.

The dam, which sits on the Tigris River and is about 30 miles northwest of the city of Mosul, provides electricity to Mosul and controls the water supply for a large amount of territory. A report published in 2007 by the United States government, which had been involved with work on the dam, warned that should it fail, a 65-foot wave of water could be unleashed across areas of northern Iraq.

Atheel al-Nujaifi, the governor of Nineveh Province, whose capital is Mosul, said in a telephone interview from northern Iraq, where he has fled, that ISIS had secured the dam after what he called an "organized retreat" of the Kurdish military forces, or pesh merga.

ISIS seized Mosul, which is Iraq's second-largest city, on June 10, and began its latest offensive this week. In a statement issued on a social media account believed to belong to the group, it claimed that it had captured the dam and vowed to continue its offensive northward as it consolidates control and continues to realize its goal of establishing an Islamic caliphate that bridges the

borders of Syria and Iraq.

"Our Islamic State forces are still fighting in all directions and we will not step down until the project of the caliphate is established, with the will of God," the statement said.

ISIS continued on Thursday to battle pesh merga forces for control of towns east of Mosul, in the direction of Erbil, and civilians flocked to the Erbil airport and the Iraqi Airways office in a futile attempt to get tickets to Baghdad.

Early Thursday, forces from the Kurdish pesh merga left checkpoints guarding several largely Christian settlements east of Mosul because they had been called to defend Kurdish towns closer to Erbil, according to a colonel in the Kurdish Defense Ministry.

By late Wednesday, Kurdish television was reporting that Mahmoud and Gwar, two Kurdish settlements less than 20 miles west of Erbil, had fallen to ISIS. By Thursday morning, a colonel in the pesh merga said Mahmoud had been retaken, while militants remained in control of Gwar.

The latest ISIS push followed its pattern of exploratory attacks on the outskirts of an area it wants to take. On Wednesday, it repelled Kurdish efforts east of Mosul and shelled Qaraqosh, which is one of several largely Christian settlements in the area between Mosul and Erbil, 60 miles to the east.

As plumes of smoke drifted across the plains of Nineveh between Mosul and Erbil, panicked residents fled from the settlements there in cars and pickup trucks piled with belongings, creating lines more than half a mile long at

**The White House had been delaying military action against ISIS, but a mountaintop siege may have forced its hand.**

checkpoints guarded by the pesh merga.

On Thursday, many villagers departed hurriedly, throwing just a few items



in suitcases, said Father Amar, a Syrian Catholic priest from Bartella, one of the largely Christian settlements, who had left with them. Shortly afterward, he said, he spoke to some who had decided to remain, and they reported that ISIS had taken the town.

Father Amar said that there were "thousands" of Christian and Arab families marooned at the main pesh merga checkpoint who were trying to enter the Kurdish region on Thursday morning. No one was being allowed to pass, he said.

West of Mosul, some of the thousands of Iraqi civilians who fled into the mountains around the town of Sinjar have been rescued, United Nations officials said Thursday, but details of the operation remained sketchy.

"Some people have been extracted over the past 24 hours," said Jens Laerke, a spokesman in Geneva for the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, but he could not confirm how many had left or where they had been taken.

United Nations officials have estimated that 10,000 to 40,000 people were trapped in the mountains without access to food, water or supplies, after ISIS defeated Kurdish forces in the area and attacked Sinjar three days ago. Most of the civilians are believed to be members of the Yazidi minority, which, like other ethnic and religious minorities in the area, has been targeted by ISIS forces.

As Mr. Obama met with his advisers on Thursday on the situation around Sinjar, a senior administration official said he was "weighing both passive and

active options," defining passive action as dropping humanitarian supplies. He added, using an alternative name for ISIS, "More active, we could target the ISIL elements that are besieging the base of the mountain."

The White House declined to say whether Mr. Obama was weighing airstrikes or airdrops in Iraq, but the press secretary, Josh Earnest, said the United States was disturbed by what he described as "cold and calculated" attacks by ISIS on religious minorities in Iraq.

The campaign of attacks by ISIS, he said, "demonstrates a callous disregard for human rights and is deeply disturbing."

Asked specifically about military options, Mr. Earnest said, "I'm not in a position to rule things on the table or off the table." But he reiterated that there would be no American combat troops in Iraq and that any military action would be extremely limited.

"There are many problems in Iraq," he said. "This one is a particularly acute one, because we're seeing people persecuted because of their ethnic or religious identities."

Mr. Earnest added: "There are no American military solutions to the problems in Iraq. These problems can only be solved with Iraqi political solutions."

The administration had been delaying taking any military action against ISIS until there is a new Iraqi government. Both White House and Pentagon officials have said privately that the United States would not intervene militarily until Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki stepped down.



KHALID MOHAMMED/ASSOCIATED PRESS

The militants captured the Mosul dam, which serves a large portion of Iraq.

But administration officials said on Thursday that the crisis on Mount Sinjar may be forcing their hand. About 40 children have already died from the heat and dehydration, according to Unicef.

The administration officials spoke on the condition of anonymity because they were not authorized to speak publicly. One official said that any military action would be "limited, specific and achievable," noting that Mr. Maliki's political party was supposed to announce a new candidate for prime minister on Thursday, but had not yet.

*Alissa J. Rubin reported from Erbil, Iraq; Tim Arango from Baghdad; and Helene Cooper from Washington. Nick Cumming-Bruce contributed reporting from Geneva.*

REUTERS

## U.S. begins direct arms shipments to Kurdish forces

WASHINGTON - August 11, 2014  
(Reuters) - By Mark Hosenball and Missy Ryan

**The U.S. government is directly supplying weapons to Peshmerga fighters from Iraq's semiautonomous Kurdish region to help them fight Sunni militants, in a deepening of America's military involvement in Iraq, U.S. officials said on Monday.**

The Kurdish fighters are struggling to stem advances by militants from the Islamic State, an al Qaeda offshoot.

The officials said the weapons were supplied by the Central Intelligence Agency but that the Pentagon may soon start arming the Kurdish fighters, who regained control of two strategic towns in northern Iraq on Sunday with help from U.S. airstrikes.

The officials declined to specify when the supply program began or what sort of arms it included.

Weapons have also been shipped in three deliveries from the Iraqi

government in Baghdad to Arbil, capital of Iraqi Kurdistan, consisting mostly of AK-47 assault rifles and ammunition, the U.S. officials said.

Reuters reported on Friday that the Iraqi government had sent a first, unprecedented shipment of ammunition to Arbil.

U.S. officials have said they were previously reluctant to give arms directly to the Kurds because of a desire to see Iraq remain a unified state and a hesitancy to do anything that might bolster Kurdish ambitions for autonomy.

U.S. President Barack Obama has faced criticism for being reluctant or too slow to intervene in thorny foreign policy issues which have piled up under his watch, including the dramatic rise of the Islamic State, which has seized control of large swathes of land in the north and west of OPEC member Iraq.

A senior U.S. defense official acknowledged that the United States was providing arms and ammunition needed by the Kurds but said it was not coming from the Department of Defense. Officials said the Pentagon was in discussions about how to increase its military support to the Kurds and could soon approve a decision to directly supply weapons.

### FIRST SINCE 2011

The U.S. State Department said the U.S. government was "working" to provide arms directly to the Kurds, saying they needed them badly and that the United States was doing what it could to accelerate deliveries.

"The government of Iraq has made deliveries from its own stocks to the Kurds and we are working to do the same in coordination with all the relevant parties," State Department spokeswoman Marie Harf told reporters.



► "The Kurds need additional arms. We are providing those."

Last week, Washington launched its first military action in Iraq since pulling its troops out in 2011. U.S. warplanes bombed Sunni insurgents from the Islamic State, who have marched through northern and western Iraq since June.

Washington says it is taking limited action to protect the Kurdish autonomous region and prevent what Obama called a potential "genocide" of religious minorities targeted by the militants.

The militants made new gains against Kurdish forces despite three days of U.S. airstrikes, while Baghdad, long braced for the Sunni fighters to attack, was now tensing for possible clashes between forces loyal to Prime Minister Nuri al-Maliki and those of his rivals after Iraq's president named a new prime minister on Monday.

Obama says a more inclusive government in Baghdad is a precondition

for more aggressive U.S. military support against the Islamic State. He has rejected calls in some quarters for a return of U.S. ground troops, apart from several hundred military advisers sent in June.

The Islamic State, which sees Shi'ites as heretics who deserve to be killed, has ruthlessly moved through one town after another, using tanks and heavy weapons it seized from soldiers who have fled in their thousands.

On Monday, police said the militants had seized the town of Jalawla, 115 km (70 miles) northeast of Baghdad, after driving out the Kurds' Peshmerga forces.

Washington and its European allies are considering requests for more direct military aid from the Kurds, who have themselves differed with Maliki over the division of oil resources and who took advantage of the Islamists' advance to expand their territory.

The INDEPENDENT

August 12, 2014

# US action against Isis in Iraq boosts Kurdish morale

Aug 12, 2014

[www.independent.co.uk](http://www.independent.co.uk)

US air strikes are boosting Kurdish morale as they hit Isis fighters, and Kurdish forces say they have opened a road for thousands of Yazidis cut off in the mountains.

US military cargo planes have dropped supplies, though not enough to prevent deaths from starvation.

President Barack Obama said the air strikes had destroyed arms and equipment that Isis could have used to attack Erbil, the Kurdish capital, but he warned that the current operation in Iraq could take some time.

"I don't think we're going to solve this problem in weeks," he said on Monday, US time. He stressed repeatedly the importance of Iraq forming its own inclusive government in which power is shared between all communities.

US air and drone attacks so far have been limited in scope, hitting an Isis convoy of seven vehicles, a mortar position and a mobile artillery piece. Nevertheless, US intervention has helped to curb panic in Erbil with some of those who fled returning to their homes.

President Obama is emphasising that the US does not want to be drawn back into a wider war in Iraq and will not send ground troops, but the US will evidently

not allow Isis to capture Erbil or Baghdad.

## Air strikes "very effective" - Iraqi Foreign Minister

Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari told a press conference in Erbil that "air strikes are intended to degrade the terrorists' capabilities and achieve strategic gains - and have been very effective".

"I can confirm that we have succeeded in reaching the mountain and opening a road for the refugees," said a Kurdish military spokesman.

The plight of the Yazidis, a sect persecuted by Isis as "polytheists", the kidnapping of hundreds of Yazidi women, and the flight of the Christians have given a humanitarian justification for President Obama's authorisation of military action which might otherwise be unpopular in the US.

US planes conducted a second airdrop of food and water yesterday for those trapped in the Sinjar mountains. Escorted by two Navy fighter jets, three planes dropped 72 bundles of supplies for the refugees.

"The morale of the Kurds is recovering as the US intervenes," said Kamran Karadaghi, a Kurdish journalist and former chief of staff to Iraqi President Jalal Talabani.

Under the impact of the Isis assault, military co-operation has



Fighter jets leave a US aircraft carrier in the Persian Gulf for a mission in Iraq.  
Photo / AP

resumed between the Iraqi government in Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG).

Mr Karadaghi said Kurdish leaders were surprised by the Isis assault west and east of Mosul. He added that while the Peshmerga (Kurdish soldiers) have a high reputation, "they have not fought anybody for 20 years". Other sources say that 150 Peshmerga were killed and 550 were wounded.

In 2003, US air power was used effectively in support of the Peshmerga and against Saddam Hussein's army. There are about three dozen US military trainers in Erbil, but it is unclear if Washington would permit anything like the same degree of US-Kurdish co-operation.

## Isis are fanatical opponents

Nobody doubts that Isis will be very tough opponents. Their religious fanaticism has been reinforced by their astonishing territorial gains over the past two months, which they attribute to divine intervention.

They have taken a quarter of Iraq and a third of Syria and have captured quantities of American and Russian equipment. The Peshmerga claim that they are militarily underequipped, though this excuse for their retreat may be overstated.

Isis victories have come because of its mixture of total religious commitment with a high level of military expertise. The latter is

often attributed to guidance from ex-officers in Saddam's army, but the experience of Isis veterans fighting the Americans between 2003 and 2008 and the Syrian army between 2011 and 2014 may be more significant.

Mr Karadaghi said Kurdish commanders have been struck by how, when one Isis battle group is wiped out in the fighting, the attack will be immediately renewed with the same ferocity by another Isis detachment.

Iraq is becoming a land of refugees like Syria, with the UN saying more than 500,000 people have been displaced by the violence since June, bringing the total this year to well over one million. Many who fled in the first six months came from Anbar province where Sunni were escaping the fighting.

One casualty of the fighting may be Kurdish oil boom, with oil companies repatriating employees.

Over the past three or four years, Erbil has become a boom town with newly built luxury hotels filled with visiting businessmen. However corrupt and bureaucratic the Kurdish administration, it was still better than that in Baghdad.

This bubble of optimism is likely to be damaged as Kurdistan is not immune from the turmoil in the rest of Iraq. In effect, all of Iraq is a battle zone. □

# Kurdish forces reclaim towns from jihadists out to 'destroy civilization' as U.S. airstrikes in Iraq open the way

Richard Spencer, The Telegraph  
August 10, 2014

American air strikes over northern Iraq bore their first results on the ground Sunday as Kurdish forces swept forward in the wake of attacks by U.S. fighter jets on Islamic State of Iraq and Al-Sham positions south of Erbil.

Rex Murphy: When Gaza burns, so do parts of Paris. But Mount Sinjur? Hey, where's that?

Bodies of Islamic State jihadists, mangled and broken, lay near their burned out, machine-gun mounted pickup trucks as The Daily Telegraph followed Kurdish Peshmerga forces into the ISIS-held town of Gwer.

The attack on Gwer by the Peshmerga followed direct co-ordination with the Americans, Kurdish ground troops said. They had been told to prepare for an attack at 5 a.m. Some skirmishes followed – the tactics were not clear, but may have been an attempt to draw the jihadists into the open.

Then, between 9 and 10 a.m., the fighter jets struck. "I was standing on the bridge over there when they came in," said Shedzah Kakarosh, a Peshmerga fighter. Next to him smoked the shell of a truck, the mount of its heavy machine-gun smoking on its base behind him, which he said he saw being hit by a jet-fired missile.

President Barack Obama authorized strikes after the Islamic State seized Christian and Yazidi towns villages in the north of the country last week, killing or driving out their inhabitants, and then took up positions within 30 miles of Erbil, the capital of the Kurdish Autonomous Region.

Mountain of death: ISIS slaughtering Yazidis who refuse to convert to Islam, Iraq says

Peshmerga soldiers were angry that they had been ordered to retreat from the towns, which they had been protecting until the middle of last week, and keen to take advantage of the American strikes.

Sirteep Hussein, who until recently was living in Leeds with his family, said he had seen the first American air strikes come in near the town of Kalak west of Erbil on Friday, and score direct hits on Islamic State Humvees – vehicles, ironically, provided to the Iraqi army by the United States and then seized by the jihadists as they overran Iraqi army bases in June.

On Sunday, he was stationed on the outskirts of Gwer, as the jets struck again. "We're grateful to President Obama," he said, to the agreement of a group of colleagues. "This we will never forget."

Other Peshmerga say they had the strength to take on Islamic State on their



AP PhotoIslamic State of Iraq and Al-Sham militants and Tribal fighters take control of a checkpoint that belonged to Kurdish peshmerga fighters, as people leave a village in the Khazer area outside Erbil, northern Iraq, Thursday, Aug. 7, 2014.



Kurdish Peshmerga fighters detain a man suspected as a militant for the Islamic State group, as airstrikes by the U.S. forces target those militants near the Khazer checkpoint outside of the city of Erbil in northern Iraq, Friday, Aug. 8, 2014.

own. Smoke rose all round Gwer Sunday afternoon from both the air strikes, which had set the surrounding fields of sunflowers on fire, and in a series of buildings in the town's fruit market, apparently hit by mortars in the subsequent fighting.

That fighting was tough, said Saleh Hasan, another Peshmerga who advanced in the front line and claimed to have fired the first shot of the morning. Even after the air strikes, the Islamic State jihadists stood their ground for three hours before withdrawing in a convoy of vehicles, he said.

A sniper from a rooftop prevented them advancing on the scene of the U.S. strikes for three or four hours, pinning them down. When they overran the area, the jihadists had taken the bodies of the dead with them.

By early afternoon, the Peshmerga were able to enter the town in a convoy of vehicles and take up positions on the further side, where shooting continued.

In the wake of their advance, a crowd gathered around the bodies of three jihadists, one cut in two, another headless, all scorched by the American bombing.

One was said by some to be a local man, but one was black, judging by his legs, which were all that were identifiable of his body.

Many local Kurds are angry with the Islamic State, especially since so many are foreign, for destroying a local economy that had been prospering due to the foreign investment pouring into Erbil, the Kurdish capital, less than an hour's drive away. A petrol refinery lies abandoned ten minutes up the road.

The American attacks had enabled the vanguard of the Peshmerga to move forward to the crossroads in front of Gwer, triggering a pincer movement from two other units, one

from the west, from the direction of Mosul, which is currently in Islamic State hands, and one from Kirkuk, held by the Kurds

The Kurds last night said they had also taken the town of Makhmur to the south-west. The Kurdish brigadier-general in charge of forces there, Ali Suleiman, told The Daily Telegraph he was urging the Americans to send more help "in the defence of Western civilization".

"These people are here to destroy civilization," he said. "We are here to defend not only our people but western civilization."

His president, Masoud Barzani, head of the Kurdish Autonomous Region, echoed him, writing for the Washington Post. "There can be no overstating how perilous the situation is," he said. "The terrorist blitzkrieg of the Islamic State has swept from Syria into Iraq, with its goal of conquering and controlling a large swathe of the world."

While some of its more distant aspirations may be beyond its grasp, Iraq and other parts of the Middle East and Central Asia are not.

He said U.S. air strikes had to be "just the beginning" and asked for help with heavy weapons. "The Peshmerga face an enemy that has vastly superior U.S. weaponry," he said. "It is essential that we receive military support from the United States and other friends immediately."

The Kurdish forces were cheering ecstatically at the first major victory of their fight-back against ISIS in Gwer – and at the revival of an old alliance with the United States.

But the total advance had been just ten miles, with the Islamic State invisible in the distance, still there and in charge of much of the country.

□ □ □



# U.S. sending weapons directly to Kurdish forces, officials say

By Craig Whitlock and Greg Jaffe  
August 11, 2014  
washingtonpost.com

The U.S. government has begun to funnel weapons directly to Kurdish forces fighting Islamist militants in northern Iraq, U.S. officials said Monday, deepening American involvement in a conflict that the Obama administration had long sought to avoid.

The decision to arm the Kurds, via a covert channel established by the CIA, was made even as Pentagon officials acknowledged that recent U.S. airstrikes against the militants were acting only as a temporary deterrent and were unlikely to sap their will to fight.

"I in no way want to suggest that we have effectively contained, or that we are somehow breaking, the momentum of the threat," said Army Lt. Gen. William C. Mayville Jr., the director of operations for the Joint Chiefs of Staff.

In a reflection of the administration's reluctance to fight another full-fledged war in Iraq, Mayville said there are no plans to expand the limited air campaign, which President Obama ordered last week to prevent the massacre of Iraqi minorities and to protect U.S. military and diplomatic personnel in the northern city of Irbil.

U.S. military officials said they have conducted 17 airstrikes — including four on Monday — against fighters from the Islamic State, a jihadist group that has swept across northern Iraq in recent months and controls large parts of Syria. Mayville added, however, that the militants have responded by melting into populated areas, making it harder to target them.

The U.S. military released a video of targeted airstrikes in northern Iraq over the weekend. (YouTube: CENTCOM)

"They're very well organized," he said. "They are very well equipped. They coordinate their operations. And they have thus far shown the ability to attack on multiple axes. This is not insignificant."

The Islamic State has an estimated 10,000 fighters and has routed Iraqi army units across much of the country, seizing large quantities of weapons and ammunition originally supplied to Baghdad by the U.S. government. In recent weeks, the group has overwhelmed the semiautonomous Kurdish security forces, surprising officials in Washington with the speed and breadth of its territorial advances.

Kurdish leaders have complained that they are outgunned and unable to mount a

counteroffensive without more U.S. assistance.

American officials have tried to expedite the transfer of arms from the government in Baghdad to Kurdish fighters in the north. But that process has gone slowly, prompting Washington to open a direct pipeline to the Kurds via the CIA, according to two U.S. officials who spoke on the condition of anonymity because the spy agency has not publicly acknowledged the operation. The CIA declined to comment.

A U.S. military official said that the Pentagon and the State Department are discussing other possible ways to deliver weapons to the Kurds through open channels, but that they would need the legal authorization to do so. U.S. arms sales normally are restricted to sovereign or central governments.

Compounding the problem has been the eruption of political chaos in Baghdad, where Prime Minister Nouri al-Maliki has refused to relinquish power despite a U.S.-backed effort to replace him. Maliki has accused his domestic opponents of trying to oust him in a coup and has declined to recognize attempts to appoint a new prime minister.

A former U.S. military official who still works closely with the Kurds described the U.S. arms pipeline as "a trickle" that has been limited to Kurdish forces in the vicinity of Irbil. "They need everything, especially heavy weapons," the former official said.

Some military analysts said that the effort to arm the Kurds and the administration's limited airstrikes were unlikely to make much of a difference in the overall campaign against Islamist insurgents in Iraq.

"At most this will move the front lines at the margins," said Stephen Biddle, a professor at George Washington University and frequent adviser to the Pentagon. "This war is headed for a Syria-like stalemate."

Douglas Ollivant, a former U.S. military planner in Baghdad, said the shipment of mostly small arms and ammunition to the Kurds, combined with the cover of U.S. air power, should be enough to halt the advance of Islamic State fighters in the near term.

The group's artillery cannons and armored vehicles — captured from the Iraqi army — should be especially vulnerable to airstrikes. "My guess is that the [insurgents] are going to lose a lot of equipment over the next couple of days," said Ollivant, a fellow at the New America



Foundation in Washington.

But analysts said it is unlikely that the Kurdish security forces, known as the pesh merga, will be able to mount a counteroffensive or make significant gains, even with the backing of U.S. warplanes. The events of recent weeks, they said, suggest that the Kurdish forces aren't as capable or effective as U.S. officials may have assumed. "The pesh haven't really fought anybody for a long time," Ollivant said.

Mayville, the Army general, said the U.S. airstrikes were intended only to prevent Islamic State fighters from gaining more ground near Irbil or from advancing on Mount Sinjar, where thousands of people from the minority Yazidi faith have sought refuge amid fears of a massacre.

He said that, since Thursday, U.S. and British airdrops have provided Yazidi refugees on the mountain about 16,000 gallons of water and 75,000 meals, as well as medical supplies.

On Saturday, Obama said the U.S. government was discussing with allies whether they could establish a safe corridor so that the Yazidis could leave the mountain and return home, or seek haven in protected camps.

On Monday, however, Mayville said the Pentagon was unsure how many refugees were still on the mountain and indicated that no immediate plans were in the works to help relocate them. "What we're going to need is a better understanding of what's going on up there," he said.

In addition to the airstrikes, U.S. military officials have said they are conducting 50 to 60 reconnaissance flights a day over Iraq to get a clearer picture of the refugee crisis and movements by Islamic State fighters.

Craig Whitlock covers the Pentagon and national security. He has reported for The Washington Post since 1998.



# UN KURDISTAN, DES KURDISTANS OU PAS DE KURDISTAN

## ANALYSE

PAR GUILLAUME PERRIER

Istanbul, correspondance

**L**e Kurdistan n'a jamais été aussi proche d'une indépendance. Il y a un mois, le 3 juillet, le président de la région autonome kurde d'Irak, Massoud Barzani, a demandé à son Parlement de prendre les dispositions nécessaires pour organiser, « dans les meilleurs délais », un référendum d'autodétermination. Le résultat ne ferait aucun doute tant la défiance des Kurdes irakiens à l'égard du gouvernement central de Bagdad, dirigé par le chiïte Nouri Al-Maliki, semble avoir atteint un point de non-retour.

Depuis le mois de février, Bagdad et Erbil, la capitale kurde du Nord, sont à couteaux tirés. Le gel des versements alloués à l'administration kurde - 17 % du budget national, selon la Constitution irakienne de 2005 - a été perçu par M. Barzani et par toute une population comme « une déclaration de guerre ». L'offensive des djihadistes de l'Etat islamique (EI), qui a provoqué la débâcle de l'armée irakienne et menacé le gouvernement Maliki, a donné une occasion rêvée aux Kurdes de prendre le large.

Massoud Barzani, qui accèderait au rang de chef d'Etat, prendrait une revanche sur l'histoire. Le chef kurde est né en 1946 à Mahabad, dans

l'ouest de l'Iran alors sous influence soviétique, au cours de l'éphémère République de Mahabad, la toute première république indépendante kurde. Son père, Moustafa Barzani, et quelques compagnons de route résistèrent à peine quelques mois.

Semi-autonome depuis la première guerre du Golfe, en 1991, le Kurdistan d'Irak a des atouts que ne possédait pas Mahabad. Il a fait fructifier, après l'invasion américaine de 2003, son économie, qui est florissante, a assis sa stabilité politique. Les attentats y sont rarissimes. Erbil, où accourent les investisseurs, est considérée comme une nouvelle oasis de prospérité au Moyen-Orient. D'abord hésitantes, les puissances diplomatiques y ont ouvert des consulats.

Après la percée de l'EIL et la débâcle de l'armée irakienne, en juin, les peshmergas kurdes ont pris possession de plusieurs « territoires disputés », administrés par Bagdad mais considérés comme kurdes par Erbil. A commencer par

Kirkouk, qui possède les plus gros gisements de pétrole de tout le pays. Quelques jours à peine après la prise de la ville, le ministre kurde des ressources naturelles annonçait le raccordement du pipeline de Kirkouk à celui, déjà existant, qui relie le Kurdistan au port turc de Ceyhan, sur la côte méditerranéenne, où l'on charge les supertankers. De quoi construire une nouvelle puissance pétrolière.

Dans le grand marchandage de la « reconstruction » irakienne, les Kurdes peuvent avoir intérêt à avancer vers la sécession du reste du pays, à majorité chiïte. Ou bien être tentés d'arracher le maximum de concessions à M. Maliki, aujourd'hui en position de faiblesse. Les représentants kurdes au gouvernement irakien pratiquent déjà la politique de la chaise vide au conseil des ministres.

L'« Irak du Nord » a surtout pris la liberté d'exporter directement son pétrole vers la Turquie, ce qui empoisonne les relations depuis 2012. Pour Bagdad, ces contrats sont illégaux et les compagnies étrangères qui signent avec les Kurdes sont sanctionnées. Cela n'a pourtant pas dissuadé des compagnies telles qu'Exxon Mobil, Chevron, Gazprom et Total.

### Risques de division

En s'émancipant de l'Irak, le Kurdistan choisit de s'éloigner de l'Iran, avec lequel il partage sa plus longue frontière. Mais aussi de se tourner vers Ankara, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes, après des années d'hostilité turque à l'égard des Kurdes. A Erbil, 60 % des compagnies étrangères sont turques et cinq nouveaux postes-frontières vont être ouverts entre les deux territoires. Recep Tayyip Erdogan est devenu le parrain politique de Massoud Barzani, ce qui ne manque pas, de part et d'autre, de faire grincer des dents.

De leur côté, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, soutiens des Kurdes depuis 2003 mais attachés à l'unité de l'Irak, ont mis en garde contre les risques de division que pourrait accroître cette indépendance énergétique. L'indépendance pourrait donc attendre. Mais dans le même temps, comme le fait remarquer un diplomate occidental, c'est la compagnie Exxon Mobil qui tire le plus grand profit du pétrole kurde. Les Etats-Unis, dans la semaine du 28 juillet, ont affirmé que leur politique à l'égard de l'Irak n'avait pas changé. Ils ont pourtant été les destinataires d'un navire chargé de brut vendu par le

EN  
S'ÉMANCI-  
PANT DE  
L'IRAK, LE  
KURDISTAN  
CHOISIT DE  
S'ÉLOIGNER  
DE L'IRAN  
ET DE SE  
TOURNER  
VERS  
ANKARA

Kurdistan.

Mais cet Etat kurde, s'il finissait par voir le jour, ne rassemblerait dans ses frontières qu'une partie des 30 ou 40 millions de Kurdes disséminés dans la région entre la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak. Ce qui constituerait une faiblesse de taille. Car dans le même temps, un Kurdistan concurrent est en train de voir le jour dans le nord-est de la Syrie, sous le contrôle de la guérilla marxiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de sa branche politique syrienne, le PYD (Parti de l'Union démocratique), ce qui inquiète la Turquie.

Cet autre Etat kurde en gestation rencontre aussi l'opposition des partis kurdes syriens, hostiles à la férule du PYD et favorables au leadership de Massoud Barzani. Deux visions du Kurdistan s'affrontent ainsi, avec le risque qu'aucune des deux ne parvienne à ses fins. Mais la menace posée par les djihadistes de l'Etat islamique pourrait amener les deux grandes branches rivales du nationalisme kurde à faire taire leurs divisions, comme l'a prouvé leur coopération lors de l'attaque récente de la ville kurde irakienne de Sinjar par les extrémistes sunnites. ■

perrier@lemonde.fr



# En Irak, l'union sacrée des Kurdes contre l'EI

Des milliers de civils en majorité issus de la minorité yazidie bloqués dans les montagnes.

Par Safin Hamed (AFP)  
6 août 2014  
lorientlejour.com

**E**rbil (Irak) - Les combattants kurdes d'Irak, de Syrie et de Turquie ont uni leurs forces dans une rare alliance pour faire face aux jihadistes dans le nord irakien et secourir des milliers de civils bloqués dans les montagnes voisines.

Ces civils, en majorité issus de la minorité yazidie, ont fui les jihadistes de l'Etat islamique (EI) qui ont pris chassés ces derniers jours les forces kurdes de plusieurs villes proches de Mossoul, tombée aux mains des insurgés sunnites au tout début de leur offensive lancée le 9 juin.

Sinjar, à 50 km de la frontière syrienne, est tombée dimanche, provoquant la fuite de dizaines de milliers de civils paniqués. Jusqu'à 200.000 personnes, selon l'ONU. Les jihadistes s'étaient auparavant emparés de la ville de Zoumar, d'un site pétrolier et de Rabia, un poste-frontière entre la Syrie et l'Irak.

Cette nouvelle avancée permet à l'EI, qui s'est déjà emparé de larges pans de territoire irakien, d'asseoir son contrôle sur cette zone qui relie Mossoul à la frontière syrienne et, au-delà, aux territoires syriens sous son contrôle.

Après ces revers cuisants, et face à l'incapacité de l'armée fédérale à contrer les jihadistes, des combattants kurdes du PKK turc, du PYD syrien et des peshmergas irakiens ont uni leurs forces dans une collaboration sans précédent. Les trois groupes, aux relations compliquées et souvent tendues, ont mis temporairement leurs



Peshmergas et PKK/ PYD à Rabia (Kurdistan irakien)

différends de côté dans une sorte d'union sacrée.

Lundi, Bagdad avait déjà décidé d'appuyer la contre-offensive des peshmergas, dans un mouvement rare de coopération illustrant la gravité de la situation.

**L**es Kurdes venus de Syrie et de Turquie "sont chargés de combattre" les jihadistes "dans la région de Rabia et de Sinjar", à l'ouest de Mossoul, a déclaré mercredi Hallo Penjweny, haut responsable du parti de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). "De notre côté, nous (les peshmergas) nous occupons de Zoumar et du reste du secteur au nord et à l'est de Mossoul", a-t-il annoncé.

"Nous devons joindre nos forces" contre l'EI, a affirmé mardi le chef militaire du PKK Murat Karayilan.

**"NOUS SOMMES MASSACRÉS"**

Les peshmergas sont considérées comme les forces de loin les plus efficaces et les mieux organisées d'Irak. Mais

Abou Abbas, qui a réussi à atteindre le Kurdistan, mais dont les enfants sont bloqués dans les montagnes.

"Plusieurs enfants sont déjà morts et ont été enterrés dans la montagne", a-t-il ajouté, expliquant avoir reçu des nouvelles par téléphone. L'Unicef a évoqué mardi un premier bilan de 40 enfants morts.

"Je pense qu'il sera difficile à n'importe lequel d'entre eux de survivre encore plus de deux ou trois jours", a-t-il prévenu.

**D**ans ces conditions terribles, des exemples de solidarité ont vu le jour, assure M. Abbas. Comme ces femmes allaitant plusieurs enfants, qu'ils soient Yazidis, chrétiens ou musulmans.

La situation dramatique de ces déplacés suscite l'émoi en Irak et dans le monde.

Une députée yazidie a éclaté en sanglots mardi au Parlement irakien: "Nous sommes massacrés, notre religion est en train d'être rayée de la surface de la terre", a-t-elle lancé.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a prévenu que les persécutions de l'EI contre les minorités pouvaient "constituer un crime contre l'humanité".

Les peshmergas subissent le poids de la sécurisation d'un territoire qui s'est agrandi de 40% depuis qu'ils ont pris position dans certaines zones abandonnées par l'armée face à l'avancée jihadiste.

Mercredi, un combattant kurde a été tué et 13 autres blessés dans un attentat suicide à la voiture piégée à un poste de contrôle peshmerga entre Mossoul et Erbil, selon des sources de sécurité.

Pendant ce temps, à Bagdad, les violences font aussi rage: au moins 30 personnes y ont été tuées et 70 blessées dans une série d'attentats.

□ □ □

les problèmes de trésorerie du Kurdistan, dont la part de revenus pétroliers a été bloquée par Bagdad, pèsent sur leur financement et leur équipement.

**L**eur retrait de Sinjar a obligé des milliers de civils à fuir, et en particulier de nombreux Yazidis, minorité kurdophone persécutée de longue date. Nombre d'entre eux sont maintenant bloqués dans des montagnes désertiques, menacés autant par la faim et la soif que par les massacres des jihadistes.

Selon Bagdad, des hélicoptères de l'armée irakienne leur ont largué 77 tonnes de vivre et d'eau depuis mardi, mais un responsable de l'UPK a prévenu mercredi que les forces kurdes auraient besoin de plusieurs jours avant de pouvoir leur assurer un passage sûr.

"Le principal problème pour l'instant c'est qu'ils n'ont pas de nourriture. Ils ont commencé à chasser de petits animaux dans les montagnes, ils mangent tout ce qu'ils peuvent trouver", a déclaré à l'AFP



# Les jihadistes et l'indépendance, le double combat des Kurdes

Alors que l'Etat islamique progresse dans le nord de l'Irak, nettoyant son califat des «infidèles», Bagdad et l'Occident misent sur la résistance des peshmergas.

Par **MARC SEMO**

**C'**est un immense exode qu'a provoqué l'avancée des jihadistes de l'Etat islamique, qui se sont emparés de Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne d'Irak. «Il y a 100 000 chrétiens qui ont fui avec rien d'autre que leurs vêtements sur eux, certains à pied, pour se rendre vers le Kurdistan», a affirmé jeudi le patriarche chaldéen Louis Sako. Nombre des déplacés s'étaient déjà réfugiés il y a deux mois dans cette cité protégée par les peshmergas – les combattants kurdes – après la conquête par les jihadistes de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, qui avait entraîné la fuite de près de 200 000 personnes. «C'est une tragédie humanitaire», a affirmé Nikolaï Mladenov, l'émissaire de l'ONU en Irak.

## DÉCRYPTAGE

### JUSQU'OU PEUT ALLER L'OFFENSIVE DES JIHADISTES ?

Renforcés depuis la prise de Mossoul, le 10 juin, par le matériel – y compris les armes lourdes – abandonné par une armée irakienne en pleine débandade, les combattants

de l'Etat islamique veulent maintenant s'emparer de toutes les zones du nord de l'Irak récemment passées sous le contrôle des combattants kurdes. Pour barrer la route aux jihadistes, le gouvernement régional kurde – de fait indépendant depuis 1991 – avait agrandi de 40% son territoire, s'emparant notamment de la ville multiethnique de

Kirkouk, avec ses riches réserves pétrolières, que les Kurdes revendiquent comme capitale. Cette dernière pourrait être le prochain objectif de l'Etat islamique.

Mais pour le moment, les soldats se réclamant du califat proclamé par leur chef, Abou Bakr al-Baghdadi, cherchent à s'emparer des grands barrages sur le Tigre et semblent surtout vouloir éliminer de cette zone à la confluence des frontières turque, syrienne et irakienne tous les non-musulmans et les non-

sunnites. A Qaraqosh, ils occupent les églises et abattent les croix. Quatre jours plus tôt, ils s'étaient emparés de Sinjar, la capitale des Kurdes yézidis, accusés d'être des «adorateurs du diable», en fait fidèles d'une religion syncrétique pré-islamique imprégnée de zoroastrisme et du culte du feu. Eux aussi ont dû fuir et leurs temples ont été saccagés. L'Etat islamique assiège aussi la ville d'Amerli, peuplée de Turkmènes chiites.

### QUE FONT LES PESHMERGAS ?

Leur recul face aux jihadistes a surpris, même si dans des secteurs clés comme le barrage de Mossoul, ils s'accrochent à leurs positions. Les peshmergas – littéralement «ceux qui défient la mort» – sont en effet considérés comme les forces les plus efficaces et les mieux organisées d'Irak, rodées par des décennies de lutte dans les montagnes contre les soudards de Saddam Hussein. «Mais, depuis, cette armée a pris du ventre», résume un diplomate européen. Le théâtre des opérations, en outre, ne leur est guère favorable. «Bien entraînés, bien équipés, ils sont clairement plus efficaces sur leur propre terrain que dans

les plaines arabes de l'Irak», note Peter Harling de l'International Crisis Group. D'autant qu'ils ont face à eux des jihadistes fanatisés, aidés par d'anciens cadres de l'armée de Saddam Hussein.

Le gouvernement central de Bagdad a compris le danger. Dès la semaine dernière, le Premier ministre chiite, Nouri al-Maliki, en dépit de ses relations détestables avec les Kurdes, a ordonné à son aviation de les aider. Les Kurdes, eux, font bloc malgré leurs conflits internes et les contentieux passés. Les forces de Massoud Barzani, le président du gouvernement régional kurde irakien, ont reçu le soutien de combattants kurdes syriens du PYD, proches des rebelles turcs kurdes du PKK, qui eux-mêmes ont envoyé en renfort des maquisards bien rodés au combat après plus de trente ans de guérilla contre l'armée turque. Les autorités d'Erbil,

la capitale du Kurdistan d'Irak, demandent aux Etats-Unis du matériel militaire sophistiqué mais aussi des fonds pour faire face à la situation. «Le recul des peshmergas est aussi une façon de mettre la pression sur Washington», remarque un diplomate européen bon connaisseur du terrain.

### UN OU DES ETATS KURDES SONT-ILS EN GESTATION ?

Ecartelés aujourd'hui entre quatre pays – Turquie, Irak, Syrie, Iran –, les quelque 25 à 30 millions de Kurdes n'ont jamais eu d'Etat propre. La situation est certes différente dans ces quatre pays, mais la donne, notamment en Irak, est en train de changer complètement avec l'émergence de l'Etat islamique et du danger qu'il représente. «Il y a de fait une partition en trois du pays que nous n'avons pas voulue, nous... mais il n'y aura pas retour au statu quo antérieur», nous confiait récemment lors de son passage à Paris Fuad Hussein, le tout-puissant chef de cabinet de Massoud Barzani. Les autorités d'Erbil ont annoncé la tenue d'un référendum sur l'indépendance, sans pour autant fixer de date.

Les pays voisins, tout comme les Etats-Unis et l'Europe, craignent un éclatement de l'Irak. Précipiter les choses risquerait de tout gâcher, d'autant que l'indépendance de fait dont jouissent les Kurdes depuis 1991 arrange tout le monde. Longtemps hostile, la Turquie entretient désormais les meilleures relations avec le gouvernement du Kurdistan irakien, qui représente à la fois une zone tampon face au chaos irakien et un pactole économique. Les investissements turcs sont omniprésents dans cette région, qui a commencé à exporter directement son pétrole via la Turquie au grand dam de Bagdad qui, dès l'hiver dernier, avait décidé de geler les fonds alloués au gouvernement autonome. Un autre Kurdistan est en train de naître dans le nord de la Syrie à la faveur de la guerre civile, considéré avec beaucoup plus de suspicion par Ankara. Mais il y a désormais, entre Ankara et les Kurdes, l'évidence d'intérêts convergents. ◆



# Le « zéro problème avec les voisins » de la diplomatie turque a fait long feu

A la veille de la présidentielle, le bilan négatif de la politique étrangère de M. Erdogan est pointé

## Analyse

Istanbul  
Correspondance

La gare de Gaziantep aurait dû devenir la nouvelle plaque tournante de la diplomatie turque. Cette ville industrielle située non loin de la frontière syrienne, où se mêlent les langues turque, arabe et kurde, était, pour l'ambitieuse politique étrangère du ministre des affaires étrangères de Recep Tayyip Erdogan, Ahmet Davutoglu, la porte d'entrée naturelle vers le Proche-Orient. Le 18 février 2010, c'est dans une ambiance de liesse que la gare a accueilli l'express Mossoul-Gaziantep. Ce jour-là, le train effectuait son tout premier voyage, en coupant à travers la Syrie, sur une ligne construite sous l'Empire ottoman et longtemps laissée à l'abandon. Les discours étaient pleins de promesses de dollars, de prospérité et de paix entre « pays frères ». Un train à grande vitesse entre Gaziantep et Alep devait aussi être lancé dans les plus brefs délais.

La résurrection de cet ancien axe ferroviaire et commercial devait permettre à la Turquie de reprendre pied dans la région. Longtemps en froid avec ses voisins syrien et irakien, elle a opéré, sous la houlette de M. Davutoglu, un revirement spectaculaire à partir de 2007. Ankara a renoué des liens solides avec le régime de Bachar Al-Assad, transportant même à Alep la totalité de son gouvernement pour sceller ce partenariat prometteur. A l'époque, le ministre turc des affaires étrangères se rendait quasiment chaque semaine à Damas, où il rencontrait également les dirigeants du Hamas palestinien. C'est en Syrie que sa diplomatie qualifiée de « néo-ottomane », et son

mot d'ordre « zéro problème avec les voisins », a pris tout son sens. M. Davutoglu ambitionnait de sortir le régime syrien de son isolement et de l'amener à négocier avec Israël, alors un allié stratégique turc, en vue d'un accord sur le plateau du Golan.

En Irak, partenaire économique de premier plan, Ankara a appliqué une autre stratégie. La Turquie a ouvert des consulats et des liaisons aériennes à Erbil, capitale de la province autonome kurde, à Nadjaf et à Bassora, en pays chiite. Et à Mossoul, ville mixte du nord, où elle était le seul pays à disposer d'une représentation diplomatique, inaugurée en 2009 par M. Davutoglu.

Quatre ans plus tard, l'effervescence est retombée à la gare de Gaziantep. La ligne pour Alep n'a jamais vu le jour. La ville du nord de la Syrie est ravagée par la guerre. Quant à l'express de Mossoul, il a cessé de fonctionner après trois mois d'activité et à peine une dizaine de voyages, dont certains à vide. Mossoul est tombée, en juin, aux mains des djihadistes de l'Etat islamique (EI). Et les rêves de grandeur régionale se sont effondrés pour Ankara. Le consulat sert désormais de quartier général au « calife » Abou Bakr Al-Baghdadi et à ses hommes. Ces derniers retiennent en otage 49 personnes, dont le consul général turc et sa famille.

Malgré les mises en garde, Ankara a refusé d'évacuer son personnel. Un ordre qui, selon des sources au sein du ministère, serait venu directement de M. Davutoglu. Le ministre était persuadé que les djihadistes ne toucheraient pas aux intérêts turcs. « Ce fiasco est symptomatique de l'aveuglement idéologique de la diplomatie turque », juge un diplomate étranger. « Beaucoup d'erreurs ont été faites. Dans le monde entier, il y a des procédu-

res standards pour ce type de situation, mais nous sommes dans un pays à part. Le pire est que ce désastre nous est présenté comme un succès », critique pour sa part Ekmeleddin Ihsanoglu, ancien diplomate et principal adversaire de Recep Tayyip Erdogan à l'élection présidentielle, dimanche 10 août.

En 2010, la stratégie de la Turquie, membre de l'OTAN et candidate à l'adhésion à l'Union européenne (UE), était saluée par ses alliés occidentaux. Ankara faisait figure de modèle de coexistence entre islam et démocratie, d'exemple à exporter dans les pays arabes aux dictatures chancelantes. M. Davutoglu, ancien professeur de relations internationales, était considéré comme un visionnaire pour sa thèse écrite dans les années 1990, « La Profondeur stratégique », qui replaçait la Turquie au centre de son hinterland et à la tête du monde musulman. Un pavé non traduit, que peu d'observateurs ont lu.

Behlül Özkan, un de ses anciens élèves à l'université de Marmara, est l'un des rares à avoir effectué

## Après avoir pactisé avec le régime Assad, la Turquie a soutenu la rébellion, fermant les yeux sur ses éléments djihadistes

une analyse critique et scientifique de la prose du professeur Davutoglu. Pour lui, le diplomate incarne l'expansionnisme turc et une vision panislamiste du Moyen-Orient. L'alliance avec les mouvements islamistes sunnites, et notamment avec les Frères musulmans, en est l'illustration. Inspiré par les théoriciens allemands du XIX<sup>e</sup> siècle, M. Davutoglu reprend le concept de *Lebensraum* (« espace vital »), proposant de recréer une sphère d'influence turque dans les ex-provinces ottomanes - Balkans, Proche-Orient et Maghreb. Dénonçant une occidentalisation de l'Orient, « Davutoglu avance que l'unité entre les peuples et leurs gouvernements ne peut être réalisée que si les régimes tirent leur légitimité de l'islam », estime M. Özkan.

Mais aujourd'hui, la politique étrangère de M. Davutoglu ne fait plus illusion tant ses échecs sont patents. Le dossier d'adhésion à l'UE est au point mort et même les relations avec les Etats-Unis se

sont dégradées. « Obama ne prend plus M. Erdogan au téléphone depuis des mois », souligne M. Ihsanoglu. L'un des tournants est survenu en mai 2010, avec l'envoi d'une flottille pour briser le blocus de Gaza. Avec cette manœuvre imaginée par le gouvernement et utilisant l'ONG islamiste radicale IHH, Ankara espérait faire plier Israël et devenir le champion de la cause palestinienne. Au lieu de cela, dix militants turcs ont été tués, la Turquie a perdu la confiance de son ex-allié israélien, le Hamas en est sorti renforcé.

Ankara a ensuite manqué le virage des « printemps arabes » et se retrouve aujourd'hui empêtré dans les crises syrienne et irakienne, qui débordent sur son territoire et menacent sa sécurité. Après avoir pactisé avec le régime Assad, la Turquie a soutenu la rébellion, fermant les yeux sur ses éléments les plus extrémistes et lui ouvrant son territoire. Des milliers de combattants djihadistes de l'Etat islamique et du Front Al-Nosra ont ainsi transité par la Turquie. En Egypte, où M. Erdogan a pris fait et cause pour les Frères musulmans de Mohamed Morsi, et en Palestine, où il reste très lié au Hamas, la politique de M. Davutoglu et Erdogan a entraîné d'autres déconvenues. Pas de quoi, pourtant, entamer leur assurance. ■

GUILLAUME PERRIER



# Les chrétiens fuient le péril jihadiste



**Les djihadistes s'emparent de la plus grande ville chrétienne d'Irak**

Les forces de l'État islamique ont investi jeudi matin la ville de Qaraqosh, abandonnée par les combattants kurdes qui la défendaient depuis plus d'un mois. La ville s'est vidée de ses habitants et 15 000 chrétiens ont fui au Kurdistan. La progression des djihadistes inquiète jusqu'à Bagdad, dont le « califat » veut faire sa capitale.

**LA SITUATION DANS LE NORD DE L'IRAK** au 6 août 2014

Progression de l'État islamique  
 Combats et attaques récents  
 Arabes chiites  
 Kurdes  
 Villes contrôlées par :  
 l'État islamique  
 le gouvernement kurde irakien  
 le gouvernement irakien  
 Limite du Kurdistan irakien



**LE MOYEN-ORIENT** est-il en train d'exploser littéralement sous les yeux de la communauté internationale ? Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence hier soir à la demande de la France et a fermement condamné les attaques des djihadistes de l'État islamique qui continuent leur impressionnante percée en Irak et, dans une moindre mesure, en Syrie. Partout où il passe, ce groupe ultraradical sunnite n'hésite pas à décapiter, torturer, massacrer les minorités religieuses. Les musulmans chiites, les kurdes mais aussi les chrétiens d'Orient qui fuient par milliers l'avancée des miliciens armés. Des vidéos effrayantes circulent sur la Toile. L'ONU a dénoncé hier ces actions qui pourraient s'apparenter à « des crimes contre l'humanité ». Des termes déjà utilisés par plusieurs chercheurs ou juristes.

Ces dernières heures, l'État islamique s'est emparé de Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne d'Irak, mais aussi des localités de Taf Kayf, Bartella et Karamlesh, provoquant un nouvel exode vers les zones kur-

des après celui de Mossoul en juillet. Selon le patriarche chaldéen, Louis Sako, 100 000 personnes ont ainsi été chassées sur les routes « avec rien d'autre que leurs vêtements sur eux ». L'archevêque de Kirkouk assure de son côté que la plupart des églises sont occupées et que les croix ont été enlevées. Il redoute un véritable « génocide ».

## Obama n'exclut pas des frappes aériennes ciblées

A Sinjar, c'est la minorité yazidie kurdophone qui a dû faire ses bagages. Là encore, des dizaines de milliers de personnes se retrouvent piégées. Elles ont fui dans les montagnes désertiques alentour, sans eau ni nourriture. Les islamistes reprochent aux Yazidis d'être des « adorateurs du diable »...

La progression récente de l'EI dans le Nord a surpris les stratèges militaires, car elle se fait au détriment des combattants kurdes supposés aguerris, bien équipés et capables de contenir les jihadistes. Or, depuis quelques jours, le front est enfoncé.

Lorsqu'ils ont pris position, à Qaraqosh, ville de 50 000 habitants (presque tous chrétiens), les fondamentalistes sunnites n'ont même pas eu à livrer bataille. Les peshmergas kurdes ont toutefois repoussé une attaque jihadiste contre un barrage hydraulique à Mossoul. Face au danger d'un massacre généralisé des chrétiens, les Occidentaux se sont réveillés. A la Maison-Blanche, où l'on parle de situation proche de la catastrophe humanitaire, Barack Obama n'exclut pas des frappes aériennes ciblées dans les prochains jours. La France a, elle, décidé de soutenir les combattants kurdes.

FRÉDÉRIC GERSCHEL



# Iraq militants pull back from two towns after Kurdish counterattack

August 11, 2014

MAKHMOUR, IRAQ

By Patrick J. McDonnell  
Los Angeles Times

The town was largely abandoned, except for laid-back groups of Kurdish troops, and there was little sign of combat — a few burned-out storefronts, scattered cartridges on the streets, the bullet-riddled body of an Islamic militant drawing flies next to a grain silo.

Makhmour, an agricultural and oil center about 35 miles southwest of Irbil, was as close as fighters of the Islamic State got to the capital of Iraqi Kurdistan before being driven off Sunday. The militants' takeover last week of Makhmour and another Kurdish town, Gwer, caused a near-panic in prosperous, cosmopolitan Irbil. Their rapid advance also helped persuade the White House to begin airstrikes against the militants.

The militants, who Kurdish commanders say numbered several hundred in each town, pulled back after Kurdish forces mounted a counterattack. But they had delivered a message: No place was safe, not even the semiautonomous Kurdish region, protected by peshmerga forces renowned for their battlefield prowess.

Last week, the peshmerga beat a hasty retreat when confronted by the heavily armed, battle-tested militants, dismaying many Kurds.

"I was really surprised that the peshmerga didn't stay and fight," lamented one shopkeeper who returned Monday to remove inventory from his hardware store, clearly not convinced that this was the final chapter in the conflict.

Privately, some Kurdish commanders also expressed misgivings about the embarrassing withdrawal. They blamed orders from higher-ups.

On Monday, no one was guaranteeing that the militants wouldn't try to storm back from safe havens beyond the current reach of Kurdish forces. The Islamic State fighters suffered relatively few casualties in the two towns and lost only a handful of vehicles, according to peshmerga officers. And they pulled back only to nearby areas where the Sunni Arab populations support them,

Kurdish fighters said.

The motivation for seizing the two towns was unclear. Whereas many Kurds feared it was a precursor to an assault on Irbil, some Kurdish commanders speculated that it was the presence of oil and gas fields in the area that motivated the militants. The Islamic State is already said to be doing a prosperous black-market trade in oil from wells seized in Iraq and Syria.

The militants' relatively quick retreat might indicate that the attacks were meant to test Kurdish defenses and gauge the possible international reaction.

"It's safe here for now," said Lt. Gen. Kheder Alwan, who was chatting with other officers in the sweltering Communist Party headquarters in Makhmour, usually home to about 12,000 people, almost all ethnic Kurds. "But we can't be sure they won't come back. They have good weapons and experienced fighters."

Kurdish forces acknowledge that the militants are battle-tested, both in Iraq and Syria, and have superior weapons, many seized from Iraqi military stocks. The group recruits local Arab men and pays them well, the Kurds said.

The black-clad Islamic State forces rolled into the Kurdish zone in U.S.-made Humvees and pickups mounted with Dushkas, Soviet-era heavy machine guns that are militia favorites from Afghanistan to Libya. They decamped in the same fashion Sunday after several hours of fire-fights with Kurdish forces.

The Kurds here were generally armed with AK-47 assault rifles and small machine guns.

The militants' now-notorious motorized columns barreling through flat desert terrain would seem to be relatively easy targets for U.S. warplanes and drones. It remains to be seen, however, whether U.S. aerial strikes will force the Islamic State to start acting more like a guerrilla force.

In both Makhmour and Gwer, most residents cleared out as word of the Islamic State advance spread Wednesday evening. By Monday, few had returned.

Kurdish troops and commanders interviewed were unanimous in their praise of the U.S. decision to bomb Islamic State posi-

tions, though no one knew with certainty what the Americans had hit.

"We heard some bombs; we don't know if it was the Americans or Iraqi government" aircraft, said Col. Waria Awla, who headed a peshmerga contingent in the center of Makhmour, where gun battles raged for a few hours Sunday, leaving several shops charred. "But we need more — more heavy weapons, more airstrikes. We have plenty of manpower."

It has become a common refrain among Kurdish commanders. After the collapse of Iraqi government forces in June in much of northern Iraq, they now face a more than 600-mile front against Islamic State and allied fighters.

The Kurds, longtime U.S. allies, have repeatedly asked for direct shipments of artillery, ammunition and other weaponry. The White House appears to be listening. On Monday, officials said the U.S. and allies were preparing to send antitank and other weapons to the Kurds. In the past, the U.S. would funnel aid to Kurdish troops only through the Iraqi government in Baghdad.

Although spirited warriors, the Kurdish troops appeared to be poorly organized and lightly armed. The peshmerga threw up earthen berms on the outskirts of Makhmour to slow down a new mechanized attack.

But a dozen young Kurdish troops gathered at a checkpoint on the edge of town didn't appear especially aware of the military situation. Instead of keeping a lookout for infiltrators beyond their berms, the Kurds were huddled together in the shade, trying to stay out of the punishing sun. Miles of nearby desert roads, dotted with oil wells and reminiscent of stretches of West Texas, lacked any noticeable military presence.

Arriving at the entrance to Gwer, after traversing 20 or so miles of eerily empty roads, a Kurdish commander advised journalists that it probably wasn't wise to proceed into the center of town. Militants with heavy machine guns were ensconced in an Arab village just across a small river. The Islamic fighters had blown up the lone bridge, cutting off pursuit.

Perhaps the most formidable-appearing Kurdish contingent in Makhmour was the force of the Kurdistan Workers Party, or PKK, the guerrilla faction that has been fighting a 30-year war against the Turkish government.

The PKK has a camp just outside Makhmour, bedecked with images of its leader, Abdullah Ocalan, jailed for life in Turkey on terrorism charges. PKK fighters interviewed said they fought off the Islamic State's efforts to storm their camp.

Down the road from the camp, black graffiti on the wall of a deserted housing complex declared, "The Islamic State is here to stay." Someone had blotted out the words with spray paint. □



13 August 2014

# Why is Turkey supporting Islamic State fighters in Iraq?



By: David L. Phillips  
13 Aug 2014  
[www.cnbc.com](http://www.cnbc.com)

**N**ow that U.S. forces are engaged in combat operations against Islamic State fighters in Iraq, the Obama administration must press ISIS on all fronts, targeting its financing, logistics, and weapons providers. Turkey — America's ally and NATO member — is allegedly involved. Clarifying Turkey's role would serve U.S.-Turkey relations.

During my visit recent to Turkey, members of Turkey's parliament and prominent personalities described connections between Turkey, Turks and militant Sunni organizations, such as the Islamic State in Iraq and Syria (ISIS). They allege a prominent role for Turkey's Foundation for Human Rights and Freedoms and Humanitarian Relief (IHH), an Islamic charity with a history of assisting extremist groups. Bilal Erdogan, President-elect Recep Tayyip Erdogan's son, has ties to the IHH board, and allegedly uses his father's political network to raise funds for the organization. Some sources say Bilal has served on the IHH board, but the IHH web site does not currently list him as a board member.

Cengiz Candar, one of Turkey's most respected journalists recently wrote that Turkey's Intelligence Agency (MIT) was the "midwife" that helped birth the Sunni armed movement. Beginning in 2012, according to Candar, Turkey provided weapons and logistical support to jihadis fighting the Syrian regime and to abort the birth of an autonomous Kurdistan in Syria.

President-elect Erdogan was outraged by atrocities committed against Sunni Muslims in Syria. He became the chief critic of Syria's President Bashar al- Assad, hosting opposition groups and the Free Syrian Army's headquarters in Gaziantep. The West's failure to support the Free Syrian Army further incensed Erdogan. Saudi Arabia, Qatar, and the United Arab Emirates provided funds, while Turkey coordinated the travel, payments, and weapons supplies for ISIS, Al-Nusra, and the Islamic Front.

According to a March 2010 report of the International Institute for Counter-Terrorism, IHH had an annual budget of \$100 million with field operations in 120 countries. IHH works with Muslim Brotherhood affiliates worldwide. The first known shipment of weapons to "Brothers" in Syria occurred in September 2012. Free Syrian Army commanders learned that a boat loaded with weapons docked in Syria. It was registered to members of IHH.

**M**ajor contributors to Recep Tayyip Erdogan's AK Party are "encouraged" to make contributions, lest they fall from favor and lose government contracts. IHH also receives money from international sponsors. IHH is financed by Yasin Al-Qadi, a wealthy al Qaeda-linked Saudi businessman with close ties to Erdogan. IHH is an affiliate of the Saudi-based "Union of Good." Sheikh

Yusuf Qaradawi, an advocate of suicide attacks in Israel, chairs the "Union of Good." Abdul Majid al-Zindani, a radical cleric and "Specially Designated Global Terrorist" by the United States in 2004, serves on its board. In 2010, the German branch of IHH was banned for links to jihadist activity. The U.S. Department of State listed the Union of Good as a Foreign Terrorist Organization (FTO).

Israel banned IHH in 2008 for money laundering funds to Hamas. IHH became known to the international community for organizing the 2010 Gaza flotilla, a stunt to draw attention to the plight of Palestinians and provoke the Israeli Defense Forces.

President-elect Erdogan and Foreign Minister Ahmet Davutoglu tried to diversify Turkey's alliances in the Middle relying on Muslim Brotherhood chapters around the region and surrogates like IHH. From the West, Turkey looks like a Middle Eastern country. But from the Middle East, Turkey appears decidedly Western. Erdogan's outreach to ISIS was a fool's errand. Turkey thought it could control ISIS, but Erdogan was mistaken.

In May 2013, twin bombings in Reyhanli, a Turkish town in Hatay Province near the Syrian border, killed 52 people and injured 146. The Turkish government accused Syria of plotting the attack. But ISIS claimed responsibility.

**A**fter Reyhanli, Turks grew wary of entanglements in Syria's civil war. They also resented the \$1.5 billion cost of providing for 800,000 Syrian refugees. Ankara tried to distance itself from ISIS. Suspending support was easier said than done.

Former President and seven-time Prime Minister Suleyman Demirel said, "It is fundamental principle that there is one state. In our country there are two." He was referring to the so-called "Deep State," a shadowy network of bureaucrats, intelligence and security officials, and members of organized crime who are involved in arms and drug smuggling and have a history of targeted killings and political assassinations. With or without Erdogan's knowledge, the ISIS gravy train continued.

An IHH truck was stopped by the gendarmerie near Adana in Hatay on January 1, 2014. It was loaded with arms and ammunition headed for Syria. The Hatay public prosecutor tried to launch an investigation, but was blocked. When he filed a criminal complaint alleging obstruction of justice by Turkey's Interior Minister and MIT, he was dismissed. Police who stopped the vehicle were fired. The Hatay governor said the operation was a "state secret."

Ammunition was also found on two passenger buses heading to Syria. Officers from the antiterrorism branch of the Adana Police Department released photos of ammunition on the buses to the media. They, too, were fired.

**I**n an effort to clear Turkey's name, the government cracked down on IHH in early January 2014. Turkish authorities arrested 23 people, including senior al-Qaeda operatives, associated with IHH, including al-Qaeda's Middle East deputy leader Ibrahim Şen, who is a former Guantanamo Bay detainee, and Al Qaeda's Turkey representative, Halis Bayancuk. The move against IHH came just weeks before Geneva II, a major international conference aimed at stopping Syria's civil war, where Turkey was envisioned to play a leading role.

Members of Turkey's parliament allege that the government still supports jihadis — facilitating their travel at border crossings between Turkey and Syria, providing truckloads of weapons, and offering health care at Turkish state hospitals to wounded warriors.

Parliamentarians wrote President-elect Erdogan and Davutoglu asking for an official explanation of government ties to ISIS, and its knowledge about IHH activities. The letters were conveyed ➔

➔ through Parliament Speaker Cemil Cicek. The government did not respond.

Deputies report the steady flow of unmarked trucks in Adana, Kilis, Gaziantep, and Kayseri – towns near the border with Syria. They believe the trucks are transporting weapons. Residents of Kilis describe routine interaction between Turkish officials on one side of the border and ISIS on the other.

According to a Turkish doctor, Turkish ambulances deliver war-wounded to Turkish hospitals on the border with Syria. They have no papers or identification. The Ministry of Health covers their expenses. The notorious ISIS commander, Abu Muhammed, was photographed receiving treatment at Hatay State Hospital in April 2014.

Not all ISIS fighters are foreign fighters. About 10 percent are Turkish citizens, according to a well-known Turkish scholar.

Some Islamist Turks sympathize with ISIS and support its conservative values. Deputy Prime Minister Bulent Arinc recently said, “A woman will know what is haram [forbidden] and not haram. She will

not laugh out loud in public.”

Devotion to Islam is one thing. Assisting Islamists to commit genocide in the name of God is another.

Instead of excuses and denial, Turkish officials should condemn the Islamic State. To show the world it is serious about fighting terrorism, Turkey should establish a joint border monitoring mechanism with the UN to make sure no weapons are transferred to ISIS.

Bilal Erdogan should disassociate from the IHH. IHH's Special Consultative Status with the United Nations Economic and Social Council should be suspended, pending an investigation into its activities.

To this end, the U.S. Congress should hold hearings on Turkish ties to ISIS. If IHH is implicated, it should be listed as an FTO. Listing would freeze IHH assets and impose travel bans on IHH principals. Turkey has stood side by side with the United States in the fight against terrorism. At this critical juncture, Turkey must play a helpful role stabilizing Iraq and protecting Iraqi Kurdistan. It is important that Turkey rejoin the coalition of nations in good-standing who

VOICE of AMERICA

August 16, 2014

## Iraqi Kurdish Leader Appeals to Germany for Weapons

August 16, 2014  
www.voanews.com

**B**ERLIN (Reuters) - The leader of Iraq's Kurds appealed to Germany for weapons to help Kurdish fighters battling militants of the Islamic State, and said foreign powers must find a way to cut off the group's funding.

The European Union on Friday gave a green light to EU governments to supply arms and ammunition to the Kurds if it has the consent of the government in Baghdad.

Germany has shied away from direct involvement in military conflicts for much of the post-war era and a survey conducted for Bild am Sonntag newspaper indicated that almost three quarters of Germans were against shipping weapons to the Kurds.

But Germany's defense minister has said the government was looking into the possibility of delivering military hardware.

Masoud Barzani, the president of Iraqi Kurdistan, said the Kurds needed more than the humanitarian aid that Germany began sending on Friday to support people forced to flee their homes by the Sunni militant group's advance.

“We also expect Germany to deliver weapons and ammunition to our army so that we can fight back against the IS terrorists,” Barzani told German magazine Focus. He said they needed German training and what they lacked most were anti-tank weapons.

Proclaiming a 'caliphate' straddling parts of



German Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier shakes hands with the Iraqi Kurdish leader Massud Barzani (R) before a meeting on Aug. 16, 2014 in Irbil, the capital of the Kurdish autonomous region of northern Iraq.

Iraq and Syria, the radical Islamists have swept across northern Iraq in recent weeks, pushing back Kurdish regional forces and driving tens of thousands of Christians and members of the Yazidi religious minority from their homes.

German defense minister Ursula von der Leyen sought to temper Kurdish expectations, saying on Friday that forces in Iraq were trained on Soviet-designed weapons that Germany did not have and could not deliver.

But Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier held out the possibility of sending more than humanitarian help.

Speaking in Baghdad on his way to the Kurdish regional capital Arbil, he said he would use talks with Barzani on Saturday to find out what more the Kurds needed, and would then decide what Germany could do.

“A terrorist murder gang is trying to conquer a country, to found its own state, a caliphate, and we fear that the last anchors of stability in

Iraq could fall,” Steinmeier said.

He said the nomination of Haider al-Abadi as Iraq's prime minister-designate this week was a “small ray of hope” as it made it more possible to form a government that represents all of Iraq's regions and religious sects.

Barzani said foreign governments had to find a way to choke off Islamic State's sources of funding.

“A grand alliance must drain the IS's financial sources and prevent individuals from aligning themselves with the IS group,” he said.

“The first source of IS's income was the oil-fields in Syria. Later they stole more than \$1 billion from state banks in Mosul and Tikrit. They also got financial support from several other countries and donors.”

He estimated that the IS took in \$3 million every day via compulsory levies and oil theft.

■ ■ ■



# Barack Obama de retour dans le bourbier irakien

## L'aviation américaine est entrée vendredi en action pour bombarder des positions djihadistes dans le nord du pays

Washington  
Envoyé spécial

Comment peser suffisamment sans s'enliser, telle est la question posée désormais à l'administration américaine depuis que ses forces armées ont repris leurs opérations en Irak, moins de trois ans après avoir évacué le pays. Vendredi 8 août, deux bombardiers F-18 sont intervenus pour la première fois contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI) déployés dans le nord du pays, à proximité de la ville d'Erbil, capitale de la région autonome kurde où sont stationnés de nombreux conseillers américains.

Samedi, le président Barack Obama a déclaré, dans un entretien accordé au *New York Times* : « Nous ne les laisserons pas créer un califat quelconque via la Syrie et l'Irak. »

Clin d'œil involontaire à l'histoire, les avions de combat ont été catapultés d'un porte-avions croisant dans les eaux du Golfe baptisé *George-H.-W.-Bush*, du nom de l'ancien président responsable de la première guerre du Golfe en 1991. Vendredi, un drone a également été engagé à deux reprises contre

**« Ce qui a manqué aux Kurdes jusqu'à présent, ce sont les munitions »**

**Rick Brennan**

ancien officier, spécialiste de l'armée irakienne

la même position djihadiste, juste avant un second raid aérien qui a mobilisé quatre appareils.

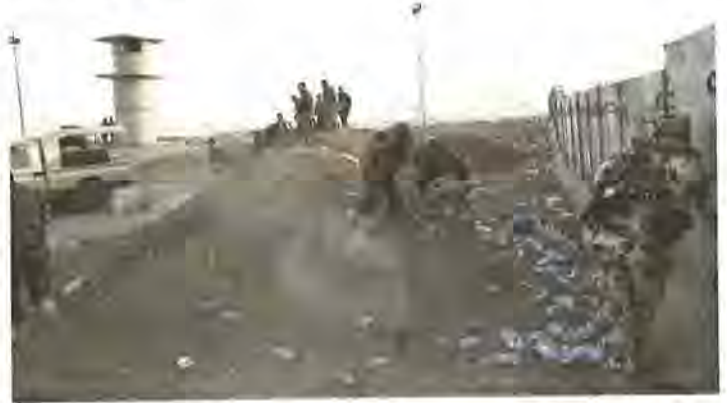
Le Pentagone a expliqué que cette intervention avait pour objectif « d'aider à la défense » d'Erbil contre la poussée des rebelles. Washington aurait préféré de loin endosser un rôle de force d'appoint face à l'offensive de l'EI. Lorsque le président Barack Obama était intervenu pour la première fois publiquement sur le sujet après la chute de Mossoul, le 19 juin, il avait d'ailleurs esquissé un scénario différent de l'action en cours, privilégiant l'envoi de conseillers et le renforcement de

la coopération militaire avec Bagdad dans la perspective d'« actions militaires précises » en fonction de l'évolution du terrain.

M. Obama avait également rappelé que le préalable était politique et ne dépendait pas de Washington : la constitution d'une large coalition incluant les minorités négligées ou combattues jusqu'à présent par le premier ministre chiite, Nouri Al-Maliki. En l'absence de progrès sur ce dernier point et face à la pression djihadiste, Washington a été contraint de renverser l'ordre des priorités. L'état de l'armée irakienne, les mauvaises relations entre Erbil et Bagdad sur fond de contentieux territoriaux et pétroliers et les problèmes rencontrés face aux djihadistes par les peshmergas kurdes, alliés de longue date des administrations américaines successives contre les djihadistes, ont été jugés suffisamment alarmants.

« Ce qui a manqué aux Kurdes jusqu'à présent, ce sont les munitions », assure Rick Brennan, ancien officier spécialiste de l'armée irakienne qui travaille aujourd'hui pour la Rand Corporation. « Washington se refusait à leur en livrer directement pour ne pas froisser Maliki, qui de son côté se gardait bien de le faire. » Vendredi, Bagdad aurait d'ailleurs commencé à approvisionner Erbil, selon des sources officielles citées par les agences de presse. Sceptique quant à l'objectif de « frappes limitées » mis en avant par la Maison Blanche, « un terme dont on ne voit pas très bien ce qu'il veut dire », M. Brennan estime par ailleurs que l'armée irakienne a fait la preuve de son incapacité à assurer le moindre appui aérien et que ses hélicoptères sont aujourd'hui vulnérables face à l'armement dont dispose l'EI, ce qui explique tout autant la déroute du printemps que l'intervention américaine d'aujourd'hui.

M. Obama a donc changé de tactique, mais en dramatisant les enjeux. Il a ainsi insisté, comme l'a fait encore le secrétaire d'Etat John Kerry, vendredi, sur le « génocide » qui menacerait la communauté yézidie (des Kurdes respectant un culte proche du zoroastrisme), dont la majorité des Américains



Des peshmergas durant des raids aériens menés par les États-Unis contre les forces de l'Etat islamique près d'Erbil, vendredi 8 août.

KHALID MOHAMMED/AP

ignoraient probablement l'existence il y a encore quelques jours, ainsi que sur les violences perpétrées contre les chrétiens présents dans le nord de l'Irak. L'aviation américaine a d'ailleurs parachuté pour la deuxième fois des vivres pour venir en aide aux dizaines de milliers de réfugiés yézidis qui ont fui l'avancée des insurgés sunnites dans les montagnes, près de Sinjar.

Une fois n'est pas coutume, ce recours à la force armée a recueilli l'assentiment des démocrates comme celui des républicains. Dès critiques ont cependant visé le retrait de décembre 2011, opéré sans que les États-Unis ne soient en mesure de laisser des troupes sur place. Les discussions entre Washington et Bagdad avaient à l'époque échoué sur l'immunité que les États-Unis souhaitaient garantir à leurs soldats. La Maison Blanche a répliqué en estimant que cela aurait conduit aujourd'hui à un affrontement direct avec les djihadistes.

Les interrogations, surtout, n'ont pas manqué. Dans un communiqué, le « speaker » (président) de la Chambre des représentants, le républicain John Boehner, s'est dit « consterné par l'absence persistante de stratégie » pour répondre à la menace posée par l'Etat islamique. La présidente démocrate de la commission du renseignement au Sénat, Dianne Feinstein, a pour sa part noté, également dans un communiqué, « qu'il faut une armée pour vaincre

une armée » sans préciser sa pensée. « Soit on s'oppose maintenant » aux djihadistes « soit nous serons contraints de faire face à un ennemi encore plus puissant dans le futur », a-t-elle ajouté.

En juin, le président Obama avait répondu par avance à ceux qui s'interrogeaient sur la décision de s'engager en Irak – et non en Syrie –, après la mort de près de 4 500 soldats américains et les milliers de blessés recensés entre 2003 et 2011. « Nous avons des intérêts humanitaires, éviter un bain de sang, des intérêts stratégiques comme la stabilité la région, la protection de nos alliés, et des intérêts en matière de contre-terrorisme » liés au retour en Europe de combattants passés par les filières djihadistes, avait-il justifié.

Quatrième président américain d'affilée à s'engager militairement en Irak, M. Obama pourra réfléchir à loisir aux résultats obtenus par ses prédécesseurs pendant ses vacances, qui devaient commencer samedi à Martha's Vineyard, île huppée située au large du Massachusetts. En refusant d'engager massivement des soldats sur le sol irakien, le républicain George Bush père et le démocrate Bill Clinton s'étaient limités à contenir « l'Etat voyou » dirigé par Saddam Hussein. En envoyant les troupes, le fils du premier avait certes obtenu la chute du dictateur mais à un prix exorbitant, payé en premier lieu par les Irakiens. ■

GILLES PARIS



# La France envisage de livrer des armes aux Irakiens

www.france24.com  
11 août 2014  
Avec AFP

**Laurent Fabius a déclaré que la France allait examiner la possibilité de livrer des armes aux Kurdes et aux Irakiens. Le ministre français des Affaires étrangères a qualifié de "génocide" les exactions commises par l'EIL en Irak.**

La France, en liaison avec les autres pays Européens, va examiner la possibilité de livrer des armes "de manière sûre" aux Kurdes et aux forces irakiennes dans leur ensemble, a déclaré dimanche 10 août Laurent Fabius, depuis Erbil, au Kurdistan irakien.

Le ministre français des Affaires étrangères n'a pas hésité à qualifié de "génocide" les violences commises par l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) contre les minorités dans le nord de l'Irak.

"Il faudra, d'une manière ou d'une autre, qu'ils [les Irakiens dont les Kurdes] puissent être livrés, d'une façon sûre, en matériels qui leur permettent de se défendre et de contre-attaquer. On va voir ça dans les jours qui viennent mais en liaison avec les Européens", a déclaré Laurent



*Laurent Fabius rencontre Baba Sheikh, le chef spirituel des Yazidis, à Erbil dimanche.  
© Safin Hamed, AFP*

Fabius, sur la chaîne de télévision France 2. Il répondait à une question sur la possibilité pour la France de livrer des armes aux forces kurdes, qui combattent actuellement les djihadistes de l'EIL.

"En ce qui concerne les armements, c'est vrai que les Kurdes, et d'une façon générale les Irakiens, m'ont dit à quel point le califat islamique que j'appelle 'le califat de la haine' avait des armes très sophistiquées, prélevées sur l'armée irakienne", a-t-il ajouté.

## UNE RÉPONSE À L'APPEL DE MASSOUD BARZANI

Le ministre français s'exprimait depuis Erbil, la capitale du Kurdistan irakien où il s'est rendu dimanche après une première étape à Bagdad. "Au moment même où nous parlons, il y a des milliers de personnes dans le djebel Sinjar qui, si on ne leur parachute pas des vivres, vont mourir", a-t-il rapporté, à l'issue d'entretiens avec des représentants de minorités religieuses persécutées, dont des Yazidis.

"Il y a dans deux villages mille personnes qui sont encerclées et cinq cents femmes dans une prison qui sont menacées d'être violées. Le califat (EIL) leur a dit : « vous avez 48 heures pour abjurer votre religion ou l'on vous tue tous ». Si ça ne s'appelle pas un génocide, je ne sais pas comment ça s'appelle", a affirmé Laurent Fabius.

La déclaration du ministre français semblait répondre à la demande de

Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien, qui avait appelé quelques heures plus tôt la communauté internationale à fournir des armes aux Kurdes pour les aider dans leur lutte contre les djihadistes de l'EIL.

"Nous ne combattons pas une organisation terroriste, nous combattons un État terroriste", a souligné Massoud Barzani, lors d'une conférence de presse conjointe avec Laurent Fabius.

## LA FRANCE "SALUE" LES FRAPPES AMÉRICAINES

Le chef de la diplomatie française a également répété que la France n'interviendrait pas militairement en Irak sans feu vert du Conseil de sécurité des Nations unies et en l'absence de menace directe sur des ressortissants français. "Mais, a-t-il ajouté, nous saluons le travail que font les Américains. De toute manière, il n'est pas question d'envoyer des gens au sol".

Les Etats-Unis ont mené dimanche, pour le troisième jour consécutif, des frappes aériennes contre les positions des jihadistes en Irak, où des milliers de personnes ayant fui l'avancée de l'EIL sont finalement parvenues à trouver refuge dans la région autonome du Kurdistan.

La France a livré dimanche à Erbil 18 tonnes de produits de première nécessité - médicaments, pompes à eau, réservoirs, tentes, couvertures, kits de cuisine... La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont procédé à des largages de vivres. □

## Irak: les Etats-Unis livrent des armes aux forces kurdes (département d'Etat)

Washington, 11 août 2014 (AFP)

**LES ETATS-UNIS livrent des armes aux peshmergas, les forces kurdes qui combattent les jihadistes de l'Etat islamique au nord de l'Irak, a annoncé le département d'Etat lundi.**

"Nous collaborons avec le gouvernement irakien pour envoyer des armes aux Kurdes, dont ils ont très vite besoin. Les Irakiens procurent des armes de leurs stocks, et nous faisons la même chose, nous leur fournissons des armes de nos stocks", a déclaré Marie Harf, une porte-parole de la diplomatie américaine, sur CNN.

Elle a précisé que ces livraisons ont commencé la semaine dernière, sans toutefois détailler le type d'armes livrées.

Deux ans et demi après le retrait de leurs troupes, les Etats-Unis ont commencé vendredi à frapper des cibles de l'Etat islamique pour contrer leur avancée vers le Kurdistan irakien et protéger le consulat américain d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan.

La crise qui touche l'Irak a poussé le gouvernement fédéral de Bagdad et le Kurdistan, dont les relations sont d'ordinaire très tendues, à coopérer, a souligné Marie Harf.

"Celle collaboration entre les forces irakiennes et kurdes atteint des niveaux sans précédent. C'est quelque chose que nous n'avions jamais observé par le passé. Ils s'entraident", a-t-elle insisté.

Dans le même temps, le Centcom, le commandement militaire américain qui couvre le Moyen-Orient et l'Asie centrale, a annoncé que, dimanche à 20H00 GMT, "des chasseurs américains ont frappé et détruit plusieurs véhicules d'un convoi de l'Etat islamique qui s'apprêtait à attaquer les peshmergas qui défendent Erbil".

Ces frappes aériennes ont été autorisées jeudi soir par le président Barack Obama pour protéger les Américains en poste à Erbil et pour empêcher un "génocide" contre les minorités chrétienne et yazidite.

M. Obama n'a avancé aucun calendrier sur la durée de ces frappes. ●

# Pourquoi les pays occidentaux veulent armer les Kurdes irakiens

Les Etats-Unis ont commencé à livrer des armes au Kurdistan irakien, menacé par l'avancée de l'Etat islamique. Voici pourquoi l'appel des combattants kurdes a été entendu.



Par Fabien Magnenou  
11 août 2014  
www.francetvinfo.fr

**D**ébut juillet. Une délégation kurde se rend à Washington pour réclamer des armes. De crainte de contrarier Bagdad, ses interlocuteurs américains lui rappellent que de telles livraisons doivent "être coordonnées avec les autorités du gouvernement central", rapporte Reuters (en anglais). Un mois plus tard, changement de ton. Compte tenu de l'avancée rapide des jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Irak, des armes sont directement adressées au Kurdistan, annonce le Département d'Etat, lundi 11 août.

La veille, sur France 2, Laurent Fabius s'est déclaré favorable à des livraisons, par la France, de "matériels qui (...) permettent [aux combattants kurdes] de se défendre et de contre-attaquer" face à l'Etat islamique. Une réunion des ambassadeurs de l'UE est prévue à Bruxelles, mardi, afin d'évoquer la question. Voici pourquoi l'appel du Kurdistan irakien est à ce point entendu.

## PARCE QUE LES KURDES CONSTITUENT LE SEUL REMPART FIABLE

Leur nom signifie "ceux qui défient la mort". Au temps de Saddam Hussein, les peshmergas ont combattu l'armée, qui pourchassait les Kurdes dans les montagnes. Aidés par les frappes américaines, ils entament désormais leur

contre-attaque face aux jihadistes. Au total, "les Kurdes ont plus de 1 000 kilomètres de frontière à défendre face aux islamistes", précise Courrier international. Depuis leur capitale, Erbil, les convois se relaient pour gagner la ligne de front, distante de seulement trente kilomètres. Ces combattants expérimentés sont parvenus à reprendre les villes de Makhmour et Gwer, dimanche, à la faveur des frappes américaines.

Mais les forces commencent à manquer. "Nous avons bien résisté à leurs premières offensives mais notre capacité militaire est limitée. Nous avons besoin d'assistance étrangère", explique le général kurde Askender Haji, interrogé par Le Monde (article abonnés). "Nous ne combattons pas une organisation terroriste, nous combattons un Etat terroriste", ajoute Massoud Barzani, président du gouvernement du Kurdistan irakien, pour convaincre encore un peu plus d'éventuels alliés.

En effet, l'armée irakienne est à la peine depuis plusieurs mois, malgré ses frappes aériennes. Les jihadistes se sont emparés de pans entiers du territoire, sans rencontrer de grande résistance. Et l'instabilité politique n'a rien arrangé. Alors même que l'Irak a besoin de réunir toutes ses composantes pour contrer l'Ei, les sunnites ont été mis sur la touche par le Premier ministre, Nouri Al-Maliki.

Ce dernier a finalement été écarté lundi, au profit d'Haïdar Al-Abadi, chargé de former un gouvernement de large rassemblement. C'est sans doute une bonne nouvelle pour les Kurdes irakiens, qui entretiennent des relations tendues avec Bagdad, en raison de leurs supposées velléités indépendantistes. Alors que les peshmergas ont bénéficié d'un →

→ appui aérien irakien très tardif, le nouveau gouvernement pourrait donc changer la donne. A en croire une porte-parole de la diplomatie américaine, "la collaboration entre les forces irakiennes et kurdes atteint [désormais] des niveaux sans précédent".

#### PARCE QUE LE KURDISTAN EST VU COMME UN ÎLOT STABLE

Alliés traditionnels des Etats-Unis, les Kurdes d'Irak rencontrent une oreille attentive en Occident. Les Américains disposent d'un consulat à Erbil, où travaillent de nombreux diplomates. En 2005, le président du gouvernement kurde, Massoud Barzani, qualifie les Etats-Unis de "partenaires" de la libération de l'Irak. "Nous sommes les fidèles alliés" des Américains, reprend-il neuf ans plus tard, dans le Washington Post (en anglais).

Boris Johnson, maire conservateur de Londres, a même écrit une tribune dans The Telegraph (en anglais) pour saluer l'"oasis de stabilité et de tolérance" incarnée par le Kurdistan irakien. Il rappelle au passage que de nombreuses entreprises y sont implantées, dont la banque britannique Standard Chartered Bank. L'intérêt économique est mis en avant, jusque sur le site du ministère de l'Economie français : "La région autonome se distingue ainsi nettement du reste de l'Irak en parvenant à garantir un climat de sécurité tel que très peu d'actions terroristes y sont perpétrées."

Cette région pétrolière attire aussi les convoitises de l'Etat islamique, qui pourrait être tenté de trouver là de nouveaux financements, en alimentant le marché noir. En plus de Wana, Zoumar et Sinjar, l'EI s'est emparé des gisements pétroliers d'Aïn Zalah et Batma, au nord-ouest de Mossoul.

#### PARCE QUE LES ETATS-UNIS ET L'UE NE VEULENT PAS D'INTERVENTION DIRECTE

"Je sais que nombre d'entre vous sont, à juste titre, inquiets quand ils entendent parler d'une action militaire en Irak, même pour des frappes limitées comme celles-ci." Lors de son discours, jeudi, Barack Obama a exclu toute intervention directe des Etats-Unis. Outre-Atlantique, le président américain est très attendu sur ce point. D'après un sondage publié par le Wall Street Journal (lien abonnés, en anglais), six Américains sur dix désapprouvent sa politique internationale. Et si la majorité des républicains et des démocrates soutiennent ces frappes, plusieurs sénateurs crai-

gnent une nouvelle guerre en Irak, après le retrait symbolique du pays en décembre 2011.

"C'est aux Irakiens de mener ce combat", a également tranché Laurent Fabius, dimanche. De toute façon, plusieurs experts se sont montrés sceptiques sur les capacités d'intervention françaises, avant même le début des frappes américaines. "On n'a déjà pas les moyens aériens d'aller faire des rotations pour ravitailler nos troupes au Mali ou en Centrafrique, déplore le directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, Eric Denécé, cité par l'AFP. On va mettre un avion pendant une semaine sur une base turque qui va faire cinq allers-retours, mais ça n'aura aucun impact sur la situation."

Armer plutôt que déployer des troupes : l'option est accueillie favorablement chez certains spécialistes. "Il faut armer les populations menacées (...). Malgré tous ses défauts, George W. Bush avait décidé d'armer des tribus en 2006 et cette initiative avait porté ses fruits, les jihadistes avaient reculé", estime Myriam Benraad, spécialiste de l'Irak, dans le JDD.

#### MAIS IL RESTE LA CRAINTE D'ARMER L'ADVERSAIRE

Massoud Barzani a notamment réclamé des "armes lourdes" et l'aide du renseignement américain, dans une tribune publiée par le Washington Post (en anglais). Mais cette stratégie peut avoir un effet boomerang. Au cours de leur progression, les jihadistes accumulent les prises de guerre.

De l'aveu même de Laurent Fabius, l'Etat islamique a "pris des armes très sophistiquées prélevées sur l'armée irakienne". Lors de la prise de Mossoul, le 10 juin, les jihadistes ont ainsi récupéré de l'armement lourd de fabrication américaine, selon les experts, ce qui lui a permis ensuite de progresser rapidement dans le nord du pays.

Malgré leur rivalité, des militants du PYD – le parti kurde syrien – sont venus apporter leur aide aux Kurdes irakiens. Quid des armes qui leur seront livrées ? En juin 2013, déjà, la France avait milité pour la livraison d'armes aux rebelles syriens modérés. Aucun pays ne l'avait alors suivie, de crainte que ces armes ne tombent aux mains des jihadistes.

●●●

Europe 1.fr

15 août 2014

## A Erbil, 40.000 demandes d'asile vers la France

15 août 2014

www.europe1.fr

Par Walid Berrisoul, envoyé spécial à Erbil

**REPORTAGE** - Pour le moment, onze familles de chrétiens d'Irak ont déjà trouvé refuge en France.

Elles se bousculent devant les hauts murs du consulat français. A Erbil, au Kurdistan, des centaines de familles espèrent obtenir le droit d'asile vers la France. Face à cet afflux de demandes, une affiche a été accrochée sur la fenêtre du consulat : "Ecrivez-nous. On vous recontactera", suivi d'une adresse email.

Un fonctionnaire dépêché en urgence. Depuis, 8.000 courriels ont été envoyés, par différentes familles, soit 40.000 demandes individuelles pour ces dix derniers jours. Paris a même dû envoyer un fonctionnaire supplémentaire pour toutes les traiter.

La France n'est pas le seul pays à faire à un grand nombre de demandes d'asile ces dernières semaines. L'Australie, les Etats-Unis ou encore le Canada reçoivent aussi de nombreux messages de la part de familles menacées par les djihadistes



A Erbil, 40.000 demandes d'asile vers la France

de l'Etat islamique, dont la progression est fulgurante dans le nord de l'Irak.

Permettre que les minorités puissent continuer à vivre en Irak. Mercredi, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve avait évoqué "plusieurs centaines de demandes", précisant qu'il n'y avait "pas de limite" fixée par le gouvernement pour l'accueil de ces réfugiés. "Notre consulat à Erbil est en train de faire en sorte de rendre cet accueil possible lorsqu'il devient incontournable", avait-il ajouté, tout en soulignant que la volonté de la France est d'abord de permettre que les minorités puissent continuer à vivre en Irak.

Déjà fin juillet, la France s'est dite prête à accueillir les chrétiens d'Irak sur son territoire. ●



# Elu président dès le premier tour, Erdogan rêve d'une « nouvelle Turquie »

Accusé de dérives autoritaires, le premier ministre souhaite un processus de réconciliation nationale

Istanbul  
Correspondance

**D**imanche 10 août au soir, sitôt sa victoire acquise, dès le premier tour de l'élection présidentielle turque, Recep Tayyip Erdoğan est allé prier à la mosquée d'Eyüp, à Istanbul. C'est dans ce joyau de l'architecture ottomane, sur la rive de la Corne d'or, que les sultans prêtaient autrefois serment et se voyaient remettre l'épée du fondateur de la dynastie ottomane, Osman I<sup>er</sup>, symbole de leur accession au trône.

**Organisée pour  
la première fois  
au suffrage universel  
direct, la course  
à la présidence était  
« inéquitable »,  
a accusé le principal  
adversaire d'Erdogan**

Le parallèle en dit long sur le type de présidence qu'entend instaurer l'actuel premier ministre turc, chef du Parti de la justice et du développement (AKP), maintenant qu'il a été adoubé par le peuple. Sa victoire est tout sauf une surprise. Comme les sondages le laissaient présager, M. Erdoğan a obtenu la majorité des suffrages, avec 51,7%. Il a nettement devancé Ekmeleddin İhsanoğlu, qui n'a pas rassemblé plus de 38,5% des voix et n'a donc pas réussi à provoquer un second tour.

Cet ancien secrétaire général de l'Organisation des pays de la conférence islamique avait été choisi comme candidat commun par les kémalistes (parti républicain du peuple, CHP) et les ultra-

nationalistes (parti d'action nationaliste, MHP). Le troisième homme, Selahattin Demirtas, du parti prokurde HDP, fait une percée à près de 10% après une campagne réussie, notamment dans l'ouest du pays. Le faible taux de participation, 72%, montre aussi la lassitude d'une partie de l'électorat, démotivé par les victoires à répétition du chef de l'AKP et par le profil des candidats.

Après la prière, M. Erdoğan s'est envolé vers Ankara pour y délivrer son traditionnel discours au balcon. Cette victoire est celle de « la nouvelle Turquie » a lancé, devant plusieurs milliers de supporters, celui qui est au pouvoir depuis 2003. « Aujourd'hui, nous refermons la parenthèse ouverte le 27 mai 1960 [date du coup d'Etat militaire contre le gouvernement conservateur d'Adnan Menderes]. Il n'y a plus d'obstacle entre la présidence et le peuple », a assuré le leader islamo-conservateur. Il a promis de « laisser les disputes du passé à la vieille Turquie » et de lancer « un nouveau processus de réconciliation sociale » avec ceux qui n'ont pas voté pour lui.

Le ton conciliant du discours n'a pas convaincu l'opposition. La course à la présidence, organisée pour la première fois au suffrage universel direct, était « inéquitable » a accusé M. İhsanoğlu, dimanche, après avoir déposé son bulletin dans l'urne. La campagne a été expédiée, M. Erdoğan monopolisant le temps de parole dans les médias. Il disposait d'une machine électorale bien huilée, celle qui lui avait déjà permis de remporter huit succès électoraux consécutifs. La dérive autoritaire et populiste du « reis » va se renforcer, craint M. İhsanoğlu. Toujours officiellement premier ministre mais déjà élu président, M. Erdoğan conti-



Recep Tayyip Erdoğan depuis un bus à impériale, après sa victoire à l'élection présidentielle, dimanche 10 août, à Istanbul. EMRAH GUREL/AP

nuera de toute façon à gouverner.

Le président Erdoğan dit lui-même qu'il n'a pas changé. Pendant la campagne, il a d'ailleurs multiplié les sorties provocatrices. En quelques jours, il a affirmé qu'Israël était pire qu'Hitler, a émis des propos anti-arméniens au cours d'une intervention télévisée et s'en est pris à une journaliste critique, traitée de « femme effrontée » et de « militante ».

Les dernières années de son règne ont surtout été marquées par la répression policière et par des procès politiques sans fin contre toute forme de contestation. La révolte partie de la place Taksim d'Istanbul en 2013 a été brutalement réprimée par la police. De nombreux journalistes et prisonniers d'opinion sont toujours en prison. Et le conflit s'est durci avec la confrérie de l'imam Fethullah Gülen. « Ceux qui menacent la sécurité nationale nous trouveront face à eux », a déclaré M. Erdoğan, qui a tout de même tendu la main pour une réconciliation. La guerre dure depuis plusieurs mois et a pris des allures de règlements de comptes avec la révélation d'enregistrements compromettants et d'affaires de corruption dans l'entourage du premier ministre.

Ce dernier est persuadé qu'un « Etat parallèle » contrôlé par les gülenistes est à l'origine de ces révélations. La justice, reprise en main par le pouvoir, a fait arrêter fin juillet plusieurs dizaines d'officiers de police, accusés d'espionnage et soupçonnés d'avoir pratiqué des écoutes illégales sur de hauts responsables, parmi lesquels M. Erdoğan et sa famille, ou encore

le chef des services de renseignements turcs, Hakan Fidan.

Si le président de la République, dont le rôle est essentiellement honorifique, intervient trop dans la conduite du gouvernement, il risque de se faire rappeler à l'ordre par la Cour constitutionnelle, le dernier contre-pouvoir. Elle est déjà intervenue pour ordonner la levée du blocage de Twitter et YouTube. Les sites avaient été censurés pour avoir permis la diffusion des enregistrements liés aux affaires de corruption. M. Erdoğan avait alors marqué sa réprobation mais s'était plié à la décision.

La solution serait pour lui de modifier la Constitution pour instaurer un régime présidentiel. L'AKP a besoin pour cela de deux tiers des députés. Pour les obtenir, il devra attendre 2015, à moins qu'il ne décide de provoquer des élections législatives anticipées à la faveur du succès de dimanche.

Cet interventionnisme forcené pourrait aussi avoir des conséquences sur la stabilité de l'économie. Les bons résultats étaient jusqu'ici à mettre au crédit de son ministre Ali Babacan, un proche du président sortant Abdullah Gül qui devrait être écarté. Le gouverneur de la banque centrale, Erdem Başçı, qui avait manifesté son indépendance en ne baissant pas les taux d'intérêt comme le réclamait le premier ministre, a également été mis en garde. L'économie reste, pour le moment, le meilleur argument électoral de M. Erdoğan. « Nous avons multiplié le revenu par habitant par trois depuis 2002 », a-t-il rappelé dimanche. ■

GUILLAUME PERRIER



# Les ambivalences de la « nouvelle Turquie »

## Un risque de despotisme oriental

Nilüfer Göle

sociologue, directrice d'études à l'EHESS

C'est par un jour précédant une nuit de pleine lune que les Turcs sont allés aux urnes pour élire pour la première fois leur président de la République au suffrage universel. Pourtant ce n'est pas un vote de lunatiques et de fanatiques qui a fait élire Recep Tayyip Erdogan, avec 52% des suffrages, à la tête de l'Etat. Les élections se sont déroulées dans une atmosphère calme, sans incident majeur, dimanche 10 août.

Cela dit, la société turque, loin d'être apaisée, est psychologiquement plus que jamais clivée. Le triomphe de M. Erdogan est célébré par les uns, surtout ces nouvelles classes moyennes qui doivent leur ascension sociale au gouvernement islamo-conservateur de l'AKP, tandis qu'il est appréhendé par les autres, incertains sur l'avenir des libertés. De quoi se méfie-t-on ? S'agit-il d'un leader qui est resté trop longtemps au pouvoir et devenu de plus en plus autoritaire dans son mode de gouvernance ? Ou de l'islam politique et de sa stratégie du détournement de la république laïque ? Il devient de plus en plus difficile aussi bien dans les conversations privées que dans les débats publics de distinguer les analyses des traits de caractère psychologiques de M. Erdogan, désormais le président élu de la Turquie.

S'il n'y a pas eu de surprise dans cette élection, les enjeux restent élevés quant à l'avenir de la République et sa transmutation. « Une nouvelle Turquie » avec « l'homme du peuple » ont été les slogans les plus utilisés pendant la campagne de M. Erdogan. Ces expressions indiquent une visée de rupture avec le passé, mais aussi le souhait de prendre la place d'Atatürk (Mustafa Kemal), le père des Turcs. M. Erdogan ne cache pas son désir de refonder une deuxième République et emprunte la même trajectoire qu'Atatürk avait choisie pour lancer la guerre d'indépendance nationale.

La République turque fondée par Mustafa Kemal en 1923 avait remplacé les élites cosmopolites ottomanes par les nouvelles élites nationalistes des Jeunes Turcs inspirées des idéaux de la Révolution, notamment la laïcité et le jacobinisme français. Quatre phobies ont contraint la République à s'accommoder de la démocratie : le fondamentalisme islamique, le nationalisme kurde, la mémoire du génocide des Arméniens et le libéralisme politique nécessitaient un ordre autoritaire maintenu par l'armée.

Les deux visions de la société, l'une fondée sur le républicanisme élitiste, l'autre sur la participation démocratique, s'affrontent jusqu'à nos jours. Une République plus inclusive, renonçant à l'assimilation culturelle, reconnaît le pluralisme ethnique et confessionnel dans le cadre de l'Etat de droit, et définit les enjeux démocratiques de l'agenda. L'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002 et l'ouverture des négociations de la candidature turque avec l'Union européenne (UE) en 2005 marquent les deux étapes majeures dans l'agenda des réformes, tout en ayant des effets antinomiques. C'est en effet par une coïncidence ironique de l'histoire que la Turquie demande son adhésion à l'UE au moment où un parti islamiste s'empare du pouvoir à Ankara.

L'élection présidentielle n'a fait qu'approfondir la même ambivalence démocratique. D'un côté, cette

élection étend la participation démocratique. De l'autre, la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme peut conduire à un régime arbitraire, voire islamiste.

On s'inquiète alors que la « nouvelle République turque » se dote de l'héritage autoritaire de la République kémaliste moins la laïcité. Les nouvelles élites islamistes succéderont au pouvoir des élites laïques, en quête d'hégémonie sur l'orientation de l'Etat comme sur l'interprétation de l'islam. La Turquie, qui, à la différence de l'Iran, se présente comme un modèle de cohabitation entre les séculiers et les musulmans, une interface entre les valeurs européennes et celles de l'islam, risque ainsi de renoncer à cet héritage pluraliste et de virer dans une direction plus monolithique.

L'élection a indiqué la perte de l'hégémonie du kémalisme. L'émergence de deux candidats inattendus témoigne d'une nouvelle configuration aussi bien post-kémaliste que post-islamiste. Dans une République qui avait opprimé et nié les identités ethniques,

**D'un côté, cette élection étend la participation démocratique ; de l'autre, la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme peut conduire à un régime arbitraire, voire islamiste**

un candidat kurde se trouve parmi les trois candidats au scrutin. Selahattin Demirtas s'adresse à l'ensemble de la société, rassemblant plutôt la gauche et les Kurdes. Il n'obtient pas plus de 10% des votes, mais il est déjà considéré comme le gagnant de ces élections. Il a réussi à se distinguer comme un acteur de l'avenir, porteur d'une nouvelle voix de l'opposition aussi bien au sein des classes urbaines à l'ouest du pays que dans des villes à majorité kurde. Sa candidature témoigne du dépassement des clivages turcs et kurdes.

Le deuxième candidat présenté conjointement par le Parti républicain du peuple (kémaliste) et le Parti d'action nationaliste (ultranationaliste), Ekmeleddin Ihsanoglu, est loin d'être conforme au profil des élites laïques. Ancien directeur de l'Organisation de la conférence islamique, M. Ihsanoglu, diplomate plus qu'homme politique, est dans la lignée des élites conservatrices religieuses. Pourtant, il a représenté un antidote à l'islamisme populiste de M. Erdogan et à sa politique de polarisation. On ne lui prédit pas un avenir politique, mais sa candidature a mis fin à une opposition entre la laïcité et les musulmans croyants.

L'élection a révélé les limites de l'islam politique et les nouveaux enjeux de la démocratie autour de la République. Le désir pour une « nouvelle Turquie » risque d'entraîner le pays dans le sillage des pays émergents et de partager leurs traits communs, à savoir la personnalisation du pouvoir et le capitalisme primitif de copinage. En pensant que l'on crée du nouveau, on peut succomber au despotisme oriental. L'ingénierie islamique de la société ne peut que mener à une rupture avec les multiples héritages civilisationnels de la Turquie et à l'aplatissement de la vie sociale. Si la République permet et garantit l'existence des différents courants politiques, la concurrence entre mémoires et la visibilité aux minorités actives, alors le défi de la démocratie peut être levé. Un défi adressé aux démocraties des pays aussi bien émergents qu'anciens, au-delà de la Turquie. ■

**R**ECIP TAYYIP ERDOGAN a été élu président de la République turque, dimanche 10 août, dès le premier tour, avec près de 52% des suffrages. Ekmeleddin Ihsanoglu, candidat des laïques kémalistes et des ultranationalistes, a obtenu plus de 38% des suffrages. Selahattin Demirtas, du Parti démocratique du peuple (HDP, principale force prokurde), a recueilli près de 10% des votes, selon les chaînes de télévision turques.

**Le Monde**  
Mardi 12 août 2014

# M. Erdogan, une « machine » à gagner les élections

## Les trois facteurs du succès permanent des islamistes

**Ali Bayramoglu**

auteur et chroniqueur au quotidien pro-AKP, « *Yeni Safak* »

**L**e premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a remporté l'élection présidentielle en Turquie au premier tour du scrutin avec quelque 52 % des votes. Il bat ainsi son plus proche adversaire, Ekmeleddin Ihsanoglu, avec une différence de plus de 13 points.

Au cours des dix-huit mois écoulés, la Turquie a été le témoin d'une évolution de son image auprès des opinions publiques européennes et américaines. Ainsi, selon elles, la Turquie serait passée de la démocratie, de l'islam et du marché libre à l'autoritarisme. Le nom de Recep Tayyip Erdogan est associé à cet autoritarisme et à la personnalisation du pouvoir, en particulier depuis le mouvement protestataire de Gezi, à Istanbul, qui a ébranlé la Turquie en mai et juin 2013.

Parmi les raisons qui expliquent la dégradation de cette image se trouvent l'attitude sévère et les discours politiques polarisants et interventionnistes de Recep Tayyip Erdogan, mais aussi l'hégémonie politique dans les domaines économiques, culturels et sociaux, et la question de la liberté de la presse.

Il faut également y ajouter les allégations de corruption qui ont éclaté fin 2013 et les accusations de balayer celles-ci sous le tapis par le biais du pouvoir exécutif qui intervient dans la justice grâce au pouvoir législatif.

Enfin, la Turquie a vu son image changer en raison de la sensibilité islamique de sa politique étrangère apparue après le coup d'Etat du 3 juillet 2013 en Egypte et de fortes attaques contre Israël fondées de temps en temps sur une rhétorique nationaliste aux accents anti-occidentaux.

Recep Tayyip Erdogan est au pouvoir depuis novembre 2002. En douze ans, il a remporté toutes les élections, améliorant ses résultats à chaque scrutin. Posons-nous donc la question : comment un homme politique qui a une image antidémocratique auprès des milieux libéraux en Turquie et en Occident, qui est accusé d'autoritarisme et qui est considéré comme le « Poutine de la Turquie » parvient-il à obtenir autant de succès élection après élection ?

Trois facteurs définissent les douze années de Recep Tayyip Erdogan et de poli-

tiques de l'AKP (Parti pour la justice et le développement, dont M. Erdogan est issu). Le premier facteur est la croissance économique et le succès de la stabilité. Mêlant une forte dose de politique sociale aux conditions de l'économie libérale, l'AKP a provoqué la naissance d'une nouvelle et forte classe moyenne sous son règne. Une étude de la Banque mondiale souligne la montée fulgurante des classes moyennes de 21 % à 41 % entre 2002 et 2011. Le produit intérieur brut par habitant, qui est de 11 000 dollars (8 215 euros), a triplé entre 2002 et 2012 et a augmenté de 70 % en se fondant sur les prix de biens de consommation courante. Le volume des dettes à l'égard des pays de l'Union européenne, qui était de 74 %, a baissé à 36 % en 2012, ouvrant la voie à des investissements et des dépenses publiques. Une politique forte et répandue du service public a élargi le terrain d'action de la classe moyenne du secteur de la santé au secteur des transports et de la technologie, tout en augmentant la qualité de vie et le climat de confiance. Cette situation a été perçue comme une forme de « démocratisation » et une occasion d'« égalité économique ».

Le deuxième facteur qui symbolise l'AKP est le grand déplacement des classes sociales et la réduction des distances qui en découle. L'histoire de l'AKP est, d'une certaine manière, celle des parties qui se définissent en dehors du centre politique, économique et culturel et celle de l'inclusion de ces milieux dans le centre et le changement du modèle instauré. La démilitarisation lancée grâce aux relations avec l'Union européenne et les critères de Copenhague de 1993, la restructuration de l'Etat et l'élargissement des droits et libertés fondamentales (l'expression de l'identité kurde, l'acceptation du voile dans l'espace public, la normalisation des relations entre religion, Etat et société, et la démocratisation du principe de laïcité) ont été à la fois les outils et les conséquences de ce changement. La lutte de pouvoir et la démocratisation se sont entremêlées et ont marqué la perception sociale comme « l'égalité ».

Le troisième facteur est le style de gouvernance de M. Erdogan qui se repose sur une approche politique patriarcale. Son hégémonie qui ne laisse aucune autonomie en politique, le fait que les décisions soient rendues dans le cadre d'une approbation centrale, mais aussi le refus des institutions démocratiques participatives et la tolérance limitée face aux critiques constituent le « style » de l'AKP et de Recep Tayyip Erdogan depuis 2002. Cette approche avait été perçue comme « la volonté d'une forte

politique et du courage », alors que M. Erdogan luttait contre l'armée, les universités et la justice kémaliste. Cette approche, perçue comme un outil d'imposition des valeurs de la création du nouveau régime. Le fait que l'AKP exclue les nouvelles demandes en matière d'environnement et que les politiques d'espace public soient réduites à un objet sécuritaire approfondit cette approche politique et son identification à l'autoritarisme.

La perception de la vie politique tourne autour de ces trois facteurs en Turquie. D'après les résultats des différents scrutins, deux politiques voient le jour. D'une part, la branche conservatrice de la société se politise autour de deux premiers facteurs de la « perception de démocratisation ». Cet élément permet à Recep Tayyip Erdogan de se maintenir au pouvoir et lui fait remporter les élections. D'autre part, des groupes comme les libéraux et la branche séculière de la société mettent en avant « l'autoritarisme » de Recep Tayyip Erdogan par le biais du troisième facteur. Cette perception renforce l'image autoritaire de la Turquie.

Ces différentes définitions de la réalité, ces deux opinions publiques et ces deux formes de politisation peuvent apparaître en relation avec des développements critiques de la vie politique turque. Depuis l'ouverture des enquêtes sur la corruption entre le 17 et 25 décembre 2013, deux équations politiques existent de manière parallèle. Selon la thèse défendue par les libéraux et les milieux laïcs, le gouvernement de l'AKP est impliqué dans les affaires de corruption. Il intervient dans la justice pour les étouffer, ce qui constitue une nouvelle étape de l'autoritarisme.

Quant aux conservateurs, ils accèdent à une thèse négligée par les milieux séculiers. Celle-ci repose sur une lutte de pouvoir au sein de l'Etat. Un groupe du genre Opus Dei a infiltré la justice et se cache derrière l'indépendance, échafaudant des plans pour renverser le gouvernement et mettre la main sur le système. Selon leur perception, l'intervention de la justice n'a pas pour but de venir à bout de la corruption. C'est une obligation d'intervenir pour se défendre d'une structure illégitime. Plus que d'être insensible à la corruption, cette tranche de la société agit dans l'idée que, si M. Erdogan perd dans cette lutte de pouvoir, elle connaîtra de son côté de grandes pertes sociales.

Ces deux thèses sont en partie justes. Les équilibres politiques de la Turquie sont définis par leur complémentarité. Si on ajoute à ce tableau les défaillances de l'opposition ou alors la défense par celle-ci des dynamiques de l'ancien régime, on trouvera l'explication des succès électoraux de Recep Tayyip Erdogan. ■



TIME

August 14, 2014

## Opinion foreign affairs

# Why Kurdish Independence Is the Only Solution for the World

Ayub Nuri / August 14, 2014  
time.com

Even we Kurds are tired of the West rushing in to save us from Iraq. How long will the rest of the world tolerate this?

American air strikes against Islamist militants on the borders of Kurdistan this week saved millions of Kurds from a terrible nightmare. But I hope they didn't also kill our dream of an independent state. Only a few weeks ago, Kurds were talking of declaring independence and forever separating from Iraq. We set up an electoral commission for a referendum; Iraqi flags disappeared from the tops of government buildings and amateur Kurdish banknotes began to circulate on the Internet. We had never felt closer to having our own state than we did in the past two months.

We were given this chance by the Islamist fighters who swept across Iraq, took over Sunni provinces and removed the Iraqi army—our historical nemesis—from our immediate borders. But now it seems that this same group has ruined our chance by attacking us too. Now that the United States is helping the Kurds with air power, I'm not sure if we can speak of independence anymore. The world might consider us the spoiled kid who keeps asking for more.

We might keep quiet for now, but this demand of millions of Kurds for a state of our own will resurface again. The Islamist militants aren't going to roam along our borders forever, and the American bombing campaign will one day stop. Then we will take to the street again, wave the colorful Kurdish flag and pursue our lifelong goal.

This doesn't mean we are opportunists. It rather means that only an independent state could answer our plight. I speak for the Kurds of Iraq. We haven't had a happy experience with Iraq. Genocide, imprisonment, persecution and deportation have been our share in that country. There isn't a single Kurdish family that doesn't carry the scars of a loss. Many mothers are still waiting for the bones of their sons and daughters—buried by Saddam Hussein in the 1980s—to be found and brought home from the southern deserts of Iraq.

In Iraq we have a term, "Kurdish-Arab brotherhood," that was coined and promoted by successive regimes. But the



*Iraqi Kurdish Peshmerga fighters take position as they monitor the area from their front line position in Bashiqa, a town 13 kilometres north-east of Mosul on August 12, 2014. Militants from the Islamic State of Iraq and the Levant overran Mosul and a string of Sunni Arab northern towns on Tuesday, in a major blow to the Iraqi government that the United States warned threatens the entire region. (Photo: AHMAD AL-RUBAYE, AFP/Getty Images)*

truth is more like Kurdish-Arab suspicion and distrust. The Kurds see Iraq as the cause of all their miseries and Iraq thinks the Kurds are the reason that the country has never been stable.

Both sides are right. Iraq has brutalized us for decades, and we have fought Baghdad politically and militarily for years. The Kurds and Iraq are like a couple that starts another fight every time they try to make up. It is a forced and loveless marriage and we need a wise judge to speed up an inevitable divorce.

A country for the Kurds will also spare the world a lot of headache. Western leaders have to pause for a moment and think how many times they have had to rush in and save the Kurds from Iraq. It has happened three times in my own life.

In 1991, when I was 12 years old, we prayed that the West would come and save us from a vengeful Iraqi army that had just been defeated by the allied forces in Kuwait, and they did. They imposed a no-fly-zone in northern Iraq and prevented a genocide. Again in 2003, we hoped that George W. Bush would topple Saddam Hussein because we feared a retaliatory chemical attack from Baghdad.

Now for a third time in less than 30 years, I see again the Western powers sending fighter jets to protect the Kurds from yet another catastrophe. For how long is

the world going to do this? If they are not tired of it, the Kurds definitely are. It is absurd to tell the Kurds to stay with Iraq and then scramble fighter jets every 10 years to save them from that same country.

Part of the hostility towards the Kurds from their neighbors is because they see us as allies of the West. So now as the West is marking the centenary of the First World War that divided the Middle East and left the Kurds without a state, it is time they redeemed themselves and let the Kurds join the world community as a sovereign state.

The artificial borders of the Middle East aren't so sacred to cling to so dearly, nor is Kurdistan a sleeping giant to be afraid of. Autonomous for 20 years, the Kurds have already passed the test for statehood. The Kurdistan Region is a place where religious and ethnic groups live side by side and the Kurds have maintained friendly relations with the East and West without holding our past tragedies against anyone. ♦

*Ayub Nuri is a Kurdish journalist from Halabja, Iraqi Kurdistan. He is editor-in-chief of Rudaw English.*



.. 14 August 2014

# WHY U.S. SHOULD SUPPORT INDEPENDENCE FOR KURDS



Conrad Burns was a U.S. senator for

endured atrocities and have paid the price for freedom. And it is therefore time that the United States took heed of these sacrifices and fulfilled its moral obligation to support the people of Kurdistan and their ambitions for freedom and national sovereignty.

Undoubtedly, there will be those that argue that the United States should not interfere with the internal politics of foreign nations. They will argue that our interest in the region is based solely on the vast reserves of natural resources that Kurdistan possesses. Such doubters fail to understand the true importance of supporting freedom and are ignoring the ambitions of the Kurdish people.

**T**True, Kurdistan's location and natural resources make it a very attractive strategic partner of the United States and our allies, but such political and strategic considerations should not be at the forefront of our decision-making process. Instead, we should support independence for Kurdistan because it is the right thing to do, and because America should - and must - remain the guiding light for those in pursuit freedom.

In his farewell address, President Reagan returned to the notion he set forth in his inaugural address by stating that America is "still a beacon, still a magnet for all who must have freedom, for all the pilgrims from all the lost places who are hurtling through the darkness, toward home."

For generations the people of Kurdistan have navigated through the darkness of oppression and sacrifice with bravery and determination, all while keeping an unwavering eye on freedom's beacon. Now it is time for America to stand tall, voice our support, and provide our full assistance as they seek to emerge from the darkness and find comfort and rest in their new home - the Independent Republic of Kurdistan. ♦

businesses and technologies in the hopes that increased economic activity would foster better relations and closer cultural ties.

Many of these efforts have centered on the Kurdistan region of Iraq. Over the last eight years, I have come to know and respect the people of Kurdistan and have witnessed first-hand their struggle for freedom and their desire to become a free and independent nation. I have also seen how the United States has served as an inspiration to the Kurdish people and how our own nation's history has inspired their leaders to seek autonomy from the Republic of Iraq and pursue prosperity by promoting freedom and liberty within their own borders.

Indeed, despite multiple wars, a despotic dictatorship and constant threats, Kurdistan has flourished in a part of the world rife with instability and misery. Today, Kurdistan boasts internal stability and security and reflects the American spirit of inclusion and tolerance. Kurdistan is one of the few places in the region where Muslims, Christians and Jews are living openly and comfortable side by side, without the fear of oppression or subjugation.

**M**eanwhile, Kurdistan is developing a strong and diversified economy based on agricultural, natural resources, tourism and industry - all of which are powered by hard work of Kurdish people and the emerging middle class.

The people of Kurdistan have been striving for independence and the right of self-government for generations. They have been close several times only to be struck down by outside world powers. They have

By Sen. Conrad Burns (Ret.),  
Special to CNN  
14 August 2014

**I**n his first inaugural address, Ronald Reagan laid out his vision for re-establishing the United States as an "exemplar of freedom and a beacon of hope for those who do not now have freedom." This was hardly a new concept in 1981, yet as President Reagan assumed the presidency, the notion that the United States could, and should, serve as a guiding light to help guide peoples and nations in their quest for freedom was much in need of revival.

Today, as headlines are dominated by the growing threat posed by the extremists of Islamic State of Iraq and Syria to Iraq's Kurdish minority and the region, the United States faces a similar crisis of character.

America still serves as a guiding light against the stark backdrop of an increasingly troubled world, but I often wonder if the American people are fully aware of just how brightly this beacon shines or the effect it has on people from all walks of life, from every corner of the globe. It is time we as a nation concentrated our efforts on leading by example and renewing our commitment to helping those that continue to fight for freedom and the right to self-determination.

As a United States senator, I was extremely engaged in events in the Middle East, and I have remained involved since by working closely with companies and people in the region promoting American



# Iraqi Kurds accuse local Arabs of supporting IS

**Iraqi Kurds say many local Arabs aided the Islamic State in their recent offensives against Kurdish forces.**



**Author Wladimir van Wilgenburg**  
**August 13, 2014**  
**Translator(s) Sibel Utku Bila**  
**www.al-monitor.com**

**G**WER, Iraq — The ongoing conflict between the Islamic State (IS) and the Kurds in northern Iraq has fueled ethnic tensions between Iraqi Kurds and Arabs, with many Kurds accusing local Arabs of supporting IS.

Small anti-Arab protests were dispersed by police in the Kurdish capital of Erbil the afternoon of Aug. 9, and in the town of Gwer, just 30 kilometers (18 miles) outside the main checkpoint leading to Erbil. Kurds accused the local Arabs of supporting the Islamist militants. “We know them face by face, name by name, and we even know where they live. I don’t know what happened,” a Kurdish teacher from Gwer, who wished to remain anonymous for security reasons, told Al-Monitor.

In May 2013, Erbil was named the Arab capital of tourism for 2014. The city had anticipated at least 3 million visitors in 2013, including many Arab tourists from Iraq, but the situation has drastically changed. Instead of hosting tourists, Iraqi Kurdistan is now a refugee haven for those fleeing the fighting between IS militants and government forces.

Many Kurds now worry that Arabs will form sleeper cells in Kurdish cities after IS’ major attacks against Kurdish towns in early August. Reports suggested that many displaced Sunni Arabs sympathized with IS militants, with some sympathizers arrested by the Asayish, the Kurdish security police.

Locals in the town of Gwer on the evening of Aug. 10 said the Arabs and Kurds lived peacefully in the town before the conflict erupted.

“The Arabs and Kurds lived together in Gwer. We ran away three times from Gwer, once in 1991 from Saddam Hussein, in 2003 during the liberation of Iraq and this is the third time. We Kurds never hurt the Iraqi people, but the Arabs are still against Kurds. We Kurds live together with so many groups — Yazidis, Christians and Arabs — but they just see themselves as Arab and Muslim. They say the Kurds work with the coalition forces, and that’s why they fight against us,” a teacher who now lives in Erbil said.

**G**wer was briefly occupied by IS militants on Aug. 7, prompting most of the Kurdish population to flee. On Aug. 10, with US air support, Kurdish forces retook the mixed Arab-Kurdish town. This time, most of the Arab population left, fearing reprisal attacks after IS militants looted Kurdish homes, according to Kurdish security sources.

Omar Ramazan, a Kurdish fighter, said many Arabs joined IS in Gwer. “One of them was the subdistrict manager of the local municipality, Haji Fayez. He was not killed, but he ran away. A lot of people from this town gave information to IS,” he told Al-Monitor.

Some Gwer residents said they did not expect the locals to join the IS militants. “We thought Gwer was safe. We have a lot of friends in the area. But then we got orders to pull back. We did not suspect the local Arabs would suddenly rise up. We had no chance and we had to pull back. They had sleeper cells here,” said Mohammed Ali, a

local member of the Kurdistan Democratic Party (KDP), who now carries a gun.

“We have to open a new page with them. We trusted them after the fall of the regime — we let them have some guns. We didn’t expect them on the ground to [form] some organizations. Some of them were even KDP, and we tried to work with them, but it was all just a show,” said Ali.

**A**li was optimistic that the Kurds can work together with the local Arabs again. “We believe President [Massoud] Barzani will give them amnesty and welcome them back.”

Angry Kurdish security officers at a checkpoint outside Gwer accused local Arabs of looting Kurdish houses. “Kurds always respected them, but Arabs robbed their homes. President Barzani supported and helped them, and this is their thanks,” said a police official who refused to give his name.

Despite the anger of many Kurds, the Kurdish government has tried to assure local Arabs that it is not against them.

“We will not allow the terrorists to destroy the historic relations between the Kurds and Arabs,” Barzani said during an Aug. 10 news conference with French Foreign Minister Laurent Fabius.

Cemal Murtko, a leading Kurdish commander in Gwer and a parliament member, told Al-Monitor that the Kurdistan Regional Government (KRG) has no problems with Arabs.

“These people who joined IS can come back, and we will not fight them. We don’t have any problem with any nationality and we have no problem with Arab people. For us, there is no difference between Arabs and Kurds,” he said. “Most of them are not willing to join IS. Most of them have lost a lot in this situation, and only a minority wants to join them. Of course, there might be some of them in Erbil or other places. But the majority of them do not want to join them.”

**B**ut Gwer Mayor Diyar Abdullah says there might be some revenge attacks: “Some Kurdish people might come back and try to take revenge. That is normal in this situation since some Kurdish houses were looted. They were angry.”

In fact, not only Arabs have joined IS. Reportedly, 400 Kurds are among the group’s ranks in both Syria and Iraq.

IS posted a video online after taking the Kurdish town of Sinjar, showing Kurdish IS fighters stomping on a picture of Kurdish nationalist leader Mullah Mustafa Barzani in early August.

Bashdar Ismail, an ex-commander of the 49th Brigade of the 12th Division of the Iraqi army, who now works with the Kurdish armed forces in Gwer, agreed with Murtko: “We have to differentiate among the people. I told many Kurdish reporters that Gwer belongs to both the Kurdish and Arab people.” ♦

*Wladimir van Wilgenburg is a columnist for Al-Monitor and a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World*

# The Israeli Solution for Kurdistan

By Andrew L. Peek  
thefiscaltimes.com/  
August 13, 2014

Americans have the unfortunate tendency to moralize about the world.

It's probably the fault of our movie industry, which has, over generations, candied our national ethos into the simple plotlines of John Wayne Westerns, with a reluctant hero alone against the forces of evil. It's unfortunate because the world is often pretty gray.

The cavalry almost never comes to the rescue, the hostile ranchers usually have a point, and the lonely frontier cowboy is often a lousy father at home. Occasionally there are heroes, even in the Middle East, and if there is one in this third Iraq war, the Kurds might be it.

Certainly, like those movie cowboys, they are alone. The Kurds have been dealt a rough hand by history, trapped between three hostile larger nations whose antipathy for each other is exceeded only by their mutual resolve to prevent Kurdish independence. Their resemblances, a tiny bit, the Jewish experience, waiting through centuries and genocides for a national security that never quite comes.

But bad geography is not quite a death sentence. If you wait long enough, certain unique moments come around, just every half-millennia or so, when the impossible becomes merely the improbable. The unlikely independence of the Baltic States, for example, came at a unique moment when their historical antagonist Russia was weak, Germany distracted, and a triumphant Western power was handing out security guarantees.

That moment might be here for the Kurds. For over two decades



they've lived unhappily under a more or less hostile Arab suzerainty, stymied over issues like oil revenue, control of ethnically mixed areas, and possession of enough heavy weapons to make them secure. They've had to take it: their weakness in a jungle of malevolent regional banana lands means they have to toe the line, nowhere more so than on independence. Until now.

The problem for nationalistic Kurds has always been the need to find one friendly regional state to back them. Their actions in the current crisis – and Iraq's political sclerosis – have bought them unprecedented goodwill, direct arms shipments from President Obama and the USA.

Over the medium-term, though, they probably can't count on us. Though the Kurds are riding to the rescue of the Yazidis and Mount Sinjar, and bearing the brunt of the fight against the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL), Washington has been a long-standing opponent of Kurdish independence because of the damage to its relations with Baghdad. That dynamic hasn't changed: preventing Iraq from slipping totally into Iran's orbit is worth more to the US than a free Kurdistan.

If not the Americans, then who? Well, because of the region's deepening Sunni-Shia divide, new strategic options have opened up. For example, their

bravery and success against the radical Sunni group ISIL would seem to align them naturally with Iran and its Shia clients like Syria and Hezbollah, who are also fighting against radical Sunnis.

However, a declaration of independence is likely to sour Kurdistan's relationship with Iraq for a very long time. Iraq, even post-Maliki, is a card-carrying member of the Shia bloc and of far more use to Iran than is Kurdistan. No matter the Kurdish successes against ISIL, it is unlikely that Tehran (let alone Baghdad) would look favorably on independence, particularly since Iran has been troubled by domestic Kurdish insurgencies in the past.

An alliance with Turkey, to Kurdistan's north, is more possible (barely). Nearly fifty years of blood has run between the Turkey and its Kurdish communities, a result of their repressive treatment in Turkey's southeast. Turkey is an Iranian rival, and supports the Sunni rebels fighting Assad's Shia-aligned government in Syria. And so in a very third-degree-of-LinkedIn way, the Kurds are rescuing religious minorities by fighting Turkey's friend of a friend, ISIL. A Turkish alliance, once the current fighting ends, is unlikely. But because of the Iranian threat, both have something to offer each other for the first time.

An alliance with the moderate Sunni Arab states like Saudi

Arabia, Egypt, and the United Arab Emirates states is more probable. These countries all hate and fear Islamist movements like ISIL, and could be willing to support the Kurds in their fight against it. They also fear Iran, and so might help midwife an independent Kurdistan, significantly weakening the Shia-aligned Iraq, which until 2003 has been a Sunni-led state.

Then, of course, they could do it alone, frontier-style, like John Wayne in the movies, seizing on this unique historical moment to shout GO! Israel, of course, is THE example, born again out of another genocide. It declared independence without great power support and hung on, successfully, in the resulting war mostly through grit.

Today, Israel would probably be a natural ally of the pro-American, non-sectarian Kurdistan, where civil society, stability, and democratic norms have advanced beyond the reach of most Middle Eastern countries. It might be able to help the Kurds hang on, against the likely fury of an Iran, which would see an Israeli-allied Kurdistan as a springboard for potential airstrikes against its nuclear program.

Over the long run, a mix of Israeli and Saudi-Emirati support would probably be enough to keep a free Kurdistan afloat. Without question, a declaration of independence would be a leap into the unknown. It could be a disaster: it could be a disaster involving territorial loss, and it could be a disaster involving genocide. But it might also work. And perhaps, after surviving so many atrocities and leading the fight against a truly horrible terrorist group, the Kurds have earned the right to choose.

.....  
Andrew L. Peek

A combat veteran and former U.S. Army Intelligence officer, Andrew L. Peek is a doctoral candidate at The Johns Hopkins University's School of Advanced International Studies, where he teaches political theory and strategic studies. He served as strategic advisor to the top U.S. and NATO commander



# UK prepares to supply arms directly to Kurdish forces fighting ISIS

**Kurds welcome move by Britain to significantly intensify its involvement in the current Iraq crisis**

Nicholas Watt, Martin Chulov and Julian Borger  
The Guardian, 14 August 2014

David Cameron is prepared to supply weapons directly to Kurdish forces fighting jihadists from the Islamic State (Isis) in northern Iraq, in a move that risks drawing Britain back indirectly into the country's conflict.

In a significant intensification of British involvement in the Iraq crisis, the foreign secretary, Philip Hammond, will tell his EU counterparts in Brussels on Friday that Britain is prepared to join France in arming the Kurds. Cameron and Nick Clegg agreed the plan at an emergency Cobra meeting.

The move was immediately welcomed by the chancellor of the Kurdish Region Security Council, who had pleaded with Britain earlier in the week to rally to the help of the Kurds. Masrour Barzani said: "If it's true, we welcome and appreciate the British decision to supply us with the effective weapons that we've been asking for."

The decision to pave the way for the possible supply of arms to Iraq means that the UK may once again bear responsibility – if only indirectly – for casualties in Iraq. Operation Telic, the name for the British military operation, ended in 2011. UK combat operations ended in 2009.

Government sources said Britain was not moving towards direct military intervention in Iraq. They said the decision to respond positively to a request to arm Kurdish forces was consistent with the government's approach of responding to a humanitarian crisis.

Britain previously indicated that it was only prepared to transport weapons to the Kurds on behalf of other EU countries. These were mainly Soviet-era weapons from former Warsaw-pact countries.

But Cameron and Clegg, the latter of whom took part Cobra meeting via a secure link from his Spanish holiday, agreed that Britain would now respond favourably to a request from the Kurds for direct military assistance. It is expected that Britain would initially provide hi-tech equipment, such as night-vision goggles. The Kurds have been trained on weapons from the former Soviet



*Iraqi Kurdish fighters take position behind sandbags on the frontline, 14 August 2014.  
Photograph: Safin Hamed/AFP/Getty Images*

Union which means that they rely on eastern European countries for their arms. But Britain would provide weapons and ammunition if requested.

The decision to agree to such a request highlighted Britain's concerns about the challenge of defeating Isis forces, despite what the prime minister described as "good news" after Washington abandoned a rescue mission from Mount Sinjar. The decision was made after US forces on the ground found fewer than expected Yazidi refugees because the Kurds had already rescued many and US air strikes succeeded in beating back Isis forces.

Barack Obama hailed the success of the air strikes in breaking the Isis siege of Mount Sinjar. The US president said: "We broke the [Isis] siege of Mount Sinjar. We helped vulnerable people reach safety and we helped save many innocent lives. Because of these efforts, we do not expect there to be an additional operation to evacuate people off the mountain and it is unlikely that we are going to need to continue humanitarian air-drops on the mountain. The majority of the military personnel who conducted the assessment will be leaving Iraq in the coming days."

But Britain agrees with the US and France that the Kurds will need reinforcements amid mixed success in beating back Isis forces. "This is a long-term challenge and a long-term threat," one government source said. "You want to enable the forces in the region to be able to confront [Isis]."

A Downing Street spokesperson hinted at the change of tack when commenting on the Cobra meeting. The spokesperson said: "It is vital that Iraqi and Kurdish forces are able to stop the advance of [Isis] terrorists across the country ... We will also continue our work to ensure that Kurdish forces have the military supplies they require, including transporting more equipment from eastern Europe. The foreign secretary will use the

meeting of foreign ministers from across Europe to press for better coordination of aid and military supplies to Iraq."

No 10's spokesperson made clear that Britain agreed with Obama that the need for humanitarian air drops had lessened. "We are reviewing the need for additional air-drops, given that there appear to be adequate supplies on the mountain, but we will keep the option open if we establish there is further need. We will also maintain our Chinook helicopters in the region so we have the flexibility to help the most vulnerable if the need arises, and our Tornados will also stay out there in case we require further surveillance of the area."

Nadhim Zahawi, the Conservative MP who was born to Kurdish parents in Baghdad, welcomed the announcement. Zahawi, a member of the Downing Street policy board who flew to Irbil on Thursday evening, said: "It is important that we have looked at this carefully and taken a position that effectively supports the Kurdish army in their battle, which will be a long-term battle, with the Islamic State. The Kurds have got the heart for this battle."

"The Kurdish president has made it very clear to western allies that he doesn't need their boys and girls on the ground. He just said give us the weapons and the wherewithal and the air cover and they will take this fight to Isis."

The embattled Iraqi prime minister, Nouri al-Maliki, has agreed to step aside and support his nominated replacement, Haider al-Abadi, in the post.

Abadi, a veteran of Iraq's post-Saddam Hussein governments, was appointed on Monday after the country's president effectively deposed Maliki in an effort to break the political deadlock that has paralysed the government while jihadists sweep through the north of the country.

Hundreds of thousands of Iraqis driven from their homes by Islamic

► extremists remain at risk even after the breaking of the siege of Mount Sinjar, Kurdish officials and humanitarian aid workers in the north of the country have warned. The UN signalled that the crisis in the wider region was far from over, and declared its highest level of emergency for more than 1 million people displaced by fighting this year in Iraq, putting the crisis on a par with those of Syria, South Sudan and the Central African Republic.

At least 50,000 displaced Yazidis are still trying to find shelter inside the Kurdish north after abandoning their homes and belongings as they escaped from Islamic extremists who ousted them from their ancient lands as they advanced towards Erbil.

Officials in the Kurdish capital say most of the new refugees have access to water and food, but very few have sufficient shelter. Every town square and most unfinished buildings between the Syrian Kurdish border and the region's third city, Duhok, remains crammed with Yazidis who are yet to find homes almost two weeks after they were first forced to escape to Mount Sinjar.

Scenes of deprivation on a barren mountaintop galvanised a US-driven international response and led to air strikes against jihadist positions on either side of the 72km (45-mile) ridge. Britain, Turkey, France and Australia also dropped food and water and Washington suggested it was considering returning some forces to Iraq to help the Yazidis escape.

But moves towards an extensive military mission were slowed on Thursday, after an assessment by US and British special forces on Mount Sinjar that most of those who needed help now had access to it. The US said many of those still on the southern ledge had chosen to remain there.

The Kurdish north is teeming with refugees two months after much of northern Iraq was emptied by the advance of militants from the Islamic State who have shattered centuries of coexistence in the area.

By some estimates, as many as 1.2 million exiles have made the journey to the Kurdish north since then, 200,000 of whom have arrived in the past fortnight alone. Hundreds of thousands of other Iraqis have been displaced from western and central Iraq in a mass movement of people that rivals the worst years of Iraq's civil war.

"Many of those displaced fled from Mosul and its surroundings when violence erupted there in June and July," said Dr Chiara Lepora, Iraq programme manager for Médecins Sans Frontières. "Some are fleeing for the second time, having first fled the violence in Anbar province to take refuge in Mosul."

The UNHCR said it was scrambling to provide tents and to establish camps for the new arrivals, who crossed into the poorest part of the Kurdish north, which is already a temporary home to refugees who have fled the civil war in Syria.

The UN said the scale of the humanitarian crisis was now on a par with Syria, South Sudan and the Central African Republic.

The US and France have rushed military aid to Erbil to help Kurdish Peshmurga forces take on ISIS, whose forces got as close as 50km from the city limits earlier in the week, before being pushed back by US air strikes.

Chancellor of the Kurdish Region Security Council, Masrour Barzani, told the Guardian that the Peshmurga had been badly outgunned in battle by a terror group that had looted US-supplied heavy weapons from military arsenals abandoned by the

Iraqi Army in mid-June.

"We need all the help we can get," Barzani said. "Without it, the consequences will be too difficult for any of us to imagine."

British officials were keen to make clear that the UK was not bounced into the decision by the US to abandon the planned rescue mission from Mount Sinjar. British Tornado jets which mounted a surveillance mission over the mountain on Wednesday night also "could not identify people in the numbers previously estimated", No 10 said. British officials were fully involved in the US decision.

The announcement that Britain is prepared to arm the Kurds came as the Labour party, which blocked Cameron's attempts to launch military strikes against the regime of the Syrian president Bashar al-Assad last year, made clear that it was more supportive of British involvement in Iraq.

Peter Hain, the former cabinet minister and close ally of Ed Miliband who helped to defeat the government last year on Syria, said: "The genocidal attacks by Isis are in the same category as Kosovo 1999 and Sierra Leone 2000. Quite different to being propelled into the quagmire of a Syrian civil war."

"Although I do not support British soldiers fighting on the ground, we have to do everything else we can to provide the Kurds with the equipment they need to repel attacks and to stop Isis and its medieval barbarism. I believe the British public will support such an essentially humanitarian mission and if the prime minister consults other party leaders there will be no need to recall parliament. We need urgent common sense action not parliamentary grandstanding." ■

## Yıldız: Seventh Kurdish oil cargo to leave Turkey

www.hurriyetdailynews.com

ANKARA

August/18/2014

The amount of Iraqi Kurdish crude oil shipped to third countries via Turkey has reached 6.5 million barrels with the seventh tanker now sailing away, Turkish Energy Minister Taner Yıldız has said.

//The seventh tanker has been loaded and its delivery has been completed," the minister said, answering reporters' questions after hosting Turkey's Union of Marble, Natural Stone and Machinery Manufacturers (TUMMER) in Ankara on Aug. 18.

The minister has said a total of 7.8 million barrels of oil has been exported from Kurdish Regional Government-controlled northern Iraq.

However, he said, the deliveries have been halted "due to some works being done regarding the piping systems."



Minister Yıldız has said a total of 7.8 million barrels of oil has been exported from Kurdish Regional Government-controlled northern Iraq. AA Photo

Around \$350 million in oil sales have been completed or are under way from shipments sent via the KRG's new pipeline to Turkey, a Reuters analysis of satellite →



→ tracking data shows. The first vessel of pipeline crude sailed in May.

Asked about the Islamic State in Iraq and the Levant's (ISIL) increasing control over oil fields in Iraq, Yıldız said Turkey was continuing to see the Iraqi authorities as the sole addressee in the country. "ISIL is not our addressee in any matters. We do our studies regarding the energy sector in this way," he said.

"It is at the issue for some fields and blocs changing hands. There is a serious political instability, but this doesn't change our perspective," he added.

He also re-asserted the income yielded from the Kurdish oil sales would be shared among the central Iraqi government in Baghdad and the Kurdish government in Arbil, in compliance with the Iraqi Constitution.

The KRG oil cargoes are coming under greater scrutiny after Iraq won a U.S. court order 10 days ago to seize a 1 million-barrel shipment that arrived in the Gulf of Mexico. Several cargoes of Kurdish Shaikan crude have recently reached the United States, and Iraq's central government has moved to block independent exports of crude by the KRG. ■

**TIME**

AUGUST 14 2014

# ISIS Advance Turns the Spotlight on Weak Kurdish Forces

Caught off guard by the militants, Iraqi Kurdish fighters were forced to retreat

August 14, 2014  
Rebecca Collard/Erbil  
time.com

When thousands of ethnic Yazidis first became trapped on Mount Sinjar, the forces of Iraq's semiautonomous Kurdish region seemed like their only hope. Known as the peshmerga, the 100,000-strong Kurdish army is widely considered to be the last capable force in Iraq. But according to some, these fighters didn't exactly live up to their reputation.

"The peshmerga didn't tell us to run away, they just left suddenly," says Said Suliman, who fled Sinjar with 12 members of his family after the peshmerga pulled out of the area. They are now taking refuge in the Kurdish controlled city of Dohuk. "We just hope the peshmerga won't run from here also."

According to Suliman, it was Syrian Kurdish fighters, both men and women, who initially stepped in to save the Yazidis as the peshmerga retreated and before the U.S. stepped in. "They are our heroes," he says. Like many, he first fled into Syria and then back into the Kurdish Iraqi territory during his escape from the mountains.

It may have been the element of surprise that allowed fighters from the Islamic State of Iraq and greater Syria (ISIS) to dispel the peshmerga so quickly.

Until two weeks ago, ISIS had made no claim or advance on the Kurdish areas. While there were skirmishes along the over 600 mile border which the Iraqi Kurds share with the extremist Sunni fighters, for months there was no full-on confrontation. ISIS said their sights were set on Baghdad, not the Kurdish capital of Erbil, and perhaps, because of that, they were caught off guard.

"The fact is they said they want to go to

Baghdad and then they come to us," says Halgord Hekmat a spokesman for the peshmerga in Erbil. "Of course it was bit of a surprise."

But the Syrian Kurdish fighters knew ISIS as sparring partner. For over a year they have been fighting the Sunni militants inside Syria, where both groups now control territory.

"We are all Kurdish and its necessary when one part of Kurdistan has problem, we all help," says Juann Ali, a Syrian Kurd who lives and works in Erbil. "In the end, we all have the same goal, to fight for Kurdistan."

But in the last two decades there hasn't been much opportunity to fight for that goal. The peshmerga forces were born of Kurdish resistance to Iraqi and Turkish domination, and for decades they defended their mountainous terrain, which stretches across Iraqi, Syrian, Turkish and Iranian borders.

"The Kurds developed a way of fighting based on fighting the Iraqi army in the 70s and 80s, and the Iraqi army sucked. They didn't need to be that good. They were mostly just defending the mountains, and mountainous terrain is the best to have to defend," says Kenneth M. Pollack, a specialist in Middle East political-military affairs and a former CIA analyst. "The peshmerga doctrine hasn't really evolved much since then, but warfare has evolved."

Hekmat says the peshmerga were also hampered by their outdated weaponry. The mostly light artillery carried by the peshmerga was easily challenged by the much more sophisticated American weapons ISIS plundered after Iraqi national forces fled their posts in June. Those forces were controlled by then Prime Minister Nouri al-Maliki, who has now stepped down amid increasing domestic and international

pressure to make way for a new leader in Baghdad.

The U.S. air support—on Thursday, President Barack Obama said American forces had helped break the siege of Mount Sinjar—has allowed the peshmerga hold the line against ISIS and create a humanitarian corridor allowing many of the stranded Yazidis to make their way off the mountain. But American strikes are not a sustainable defense plan for the Kurds, who seek autonomy over their affairs.

"We don't have any weapons, only the weapons we took from Saddam after 2003," adds Hekmat. "We are just asking for the weapons that every developed military should have to fight against terrorists."

The Kurds have been asking for better weapons from the US and other international suppliers, and while the UK and France have shown some willingness, the peshmerga say they are still under armed.

"What they are looking for is everything. They want tanks, they want artillery but they also want machine guns, they want rocket launchers and they want mortars," says Pollack. "They want anything they can get their hands on."

While they may have insufficient weapons, the Kurds aren't lacking in passion. The ISIS advance caught them by surprise—but the force has not crumbled.

"Now they are properly deploying the weapons they do have, and their morale has recovered and they are proving a much more formidable foe for ISIS," says Pollack. "The peshmerga is not as bad as people thought a week ago, but they are also not good as people thought a month ago."

◆◆◆◆



Le Monde  
Mardi 12 août 2014

# En Irak, Laurent Fabius face au casse-tête de l'aide

## La France a apporté vivres et médicaments, mais les Kurdes veulent des armes pour combattre les djihadistes

Erbil, Bagdad (Irak)  
Envoyé spécial

Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, est devenue le dernier rempart face au déferlement vers le nord des combattants de l'Etat islamique (EI). Ceux-ci ont balayé les forces kurdes dans les régions de Sinjar et de Karakoch, chassant sur les routes des centaines de milliers de chrétiens et de yézidis, deux minorités religieuses exécrées des djihadistes.

La ville la plus prospère d'Irak est traversée par les convois militaires, chargés de peshmergas, les soldats de l'embryon d'armée kurde, en route pour la ligne de front. Les jardins publics se remplissent de jour en jour de déplacés partis dans la précipitation et contraints de dormir à la belle étoile au pied des tours de verre en construction.

Au siège du président de la région autonome kurde, Massoud Barzani, la contre-attaque s'organise. Il recevait dimanche 10 août le ministre français des affaires étrangères, Laurent Fabius, premier haut responsable occidental venu lui témoigner son soutien face à la menace de l'EI par un don d'aide humanitaire (18 tonnes de vivres, médicaments, pompes à eau, tentes, jerrycans, etc.), arrivée le matin même par avion cargo.

Pendant les entretiens, des officiers peshmergas digèrent leur pause déjeuner dans un bâtiment annexe. Tout en touillant leur thé trop sucré, ils ne peuvent détacher les yeux d'un écran de télévision branché sur une chaîne d'information en continu. D'une voix aussi lugubre que les films catastrophes américains, l'envoyé spécial égrène les menaces : le début de la ligne de front où s'affrontent insurgés fondamentalistes et soldats kurdes n'est qu'à une trentaine de kilomètres. L'heure est grave mais, à la télévision, tout semble loin.

Un peu plus tard, lors de la conférence de presse commune avec M. Fabius, Massoud Barzani insistera sur la disproportion des moyens en faveur de l'EI. « Les terroristes disposent d'armes plus sophistiquées que les nôtres », regrette-t-il, en faisant allusion aux énormes stocks de l'armée irakienne saisis par l'EI



Le ministre français des affaires étrangères, Laurent Fabius, quitte l'église Saint-Joseph d'Erbil, dimanche 10 août. VIANNÉY LE CAËR

lors de la prise de Mossoul, début juin. « Nous ne demandons à personne de faire le travail à notre place, mais nous avons besoin d'armes et de soutien aérien. »

Dans sa réponse, le ministre français se félicite des frappes aériennes américaines et élude la question des armes. Pour le moment, la « solidarité concrète » que M. Fabius est venu mettre en œuvre se limite à l'aide humanitaire. Il s'est engagé à saisir, dès son retour, ses homologues européens et la Haute représentante Catherine Ashton afin de mettre en place un « pont aérien » entre l'Europe et le nord de l'Irak.

Aux Américains la guerre, aux Européens l'infirmerie ? Pour M. Fabius, les conditions d'une intervention militaire française sont loin d'être réunies. « La France a besoin pour toute intervention d'un cadre légal des Nations unies. »

Sur les livraisons d'armes, Paris n'entend pas agir en solo non plus ; M. Fabius a expliqué que la question pourrait être examinée au niveau européen. Entre les lignes, on comprend que ces réticences ont aussi pour source l'absence d'un pouvoir cohérent et représentatif à Bagdad.

Le rejet affiché par les Kurdes, les sunnites, mais aussi une bonne partie de la classe politique chiite, du premier ministre sortant Nouri

Al-Maliki, au pouvoir depuis huit ans et qui brigue un troisième mandat, est grandement responsable de la paralysie de l'Etat irakien depuis l'offensive de juin. L'EI enchaîne les succès, mais M. Maliki ne reste préoccupé que de sa survie politique et de ses adversaires dans la course au pouvoir.

Depuis le départ de 120 000 chrétiens des villages au nord de Mossoul et de la fuite de 400 000 yézidis (des Kurdes adeptes d'un culte dérivé du zoroastrisme, tenu pour hérétique par les fondamentalistes), dont une partie ont trouvé refuge au Kurdistan et une autre est assiégée dans les montagnes, le premier ministre chiite n'a pas eu un mot pour ses concitoyens. Comme s'ils n'étaient pas irakiens.

« Ce qui se passe est dans son intérêt, analyse une source occidentale. Il misait sur l'émotion provoquée en Occident par le sort des chrétiens pour obtenir une intervention militaire qui lui sauverait la mise. » Mais pour l'instant, les Américains ont agi à minima, effectuant cinq nouvelles frappes aériennes dimanche : juste de quoi détruire les positions d'artillerie menaçant Erbil et le mont Sinjar et parachuter des vivres aux déplacés yézidis, abandonnés à eux-mêmes dans les montagnes au nord de Sinjar. M. Maliki, qui a jeté dans les rues ses supporters samedi, s'accroche plus que

« Nous ne demandons à personne de faire le travail à notre place, mais nous avons besoin d'armes »

Massoud Barzani  
président de la région autonome kurde

jamais : il a déployé des troupes inhabituellement nombreuses autour de la « zone verte », siège de la plupart des institutions dans la capitale, peu après avoir déclaré qu'il allait porter plainte contre le président de la République, le Kurde Fouad Massoum.

Ce dernier devait désigner, sur proposition du Parlement, un premier ministre issu du parti majoritaire aux élections. Nouri Al-Maliki, arrivé largement en tête, réclame le poste et refuse de nommer d'autres membres de son parti. Faute de consensus, le Parlement n'a pas pu se réunir dimanche.

Laurent Fabius, qui a dû effectuer une courte halte à Bagdad avant de se rendre à Erbil, à la demande du gouvernement fédéral qui reproche aux Kurdes leur autonomie excessive, a eu un bref aperçu de cette atmosphère chaotique de pré-coup d'Etat. Il a évité de rencontrer M. Maliki, qui avait fait le forcing pour le voir, préférant avoir un court entretien avec le vice-premier ministre, Hussein Shahrastani, chargé des affaires étrangères par intérim depuis que les ministres et députés kurdes ont quitté Bagdad, il y a quelques semaines, furieux des accusations de complaisance envers les djihadistes lancées par le premier ministre.

A M. Shahrastani, qui appartient à la même formation que M. Maliki mais ne cache pas en privé son désir de lui succéder, Laurent Fabius a répété combien il était important « dans cette période d'avoir un gouvernement de large unité, car il faut que tous les Irakiens se sentent représentés pour mener ensemble la bataille » contre ce qu'il appelle « le califat de la haine ». Peu importe si M. Shahrastani a la réputation d'être au moins aussi sectaire que M. Maliki. Avant de partir



## La ville sainte chiite voit affluer des milliers de dépouilles de combattants tués par l'Etat islamique.



A Najaf, l'un des plus grands cimetières du monde

Les nombreuses recrues novices censées aider l'armée font régner la terreur.

# Des milices chiites en quantité plutôt qu'en qualité

C'est en voyant, parmi les volontaires, les gros et les très gros grimper avec beaucoup de difficulté et de maladresse dans les camions, que l'on comprend l'ampleur de l'hécatombe parmi les miliciens chiites qui se battent contre les forces de l'Etat islamique. Plus que sur la qualité de leurs combattants, les groupes chiites parient sur leur nombre. Si l'on en croit Hadji Salam, un délégué du bureau politique de l'Armée du Mahdi chargé de superviser le comité des volontaires, ce sont quelque 500 000 recrues qui ont d'ores et déjà rejoint cette puissante milice, dont le chef théorique est le religieux révolutionnaire Moqtada al-Sadr. S'ajoutent les engagés qui ont préféré intégrer d'autres milices, comme les brigades Al-Badr et Assaib Ahl al-Haq, dont le nombre se compte également en dizaines de milliers.

**Réservoir.** Aux portes de Bagdad, l'immense banlieue chiite de Sadr City est, depuis la chute de Sad-

dam Hussein en avril 2003, complètement sous la coupe de l'Armée du Mahdi. C'est elle qui organise ces pauvres quartiers comptant plusieurs millions d'habitants. Les organisations caritatives, religieuses, éducatives et les mosquées constituent dès lors un formidable réservoir de volontaires. Pour Hadji Salam, c'est «l'appel lancé en juin par Moqtada al-Sadr à venir défendre les lieux saints chiites de l'Irak», menacés par l'Etat islamique, qui a été déterminant dans la mobilisation des volontaires.

A Bagdad, dans le quartier chiite de Kadhimiya, le centre de recrutement des brigades Al-Badr est situé près de la prison d'Adhala, où Saddam Hussein fut pendu. Le responsable, Mahmoud Abou Hamra, affirme que 200 000 volontaires ont rejoint ces brigades, qui se sont rendues coupables des exactions les plus cruelles pendant la guerre civile survenue après la chute du défunt raïs. «Ceux qui n'ont jamais combattu reçoivent un entraînement d'une semaine. En-

suite, ils partent sur le front où ils ne restent qu'une semaine avant d'être remplacés. Chaque combattant reçoit une solde mensuelle équivalant à 400 dollars [environ 300 euros, ndlr]», indique-t-il. Mais, à la différence de l'Armée du Mahdi, qui fonctionne de façon autonome, les miliciens badristes demeurent sous l'autorité d'un officier de l'armée ou de la garde nationale.

**Pléthoriques.** C'est l'incapacité de l'armée irakienne à enrayer la progression des jihadistes qui a conduit le Premier ministre sortant, Nouri al-Maliki, à avoir recours aux milices qu'il avait pourtant bien eu du mal à mettre au pas lors de son premier mandat. Mais si elles visent à renforcer les effectifs de l'armée, il n'est pas certain qu'elles atteignent leur but. Car les forces de sécurité sont déjà pléthoriques: les effectifs s'élè-

vent à 1 200 000 hommes, dont 350 000 soldats et 600 000 policiers. Ce qui ne les a nullement empêchés, le 10 juin, de perdre quasiment sans un coup de feu Mossoul, la seconde ville du pays. On n'imagine guère ces milices, peu et mal entraînées, venir efficacement au secours d'une armée démesurée dont un audit, réalisé en juin par quelque 220 conseillers militaires américains, estime que seule la moitié des forces est capable de recevoir les conseils d'officiers américains.

En fait, le retour en force des milices apparaît plus comme une partie du problème que sa solution. L'armée étant essentiellement affectée à des missions de police, elles pourraient remplacer les soldats sur les innombrables barrages qui maillent le territoire irakien encore sous contrôle de Bagdad. Sauf qu'elles sont perçues par la minorité sunnite comme participant à «l'édification progressive de la dictature d'Al-Maliki», selon l'expression d'un diplomate. D'où une haine viscérale de la communauté sunnite à leur rencontre. «Ces milices ne cessent de harceler la population. A Abou Ghraib [dans la grande banlieue de Bagdad, où l'Etat islamique a commencé à infiltrer des combattants], elles kidnappent des gens et demandent des rançons de 30 000 dollars», indique un habitant de cette ville. «Et lors d'un contrôle, il suffit de s'appeler Omar [nom du second calife de l'islam, considéré comme un usurpateur par les chiites] pour être exécuté par les miliciens», renchérit un autre. D'où ce constat, largement partagé en Irak: «Quiconque nous délivrera de ces milices chiites, que ce soit l'Etat islamique ou quelqu'un d'autre, nous l'accueillerons avec joie.»

Envoyé spécial à Sadr City  
**JEAN-PIERRE PERRIN**





pour Erbil, le responsable français a rendu une brève visite au président Maasoum, afin d'afficher son soutien à l'homme qui sera chargé de désigner le successeur de M. Maliki.

Pendant que les hommes politiques irakiens se déchirent dans des querelles d'ambitions, leur pays

part à vau-l'eau. Juste avant de quitter Erbil pour rentrer en France, Laurent Fabius a pu en avoir un cruel aperçu : il a rencontré les représentants de la communauté yézidie. Ces derniers lui ont expliqué qu'un village d'un millier de personnes était assiégé par les djihadistes

avec pour seul choix de se convertir à l'islam ou mourir sous 48 heures. Ils ont aussi évoqué le sort de quelque 500 femmes yézidies kidnappées, dont 50 ont été emmenées à Mossoul pour y être vendues comme esclaves.

Choqué par cette ignominie, le

chef de la diplomatie française a infléchi sa position sur les ventes d'armes : « *A partir du moment où l'on sait dans quelles mains vont ces armes, il est difficile de ne pas aider les combattants de la liberté* » face aux djihadistes. ■

CHRISTOPHE AYAD

Le Monde

13 août 2014

# Chaos politique à Bagdad, menacée par l'EI

## Nouri Al-Maliki refuse de céder sa place au nouveau premier ministre, Haïdar Al-Abidi, soutenu par Washington

L'Irak n'est pas seulement menacé d'être coupé en trois, après l'offensive des djihadistes de l'Etat islamique (EI), qui ont établi un califat sur la plus grande partie des régions sunnites du pays, il compte désormais deux premiers ministres. Un sortant, Nouri Al-Maliki, détesté et lâché par tous – ou presque –, mais qui fait le forcing pour rester en place, et un nouveau, Haïdar Al-Abidi, nommé, lundi 11 août, par le nouveau président de la République, Fouad Massoum.

Félicité par Barack Obama, encouragé par François Hollande et le Turc Recep Tayyip Erdogan, Haïdar Al-Abidi dispose de trente jours pour former un gouvernement d'union nationale, afin de lutter plus efficacement contre la menace djihadiste qui a déferlé sur l'Irak depuis la prise de Mossoul par l'EI en juin. Mais le nouveau premier ministre doit pour l'instant faire face à la résistance acharnée de M. Maliki, au pouvoir depuis 2006 et qui entend effectuer un troisième mandat coûte que coûte.

Après des semaines de crise et de blocage politiques, les événements se sont brusquement accélérés dimanche soir. Nouri Al-Maliki apparaît à la télévision à une heure tardive pour expliquer, dans une brève déclaration, qu'il a porté plainte auprès de la Haute Cour contre le président de la République, le Kurde Fouad Massoum, pour avoir violé la Constitution. Parallèlement, des soldats et des policiers prennent position autour de la « zone verte », l'immense quartier ultrasécurisé de Bagdad où siègent toutes les institutions et où réside la quasi-totalité des députés et hommes politiques. Des rumeurs de coup d'Etat circulent aussitôt.

M. Maliki vient de comprendre que le président s'apprête à nommer un nouveau premier ministre et à le pousser vers la sortie. Le référendum constitutionnel porte sur un point de détail, qui a toute son importance. Alors que le président est censé choisir le premier minis-

tre – qui dispose de la réalité des pouvoirs dans le système irakien – parmi le bloc parlementaire le plus important au nouveau Parlement, élu en avril, M. Maliki fait valoir que son parti, le Dawa (qui fait partie d'une coalition intitulée l'Etat de droit), est le plus important du bloc chiite majoritaire à l'Assemblée, regroupé sous le nom d'Alliance nationale irakienne.

Il conteste donc au président la possibilité de choisir quiconque n'est pas issu du parti Dawa, dont il est le chef. Une jurisprudence de 2010 va dans ce sens.

Lundi matin, la télévision annonce que la Haute Cour a tranché en faveur de M. Maliki, mais celle-ci, semble-t-il soumise à de fortes pressions, reste muette. Puis, nouveau coup de théâtre : les députés chiites désignent Haïdar Al-Abadi, vice-président du Parlement et surtout membre du parti Dawa comme M. Maliki, par 130 voix contre 40. Un camouflet.

Le président Massoum, entouré du président du Parlement et de plusieurs responsables politiques, s'empresse d'entériner ce choix en chargeant solennellement M. Abadi de former un gouvernement : « *Le destin du pays est entre vos mains* », déclare-t-il, solennel, devant l'impétrant.

Haïdar Al-Abadi a beau être chargé du destin de l'Irak, il est loin de disposer de la réalité du pouvoir. Nouri Al-Maliki n'a en effet pas dit son dernier mot. Il est une nouvelle fois apparu à la télévision lundi soir, faisant dire par ses partisans : « *Abadi ne représente pas le parti Dawa, il ne représente que lui*. » Quelques heures plus tard, il prenait la parole pour vilip-

ender les Etats-Unis, qui « *soutiennent ceux qui [en Irak] violent la Constitution* ».

Le premier ministre Maliki, qui concentre aussi dans ses mains la tutelle sur les ministères de la défense et de l'intérieur, contrôle la police, l'armée et les forces spéciales, dirigées par son propre fils. Il a nommé des proches dans l'appareil judiciaire et fera tout pour faire dérailler la formation d'un nouveau gouvernement, qui s'annonce compliquée.

« *Nous allons réparer cette erreur* », a promis M. Maliki, en référence à la nomination de l'un de ses anciens alliés. De violents soubresauts ne sont pas exclus dans les jours à venir.

Washington, qui a entamé une campagne de bombardements aériens contre les forces de l'EI, a en effet mis tout son poids dans la balance pour « *sortir* » M. Maliki. Ce dernier est accusé d'avoir mené une politique sectaire qui a contribué à radicaliser les sunnites, au point qu'une bonne partie d'entre eux soutiennent désormais l'Etat islamique, mais aussi de s'être aliéné les Kurdes et même une bonne

partie de ses alliés chiites, dont l'ayatollah Sistani, principale autorité spirituelle des chiites d'Irak, par ses méthodes autoritaires et violentes. Les Occidentaux, Américains en tête, ont fini par faire de son départ une condition à l'accroissement de leur aide militaire comme humanitaire.

Pendant cette crise politique, qui mobilise beaucoup de temps et d'énergie à Bagdad, les insurgés de l'EI en ont profité pour effectuer de nouvelles avancées. Repoussés par les peshmergas, les soldats de la région autonome du Kurdistan, qui ont profité des bombardements américains pour desserrer l'étau dans la région de Makhmour, les djihadistes, extrêmement mobiles, ont envahi Djalaoula, mardi à l'aube. La prise de cette bourgade kurde, au sud-est de Kirkouk, complète encore un peu plus l'encerclement de Bagdad par le nord.

Mais pour le moment, Washington n'a pas l'intention d'apporter un appui aérien ailleurs qu'aux abords immédiats du Kurdistan, un temps directement menacé, et dans les monts Sinjar, où des dizaines de milliers de yézidis sont assiégés et menacés de massacre. Les Etats-Unis ont également commencé à livrer des armes aux autorités kurdes. ■

CHRISTOPHE AYAD

**M. Maliki a la tutelle sur les ministères de la défense et de l'intérieur ; il contrôle la police, l'armée et les forces spéciales**

partie de ses alliés chiites, dont l'ayatollah Sistani, principale autorité spirituelle des chiites d'Irak, par ses méthodes autoritaires et





# Soutenir la résistance kurde

Par **KENDAL NEZAN**  
Président de l'institut kurde

Etat islamique constitue une menace mortelle pour la survie de l'Irak et pour la stabilité de l'ensemble du Proche-Orient. L'inaction de la communauté internationale en Syrie a laissé le champ libre aux jihadistes. L'incurie du gouvernement de Bagdad et la forfaiture de son armée leur ont permis de conquérir en quelques jours le tiers du territoire irakien et de s'emparer d'un gigantesque arsenal d'équipements militaires d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars, ainsi que des montants considérables de cash. Depuis deux mois, les Kurdes résistent seuls sur plus de 1000 km de frontières à cette déferlante de jihadistes alliés aux ex-officiers et partisans aguerris de Saddam Hussein. Ultime rempart, le Kurdistan est aussi le seul port de salut pour tous ceux qui fuient la terreur des islamistes dont la barbarie n'a rien à envier à celle des talibans afghans. Près d'un million de déplacés et réfugiés accueillis sur le territoire kurde exercent une pression intenable sur les maigres ressources du pays. Imaginez la France submergée par un afflux soudain de 12 millions de réfugiés. La majorité des déplacés est

formée d'Arabes sunnites et de Turcomans. Mais ce sont surtout les vieilles communautés chrétiennes et yézidiennes qui sont les plus vulnérables. Leurs lieux de culte ont été profanés par les jihadistes qui ont enlevé nombre de leurs femmes qu'ils vendent à de «bons musulmans» sur leur marché aux esclaves à Mossoul. Le Kurdistan n'a malheureusement pas les moyens de faire face seul. Ses forces armées (peshmergas) se battent avec courage mais elles manquent d'armements et de munitions. Ses finances sont à sec car, depuis janvier, le gouvernement de Bagdad refuse de lui verser sa dotation budgétaire qui, d'après la constitution irakienne doit représenter 17% des revenus pétroliers de l'Etat. La menace globale que représente le terrorisme de l'Etat islamique nécessite une réponse globale avec des volets politique, sécuritaire et humanitaire.

Le minimalisme de l'administration Obama, les prises de position verbales, l'envoi de quelques cargaisons d'aide humanitaire ne sont pas à la hauteur de la catastrophe qui se profile. La France qui a des liens historiques avec les Kurdes doit prendre l'initiative. En 1991, après la guerre du Golfe et la crise des réfugiés qui l'a

suivie, la France de François Mitterrand avait réuni un sommet européen pour coordonner une aide humanitaire d'urgence, puis fait adopter à l'ONU la résolution 688 autorisant la création d'une zone d'exclusion aérienne au nord et au sud de l'Irak. Pour ce faire, elle a dû forcer la main aux Américains et convaincre Russes et Chinois. Près de 2 millions de déplacés kurdes ont pu ainsi retourner dans leurs foyers. Au fil des ans, cette «zone de protection» a évolué vers un Kurdistan autonome et démocratique. Elle fut protégée par une escadrille d'avions de chasse américains, britanniques et français de l'opération «Provide Comfort». S'inspirant de ce précédent historique, la France pourrait convoquer un sommet exceptionnel de l'UE afin d'organiser une aide massive pour les réfugiés du Kurdistan. Elle pourrait également inciter les pétromonarchies du Golfe à assurer le service après-vente de leur irresponsable politique de financement des mouvements jihadistes en contribuant à l'effort humanitaire international en faveur des victimes de l'Etat islamique. En attendant le règlement de la crise de gouvernance à Bagdad qui, malgré une constitution démocratique et fédérale approuvée par plus de 80% des

Irakiens mais non appliquée, pourrait prendre des mois, il faudrait garantir le versement au Kurdistan des 17% des revenus du pétrole irakien qui lui reviennent de droit. Une résolution du Conseil de sécurité affecte d'office 5% des recettes pétrolières irakiennes aux «réparations» dues au richissime Koweït qui n'en a pas vraiment besoin.

A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité pourrait adopter une résolution obligeant le gouvernement de Bagdad à verser au Kurdistan sa part constitutionnelle de recettes pétrolières. Là encore, il existe un précédent: le programme «pétrole contre nourriture» adopté par l'ONU a, de 1997 à 2003, affecté d'office 13% des recettes d'exportation pétrolières de l'Irak.

Enfin, il faudrait apporter une aide militaire substantielle aux peshmergas kurdes pour leur permettre de se battre efficacement contre l'Etat islamique, de protéger les minorités menacées et d'organiser les Arabes sunnites modérés pour libérer leurs territoires confisqués par les jihadistes. L'action aura un coût mais celui de l'inaction, qui finira par avoir des conséquences régionales incalculables, sera infiniment plus élevé.

**Le Monde**

Mercredi 13 août 2014

## La communauté kurdophone yézidie, cible des djihadistes de l'Etat islamique

C'EST L'UNE DES CIBLES des djihadistes de l'Etat islamique (EI) en Irak : la communauté kurdophone des yézidis. Avec la prise de leur bastion, Sinjar, le 3 août, 400 000 yézidis ont dû fuir dans les montagnes, sans eau ni nourriture sous une chaleur pouvant atteindre les 50 °C. Adorateurs du diable pour certains, païens pour d'autres, retour sur une communauté persécutée de longue date.

### Qui sont les yézidis ?

Les yézidis sont une communauté kurdophone qui compte entre 100 000 et 600 000 personnes en Irak, selon les estimations. Ils font partie des populations les plus anciennes de la Mésopotamie, où leur croyance est apparue il y a plus de quatre mille ans. Leur principal lieu de culte est Lalech, dans le Kurdistan irakien, mais plusieurs milliers de yézidis habitent en Syrie, en Turquie, en Arménie et en Géorgie.

On compte d'importantes communautés en Europe, particulièrement en Allemagne où vivent 40 000 yézidis.

### Quelles sont leurs croyances ?

« Les yézidis ont enrichi leur religion par des apports coraniques et bibliques pour se camoufler des musulmans et des chrétiens afin de ne pas trop se faire remarquer », indique Frédéric Pichon, chercheur et spécialiste du Proche-

Orient à l'université François-Rabelais de Tours. Le yézidisme est une religion monothéiste qui puise une partie de ses croyances dans le zoroastrisme, la religion de la Perse antique. Leur culte et leurs rituels se transmettent oralement, c'est pourquoi on ne devient pas yézidi, on naît yézidi.

Les fidèles de cette religion croient en un dieu unique, Xwede, qui fut assisté par sept anges lorsqu'il créa le monde, dont le plus important est Malek Taous,



souvent représenté par un paon, symbole de diversité, de beauté et de pouvoir.

Comme pour les musulmans et les chrétiens, le bien et le mal occupent une place importante chez les yézidis. Présents dans le cœur des hommes, il ne tient qu'à eux de faire le bon choix.

#### Pourquoi sont-ils persécutés ?

Si les yézidis sont persécutés depuis la nuit des temps, c'est parce que les autres religions, que ce soit l'islam ou le christianisme, ont une interprétation erronée de leur culte. « En Irak et en Syrie, on les a pris pour des adorateurs du diable parce qu'ils ont fait une espèce de bricolage entre les deux religions du Livre », précise Frédéric Pichon. L'archange Malek Taoua a ainsi faussement été pris pour le diable par les musulmans. Certaines pratiques et restrictions des yézidis peuvent paraître farfelues. Par exemple, les yézidis ne

peuvent manger de laitue ou porter des vêtements bleus.

Ces pratiques ont contribué à créer une forme de mépris chez leurs voisins musulmans. « Les yézidis sont des adorateurs du feu, ce qui les fait apparaître comme des païens aux yeux des Syriens, complète Frédéric Pichon. L'islam n'a pas de considération pour cette religion, contrairement au christianisme et au judaïsme, qui sont tolérés. »

#### Quelle est la situation actuelle des yézidis ?

« La situation des réfugiés yézidis est particulièrement dramatique. Des populations entières sont dans le plus grand dénuement, ceux du Sinjar risquent de disparaître. Certaines familles rencontrées à Zakho, près de la frontière turque, ont marché pendant trois ou quatre jours », raconte Sébastien de Courtois, journaliste indépendant et producteur à France

Culture, qui se trouve actuellement à la frontière turco-syrienne. « La peur panique se lit encore dans leurs regards. Les scènes de carnage qu'ils racontent sont insoutenables. Les forces de l'EI s'acharnent contre eux. Ils veulent tous les assassiner », ajoute Sébastien de Courtois.

D'après Frédéric Pichon, l'Etat islamique applique à la lettre la doctrine de l'islam conquérant. « L'EI est dans une logique de régénération de l'islam, dans une volonté de purification de la religion comme l'étaient les "Born again Christian" [à la base du mouvement évangélique américain], les atrocités en moins », précise-t-il.

« Le problème yézidi n'est pas un problème religieux, c'est une question de domination totalitaire, renchérit Jean-Pierre Filiu, professeur des universités à Sciences Po. Une fois que l'EI en aura fini avec les yézidis, il s'en prendra à

une autre minorité. »

Ce n'est pas la première fois que les yézidis sont persécutés. En août 2007, quatre attentats-suicides simultanés coordonnés par Al-Qaïda en Mésopotamie avaient causé la mort d'environ 400 personnes, représentant l'attentat le plus meurtrier depuis le 11 septembre 2001.

Le déclencheur d'un tel carnage ? Les terroristes n'avaient pas supporté qu'un jeune garçon yézidi tombe amoureux d'une jeune sunnite, selon M. Pichon.

En 2001, 900 Kurdes d'Irak, originaires des régions pétrolières de Mossoul et Kirkouk, alors sous le contrôle de Saddam Hussein, avaient fait naufrage à bord du navire East-Sea, au large de Fréjus, dans le Var : 70 % des naufragés étaient de confession yézidie et disaient subir des persécutions au quotidien à cause de leur religion. ■

SOPHIE GILLIG

## Le Monde

Samedi 9 août 2014

# Les djihadistes de l'Etat islamique sont désormais aux portes du Kurdistan

LES AMBITIONS TERRITORIALES d'Abou Bakr Al-Baghdadi et de l'Etat islamique (EI), qui a proclamé en juin le califat sur les régions conquises d'Irak et de Syrie, sont sans limite. Les djihadistes sont désormais à l'assaut du Kurdistan, menaçant Erbil.

Les dernières lignes de défense d'Erbil se situent au nord-ouest à Kalak, sur l'autoroute reliant la ville à Mossoul, devenue le quartier général irakien de l'Etat islamique, et au sud-ouest à Makhmour. Positionnés à 40 km d'un côté et 50 km de l'autre, les hommes du califat ne sont, s'ils percent la fragile ligne de front, qu'à trente minutes de route de la capitale de la région autonome du Kurdistan.

L'Etat islamique a réalisé deux conquêtes importantes depuis une semaine face aux forces kurdes, à Sinjar et Karakoch (également appelée Hamdaniya). Après sa victoire à Sinjar, l'organisation a déclaré la guerre au Kurdistan : « Les brigades de l'Etat islamique ont maintenant atteint le triangle entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Qu'Allah permette à ses moudjahidin de libérer la région entière. »

Puis, après sa victoire à

Karakoch, l'EI s'est félicité d'avoir « infligé une leçon aux infidèles kurdes » et a annoncé que son objectif était la conquête d'Erbil.

Depuis leur avancée fulgurante en Irak et la conquête de Mossoul

le 10 juin, les hommes d'Abou Bakr Al-Baghdadi n'ont, en deux mois, jamais arrêté de progresser. Et, alors qu'ils avaient annoncé que leur objectif prioritaire était d'attaquer Bagdad, dont ils se rapprochent dangereusement et où ils commettent des attentats de plus en plus fréquemment, ils parviennent à lancer des offensives parallèles contre le Kurdistan.

Outre un nombre croissant de combattants, outre leur foi et leur détermination au combat, les djihadistes bénéficieraient d'une quantité impressionnante d'armement, livré par les Etats-Unis à l'armée irakienne et récupéré récemment.

La conquête de Sinjar, dans le nord-ouest du pays, près de la frontière syrienne, le 3 août, a incité les chefs kurdes à prendre trois décisions : déclarer officiellement que les combattants peshmergas sont en guerre contre l'Etat islamique ; mener des offensives communes avec les groupes armés kurdes de Syrie et de Turquie dans la région qui borde les trois pays ; et, enfin, se rapprocher du gouvernement de Bagdad, malgré les tensions politiques, et réclamer un soutien de l'aviation irakienne.

#### « Attaquer les terroristes »

« Nous avons donné l'ordre aux forces peshmergas d'attaquer les

terroristes et les ennemis du Kurdistan », a déclaré dans un communiqué, le 4 août, Massoud Barzani, le président de la région autonome, assurant que les peshmergas allaient « combattre les terroristes jusqu'à leur dernier souffle ».

La chute de Sinjar s'est traduite par un exode de 200 000 habitants de la région, notamment des yézidis, une minorité kurdophone

qui pratique une religion datant de l'ère pré-islamique. Ces réfugiés errent dans les montagnes, menacés par la faim et les maladies.

La conquête de Karakoch, la principale ville chrétienne d'Irak, jeudi 7 août, outre qu'elle a provoqué un nouvel exode estimé à 50 000 personnes, a créé un électrochoc. Karakoch était depuis fin juin la principale ligne de défense en bordure de l'autoroute Mossoul-Erbil. Le général kurde Asken-der Haji, rencontré il y a deux semaines alors qu'il consolidait ses lignes à la lisière de Karakoch, était conscient de la fragilité des positions. « Notre capacité militaire est limitée. Nous avons besoin d'assistance étrangère. La communauté internationale devrait songer à nous aider car [les djihadistes] ne sont pas seulement dangereux pour nous, ils le sont pour le monde entier. »

La chute de Karakoch et les combats à Makhmour ont commencé à inquiéter Erbil. Tandis que des

habitants ont envahi les stations d'essence et, pour certains, fui vers les montagnes orientales, d'autres ont appelé à la mobilisation. D'anciens peshmergas ont rejoint l'armée avec leurs vieilles pétoires.

En attendant de connaître la nature des « frappes aériennes limitées » décidées par Barack Obama et du « soutien aux forces engagées dans ce combat » annoncé par François Hollande, le Kurdistan retient son souffle. « Les djihadistes sont à 40 km d'Erbil », dit un journaliste kurde qui a du mal à y croire. « C'est comme si les portes de l'enfer s'étaient ouvertes... »

L'Etat islamique, loin de se contenter de conquérir les régions sunnites, est à l'offensive contre les chiites et contre toutes les communautés qu'il considère comme « infidèles », chrétienne, yézidi, turcomane et dorénavant kurde.

Rares ont cependant été les véritables résistances aux avancées des djihadistes. Nul ne sait ce qui se passerait si des combattants déterminés, comme les peshmergas kurdes affirment l'être depuis qu'Erbil est menacée, et de surcroît soutenus par des livraisons d'armes et des raids aériens occidentaux, faisaient face et lançaient des contre-offensives. La véritable bataille contre l'Etat islamique va peut-être commencer. ■

RÉMY OURDAN





Des peshmergas positionnés près de la ligne de front, à 40 kilomètres d'Erbil, samedi. Plusieurs pays européens redoutent d'accélérer la partition de l'Irak en les soutenant. PHOTO SAFIN HAMED. AFP



- **La communauté internationale** a salué mardi la nomination du nouveau Premier ministre du pays, Haïdar al-Abadi, qui succède à Nouri al-Maliki et dispose de trente jours pour former un gouvernement.
- **Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils transféraient des armes aux Kurdes** via le gouvernement irakien. Bien que les Américains aient continué leurs frappes aériennes lundi, ils excluent toujours l'envoi de troupes au sol.
- **La Commission européenne a pour sa part annoncé le versement de cinq millions d'euros** supplémentaires à l'Irak afin de venir en aide aux populations déplacées.

# Armer les Kurdes d'Irak, un risque nécessaire

Paris veut convaincre des Européens frileux d'envoyer du matériel militaire aux peshmergas afin de repousser les forces jihadistes.

Par **MARC SEMO**

**L'**évidence d'un renforcement des capacités combattantes des forces kurdes pour stopper l'avancée des jihadistes de l'Etat Islamique commence à faire peu à peu son chemin parmi les Occidentaux. «Il s'agit d'aider les Kurdes, les Irakiens, à avoir les moyens de résister et si possible de battre les jihadistes», insistait mardi le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, qui pressait ses homologues des Vingt-Huit à se réunir d'urgence. En attendant, ce sont les ambassadeurs des Etats membres qui discutaient à Bruxelles des moyens de coordonner leur action.

L'administration américaine, elle, a déjà franchi le pas, annonçant dès lundi soir des livraisons d'armes aux combattants kurdes «en collaboration avec le gouvernement irakien».

## ANALYSE

«Nous espérons que les frappes aériennes américaines contre les positions des terroristes ne sont qu'un début. Le renseignement américain peut nous aider à réduire les capacités des terroristes à lancer des attaques surprises. Des livrai-

sons d'armes lourdes sont urgentes afin de permettre à nos forces de conserver les avantages acquis sur le terrain», écrit dans une tribune publiée sur le

**«C'est bien de vouloir agir dans le cadre européen, mais il ne faut pas que cela constitue un alibi.»**

**Arnaud Danjean** député européen

Washington Post Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan, région qui de fait échappe au contrôle de Bagdad depuis 1991. Il rappelle dans son texte que les Kurdes irakiens ont été aux côtés des Américains contre Saddam Hussein aussi bien en 1991 qu'en 2003 et que le monde doit agir immédiatement «pour prévenir un génocide et le massacre d'innocents».

**MAQUISARDS.** Les peshmergas - littéralement «ceux qui défient la mort» - sont aujourd'hui la force la plus structurée et la plus efficace en Irak comptant 100 000 hommes, renforcés par la mobilisation générale. En outre, les

Kurdes font bloc, malgré les conflits passés, et les forces de Barzani ont reçu le soutien de combattants kurdes syriens du PYD, proche des rebelles kurdes turcs du PKK, qui eux-mêmes ont envoyé des maquisards bien rodés au combat après plus de trente ans de guérilla contre l'armée turque. Mais les peshmergas doivent tenir 1 000 kilomètres de ligne de front et ils manquent de matériel sophistiqué, notamment de missiles antichars, alors même que les jihadistes ont fait main basse à Mossoul début juin sur l'armement

lourd abandonné par les soldats de l'armée irakienne en déroute. «Nous ne demandons à personne de se battre à notre place, mais il nous faut les moyens de faire face», répètent les militaires kurdes. «Des frappes peuvent avoir une grande importance pour stopper l'avancée de jihadistes, mais elles ne suffisent pas à elles seules à renverser le rapport de force, d'où l'idée d'armer ceux qui leur résistent le mieux, même s'il est évident que l'on ne pourra garantir la stabilité de l'Irak que par une solution politique», souligne Arnaud Danjean, député européen et ancien président de la commission défense à Strasbourg. D'où l'urgence d'une aide occidentale et l'engagement de la diplomatie française qui espère



entraîner ses partenaires avec le soutien des Britanniques qui, outre les livraisons d'aides humanitaires, ont positionné des avions de combat Tornado.

**ÉCLATEMENT.** Les Européens restent néanmoins très prudents et divisés. Il y a ceux, notamment à l'Est, pour qui la crise irakienne passe au second plan par rapport à celle l'Ukraine. D'autres s'inquiètent que les armes puissent tomber en de mauvaises mains, argument déjà employé pour ne pas aider la rébellion démocratique syrienne et qui a eu pour effet de renforcer aussi bien

le régime d'Al-Assad que les islamistes les plus radicaux. L'accroissement des capacités militaires des Kurdes risque aussi d'accélérer l'éclatement de l'Irak, préoccupation majeure pour les Occidentaux et les pays voisins. Ainsi la Turquie qui reste sur ses gardes, malgré ses récentes bonnes relations avec la région autonome kurde au nom de leurs intérêts stratégiques communs.

S'il y a unanimité, c'est pour l'aide humanitaire afin de soutenir les centaines de milliers de réfugiés qui affluent au Kurdistan. «C'est bien de vouloir agir dans le cadre européen, mais il ne faut pas

non plus que cela constitue un alibi, car rien n'empêche la France de faire des livraisons d'armes de sa propre initiative», souligne Arnaud Danjean. Le cadre légal est certes complexe. L'embargo onusien sur les fournitures militaires à l'Irak reste en vigueur, sauf pour les forces gouvernementales. Mais aussi autonomes soient-ils, les peshmergas n'en sont pas moins une composante de l'armée irakienne. Le gouvernement central de Bagdad, malgré les nombreux contentieux avec Erbil, la capitale de la région kurde, a d'ailleurs envoyé du matériel et des munitions. ◆

The Economist

The Economist August 16th 2014

## Turkey's presidential elections

# The next sultan?

ANKARA

## Recep Tayyip Erdogan's plans for the presidency

**T**URKEY'S prime minister, Recep Tayyip Erdogan, became the country's first popularly elected president on August 10th, marking his ninth consecutive electoral victory during 12 years in power. He received 52% of the vote, averting the need for a run-off. The result has bolstered Mr Erdogan's increasingly tight grip on power and prompted further worries about the future of Turkey's shaky democracy.

In a victory speech at his Justice and Development (AK) party headquarters in Ankara, Mr Erdogan declared that this was the "start of a new era", signalling his intentions to continue to rule the country from the presidential palace and to give Turkey a

new constitution that would, among other things, grant him executive powers. "The national will" would now find its voice in a "new Turkey" in which all citizens would be embraced regardless of their ethnicity or creed. Yet throughout his campaign Mr Erdogan struck an unabashedly polarising tone, taking aim at the Alevi faith of the main opposition leader, Kemal Kilicdaroglu, and the ethnic Zaza roots of his Kurdish rival, Selahattin Demirtas.

Mr Erdogan made clear that his battle against Fethullah Gulen, the Pennsylvania-based preacher whose followers in the police and the judiciary are said to have masterminded a corruption probe against him last December, would continue. So too will his grandiose infrastructure projects, including a "second Bosphorus" canal that has outraged environmentalists.

None of this fazed his supporters, who turned up to vote for their beloved reis (chief) in droves (although the 74% turnout was sharply down on the 89% recorded in the local polls in March). Voter apathy among supporters of the main opposition Republican People's Party (CHP) and mass defections to AK by the nationalists helped clinch Mr Erdogan's victory. Ekmeleddin Ihsanoglu, a 70-year-old diplomat who was fielded as a joint candidate by the CHP and the nationalists, failed to inspire, trailing in with 38% of the vote.

Mr Erdogan's next move is to convene an AK party congress on August 27th. He would doubtless like to see a malleable successor elected before he takes over as president the following day. One contender is the foreign minister, Ahmet Davutoglu, who has the Islamic credentials and

charisma to hold the party's pious base together. And with his foreign-policy doctrine of "zero problems with neighbours" in tatters (Turkey has withdrawn its ambassador from Tel Aviv, for example), he won't dare to challenge Mr Erdogan's leadership.

Such plans may be upset by the outgoing president, Abdullah Gul, an AK party co-founder, who announced that he would be returning to his old party. At a farewell reception at the presidential palace, the spouses of Messrs Gul and Erdogan held hands in an attempt ward off gossip about an imminent split in AK. But Mr Erdogan's apparatchiks were less diplomatic. "The political movement has a sole leader: President Erdogan," tweeted an AK member of parliament.

Even so, recent opinion polls suggest that some 76% of AK voters want Mr Gul to lead the party. The moderate Mr Gul is widely acknowledged as the driving force behind the blizzard of reforms in the early days of AK rule.

Another unknown is how the articulate Mr Demirtas will use his big leap in the polls. His newish People's Democracy doubled its share of the vote in Istanbul and Izmir and trebled it in Ankara, bagging 9.7% nationwide. AK does not command enough seats in the parliament to make the constitutional tweaks needed to give the presidency French-style executive powers. The Kurds were widely expected to back these in exchange for political concessions. But they may change their mind, frustrated by the pace of the negotiations between Kurdish leaders and the government. Mr Erdogan's dreams may yet go awry. ■



Erdogan blessing the crowds





www.ekurd.net



## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### YPG: 30 ISLAMIC-JIHADISTS KILLED IN RABIA

August 6, 2014

**Rabia:** Syrian Kurdistan's People's Defense Units (YPG) fighters inflicted a heavy blow on ISIS (Islamic State of Iraq and Syria) militants in the town of Rabia near the Iraqi border which has been witnessing fierce clashes for the last four days. Releasing a statement about the balance sheet of Tuesday's clashes with ISIS militants in the Rabia town which serves as Sinjar's door opened into South and West Kurdistan, YPG General Command said their fighters repulsed all the five attacks carried out by ISIS militants against their forces Tuesday. YPG General Command remarked that a total of 30 militants were killed in the ISIS attacks with heavy weaponry, which were backed by cannon, howitzer and mortar bombardments, to which YPG fighters strongly responded, while also destroying a panzer and three vehicles belonging to ISIS groups. The YPG Command also stated that three ISIS members were captured alive and arrested during the searches in the village of Arcê in Tirbespiye region of Rojava that also witnessed ISIS attacks on Monday night. [firatnews.com](#) | [diclehaber.com](#)

### IRANIAN KURDISH PDKI PESHMERGA FORCES HAVE REACHED THE WAR FRONT IN IRAQI KURDISTAN

August 8, 2014

**Slêmani:** The first battalion of Iranian Kurdish PDKI Peshmerga forces were sent on August 7, to the war front in Iraqi Kurdistan to push back the al-Qaeda linked Islamic-jihadists from the Islamic State of Iraq and Syria ISIS, and to protect civilians in Shingal (Sinjar) and other Kurdish cities. In the coming days, additional battalions will be sent to the front. At least 2000 of PDKI's Peshmerga forces will take part in the ensuing military operations. They will also protect religious minorities in Kurdistan, including Christians, from attacks by the Islamic State. In a statement, issued on August 7, the PDKI announced that it has formed a Special Operation Command that will coordinate military operations with the Peshmerga forces of the Kurdistan Regional Government (KRG) against IS, and to protect civilians and the borders of Iraqi Kurdistan...[pdkl.org](#) | [Ekurd.net](#)

### FORMER PKK COMMANDER KILLED IN IRAQI KURDISTAN

August 11, 2014

**Duhok:** A former Commander of the Kurdistan Workers' Party (PKK) Osman Balic, known as Shorsh, has been killed in Zakho, Duhok province in his home with his three-year-old daughter. On Thursday night at 10:00 pm, two unknown militants with Kalashnikovs entered Shorsh's house, killing him and his daughter and injuring his wife. A former member of the PKK Leadership Council that wanted to remain anonymous said, "After Shorsh left the PKK, he protected his neutrality, but wrote many articles for Kurdish press and newspapers about the situation in Kurdistan cities in Turkey as well as criticizing the current policies of PKK, hence he was often threatened by PKK officials. "Shorsh was threatened and messages were sent to his Facebook account where he was called a "betrayers" or "traitor" and ultimately it was written on his house's wall that his death was getting close," said the Former PKK member. "Because Shorsh had confidential information about the policies of PKK, he was often scared. Thus, he was living secretly because he knew that someday the PKK will take revenge against him for his resignation from the PKK," added the former PKK member...[bas-news.com](#)

### OVER 20 KURDISH PESHMERGA TROOPS

### KILLED AND WOUNDED IN SUICIDE ATTACK IN JALAWLA, DIYALA PROVINCE

August 11, 2014

**Baquba:** Kurdish forces were locked in a second day of fierce battles on Monday to retake the Diyala town of Jalawla, after losing it to Islamic State (IS/ISIS) militants two days ago. Kurdish Peshmerga forces have turned their artillery power on the town's Tajnid and Jimhuri sectors on the southern fringes, where the Islamist militants have taken position. Over 20 Kurdish Peshmerga troops were killed and wounded in a suicide attack in Jalawla district, northeast of Baquba, capital of Diyala province. A security source said "A suicide bomber driving, a booby-trapped tank attacked the headquarters of the Peshmerga forces amid Jalawla." The source added "The attack was followed by violent clashes between militants of the Islamic State (IS) and Peshmerga forces, killing and wounding at least 20 yet." Some Kurdish leaders believe, has pushed the IS to change tactics and attack the Kurds on other frontlines, such as Jalawla. [ninanews.com](#) | [rudaw.net](#) | [Ekurd.net](#)

### 7 KURDISH YPG FIGHTERS KILLED IN HASSAKA

August 12, 2014

**Hassaka:** The General Command of the Syrian Kurdistan's (Peoples' Protection Units) YPG announced the killing of 7 of its fighters when their car was targeted by ISIS militants in the city of Hassaka, while 5 civilians were wounded in a mortar shelling on 2 Kurdish districts in the city. 7 of our fighters were killed on Sunday on the outskirts of the city of Hassaka when they missed their way and entered into the neighborhood of Gweran and targeted by ISIS militants and mercenaries who opened fire on their patrol, the YPG said in a statement. On the other hand, a source in Hassaka said that several mortar shells landed on civilian homes in Hay al Mufti and Tel Hajar that are inhabited by the majority of Kurds. The attack wounded 5 citizens among them children, the source added. [pukmedia.com](#) | [Ekurd.net](#)

### US TEEN'S PETITION FOR KURDISH FREE- DOM GARNERS 100,000 SIGNATURES

August 12, 2014

**New York:** An American teenager's petition to ask the United States to recognise a free Kurdish state has achieved the 100,000 signatures it needs to elicit a response from the White House. Jonathan Schwoerer, 16, launched the petition on July 23 – more than a week before Islamic State militants surged northwards into Kurdish territory in early August and the US launched airstrikes and began arming Peshmerga forces. "It's incredible that we achieved 100,000 declared votes in such a short time. It reflects a growing sentiment in the US, among Kurds and elsewhere that it is time for the Kurds to have an independent state," Schwoerer told Rudaw on Monday. "The timing is remarkable, with US forces launching airstrikes and coordinating with Kurdish forces in northern Iraq. While I'm sceptical of US actions, I hope that this leads to greater cooperation between Washington and Erbil..."[rudaw.net](#)

### 30 KURDISH PESHMERGA TROOPS MISSED IN DIYALA PROVINCE

August 13, 2014

**Jalawla:** A security source said that 30 Peshmerga troops disappeared during clashes that took place last night, northeast of Baquba. The source said "The 30 elements of the Peshmerga forces missed during clashes that took place last night in the Kurdish region of Jalawla, of Khanaqin, northeast of Baquba, and it is believed that elements of the (ISIS) abducted in an ambush in an area outskirts of the district". [ninanews.com](#) | [Ekurd.net](#)

### US FIGHTER JETS LAND IN KURDISTAN'S ERBIL AIRPORT

August 14, 2014

**Erbil:** Military source revealed on Wednesday "US jet fighters landed in Erbil airport in Kurdistan region." The source said "Four jet fighters landed in Erbil airport," noting that "The arrival of these jet fighters comes within the course of the US military support for the Kurdish Peshmerga in its fight against the terrorist Islamic State in Iraq and Syria ISIS." [iraqinews.com](#) | [Ekurd.net](#)





# Back to Iraq

By combining military force with political brinkmanship, America is making some headway



consequences were disastrous.

Barack Obama took a different approach. Americans, he reckoned, were not capable of bringing peace to this complex, violent and distant place. He allowed the troops' mandate in the country to run out with insufficient attention to what might follow, and then applied the same logic in Syria where he did little to support moderate opponents of Bashar Assad. His policy aided the rise of the Islamic State (IS), a Sunni terrorist group, that has taken territory in Syria and Iraq.

Now the prospect of a caliphate run by extremists bent on attacking the West has persuaded a reluctant Mr Obama that he cannot walk away from the Mesopotamian mess, and he is trying a new tack—combining modest military force with hard-nosed political brinkmanship (see pages 15-16). Given conditions in the region, the chances of success are limited. But they are better than those offered by any other approach.

## A risky bet

When on August 8th jets from an aircraft-carrier in the Gulf bombed IS and halted its advance, critics argued that Mr Obama was doing too little, too late. America had sat by for two months and watched IS conquer parts of northern Iraq. A humanitarian disaster followed: thousands of Yazidis, members of a Kurdish-speaking sect, fled into the mountains to escape the jihadists. IS tried to take Erbil, the capital of the Iraqi Kurds, threatening their peaceful, prosperous enclave.

Certainly, more will need to be done to root out the extremists. But Mr Obama deserves credit for learning from past mistakes. He is the fourth American president in succession to bomb Iraq. In order to break that sequence, it is not enough just to unleash another round of shock and awe. The jihadists would only regroup. A politically stable Iraq is needed, run by a government that is broad-based and popular.

The one headed for the past eight years by Nuri al-Maliki, a member of the Shia majority, was nothing of the kind. It alienated Kurds and excluded Sunnis, who make up a quarter of the population. Some Sunnis came to support the extremists of IS, seeing them—often reluctantly—as the only defence against a brutal security apparatus. An all-out American attack on IS risks being seen as a sectarian move.

Mr Obama's gamble has been to withhold all but minimal military support in order to force political change in Baghdad. That strategy has come at a cost. IS has consolidated its hold on Iraq's second-biggest city, Mosul, and captured a dam that supplies much of the country with water. It is well-armed and self-financing. But political change appears now to be under way in Baghdad. Mr Maliki may with luck be replaced as prime minister by Haider al-Abadi, a more inclusive figure. The

Americans alone did not usher Mr Maliki out. He made enemies among Iraqis, including in his own party. Iran also fell out with him. Even so, pressure from Mr Obama helped see him on his way.

Mr Maliki has been an awful prime minister. If Mr Abadi, also a Shia, appoints a cabinet that includes senior Sunnis in prominent positions, as seems likely, he will reduce popular support for the extremists, which should help persuade Sunni rebels to switch sides. That would pave the way for concerted military action by the Iraqi government to regain territory lost to the extremists. With America acting as its air force, it should be possible to push back IS. The extremists' numbers are limited and their equipment still no match for the West.

There are dangers here: if American bombing caused many civilian casualties, the extremists would have more chance of portraying themselves as protectors of Sunnis against a hostile Shia-led government and its infidel allies. American soldiers will still be in harm's way. Even in the age of satellite-guided bombs, precise strikes depend on the presence of special forces to identify targets. But a plausible path to forcing the jihadists out of Iraq would open up.

The trickier question for Mr Obama is what to do if Iraq lives down to expectations, and fails to get a better prime minister or a more inclusive government. The jihadists' ambitions to establish an Islamic caliphate cannot be tolerated. But an all-out assault may bolster Sunni support for IS and risk the disintegration of Iraq. The Kurds live in a more-or-less defined territory: it is possible to imagine the formation of an independent Kurdish state. Sunnis and Shias do not. A break-up of the country could lead to bloodshed on an unprecedented scale. The capital is shared by the sects, as are surrounding areas. America may then be reduced to conducting occasional punitive missions to keep IS contained.

## And once again Syria

In all events, Western leaders must prepare the public for a lengthy military engagement in this part of the world. Even if confronted by America's full military might, the extremists could melt back into the population of Mosul, a city of 2m people where they have had a strong underground presence for years. They could also slip back across the nearby border with Syria, where they have a safe haven in swathes of land they have seized during the civil war. From there they would probably continue to foster instability in Iraq.

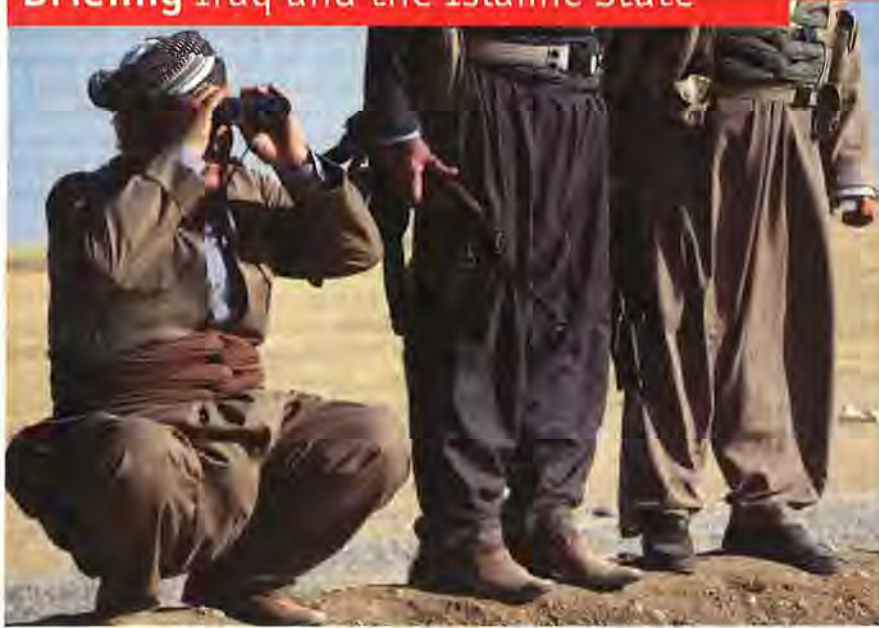
That raises an uncomfortable truth for Mr Obama. His judgment is that the jihadists can be properly dealt with only by creating long-term stability in Iraq. A similar situation exists in Syria. Yet the president has long resisted intervening there, and been backed in this by a war-weary American public and Congress as well as international lawyers. Still, in the long run America is unlikely to be able to destroy or even contain militant jihadism without involving itself in Syria.

Mr Obama's new approach in Iraq seems to be working. But more decisive action against the jihadists will be needed. The Americans are back on the ground, and they will be there for a while. ■



## Briefing Iraq and the Islamic State

The Economist August 16th 2014



tors carried out 15 air strikes on IS forces around Sinjar and to the west of Erbil. Meanwhile drones and surveillance aircraft carried out hundreds of intelligence flights in a scramble to understand the complex situation on the ground. Other aircraft, later joined by some from Britain, dropped supplies to the stranded Yazidis.

While most Iraqis, especially the Kurds, cheer at America's reinvolved in the country, American officials have been stressing the narrowness of the mission's scope. In addition to defending American envoys in Erbil and Baghdad, and helping to break the siege around Mount Sinjar, Mr Obama listed just a few other limited objectives. America had to worry about "key infrastructure" in Iraq—referring to such assets as the Mosul dam. American efforts would also include "a counterterrorism element" to watch for jihadists who might launch attacks against Western targets. And America was talking about creating a "safe corridor" or some other mechanism to help Yazidis down from their sun-baked, waterless last resort. By August 14th, though, American forces had found that far fewer Yazidis remained on the mountain than previously estimated.

But although administration officials talk of IS as a broad threat to Iraqi and regional stability, as well as a seething cauldron of extremism that threatens to send hundreds of foreign passport holders back to their home countries trained to kill, America is not as yet embarked on a campaign to extirpate it. Mr Obama has repeatedly argued that IS has been strengthened by the Iraqi government's mistakes, specifically its marginalisation of Arab Sunnis, who make up about a quarter of Iraq's 33m population. If IS is to be turned back, Iraqi politics must turn around, too. Indeed, they must turn around first.

The Peshmerga say the forces they meet in combat are all IS. But Sunnis from disgruntled tribes, former members of Saddam Hussein's regime and others who feel hard done by have all helped pave their way. Their support has included standing aside as IS men take control of their towns. Some Iraqis say that the Sunnis just never got over losing power when Saddam Hussein fell. But plenty, along with most Western governments, put the blame on Mr Maliki's treatment of them. "This is not a cloud of locusts descending from nowhere," says Peter Harling of Crisis Group, a Brussels think-tank. "It has been building up."

Mr Maliki, prime minister since 2006, has always had sectarian and authoritarian tendencies. They were given freer rein after the Americans left in 2011. He kicked Sunnis out of the security forces, often in the name of "debaathification". As discontent grew, he cracked down disproportionately: at a peaceful protest in the Sunni town of Hawija in April 2013 the security forces killed 50. After Falluja, a Sunni-ma-

# Engaging the enemy

ERBIL AND WASHINGTON, DC

**Iraq must sort out its politics to have any hope of routing the Islamic State. That will not be easy**

**I**N JUNE, when extremists from the Islamic State (IS) took over the Iraqi city of Mosul and hurtled south towards Baghdad, the Kurds in the north reacted with glee. They had no love for IS, a group which grew out of al-Qaeda in Iraq, later re-emerged in Syria and now operates in both countries. Indeed IS is sufficiently vile and disobedient, not to mention power hungry, that not even al-Qaeda likes it any more. But the Kurds saw its success as a deserved kick in the teeth for Nuri al-Maliki, the Shia prime minister. And if the fight with IS broke Iraq into sectarian pieces, semi-autonomous Kurdistan would achieve long-dreamed-of independence.

That sentiment disappeared at the beginning of August when, possibly as a result of resistance to the south, IS pivoted to take on the Peshmerga, the Kurdish armed forces. The Peshmerga number at least 120,000 and are reputed to be Iraq's best-trained force. Before June IS was reckoned to have barely more than 10,000 fighters all told, though "they have doubled or tripled since this started," according to Helgurd Hikmet of the Peshmerga. But the IS onslaught was brutal and well equipped, thanks to American hardware provided to the Iraqi government and then captured. Suicide-bombers were dispatched ahead of high-speed convoys; the troops showed an eagerness to die in battle rather than duck bullets. The Peshmerga admit that without American air strikes against IS, which started on August 8th, the fighting

would have reached Erbil, their capital.

On August 10th the Peshmerga took back Gwer and Makhmur, two towns close to Erbil which had fallen to IS five days before. But that night the Kurds lost Jalawla, and IS continues to hold Sinjar and Zumar, two cities in north-western Kurdistan, as well as Mosul dam, which it seized on August 7th (see map on next page). It has also claimed a number of towns peopled by Christians and Yazidis, minorities who have lived on the plains of Nineveh since pre-Islamic days.

### Limited objectives

In the grounds of a church in Ainkawa, a Christian neighbourhood of Erbil, Christians talk of leaving. "There is no future for us in Iraq," says Hani, a restaurateur and father of three. Yazidis, members of a small sect that takes inspiration from Zoroastrianism, have faced the prospect of total annihilation. Tens of thousands fled into the mountains above Sinjar to escape slaughter. Those who found safe passage back down told of bodies littering their path, some murdered by IS, others dead from starvation or heat exhaustion.

It was on the plight of the Yazidis and on "prevent[ing] genocide" that Barack Obama concentrated when he announced that America would again be intervening militarily in Iraq, almost three years after it withdrew its last troops from the country. In the first four days of air strikes, America's manned planes and unmanned Preda-



Majority city in eastern Anbar province, was taken over by rebels in December 2013, the army shelled it, and the security forces mounted a countrywide programme of mass arrests.

### Awaken, again

The Kurds have grievances against Mr Maliki too. The government has refused to send Kurdistan its part of the national budget. In response the Kurds have started to export oil from fields under their control and keep the proceeds for themselves. Although the government in Baghdad resumed military co-operation with the Kurds when IS turned north, carrying out air strikes and ferrying weaponry to the Kurds, it was too little too late to make up for the bad blood. By early August even many of the MPs in Mr Maliki's Shia State of Law coalition realised Iraq would only continue to fray if he remained in power. Mr Maliki's removal thus became perhaps the only goal shared by Iraqis across all the country's divides.

On August 10th Fouad Masum, Iraq's newly installed Kurdish president (and the man who supervised Mr Maliki's master's dissertation in Arabic language and literature in Erbil) appointed Haider al-Abadi to the post of prime minister, which had been vacant since the May elections. Mr Abadi is viewed by Iraqis as less divisive than Mr Maliki—but that is a low bar. It hardly bodes well that the new prime minister is a man from the same party as Mr Maliki and with a similar outlook, subject to similar Iranian influence and hemmed in by the same hollowed-out institutions and acrimonious politicking. He now has 30 days to form a cabinet.

Creating a government sufficiently inclusive to win back the trust of Sunnis, and thus undermine IS, will be no easy task. Confidence-building measures such as releasing Sunni prisoners would probably be blocked by Shia parties while the IS emergency continues. Other demands such as incorporating Sunnis back into the security forces, most likely by creating a force in the Sunni areas nominally under central command, would take months if not years. Discussions on creating a more federal Iraq that devolves more power are likely to be necessary. Until the Sunnis are persuaded that such reforms offer a better alternative, IS will remain "an insurance policy", says Ramzy Mardini, a visiting scholar at the Atlantic Council, a Washington, DC-based think-tank.

Like America and the UN, Iran, the country with the most influence in Baghdad since the Americans left, praised Mr Abadi's nomination. It also appears to be restraining Mr Maliki, who is challenging Mr Masum's decision in the courts, from going so far as to trigger armed confrontations between various militias and factions in the security forces. Asa'ib Ahl al-

Haq, a powerful Shia militia, and Ayatollah Ali Sistani, Iraq's top Shia cleric, have signalled their support for Mr Abadi too. Like Iran, Iraq's Shias are rattled by IS and may be willing to make some concessions to the Sunnis to get rid of it.

Congratulating Mr Abadi on his nomination, America's secretary of state, John Kerry, held out a list of incentives to the swift formation of an inclusive government: more American military help; economic aid; and support in resolving a row over the sharing of Iraqi oil revenues, among other disputes. With a nod towards the central government's sensitivities, Mr Kerry was also careful to stress that Kurdish leaders had assured him of their support for a strong federal government.

In Kurdistan, meanwhile, the Peshmerga, perilously under-equipped during the fighting in early August, are rearming. The French are supplying some arms, and Pentagon commanders have vowed to make sure that the Peshmerga have access



to the same sort of firepower that IS fighters have acquired, leaving open the possibility of supplying American arms.

America has no shortage of warplanes in the region, officers say; the USS *George H.W. Bush*, an aircraft-carrier, is nearby. But America downplays any idea that IS can be defeated with firepower alone. In a notably gloomy briefing on August 11th, Lieutenant-General William Mayville, director of operations at the Joint Staff, was at pains to make clear that American power was not "somehow breaking the momentum of the threat" posed by IS. Announcing the deployment of 130 additional troops to the Erbil region America's defence secretary, Chuck Hagel, stressed that this was "not a combat boots-on-the-ground operation" (see Lexington, page 34). Officials said the troops would work on the safe corridor for the stranded Yazidis, though such an effort now seems unlikely; air strikes and Peshmerga counter-attacks have made it easier for them to escape.

America is convinced that only Iraq's Sunnis can rout the extremists; hence the inducements to the new government to get them on board. The 2007-08 defeat of al-

Qaeda in Iraq, IS's predecessor, was made possible by the fighting of Sunni groups known as the Sahwa, whose work was accompanied by targeted assassinations by the Americans. The programme faltered when the Americans, who had been financing the Sahwa, withdrew, and Mr Maliki stopped the payments.

### Meanwhile, next door

Quashed by the Sahwa and Americans, the forces which would grow into IS lay low before Syria's civil war, which started in 2011, allowed them a chance to regroup. More ambitious than ever, IS now has a stronghold in Raqqa and controls oilfields, agricultural land and dams. Its high-ranking commanders are still mostly Iraqi, but it has attracted foot soldiers from Syria and beyond. Most of Syria's Sunnis are on the whole a lot less tolerant of IS than Iraq's are; other rebel groups hate it. But Bashar Assad, Syria's president, has largely let the group be, using it as a scary portent of what would come if he were to fall.

In the first part of the year a sustained campaign against IS by other Syrian rebels pushed it out of some areas in the north-west of the country. However, armed with booty from Iraq, IS is starting to fight back, reportedly taking some towns close to Aleppo on August 13th. Syrian rebels fear that if IS gets squeezed in Iraq, it will focus on Syria—where American air strikes are most unlikely. Mr Obama draws a clear distinction between Iraq and Syria. American officials note that their actions in Iraq are at the invitation of the national government—putting them on the right side of international law and eliminating the need for UN or other international mandates.

The success IS has had in Syria has not gone unnoticed by President Obama's critics. His former secretary of state, Hillary Clinton, told the *Atlantic* magazine that the "failure" to help build up a credible fighting force of anti-Assad rebels had left "a big vacuum, which the jihadists have now filled". Mr Obama strongly disputes that charge, calling it a "fantasy" that weapons handed to an opposition made up of former doctors, farmers, pharmacists and other civilians could battle a well-armed Syrian state backed by Russia, Iran and the Hizbullah militia. Some of his own former officials, though, note that the president is, in theory, signed up to training and arming just such moderate rebels; if it is really a fantasy, why bother?

Iraq's future hinges heavily on developments in Baghdad. If there is no progress, few predict anything less than a disaster. The most pessimistic say it is already too late—"Iraq is de facto divided and this is a war to delineate the borders," says Mr Hikmet. Iraqis can do little but hope that their politicians act more responsibly than usual. Even then, IS will prove a problem for the region for years to come. ■



# Irak: à l'arrivée des jihadistes, les Yazidis dénoncés par leurs voisins



Sur les routes de l'exil, des familles irakiennes de la communauté yazidie déplacées par l'arrivée des jihadistes, ici sur la frontière irako-syrienne le 13 août 2014 à Fishkhabur

14 août 2014  
la-croix.com

**F**ish Khabour (Irak) (AFP) - Ils étaient leurs voisins ou leurs amis, vivaient côte à côte depuis des années. Mais lorsque les jihadistes sont arrivés, ils les ont dénoncés, ajoutant la trahison à la longue liste des souffrances des Yazidis.

Outre les Irakiens, "les jihadistes étaient des Afghans, Bosniens, Arabes ou même Américains et Britanniques. Mais les pires massacres ont été orchestrés par ceux qui vivaient avec nous, nos voisins musulmans", raconte Sabah Hajji Hassan, un Yazidi de 68 ans qui est parvenu à fuir vers le Kurdistan irakien.

"Les tribus Mewet, Khawata et Kejala, c'était tous nos voisins. Mais ils ont rejoint l'Etat islamique (EI), ont reçu des armes, et leur ont indiqué qui était Yazidi et qui ne l'était pas", ajoute, le coeur brisé, ce vieil homme à la barbe blanche.

Il y a près de deux semaines, les jihadistes ont attaqué les villages yazidis autour de Sinjar, dans le nord de l'Irak, poussant à la fuite des dizaines de milliers de personnes. Ceux qui n'ont pas réussi à s'échapper ont été massacrés.

Aucune communauté n'a été épar-

gnée par la cruauté des jihadistes de l'EI qui se sont emparés depuis le 9 juin de pans entiers du territoire irakien, laissant aux populations le choix entre l'obéissance, la conversion ou la mort.

Mais les Yazidis, qu'ils considèrent comme des hérétiques parce qu'ils adorent une divinité associée par les musulmans au diable, sont particulièrement en danger, une experte de l'ONU évoquant "un génocide potentiel".

## - "LAVAGE DE CERVEAU" -

"L'EI a donné le choix aux tribus sunnites: soit vous collaborez avec nous, soit on vous tue. Alors ils ont collaboré", raconte Mahmoud Haidar, un homme de 24 ans qui fait partie de ceux ayant réussi à fuir.

"Tous les Irakiens savent se servir d'une arme, alors ils n'ont pas eu besoin de s'entraîner. L'EI leur a donné des armes lourdes, des véhicules blindés, des AK-47... qu'ils avaient pris à l'armée irakienne", ajoute le jeune homme aux traits émaciés en tirant nerveusement sur sa cigarette.

Son propre ami d'enfance a rejoint les jihadistes, poursuit cet ancien membre des forces de sécurité irakiennes, réfugié pour l'heure dans un camp installé par les autorités kurdes pour accueillir les déplacés.

"Ca a été un choc. L'EI lui a fait un lavage de cerveau, et il a commencé à leur dire qui étaient les Yazidis. S'ils m'avaient trouvé, j'aurais été exécuté sur le champ".

## - "Ce sont eux les hérétiques" -

Plusieurs réfugiés racontent l'horreur qui a déferlé sur leurs villages lorsque les jihadistes sont arrivés, pourchassant les Yazidis dans les rues, abattant des jeunes hommes et enlevant les femmes.

"Ils ont pris toutes les femmes de ma famille, même les petites filles", explique Hamid Kurdo.

"Il y avait des cadavres partout dans mon village", se souvient de son côté Khudeida Hussein, 46 ans. "Ils disaient aux gens que soit ils rejoignaient l'islam -- leur islam -- soit ils allaient mourir", ajoute-t-il, précisant qu'on leur avait donné 72 heures pour choisir.

Dans le camp, Sibashe Khodr, 18 ans et d'épais cheveux bouclés, raconte bouleversé la disparition de son père, son frère et ses deux oncles.

"Ils avaient des fusils, alors ils ont décidé de combattre l'EI jusqu'à être à court de munitions. Ils savaient qu'ils allaient perdre, mais ils voulaient essayer de donner du temps aux autres pour fuir".

"J'ai essayé de les appeler. Quelqu'un d'autre a répondu, affirmant qu'ils étaient tombés aux mains de l'EI. Maintenant, leurs téléphones sonnent, mais personne ne répond".

Pour les dizaines de milliers de Yazidis qui ont réussi à atteindre la région relativement calme du Kurdistan irakien, l'assaut de l'EI signifie la fin de leur communauté en Irak.

"Ils coupaient les poignets des vieillards avec des couteaux, arrachaient les yeux des gens, kidnappaient les femmes, dont deux de mes nièces... Ils font tout pour faire disparaître notre communauté en Irak", explique Khodeida Bakr, 35 ans.

"Ils disent que nous sommes des hérétiques. Mais regardez ce qu'ils font. Ce sont eux les hérétiques".

# Gérard Chaliand : « Les Kurdes ne seront pas les arbitres de la querelle sunnites-chiites »

FIGARO VOX

Par Marie-Laetitia Bonavita

13 août 2014

www.lefigaro.fr

**FIGARO VOX/ENTRETIEN - Le spécialiste des conflits armés Gérard Chaliand livre sa réflexion sur les événements qui secouent depuis ces dernières semaines le Moyen-Orient. Il analyse le nouveau paysage politique, après les changements en Irak et en Turquie.**

Gérard Chaliand est géostratège. Il est spécialiste de l'étude des conflits armés et des relations internationales et stratégiques. Il est auteur (avec Michel Jan) de «Vers un nouvel ordre du monde», Seuil 2013.

**LE FIGARO. - La scène politique à Bagdad vient de prendre un nouveau tournant. Que peut-on attendre de la nomination par le président, d'origine kurde, du nouveau premier ministre, Haïdar al-Abadi, chiite comme son prédécesseur?**

**Gérard CHALIAND. -** La crise est ouverte à Bagdad entre le clan Nouri al-Maliki et d'autres chiïtes (comme l'ayatollah Sistani et diverses milices comme celle de Moqtada al-Sadr), de formations politiques aujourd'hui marginalisées, les Kurdes et certains sunnites. De toute évidence, la présence au pouvoir de Nouri al-

borer avec lui. Sans compter qu'il a écarté tous les cadres chiïtes qui ne lui étaient pas dévoués. Les deux généraux chiïtes qui ont fui de Mossoul sans combattre sont à Bagdad et n'ont pas été destitués. L'avenir de Nouri al-Maliki semble sérieusement compromis et l'Irak peut, s'il estime que c'est nécessaire, contribuer à son éviction.

**Les combattants kurdes, les peshmergas, appuyés par les alliés, ont-ils les capacités opérationnelles d'éradiquer les djihadistes? Faut-il livrer des armes aux Kurdes?**

Le but des Kurdes n'est pas d'éradiquer, en principe, le «califat», mais d'assurer la sécurité des territoires qu'ils contrôlent. Ils repousseront les djihadistes mais n'ont pas l'intention d'intervenir dans la querelle interarabe entre chiïtes et sunnites, où ils n'ont rien à gagner. Le mieux pour eux étant, dans une certaine mesure, d'arbitrer lorsque c'est possible.

Quant à la livraison des armes aux Kurdes, cette question ne devrait même pas être posée. Rappelons que le président de la République l'avait évoquée il y a plusieurs jours et qu'Obama vient de décider, sans en référer au Congrès qui sans doute s'y serait opposé, de leur livrer des armes lourdes. Tous ceux qui n'ont pas intérêt à voir progresser les djihadistes doivent aider les Kurdes.

**La situation favorise-t-elle la perspective d'un Kurdistan indépendant?**

La situation est à l'heure actuelle favorable aux Kurdes. Ils ont bénéficié indirectement des interventions américaines, celle de 1991 (après avoir été très durement réprimés par Saddam Hussein) et surtout celle de 2003, qui, pour les Américains (notamment les néoconservateurs), ont finalement porté au pouvoir des alliés de leur adversaire principal, le représentant majeur de



Des combattants kurdes Peshmerga à 12 kilomètres de Mossoul, le 12 août. Crédits photo : AHMAD AL-RUBAYE/AFP

l'«axe du mal». Ont-ils intérêt à proclamer une indépendance qui ne sera pas reconnue par les États-Unis, lesquels souhaitent que l'Irak reste un État où cohabitent tant bien que mal, sans Nouri al-Maliki, sunnites, chiïtes et Kurdes (un pari difficile). L'Irak ne le veut pas et s'appuie entre autres sur les Kurdes de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti de Jalal Talabani que Téhéran a toujours soutenu. Sans même parler des États arabes.

Reste la Turquie, qui serait susceptible de reconnaître l'indépendance du Kurdistan. Cela risquerait de donner au Kurdistan d'Irak un statut (de protectorat) comparable à celui de la République de Chypre nord, que seule la Turquie a reconnue. Ce serait également retourner volens nolens au vilayet de Mossoul, cette province du nord de l'Irak que la Grande-Bretagne, en créant l'Irak, a adjointe aux provinces de Bagdad et de Bassorah et que la Turquie kémaliste a revendiquée de 1923 à 1925 en vain devant la Société des nations, l'ONU de l'époque.

**La perspective d'un État islamique recouvrant l'Irak et la Syrie est-elle réaliste?**

Non, la perspective d'un «califat» - cette version grotesque des Mille et Une Nuits - est tout à fait

utopique. Le succès éclair dans le nord et l'ouest de l'Irak ne doit pas faire oublier qu'il y a d'autres forces en Syrie, même sans évoquer l'État alaouite, qu'il s'agisse du Front al-Nosra, qui est affilié à al-Qaïda (Ayman al-Zawahiri a toutes les raisons de vouloir voir disparaître le «calife» Abou Bakr al-Baghdadi, dont la mort est programmée par une conjonction d'adversaires et de rivaux), de l'Armée syrienne libre, appuyée par les États-Unis plus sérieusement depuis quelque temps, et du Front islamique, entre autres. En Irak, il faut compter avec les chiïtes, qui représentent 60 % de la population et des Kurdes, crédités de 20 %. La proclamation du «califat» est un effet d'annonce après la grisurie de la victoire initiale, qui n'est que le premier round, destinée à favoriser le recrutement de djihadistes à l'échelle du monde musulman, fascinés par la perspective d'une victoire promise.

**Quels regards portent la Turquie et l'Irak sur la situation?**

L'Irak est entièrement partie prenante dans ce conflit où il est la cible principale de l'Arabie saoudite. Cette dernière est dès les lendemains de la première crise pétrolière (1973-1974), pour ne pas remonter avant, à l'origine de la réislamisation militante du monde musulman, de

**Quant à la livraison des armes aux Kurdes, cette question ne devrait même pas être posée.**

Maliki ne pouvait permettre de sortir du blocage actuel qu'il a lui-même provoqué en marginalisant de façon systématique les sunnites, en général, et même ceux qui avaient consenti à colla-



l'Afrique subsaharienne à l'Indonésie. En 1979, elle a très mal pris la prétention de l'Iran chiite d'être le premier État islamique et le champion de la révolution anti-impérialiste et elle a été très satisfaite après l'intervention de l'URSS en Afghanistan de participer à l'organisation d'un djihad sunnite. Ceci pour l'arrière-plan de ce qui se passe sous nos yeux. L'Iran a des alliés en Irak, en Syrie et au Liban. Il joue gros.

La Turquie est en meilleure position et l'élection de Recep Tayyip Erdogan renforce sa capacité de décision. La Turquie a très largement favorisé le passage des volontaires du djihad et autres combattants, elle a cherché à affaiblir les Kurdes de Syrie plus

ou moins alliés à ceux du PKK kurde de Turquie. Elle vient assez récemment de constater que des djihadistes turcs s'en vont combattre en Syrie et que le «califat» a pris en otages les membres du consulat de Turquie et que le «calife» se serait installé dans le consulat. On verra ce que le nouveau président, désireux de passer pour un champion de la cause palestinienne, musulmane et turcophone, va décider.

**Les minorités religieuses, et notamment les chrétiens, dans la région peuvent-elles être autre chose que des minorités passives?**

Les chrétiens font les frais depuis un siècle et plus particulièrement depuis la décolonisation de la

conjonction du nationalisme au sens étroit et de l'identité religieuse instrumentalisée en politique. Ils doivent être défendus plus vigoureusement, surtout par ceux qui se sont battus pour la liberté et le droit à l'autodétermination des peuples comme pour la protection et les droits des minorités.

**L'Europe doit-elle craindre, comme certains le prédisent, la menace d'une «hydre islamique»?**

Il est de mise aujourd'hui de répandre une atmosphère d'angoisse, comme si le retour en Europe d'un petit nombre de combattants issus du djihad allait déstabiliser nos pays. Nous avons les moyens de les contrer.

Ce qui paraît préoccupant, c'est notre situation intérieure entre une crise non résolue (depuis la seconde crise pétrolière, mais qui s'est aggravée depuis bientôt une dizaine d'années), la montée des extrêmes droites et le climat délétère que fait régner le Moyen-Orient (Syrie, Irak, Gaza) dont le moindre incident suscitant mort d'homme peut dégénérer en émeutes au sein d'une partie des jeunes des banlieues. Là est notre problème et la République aura psychologiquement du mal à se remettre. L'islam n'est pas la solution. Celle-ci réside, comme en Chine, en Inde ou en Turquie, dans le développement économique et l'éducation. ■



17 août 2014

## Pour Abdullah Öcalan, le conflit kurde «touche à sa fin» en Turquie

17 août 2014 par RFI

Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

**En Turquie, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a estimé samedi 16 août, date anniversaire du début de la lutte armée de la rébellion indépendantiste, que le conflit qui l'oppose à Ankara depuis 30 ans « touchait à sa fin ». Une lutte qui a fait quelque 45.000 victimes.**

Trente ans après la première action armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), la petite ville de Lice, tout près de la frontière syrienne, a érigé une statue qui fait polémique : c'est un homme en pantalon bouffant, fusil mitrailleur croisé à terre, qui restera dans l'histoire comme celui qui avait coordonné la première attaque de la guérilla kurde, causant à l'époque la mort d'un militaire.

Si l'événement est passé quasiment inaperçu, c'est que les négociations de paix entre Ankara et le chef de la rébellion, Abdullah Öcalan, toujours emprisonné à vie mais qui rêve d'une libération conditionnelle, se sont largement banalisées. Elles sont même d'ailleurs encadrées depuis début juillet par une série de lois qui devrait les empêcher de dérailler. Autre signe de cette normalisation : le score du candidat pro-kurde à la récente élection présidentielle. Selahattin Demirtas a recueilli 10% des voix, du jamais vu.

Ce qui galvanise les Kurdes en général et Abdullah Öcalan en



*Abdullah Öcalan, en prison depuis plus de dix ans, a fondé le PKK en 1978. Il a été condamné à la peine de mort, peine commuée en prison à vie en 2002. France 24*

particulier, c'est surtout la situation en Syrie et en Irak, où les Kurdes apparaissent comme le gendarme du Moyen-Orient face à l'Etat islamique (EI). Les voilà armés par l'Occident contre les jihadistes, et ils se prennent à rêver de l'abolition des frontières de la Première Guerre Mondiale qui les avait alors dispersés sur quatre pays. S'ils ne parlent pas d'un futur Etat kurde, une autonomie élargie, comme celle qui existe déjà en Irak du Nord, ferait largement leur affaire, surtout en Turquie. □

## VU DES ÉTATS-UNIS

# En Irak, une guerre partie pour durer

**Barack Obama a annoncé la semaine dernière des "frappes ciblées" en Irak avec des objectifs limités. Mais, pour ce chroniqueur, les Etats-Unis sont engagés dans un combat de longue haleine contre l'Etat islamique.**

Los Angeles Times | Editorial  
courrierinternational.com  
13 août 2014

**C**haque fois que Barack Obama pense avoir réussi à établir une politique étrangère fondée sur la retenue, une nouvelle explosion de violence au Moyen-Orient l'oblige à revenir dans l'arène. En 2011, la crainte de voir Mouammar Kadhafi massacrer ses opposants a poussé les Etats-Unis à participer à des frappes aériennes. En 2013, lorsqu'il s'est avéré que le régime syrien avait utilisé des armes chimiques contre des civils, Obama a failli être entraîné dans une nouvelle guerre. C'est maintenant le tour de l'Irak : le président américain pensait avoir sorti son pays de ce guêpier, jusqu'à ce qu'apparaisse une nouvelle menace, celle de l'Etat islamique.

La semaine dernière, lorsque Obama a annoncé avoir ordonné une opération militaire contre les islamistes, il a axé son discours sur les limites de l'intervention. Il s'agissait de "frappes ciblées" dont les objectifs étaient clairement délimités : protéger les ressortissants américains au Kurdistan et porter secours aux Irakiens terrifiés ayant trouvé refuge dans la région du mont Sinjar.

Il n'aura toutefois pas fallu attendre longtemps pour que la mission prenne de l'ampleur. Dès le week-end, Barack Obama évoquait en effet "une stratégie plus étendue en Irak", visant à aider le nouveau gouvernement de Bagdad à lutter contre les combattants de l'Etat islamique.

"Nous continuerons à fournir une assistance militaire au gouvernement irakien et aux forces kurdes qui combattent les terroristes, afin que ceux-ci ne puissent établir de sanctuaires permanents, a déclaré le président américain. C'est un projet à long terme."

### INTÉRÊTS VITAUX

Les observateurs étourdis y ont peut-être vu une version accélérée du "mission creep" [glissement des objectifs], cette



Un combattant kurde prend position sur le front de Bachika, au nord-est de Mossoul, le 12 août 2014 (AFP PHOTO/AHMAD AL-RUBAYE)

fameuse tendance des Etats-Unis à lancer des interventions militaires dont les buts se font progressivement de moins en moins modestes. En réalité, pourtant, cette mission plus large était implicitement contenue dans la politique adoptée par Washington. Même si Barack Obama, toujours réticent à faire la guerre, préfère parler des limites que des buts.

Selon la doctrine Obama, produit de douloureux tâtonnements (voir la Libye et la Syrie), les Etats-Unis ne recourent à la force militaire qu'en cas de menace contre leurs intérêts vitaux. Parmi ces menaces, Barack Obama cite le terrorisme international, le génocide et les risques encourus par des citoyens américains, trois éléments présents en Irak.

Le fait est que les enjeux de cette guerre dépassent très largement la sécurité des Américains du Kurdistan (ils auraient pu être évacués) ou la vie de milliers de Yézidis irakiens réfugiés sur une montagne (même s'ils méritent bien sûr d'être secourus).

### BIEN PLUS FORT QU'AL-QAIDA

Les combattants de l'Etat islamique "font passer les militants d'Al-Qaïda pour des boy-scouts", a récemment averti l'ancien ambassadeur américain en Irak Ryan Crocker dans un entretien avec la chaîne PBS. "Ils sont beaucoup plus forts et beau-

coup plus nombreux. Ils comptent des milliers de recrues qui détiennent un passeport étranger et qui n'ont même pas besoin de visa pour entrer aux Etats-Unis ou dans d'autres pays occidentaux. Et ils exercent aujourd'hui un contrôle exclusif sur des territoires bien plus étendus que Oussama Ben Laden en son temps."

"Ce mouvement ne fait pas dans la demimesure, a renchéri le général Martin Dempsey, actuel chef d'état-major des armées américaines, lors d'une conférence à l'institut Aspen le mois dernier. L'usage qu'il fait de la violence est sans équivalent, même par rapport à d'autres organisations terroristes. Les forces armées américaines estiment que ces individus constituent bel et bien une menace, d'abord pour la région et nos alliés, et à plus long terme pour les Etats-Unis."

### UNE STRATÉGIE ENCORE MAL DÉFINIE

Barack Obama a donc eu raison de faire preuve de fermeté, même dans le cadre de sa doctrine de retenue maximale. Mais le président a-t-il clairement défini les objectifs en Irak et les moyens d'y parvenir ?

Pas tout à fait. Il a esquissé quelques premières étapes : il s'efforce de réunir les responsables politiques irakiens au sein d'un gouvernement moins sectaire que l'autocratie antisunnite installée par le Premier ministre Nouri Al-Maliki. Comment ? En limitant l'aide militaire à Bagdad tout en soutenant les Kurdes, détestés par la capitale. Il souhaite que ce nouveau gouvernement – encore inexistant – bénéficie du soutien le plus large de la communauté internationale et qu'il transforme l'armée irakienne en une force capable de défaire l'Etat islamique sur le terrain.

Le général Dempsey complète avec une précision toute militaire : "Nous mettons au point une stratégie visant progressivement à contenir, puis à perturber, et enfin à vaincre l'Etat islamique."

Pour l'heure, les objectifs du général Dempsey ne sont que des propositions. La stratégie est en cours d'élaboration. D'importantes questions restent sans réponse : quel sera exactement le rôle des forces américaines ? que se passera-t-il si les dirigeants irakiens ne parviennent pas à former un gouvernement plus uni et plus efficace ? et quid de la Syrie, où l'Etat islamique s'est d'abord implanté avant d'arriver en Irak ?

Il n'y a peut-être pas de soldats américains sur le terrain, mais les Etats-Unis entament bel et bien leur quatrième guerre en Irak. Celle-ci est loin d'être terminée. Comme le dit le président, c'est un projet à long terme. ♦



ÉTATS-UNIS

## LE CAUCHEMAR IRAKIEN

Barack Obama pensait avoir réussi à tourner la page sombre de l'Irak. L'avancée éclair des djihadistes de l'Etat islamique le force à y revenir. À reculons

PAR SARA DANIEL



Pendant sa campagne, il s'était engagé à ramener tous les soldats américains stationnés en Irak. A laver l' affront de cette guerre « illégale » qui avait durablement terni l'image des Etats-Unis dans le monde, lorsque l'intervention américaine en mars 2003 et le renversement du régime de Saddam Hussein avaient contribué à créer l'hydre barbare du fondamentalisme qu'ils étaient censés venir éradiquer. En autorisant, le 7 août dernier, des frappes sur les positions d'artillerie des combattants de l'Etat islamique, le président américain se retrouve à nouveau happé par le borbier irakien. Il est le quatrième président, après les Bush père et fils et Bill Clinton, à ordonner une action militaire dans ce pays que le « New York Times » a baptisé « le tombeau des ambitions américaines ».

Obama aura pourtant résisté aussi longtemps que possible à l'appel des républicains et même d'une partie de son état-major à intervenir, alors que depuis le mois de juin dernier les

combattants de l'Etat islamique ont conquis avec une facilité consternante un territoire de la taille de la Jordanie, peuplé de 6 millions d'habitants, gagné à force de massacres, de crucifixions et d'enlèvements, et qui s'étend de la banlieue de Damas à celle de Bagdad, de la Jordanie à la Turquie.

Les faucons de Washington avaient pourtant prévenu le président. En s'emparant de Mossoul, Al-Baghdadi, l'Attila du Levant, ne mettrait-il pas la main non seulement sur un arsenal, mais aussi sur un trésor? Au moins 430 millions de dollars en liquide dérobés à la banque centrale de Mossoul, deuxième ville d'Irak... Mais personne ne croyait en la pérennité de cette conquête du pays par un groupe de fanatiques en savates, aujourd'hui aux portes de Bagdad et d'Irbil, la métropole kurde. On avait sous-estimé l'organisation de ces guerriers de l'apocalypse, et surtout la crise politique et confessionnelle qui paralyse l'Irak. Incroyable échec pour les Etats-Unis,

*Il est le quatrième président à ordonner une action militaire dans ce pays que le "New York Times" a baptisé "le tombeau des ambitions américaines".*

qui, en renversant le régime de Saddam Hussein, avaient voulu faire d'un nouvel Etat irakien le fer de lance d'une démocratisation de l'ensemble du Moyen-Orient.

Il aura fallu les sanglots bouleversants d'une députée yazidie, petite minorité religieuse inconnue du grand public jusqu'ici, pour que Barack Obama ne puisse plus, selon ses propres termes, « détourner le regard », et qu'il se résolve à larguer vivres et missiles.

Mais, tout autant que ce qu'Obama a appelé le « génocide » des Yazidis et le calvaire des chrétiens de la région, c'est la défense d'Irbil, la capitale du Kurdistan irakien, dont les premières lignes de défense avaient cédé sous l'assaut des soldats de l'Etat islamique, qui a poussé les Etats-Unis à intervenir. Pour soutenir ses principaux alliés dans la région bien sûr, mais aussi pour défendre le personnel du consulat américain dans cette ville et éviter un deuxième Benghazi. L'attaque des fondamentalistes contre le consulat de la deuxième ville de Libye en septembre 2012 avait en effet causé la mort de quatre Américains, dont l'ambassadeur John Christopher Stevens, et avait été érigé par les adversaires du président américain en symbole de sa faiblesse.

L'intervention militaire américaine, appuyée par Paris et Londres, qui ont, cette fois, décidé de se cantonner à un rôle humanitaire et diplomatique, doit aussi accompagner la formation d'un gouvernement d'union nationale. Haïdar al-Abadi a été désigné comme nouveau Premier ministre d'Irak lundi 11 août. Mais Nouri al-Maliki, qui gouvernait en dictateur depuis huit ans, et qui dénonce « un coup de force », acceptera-t-il de renoncer au pouvoir (voir encadré p. 30)? Que feront les milices et les forces spéciales qui étaient jusqu'ici sous ses ordres? Et, surtout, son successeur parviendra-t-il à intégrer des représentants de la communauté sunnite au gouvernement, alors qu'il est lui-même issu de l'Alliance nationale, la principale coalition chiite au Parlement?

Obama a prévenu ses concitoyens : la « demi-guerre » qu'il s'est engagé à livrer en Irak contre l'Etat islamique sera longue. C'est un euphémisme. Une nouvelle fois, le piège irakien s'est refermé sur lui. ■



# Qui sont les yézidis, cible des djihadistes en Irak ?

**Les yézidis sont plusieurs milliers à fuir l'avancée de l'État Islamique en Irak. Mais que représente cette minorité religieuse ?**

Frédérique Schneider  
14 août 2014  
la-croix.com

En Irak, les yézidis, comme les chrétiens, fuient l'avancée des troupes de l'État Islamique (EI). Menacés de mort, plusieurs milliers d'entre eux se sont réfugiés dans les monts Sinjar, et d'autres ont atteint le Kurdistan irakien ou la frontière syrienne. Mais tous n'ont pas pu quitter les zones de combats.

Selon le ministère irakien des droits de l'homme, l'EI aurait tué 500 yézidis et mis en esclavage 300 femmes. La communauté internationale s'inquiète du sort réservé à cette minorité.

## OÙ SONT-ILS ?

Les Yézidis ont leurs racines dans l'ancienne Mésopotamie. Leur calendrier entre dans sa 6764<sup>e</sup> année. Ils sont entre 500 000 et 600 000 en Irak, essentiellement dans la plaine de Ninive.

Ils vivent aussi en Syrie, en Arménie et dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale. Une diaspora existe également en Europe et aux États-Unis.

Bien qu'ils parlent un dialecte dérivé d'une des langues kurdes, ils se défendent d'être Kurdes.

## CROYANCES ANCIENNES

La religion yézidie est une des plus anciennes du monde. Ce seraient à l'origine des Kurdes ayant refusé de se convertir au zoroastrisme, religion répandue dans le Kurdistan au VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ.

Ils croient en un dieu qui a créé la Terre, Adam et sept anges pour s'occuper des Hommes. Parmi eux, Malek-Taous, son émanation, est traduisible en « ange-solaire » ou « ange-paon ». On naît yazidi, on ne peut s'y convertir.

Les yézidis ont leurs livres sacrés. Le Livre des Révélation décrit l'ange Malek-Taous, l'ange-solaire. Le Livre noir relate la création du monde et les prescriptions religieuses.

## SYNCRÉTISME RELIGIEUX

Les Yézidis ont intégré des rites, mythes et symboles propres, qui les ont

## Irak : qui sont les Yézidis ?

Une **minorité** originaire de la région de l'actuel Kurdistan irakien.

Leurs **traditions** sont **orales**, leur histoire est donc mal connue.

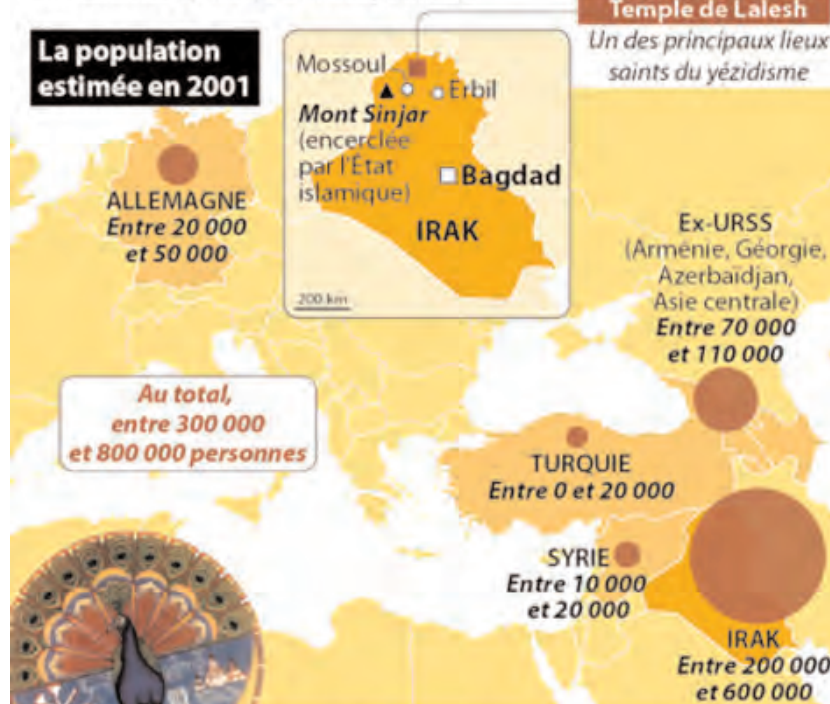
Le yézidisme est une **religion** issue de l'islam (le soufi Cheikh Adi l'a fondée au XII<sup>e</sup> siècle) et d'**anciens cultes de la Mésopotamie**.



Temple de Lalish

Un des principaux lieux saints du yézidisme

## La population estimée en 2001



Melek Taus, l'Ange-Paon

## Pourquoi sont-ils persécutés ?

Pour les islamistes radicaux, ils sont des **adorateurs du diable**. Leur principale divinité serait Melek Taus, l'Ange-Paon, **assimilé à Satan**.

Source : Habib Tawa, Revue des Anciens de Finalco, Les Yézidis / Photos : Reuters / Image : anonyme

tenus éloignés de l'islam primitif. Se mêle également un héritage plus ancien du zoroastrisme (dualisme entre le bien et le mal), de judaïsme mais aussi de christianisme. Les Yézidis se font baptiser et vénèrent le Christ et la Vierge Marie.

Caractéristique qui leur est propre : ils prient plusieurs fois par jour en direction du soleil, source de vie et à l'origine de leur dieu.

Ils effectuent aussi une fois par an un pèlerinage au temple de Lalish, dans le nord de l'Irak, le premier lieu sur terre foulée par Malek-Taous selon eux.

« **MÉCRÉANTS** » POUR LES ISLAMISTES

Les djihadistes considèrent ces pratiques comme de l'idolâtrie. Les Yézidis vénèrent le serpent, symbole de sagesse, le feu et prient face au soleil.

La figure majeure du yézidisme, Malek Taous, leur vaut la haine des djihadistes car pour eux, l'ange-solaire n'est autre que Sheitan, ou Satan.

Alors que les chrétiens et les juifs sont considérés dans le Coran comme des gens du Livre et donc tolérés, les yézidis sont « irrécupérables » aux yeux des islamistes radicaux. Ils seraient destinés à mourir et n'auraient même pas la possibilité de se convertir à l'islam. ■



## Canada to send cargo planes, 30 military personnel to shuttle weapons to Kurdish forces in Iraq

Murray Brewster, Canadian Press  
August 15, 2014  
news.nationalpost.com

OTTAWA — Canada is committing two cargo planes to move military supplies into northern Iraq as part of the international effort to bolster Kurdish forces in the embattled region.

Prime Minister Stephen Harper says a CC-177 Globemaster and a CC-130J Hercules transport will begin shuttling arms provided by allies to the Iraqi city of Irbil over the next few days.

The flights, which include some 30 Canadian Forces personnel, will continue as long as there is equipment and supplies to move.

The U.S. and France are already sending weapons, while Britain has indicated it's also prepared to help arm the Kurdish forces fighting militants from the Islamic State of Iraq and Al-Sham, or ISIS.

"This support, which will be provided in close co-ordination with our allies, will enable Kurdish forces to provide effective protection to Iraqis faced with the barbarous attacks of [ISIS]," Harper said in a statement.

"Canada will not stand idly by while ISIL continues its murder of innocent civilians and religious minorities. We continue to monitor the situation in Iraq and are prepared to provide further assistance."



A file photo CC-177 Globemaster III. Stephen Harper on Friday committed to sending a Globemaster and a CC-130J Hercules along with 30 Canadian Forces personnel to assist in transporting weapons in Iraq.

The Al-Qaeda splinter group's hardline militants have already seized large parts of northern Iraq.

The military aircraft are in addition to the \$5 million in humanitarian aid committed last weekend by the Conservative government.

Nouri Al-Malki, the embattled prime minister of Iraq, announced Thursday that he was stepping aside and will accept the candidacy of rival Haider Al-Abadi, who was nominated last week by the Iraqi pres-

ident to form a government.

While Harper did not address Al-Malki's departure directly, he did say that political stability is key to revolving the crisis.

"We call on Iraq's leadership to take immediate steps to counter [ISIS] and the terrorists that operate under that banner," Harper said.

"We stand ready to support a new Iraqi government that addresses the needs of all Iraqis, regardless of ethnic origin or religious belief."

The announcement came just as the Department of National Defence revealed its final flight of non-lethal military aid to Ukraine was preparing to depart. Over the last week, the air force has been shuttling spare body armour, helmets, medical kits, tents and surveillance equipment to forces battling pro-Russian separatists in that region.

It's not the first time Canada's air force has been called upon for its moving capacity.

Canada helped move French troops and gear to the west African country of Mali in early 2013 after al-Qaida-affiliated rebels overran the northern portion of that country.

Those flights went on for over several weeks. ♦

REUTERS

## U.S. seeking European arms, ammunition for Kurds: officials

August 14, 2014 / By Missy Ryan, Mark Hosenball and Steven Scheer (Reuters)

WASHINGTON/ROME - The United States is asking European countries to supply arms and ammunition to Kurdish forces fighting jihadists of the Islamic State in Iraq, U.S. and European officials said, signaling a widening of the international role in the conflict.

The United States has requested the arms in telephone calls with several European countries, the U.S. officials said, seeking help for Peshmerga fighters of Iraq's semi-autonomous Kurdish region who are struggling against better-armed militants of the self-styled Islamic State.

Several European countries announced on Wednesday plans to send arms or ammunition: France will supply arms "in the coming hours" in response to a request from Iraq's Kurdish leadership, President Francois Hollande's office said. It did not say what kinds of weapons France would provide.

One U.S. official briefed on the Obama administration's plans said the

United States is coordinating efforts by various allies including Britain, France and Germany to acquire and deliver arms, initially ammunition for non-U.S. weapons such as the AK-47 assault rifles that are widely used by the Kurds.

The American diplomatic outreach underlines a preference in Washington to work within an international coalition to help the Kurds as they fend off the onslaught from the radical Sunni Islamists who have captured large areas of northwest Iraq.

The Czech government is looking for ways to supply weapons to the Kurds, possibly through private companies, Czech Foreign Minister Lubomir Zaoralek was quoted by local newspaper Hospodarske Noviny as saying on Wednesday.

An Italian government official said the push to supply military aid to the Kurds "is coming from the Americans, but also the Kurds themselves. The British are pushing a lot, too."

Italian military aid requires parliamentary approval. The president of the Italian Senate Foreign Affairs Committee, Pier Ferdinando Casini, said on Tuesday parliament can be called back from summer ▶

➔ recess “in a matter of hours” if necessary.

The U.S. requests follow last week’s launch of the first American air strikes in Iraq since U.S. troops withdrew in 2011. They illustrate a possible deepening of a conflict Washington had hoped to avoid but which has gathered momentum as the self-proclaimed caliphate seeks to establish a hub of jihadism in the heart of the Arab world.

Another U.S. official said talks were also under way with Arab countries on supplying munitions to the Kurds.

#### OUTGUNNED

European Union ambassadors meeting in Brussels on Tuesday gave a green light for individual governments to send arms under set conditions.

The Kurdish Peshmerga fighters have a reputation as a formidable force in their mountainous homeland, but their ammunition stocks are low and they have been seriously outgunned.

They are urgently seeking ammunition for AK-47s, mortars and rocket-propelled grenade launchers to confront the insurgents, who have captured equipment from fleeing Iraqi army forces, including U.S.-made armored Humvees and personnel carriers.

The U.S. Central Intelligence Agency has secretly sent small shipments of U.S. arms to the Kurds in recent days. The Pentagon is preparing to expand that effort, U.S. officials said.

British Prime Minister David Cameron said Britain had agreed to transport from other contributing states some critical military re-supplies for the Kurdish forces. A European official said this would include night-vision devices and body armor.

“What they want is ammunition and weapons like they have been using and so that’s what’s being delivered to them,” Cameron said.

German Defence Minister Ursula von der Leyen said on Wednesday that shipments from Germany include non-lethal military equipment, such as helmets and protective vests.

Iraqi Kurdish President Masoud Barzani on Sunday asked the inter-



Kurdish “Peshmerga” troops move down a street during an intensive security deployment after clashes with militants of the Islamic State, formerly known as the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL), in Jalawla, Diyala province July 12, 2014.

national community to provide the Kurds with weapons to help them fight the Islamic State, whose dramatic storming of eastern Syria and western Iraq has startled world powers.

U.S. Secretary of State John Kerry said on Tuesday the United States will consider additional military, economic and political assistance to Iraq once a new inclusive government is formed, urging Iraq’s newly named Prime Minister Haider al-Abadi to demonstrate resolve.

U.S. officials rule out sending U.S. combat troops to Iraq but are carrying out a series of air strikes against Islamic State positions to weaken their advance on Kurdistan and break the siege of a mountain where thousands of civilians have fled. ●

**NEW YORK POST**

AUGUST 22, 2014

## Islamic State video shows Yazidi men converting to Islam

nypost.com  
August 22, 2014

**I**slamic State militants have released video of hundreds of Yazidi men converting to Islam under threat of death. The disturbing video shows several hundred men gathered in a hall that has been hung with the distinctive black flag of the Islamic State militants.

The video, which was released by the militants yesterday, also shows them embracing the Islamic extremists and praying in the traditional Islamic style.

The Daily Mail translated the words of an unseen militant running the conversion ceremony.

“Right now you are infidels. After this you will become Muslims and you will have rights,” the unseen man states.

Later in the video, an unnamed Islamic State member denounces the Yazidis.

“We advise and please with the Yazidis to come down from the mountains, and convert to Islam — firstly to rid themselves of the fires of hell in the end, and secondly, if they remain on the mountain, they will die of hunger and thirst,” he says.

The mountain he refers to is Mount Sinjar, where up to



Iraqi Yazidis take part in a conversion ritual at an unknown location. Photo: Reuters

40,000 Yazidis fled after militants began their uprising in northern Iraq. More than 300 of them died while trapped on the mountain, a refugee doctor stated.

Australia joined the US and other nations in dropping humanitarian supplies to the people stranded on the mountain.

This aid is dismissed as “a lie” by the speaker in the video.

Yazidis have long been persecuted for their religion (which has links to Zoroastrianism) because one of its main holy beings — the “Peacock Angel” — is a complex figure capable of both good and evil. This duality has seen the Yazidis dubbed “devil worshippers” by members of other faiths. □



# EU backs supply of arms to Kurdish fighters in Iraq

Statement following emergency meeting of EU foreign ministers insists that deliveries of arms must be approved by Baghdad

Julian Borger, diplomatic editor  
theguardian.com,  
15 August 2014

The EU has backed the supply of arms to Kurdish fighters to help fend off the threat of Islamic extremists in Iraq but insisted that such deliveries should be approved by the new government in Baghdad.



France's Laurent Fabius, left, and Denmark's Martin Lidegaard during a meeting of EU foreign ministers to discuss the Iraq crisis.

Photograph: Virginia Mayo/AP

An emergency meeting of EU foreign ministers in Brussels issued a statement on Iraq calling the country an "important partner in need of strong support" and called for urgent investigations into "atrocities and abuses of basic human rights which could be considered crimes against humanity".

The EU foreign affairs council welcomed US support to Baghdad and Kurdistan in the fight against the Islamic State (Isis) movement. It added that "the council also welcomes the decision by individual member states to respond positively to the call by the Kurdish regional authorities to provide urgently military material".

The statement was a reference to France's decision to arm the Kurdish peshmerga forces directly, and the UK role in shipping ammunition and equipment to the

Kurdistan Regional Government (KRG) from eastern Europe and Jordan. An EU diplomat said that over the course of the meeting, the language in the statement was strengthened to emphasise collective support for those moves.

But the statement added "such responses will be done according to the capabilities and national laws of the member states, and with the consent of the Iraqi national authorities", making it clear that weapons deliveries would have to be approved by the new Baghdad government of Haider al-Abadi.

While seeking to strengthen the KRG in the face of the Isis threat, the US and western European states have been wary of boosting the cause of Kurdish separatism, which they fear would destabilise the region further.

□ □ □



August 17, 2014

# Kurds Prepare for Talks with Baghdad on New Government

rudaw.net  
17 August 2014

ERBIL, Kurdistan Region—Kurdish political leaders agreed on Saturday to resume negotiations on their participation in the Iraqi government through small, but organized delegations.

In a multi-party meeting the leaders of Kurdistan Region's five major political groups drew a plan for dealing with their Iraqi Shiite and Sunni counterparts on the formation of the new government.

"Our meeting focused on two main points," Bilal Sulaiman, a senior official of the Kurdistan Islamic League (Komal) who attended the meeting told Rudaw.



After months of political turmoil in Iraq and the withdrawal of Kurdish ministers from Baghdad, the Kurds are now gearing up to join Iraq's new cabinet under Abadi.

"First point was the structure of the cabinet Abadi has been tasked to form and second was a proposal by the Shiite alliance for rene-

wed talks between Kurds, Shiites and Sunnis."

Sulaiman said that the Kurdish parties will at the nego-

tiation state deal with Baghdad through three-member committees that will rotate after each round of talks.

Haider al-Abadi, prime minister-designate was asked by Iraqi President Fuad Masum to form a new government last week after Nouri al-Maliki was forced to step down.

After months of political turmoil in Iraq and the withdrawal of Kurdish ministers from Baghdad, the Kurds are now gearing up to join Iraq's new cabinet under Abadi.

"We have not set any preconditions for joining the Iraqi government," said Sulaiman.

Western leaders have stressed that their support for Kurds and Iraq to fight the threat of the Islamic State (IS) has to go hand in hand with a political agreement in Baghdad and an inclusive government. ■

# ISIL beheads American Journalist, threatens to kill another

August 20, 2014

by Amir Abdallah

www.iraqinews.com

(IraqiNews.com) WARNING CONTAINS GRAPHIC VIDEO AND IMAGES BELOW

**T**he organization of the Islamic State in Iraq and the Levant announced on Tuesday evening the beheading of the American journalist James Foley, who was abducted in Syria, and killed in retaliation for the American air strikes against its fighters in Iraq.

An Islamist website broadcast the graphic video below showing a masked person slaughtering the American journalist who was abducted by gunmen in Syria in November 2012.

Foley was a freely reporter who participated in the coverage of the war in Libya before heading to Syria to cover the conflict in favor of the "Global Post" and other media. He also provided press reports to the France Press Agency during his presence there.

The witnesses confirmed the kidnapping of Foley in Syria on 22 November 2012. There was no news about him since then, despite a campaign to get information.

The ISIS video titled "A Message To America" begins with footage earlier this month of Obama announcing his decision to authorize military airstrikes in Iraq against ISIS targets.

"I call on my friends, family and loved ones to rise up against the real criminals, the U.S. government, for what will happen to me is only the result of their complacency and criminality," the man, who the masked man later identifies as Foley, said.

"My message to my beloved parents: save me some dignity and don't accept any meager compensation for my death from the same people who effectively hit the last nail in my coffin with their recent aerial campaign in Iraq," the man, who is dressed in orange clothes, said.

"I call on my brother John, who is a member of the U.S. air force, think about what you are doing, think about the lives that you destroy including those of your own family. I call on you John: Think about who made the decision to bomb Iraq, to kill those people, whoever they may have been. Think John: who did they really kill? Did they think about me, you or our family when they made that decision?" he said.

"I died that day John: when your colleagues dropped that bomb on those people, they signed my death certificate. I wish I had more time. I wish I could have the hope of freedom to see my family again but that ship sailed.

"I guess all in all: I wish I was not an American," he concludes, before the masked man, pointing a dagger at the reporter's head, identifies his captive as Foley.

"This is James Wright Foley, an American citizen of your country. As a government you have been at the forefront of the aggression toward the Islamic State [ISIS]. You have plotted against us and gone far out of your way to find reasons to interfere in our affairs," the masked man said



in a British or North African English accent.

"Today, your military air force is attacking us daily in Iraq, your strikes have caused casualties amongst the Muslims," the man, speaking in what sounded like a British accent, said.

"You [the United States] are no longer fighting an insurgency, we are an Islamic army and a state that has been accepted by a large number of Muslims worldwide.

"So effectively, any aggression toward the Islamic State, is an aggression toward Muslims from all walks of life, who have accepted the Islamic caliphate as their leadership," he said.

At this point the executioner beheads Foley, who is kneeling bravely with hands tied behind his back. His body is displayed with the head atop the body.

Then in another chilling warning, the executioner holds another man, on his knees with his hands tied behind his back, by the scruff of the neck. A caption claims it is Steven Joel Soltoff.

The executioner says: "The life of this American citizen, Obama, depends on your next decision."

A Twitter account set up by his family to help find him said early on Wednesday: "We know that many of you are looking for confirmation or answers. Please be patient until we all have more information, and keep the Foleys in your thoughts and prayers." ■

AFP

## Irak: sept pays ont promis des armes aux Kurdes (Pentagone)

Washington, 26 août 2014 (AFP)

SEPT PAYS, outre les Etats-Unis, se sont engagés à fournir des armes aux forces kurdes pour lutter contre l'Etat islamique dans le nord de l'Irak, a annoncé mardi le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel.

"En plus du soutien des Etats-Unis et du gouvernement irakien, sept pays -- l'Albanie, le Canada, la Croatie, le Danemark, l'Italie, la France et le Royaume-Uni -- se sont engagés

à fournir aux forces kurdes des armes et de l'équipement dont elles ont besoin de façon urgente", a déclaré M. Hagel dans un communiqué.

"Cet effort international, qui se fait en coordination avec le gouvernement irakien à Bagdad, va apporter un soutien majeur aux forces kurdes dans leur combat contre la menace terroriste brutale à laquelle elles font face avec l'Etat islamique", explique-t-il encore, soulignant que davantage de pays devraient s'ajouter à cette liste "dans les prochains jours".

En plus des livraisons d'armes, dont M. Hagel a demandé à ce qu'elles "s'accélérent", les Etats-Unis soutiennent les forces kurdes en bombardant quotidiennement depuis un peu plus de deux semaines des positions de l'Etat islamique dans le nord de l'Irak.

Les forces aériennes américaines ont ainsi mené une centaine de frappes contre les jihadistes ultra-radicaux qui se sont emparé de régions entières en Irak et en Syrie voisine.●



International New York Times AUGUST 19, 2014

# Iraqi leader faces his own history

BAGHDAD

BY TIM ARANGO  
AND MICHAEL R. GORDON

Haider al-Abadi, the man nominated last week to be Iraq's new prime minister, insisted a few years after Shiites took power during the American occupation that they could not quickly be expected to support a reconciliation program with the Sunni minority.

Ahead of Iraq's national elections in 2010, Mr. Abadi, himself a Shiite, fretted anew that Baathists, Saddam Hussein's old ruling party, were "building new coalitions" to restore their power. And speaking to an American diplomat in

Baghdad, Mr. Abadi said that if the Iraqi public did not benefit fully from the new democracy, then army officers might "launch a coup d'état."

The sentiments, illustrated in several American diplomatic cables released by Wikileaks, reflect the scarred psyche of the Shiite Islamist movement that shaped much of Mr. Abadi's life, and how it can manifest itself now through fears that Sunnis are determined to rule Iraq again. Working for decades in opposition to Mr. Hussein's regime and the Sunni elite that dominated it, Mr. Abadi was driven to exile in London, and two of his brothers were executed by Mr. Hussein's government.

Whether Mr. Abadi can now overcome these grudges — essentially leave the past in the past — will determine whether he can establish partnerships with Iraq's Sunnis and Kurds and forge a more inclusive government in Iraq. President Obama and much of the international community have demanded a less divisive leader as the price of more robust support to fight the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, which threatens to break the country apart.

The comments from Mr. Abadi in the diplomatic cables reflect the standard views of Iraq's Shiite leaders, and in interviews a different picture of Mr. Abadi emerges, one that suggests he could be an inclusive figure and take a different approach toward Iraq's minority communities.

Mr. Abadi's rise to the cusp of becoming Iraq's new leader is almost as improbable of that of the man he is replacing, Nuri Kamal al-Maliki, who said last week that he would relinquish power.

Mr. Maliki, like Mr. Abadi, was an obscure lawmaker when he was chosen in 2006 to replace Ibrahim al-Jaafari, both of them from the Shiite party Dawa. Mr. Jaafari was seen as too sectarian and not capable of uniting the country in the



Haider al-Abadi, Iraq's next prime minister, spent decades fighting the Sunni elite.

face of civil war.

Now Mr. Maliki has been replaced, mostly for the same reasons. Again, the political class has plucked the new prime minister from Dawa, which won the most seats in April's national elections.

United States diplomats and Iraqis say that Mr. Abadi and Mr. Maliki, despite a common political heritage, have important differences, including the fact that Mr. Abadi has been far more exposed to the West than Mr. Maliki was. But some also acknowledge the possibility that history will repeat itself.

Zalmay Khalilzad, who was the United States ambassador to Iraq in 2006 and played a decisive role in urging Mr. Maliki to seek the position of prime minister, said he thought Mr. Abadi would be "more pragmatic because of his Western technical background."

But he also noted that Mr. Abadi was a core member of Dawa, which has shown itself incapable of establishing durable alliances with Sunnis during its eight years in power.

"He is more open, more worldly, but he is going to have a very difficult task being able to bridge the gaps that exist and then confront the I.S.," he said, referring to the Islamic State, which ISIS now calls itself.

"He also comes from that hard-core Dawa, which is Shia Islamist," Mr. Khalilzad said. "Not only does he have to evolve further himself, but bringing the rest of the Shia Islamists to the kind of power-sharing needed will be a tall order for him."

After Mosul, Iraq's second-largest city, fell to insurgents on June 10, Iraqi political leaders came under intense pressure from the United States and others to form a new government and replace Mr. Maliki with someone seen as more inclusive. For weeks, leaders considered many candidates, but Mr. Abadi did not emerge as a viable alternative until the end of the process.

Another candidate from Dawa, Tariq Najim, was the candidate everyone

agreed on, including the United States and Iran, another important political power broker here. But Mr. Najim refused to take the job because, Western officials believe, he did not want to confront Mr. Maliki, known for using the security forces to target enemies, in what amounted to a party coup.

When Mr. Abadi emerged, having been chosen by Dawa leaders as a compromise candidate, Iran initially refused to accept him. Iran was said to be worried about his Western background, and Iranian leaders have not had the close working relationship with Mr. Abadi that they have had with other Iraqi Shiite leaders over the years.

Mr. Maliki also refused to step aside. But Iran, Western officials believe, eventually backed Mr. Abadi after it became clear, through back channels with Iraq's federal court, that Mr. Maliki's bid to retain power through legal channels would probably fail.

While Mr. Maliki and Mr. Abadi come from the same Islamist movement, there are differences that officials are highlighting as evidence that Mr. Abadi can be a more enlightened leader. These notions are imbued with a sense of social class.

Mr. Maliki, these officials note, grew up in a village, spent his time in exile in Syria and Iran, speaks no foreign language and is deeply hostile to the West. Mr. Abadi, 62, comes from a wealthy family in Baghdad, was educated abroad, lived for decades in London and speaks English.

Mr. Abadi's father was a well-known doctor who is remembered even today in Karrada, the upper middle class neighborhood in central Baghdad where Mr. Abadi grew up.

In Britain, Mr. Abadi earned a doctorate in engineering and worked at a company that serviced elevators, earning a decent living while he also worked in the turbulent world of Iraqi opposition politics. He is married and has three children, and his family still lives in London.

He turned to politics at a young age. In 1967, he was 15 and the country was between coups. The next year, for the second and final time, the Baathists would take over Iraq. A young man who wanted to oppose the authorities had two choices: political Islam or communism. Mr. Abadi chose the former.

Ali al-Alaq, a longtime Dawa leader who stood next to both men at last week's announcement by Mr. Maliki that he would step down, noted Mr. Abadi's background as a scion of a wealthy family and said he would, "have a new touch in Iraqi politics."

After the American invasion of Iraq in 2003, Mr. Abadi returned to his homeland. He was briefly communications minister, and for the past eight years he has been a member of Parliament, where he has focused on economic issues and earned a reputation as an able technocrat, not an ideologue.

He does not have military experience and will be thrust into the role of commander in chief in the midst of civil war.



While some of the diplomatic cables from Wikileaks showed him resistant to efforts at national reconciliation, others also showed a willingness to work with Sunnis, which could help him form alliances to fight back against the militants.

Robert Ford, a former United States diplomat who worked in Iraq and was most recently ambassador to Syria, said he felt that Mr. Abadi's temperament was well suited for leadership.

"Abadi was very relaxed in dealing with Iraqis from other political blocs," Mr. Ford said. "He is outgoing, and sometimes in meetings when they were discussing something contentious like an election law, he would tell little jokes and get everybody to chuckle a little bit and lighten the atmosphere. I personally think he is a very good choice for prime minister."

*Tim Arango reported from Baghdad and Michael R. Gordon from Washington. Suadad al-Salhy, Omar al-Jawoshy and Ben Hubbard contributed reporting from Baghdad, and Andrew Lehren contributed research from New York.*

International New York Times AUGUST 19, 2014

# To aid Kurdistan, look beyond Iraq

**Aliza Marcus  
Andrew Apostolou**

**WASHINGTON** The Islamic State in Iraq and Syria has forced America to return to the battlefield in Iraq. Earlier this month, President Barack Obama ordered airstrikes against ISIS fighters nearing Erbil, the capital of Iraq's Kurdish region, while insisting that he wouldn't allow the United States to be "dragged" back into Iraq. If Mr. Obama really wants to ensure no boots on the ground, he will have to rethink America's policy toward Kurdish nationalism, and recognize the Kurds, not just the Iraqi ones, as his main ally against ISIS.

Mr. Obama, like previous presidents, has divided Kurdish interests by borders and subsumed Kurdish needs to the demands of states in the region. That policy is now out of date. Kurdish fighters are ignoring national borders to join the fight against ISIS. They are not doing this to defend Iraq — or Syria, where Kurds have been battling ISIS for over a year — but to defend this part of Kurdistan and its people.

In the past week, Syrian Kurdish fighters have saved thousands of Yazidis, a Kurdish religious minority, by helping them to escape ISIS attacks in Iraq. At the same time, Turkish Kurdish fighters have deployed their forces to protect the oil-rich Iraqi Kurdish city of Kirkuk and have helped defeat ISIS near the town of Makhmur.

Syrian and Turkish Kurdish fighters are motivated by the threat ISIS poses to the only internationally recognized Kurdish entity in the region, the Kurdistan Regional Government in northern Iraq. Their arrival, however, was

**To stop ISIS, Washington needs to engage politically with all Kurdish forces, not just the Iraqi ones.**

engage politically with all Kurdish forces, not just the Iraqi ones.

Indeed, Syrian and Turkish Kurdish fighters are gaining influence and a stronger foothold. America can no longer ignore them. Consideration of other assistance — whether financial or military — should depend on political developments and the urgency of the situation.

Although Washington has long been wary of Kurdish nationalism, it is a powerful mobilizing force. It also converges with America's strategic interests. The Kurdish groups from Syria and Turkey reject radical Islamism. They are secular nationalists and natural American allies.

Washington's hesitancy has largely been due to its relations with Turkey. The Syrian Kurdish fighters are from the Democratic Union Party, or P.Y.D., which has carved out autonomous zones in northern Syria and has been battling ISIS for more than a year. The P.Y.D. is affiliated with the Turkish Kurdish Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., the militant group that has been fighting for self-rule inside Turkey for almost 30 years and is on the United States terrorist list.

Turkey has long opposed Kurdish nationalist demands on its own territory and hasn't wanted America to do anything that might boost the P.K.K.'s

necessitated by the weakness of the K.R.G., which lacks a unified army.

America's only partner in the Kurdish region is unlikely to deliver victory against ISIS on its own, even with American military aid. To stop ISIS, Washington needs to

standing. But Turkey has held its own talks with the P.Y.D., and last year it embarked on a tentative cease-fire with the P.K.K.

There is no reason for Washington to lag behind. America should directly engage with the P.Y.D. and reconsider its approach toward the P.K.K., especially since Turkey's attitude is changing. Although peace negotiations between Turkey and the P.K.K. haven't officially started, the Turkish Parliament passed a law in July that protects government officials from prosecution if such talks are held.

Engagement with the main Kurdish fighters on the ground in Iraq will help defeat ISIS and give Washington much-needed new influence by making clear its commitment to Kurdistan, while maintaining respect for national borders. The United States will also be better positioned to ensure that intermittent tensions among the Kurdish parties do not turn violent.

Ironically, American support for the Kurds could also help keep Iraq intact as a state. A few weeks ago the central Iraqi government was in a state of political paralysis and the K.R.G. president, Massoud Barzani, had announced plans to hold a referendum on independence. The ISIS offensive has forced re-evaluations all around.

Iraq is starting to understand that it needs a strong Kurdistan to defeat ISIS and survive. Mr. Barzani, who has since dropped talk of a referendum, sees that he needs partners inside Iraq and allies outside to ensure stability and protect Kurdish territory from assault.

The compromise that Iraqi Kurds accepted in 2005 — autonomy within a federal Iraq instead of holding out for independence — may prove more durable than expected. A new American approach to all of Kurdistan would help strengthen that compromise by strengthening the Kurds. It is an opportunity that should not be missed.

*ALIZA MARCUS is the author of "Blood and Belief: The P.K.K. and the Kurdish Fight for Independence." ANDREW APOSTOLOU is the former head of Iran human rights programs at Freedom House.*



**IRAK**

# LA GRANDE PEUR DES KURDES



**Yazidis fuyant les exactions des djihadistes de l'Etat islamique, dans la région de Sinjar, le 10 août**

« Les djihadistes sont bien équipés, ils sont rapides. Nos peshmergas ne pouvaient pas faire face. Ils ont battu en retraite et organisé l'évacuation des habitants », explique le commerçant. C'est toujours le même récit : une attaque foudroyante, suivie d'un mouvement de panique. Personne n'a envie de tomber entre les mains des djihadistes. La réputation de l'Etat islamique, entretenue à grand renfort de rumeurs terribles et de vidéos effrayantes, devient presque légendaire : des combattants sanguinaires, des occupants cruels, des ennemis incontrôlables. Leur réputation les précède, et rares sont ceux qui sont prêts à les affronter.

Les Kurdes ont reculé jusqu'au col, juste au-dessus de Makhmour. C'est l'un des seuls passages carrossables, taillé au bulldozer, une grande barre rocheuse, frontière naturelle entre la plaine arabe, à l'ouest, et la plaine kurde, à l'est. Sur ce col, les djihadistes perdaient l'avantage de la surprise et du nombre. Malgré quelques escarmouches, les peshmergas ont tenu. Il le fallait : Irbil, la capitale du Kurdistan irakien, est à moins de deux heures de route.

Makhmour n'a pas été la seule ville à tomber. La première semaine d'août a été infernale pour les Kurdes. Zumar, au nord de Mossoul, s'effondre en premier, dès le début de l'attaque des djihadistes, le 2 août. Ensuite, ils fondent sur le barrage de Mossoul, le plus grand d'Irak, puis s'en prennent à Sinjar, un fief yazidi, une minorité kurdophone non musulmane. Les Yazidis ont des pratiques ésotériques qui suffisent à les accuser, aux yeux des djihadistes, d'être des « adorateurs du diable ». On leur a laissé le choix : se convertir ou mourir. Pas moins de 200 000 personnes fuient leurs villages – « une tragédie humanitaire », dit alors l'émissaire de l'ONU en Irak, Nickolay Mladenov. Puis c'est au

*On jugeait leurs soldats, les peshmergas, capables de résister aux djihadistes. Mais l'attaque de ces derniers les a pris par surprise, et leur capitale, Erbil, a été sauvée in extremis par les frappes américaines*

**DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL, SAMUEL FOREY**

**E**n Irak, la chaleur est si intense que même l'horizon semble y disparaître. Dans la grande plaine de Makhmour, blonde et poussiéreuse, la route s'évanouit au loin, vers l'ouest, vers Mossoul. C'est sur cette route que les djihadistes de l'Etat islamique sont apparus, le 6 août dernier, au couchant. Le soleil dans le dos, leurs drapeaux noirs sur les pick-up, les pirates des sables ont fondu sur la petite ville de Makhmour, blottie au pied de la montagne. « Ils étaient des centaines. Ils nous bombardaient à coups de mortier. Ils avaient des Hummer, des mitrailleuses lourdes. Rien ne pouvait les arrêter. On est allés se réfugier dans la montagne pendant la nuit », raconte Ismaïl Ahmad, un vieil homme à la peau tannée et au regard inquiet, originaire de Makhmour. Selon un autre témoin, Gansh Khalil, les peshmergas, les combattants kurdes, ont été surpris par la force de l'assaut.

**Combattants kurdes sur la ligne de front de Makhmour, le 9 août**





## TERRITOIRES CONTRÔLÉS PAR L'ÉMIRAT ISLAMIQUE



tour des cités chrétiennes à l'est de Mossoul, comme Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne du pays. Quelque 35000 personnes arrivent en catastrophe à Irbil, risquant de mettre fin à une présence chrétienne multi-séculaire dans cette région.

« On souligne toujours que l'Etat islamique opère avec l'aide des populations sunnites locales, mais il faut reconnaître qu'ils conçoivent d'excellents plans de bataille. Et il semble qu'ils ne soient pas encore au maximum de leurs capacités... », estime Jessica Lewis, chercheur à l'Institut des Etudes de Guerre, un think-tank à Washington. « Ils ont une vraie aptitude à garder l'initiative. Sur le terrain, les Kurdes sont dépassés », ajoute Jessica Lewis. L'initiative, les djihadistes la conserveront jusqu'à dimanche dernier, au moins. En moins d'une semaine, ils lancent des attaques à l'ouest, au nord, à l'est et au sud-est de leur fief, Mossoul. Les Kurdes reculent sur tous les fronts. « Nous ne pensions tout simplement pas qu'ils allaient nous attaquer. Nos positions paraissaient solides, et l'Etat islamique semblait diriger ses forces vers Bagdad », explique un responsable du gouvernement régional du Kurdistan (GRK), Omed Khoshno. Makhmour puis Gwer, une ville voisine, tombent les 6 et 7 août. « Nous avons dû reculer sur plusieurs fronts

pour assurer la sécurité d'Irbil. Les djihadistes n'étaient plus très loin... », explique le responsable du GRK.

La fuite des chrétiens, le drame de Sinjar, les menaces sur la seule province stable d'Irak – et d'une grande partie de la région : une réaction internationale se met en place. La France déclare qu'elle est prête à aider le Kurdistan. Mais c'est surtout Barack Obama qui

### NOURI AL-MALIKI HORS JEU ?



— Nouri al-Maliki, le Premier ministre irakien chiite, était sur la sellette depuis longtemps. Sa gestion confessionnelle du pouvoir a fédéré les mécontentements. Il a écrasé une insurrection pacifique des sunnites qui a radicalisé les opinions et ne versait plus au Kurdistan les 17% du budget national auxquels la province a en théorie droit. Même une grande partie des chiites l'accusaient de gouverner en despote. Les Américains auraient bien aimé s'en débarrasser, mais il avait gagné les élections législatives du 30 avril, et restait donc a priori incontournable. Coup de théâtre : le nouveau président irakien, Fouad Massoum, a désigné dimanche dernier un autre Premier ministre pour former un nouveau gouvernement. Le tout avec l'appui du département d'Etat américain : « Les Etats-Unis sont prêts à soutenir pleinement un nouveau gouvernement d'union nationale, surtout dans sa lutte contre l'Etat islamique. » S. F.

sort de sa réserve, le 7 août : « Nous pouvons agir, de façon responsable et prudente, pour éviter un éventuel acte de génocide. » Hors de question, pourtant, d'envoyer des troupes sur le terrain.

Le climat sur place commence à changer. Pour la première fois dans l'histoire récente des Kurdes, les différentes factions font front commun contre les djihadistes. Les Kurdes syriens prêtent main-forte aux Yazidis dans les montagnes de Sinjar. Les Kurdes du PKK, le Parti des Travailleurs, font le coup de feu aux côtés des peshmergas du PDK, le Parti démocratique du Kurdistan, au pouvoir à Irbil. Un conseiller du GRK, qui souhaite rester anonyme, résume : « Les différentes factions kurdes, dans différents Etats, peuvent avoir différents objectifs militaires ou politiques, mais pour l'instant, la priorité, c'est combattre l'Etat islamique. »

La situation bascule dimanche. Les Américains frappent des positions de l'Etat islamique. Les peshmergas reprennent Makhmour après de brefs combats, puis c'est au tour de Gwer. A Irbil, c'est l'explosion de joie. Les télévisions kurdes diffusent de longs clips à la gloire de leurs combattants. « On n'a pas besoin d'armes. On a besoin de garder le moral et que les factions kurdes soient unies. La prise de Makhmour a redonné confiance aux gens. On n'a plus peur », estime Omed Khoshno, le responsable du GRK.

La ville est étrangement intacte. Les pirates des sables n'ont rien volé, rien abîmé. Il y a peu de traces de combat. Quelques graffitis, çà et là, hâtivement effacés par les Kurdes. Comme si la prise de Makhmour n'avait été qu'une simple démonstration de force. Les djihadistes ont décroché en moins d'une heure, selon un général peshmerga. Ils sont repartis vers l'ouest, au couchant, vers cet horizon qui s'évanouit dans la chaleur, sûrement prêts à frapper ailleurs, fulgurants.

Mais Nouri al-Maliki ne s'avoue pas vaincu. Il accuse le président irakien de violer la Constitution. Le Premier ministre a des moyens de pression : il a déployé ses milices dans les rues de Bagdad. Tandis que l'ayatollah Sistani, l'un des chefs religieux chiites les plus écoutés du pays, a rappelé que « les dirigeants ne devaient pas s'accrocher au pouvoir ». Bagdad risque de s'enfoncer plus encore dans la violence. ■



# IRAK : Les Yézidis, une histoire marquée par les persécutions

Qui sont les Yézidis, aujourd'hui chassés par les djihadistes de l'Etat islamique ? Ce peuple, dont les représentants ont la réputation d'être des "adorateurs du diable" en raison d'une religion différente de l'islam classique, a beaucoup souffert dans l'Histoire.

Ray Jabre Mouawad\* / L'Orient-Le Jour  
courrierinternational.com  
14 août 2014

Le monde entier s'émeut, à juste titre, de la catastrophe qui s'abat sur les Yézidis de la région de Sinjar au nord-ouest de Mossoul, menacés d'être exterminés par les jihadistes de l'Etat islamique (EI) s'ils ne se convertissent pas à l'islam. Des dizaines de milliers de villageois ont quitté précipitamment leurs maisons pour trouver refuge dans les montagnes – qui culminent à 1 356 mètres – sans abris, sans eau ni nourriture.

Cette population paisible d'origine kurde traverse sans doute l'une des pires épreuves de son histoire, qui n'en a pas manqué. L'accusation est depuis longtemps (XVIIe siècle) la même : les Yézidis seraient des "adorateurs du diable", réputation complètement infondée qui provient sans doute d'une croyance de la secte en un ange déchu, qu'elle appelle "Malak Tawous", l'Ange-Paon, dont l'histoire ressemble étrangement à celle d'"Iblis", le diable, l'ange déchu du Coran.

Dans la tradition zoroastrienne, dont la religion syncrétique des yézidis a préservé quelques éléments, l'Ange-Paon, à cause de son orgueil, perd certes la faveur de Dieu, mais, pris de remords, se réconcilie avec lui. L'Ange-Paon n'est donc pas devenu, comme dans l'islam, la personnification du diable, Iblis, mais un ange qui est resté une émanation bienveillante de la divinité. Pour les Yézidis, le mal comme le bien résident plutôt dans l'être humain, qui lui choisit sa voie.

## UNE RELIGION SANS STATUT

Le problème du peuple yézidi est que sa religion a longtemps été basée sur des traditions orales. Il n'a eu que tardivement – fin XIXe siècle – des livres sacrés où ses croyances furent consignées. Il a de ce fait été exclu de la catégorie requise par les législations islamiques successives, celle des gens du Livre, qui a été accordée aux



Une image du 19e siècle représentant la porte d'entrée du temple Yazidi du Cheikh Adi - DR

juifs et aux chrétiens auxquels elle a conféré un statut légal.

Bien que croyant en un Dieu unique, mais n'étant ni musulmans ni gens du Livre, les Yézidis se sont heurtés aux demandes de clarification des gouvernements de l'Empire ottoman dans le cadre de l'administration de leurs provinces, et ce n'est qu'en 1849 que leur communauté a été reconnue par l'Empire. Cela n'a pas empêché qu'ils soient menacés une fois de plus de conversion forcée en 1894, à l'époque du sultan Abdel-Hamid II (1876-1909).

Pour échapper aux persécutions, il arrivait qu'un groupe de Yézidis demande aux patriarches syriaques-orthodoxes résidant au monastère de Deir al-Zaafaran à Mardine – au nord du Sinjar – de les déclarer chrétiens, ce que les patriarches faisaient volontiers. Ils savaient néanmoins que ces "adorateurs du soleil", car les Yézidis prient le matin en direction du soleil, ne feraient que nominalement partie de leur communauté.

## LIBERTÉ DE CULTE

L'un des principaux centres de pèlerinage des Yézidis est la tombe de cheikh Aadi ibn Musafir, mort en 1162, à Lalish dans le Jabal Sinjar. Cheikh Aadi, originaire de la Békaa libanaise, a fondé au XIIe siècle la confrérie soufie sunnite des Aadawiyah. Il a été en même temps considéré par les

Yézidis, qui croient en la métempsycose, comme une réincarnation de Malak Tawus, l'Ange-Paon. Le pèlerinage à Lalish durant le mois d'avril donne lieu à un festival où les fidèles chantent des hymnes transmis oralement depuis des générations, et dansent.

Le sort des Yézidis du Sinjar a longtemps été lié à celui des chrétiens du nord de l'Irak, ou de la région de mardine au sud-est de la Turquie. Durant la Première Guerre mondiale ils ont accueilli au péril de leur vie dans leurs montagnes des dizaines de milliers de réfugiés chrétiens arméniens et syriaques qui fuyaient les massacres et déportations ordonnés par le gouvernement turc.

Plus tard, dans le cadre du nouvel Etat irakien, ils ont souffert comme les autres tribus kurdes de la politique d'arabisation forcée menée par le régime de Saddam Hussein. Après la chute du régime baassiste en 2003, tant le gouvernement autonome du Kurdistan que la nouvelle Constitution irakienne leur ont accordé la liberté de culte. Mais celle-ci est remise en question une fois de plus, en même temps que celle des chrétiens de la région de Mossoul, eux aussi menacés par l'EI. ♦

Note :\* Historienne et chercheuse à l'Université Saint-Joseph, Ray Jabre Mouawad est membre fondatrice de l'Association pour la restauration et l'étude des fresques médiévales



Le Monde  
Jeudi 14 août 2014

# Le « corridor de Sinjar », salut des yézidis en Irak

Traquée par les djihadistes de l'Etat islamique, la minorité kurdophone est tributaire de l'aide humanitaire

## Reportage

**Pech Khabour (Irak)**  
Envoyé spécial

Sur le pont à une voie composé de barges bleues qui flottent sur le Tigre et marquent, à Pech Khabour, la frontière entre la Syrie et l'Irak, des familles ne cessent d'alimenter le flot de réfugiés. Ils ont fui la prise, le 3 août, de la ville irakienne de Sinjar par les rebelles de l'Etat islamique (EI). Depuis plusieurs jours, ce mardi 12 août, les responsables de cette porte d'entrée dans la région autonome du Kurdistan irakien sont les témoins d'un drame humanitaire.

Ayant tout abandonné, ces familles ont erré, à la recherche d'eau et de nourriture, souvent pieds nus pour les enfants, afin d'échapper à une mort certaine. Prises au piège entre des montagnes qui longent la frontière syrienne et les exactions des islamistes, ces populations, appartenant, pour l'essentiel, à la minorité religieuse des yézidis, ont dû leur salut à ce qu'il est désormais convenu d'appeler « le corridor de Sinjar ».

Cette issue, qui transite par le territoire syrien dans une zone contrôlée par des groupes armés kurdes, est la seule, à ce jour, permettant de contourner la zone conquise par les troupes djihadistes d'Abou Bakr Al-Baghdadi. Sous un soleil brûlant, épuisées, près de 35 000 personnes sont parvenues à se réfugier dans la province kurde de Dohouk. Entre 10 000 à 15 000 yézidis ont trouvé refuge, pour leur part, dans le nord-est de la Syrie, près de Kamechliyé.

Mais selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), « de 20 000 à 30 000 personnes restent piégées dans les montagnes de Sinjar, sans nourriture, sans eau et sans abri ». Les Nations unies ont considéré, mardi, qu'un « génocide potentiel » menaçait, aujourd'hui, la communauté yézidie d'Irak. « L'urgence se situe là-bas et dans les camps de déplacés situés juste de l'autre côté de la



Des réfugiés yézidis traversent le Tigre à Pech Khabour, dimanche 10 août. METROGRAPHY



frontière, dont nous allons évaluer les besoins », confirme Laurent Hamida, chargé de mener au poste de Pech Khabour une mission d'exploration pour l'organisation non gouvernementale française Acted.

Le visage dégoulinant de sueur pour avoir trop longtemps marché sous le soleil, un fermier, Jelal Rachid, et son cousin, Hamid Mourad, franchissent le pont à leur tour. Ils ont laissé leur famille derrière eux car elles n'avaient plus la force d'avancer. « Nous allons chercher une voiture à Dohouk et nous retournerons les chercher. » Ils étaient à Sinjar quand les pick-up chargés de combattants de l'Etat islamique ont fait irruption.

« On faisait confiance aux peshmergas [combattants kurdes] pour nous protéger mais ils sont partis après trois ou quatre heures de combats ; de plus, d'un coup, les Arabes de Sinjar sont tous devenus des partisans de Da'ech [l'Etat islamique, en arabe] », témoigne Hamid, qui ajoute que, dans certains villages, les habitants yézidis n'ont pas eu le temps de s'enfuir et ont interdiction d'en sortir.

Certains réfugiés évoquent ainsi le cas de Kochko sans que l'on puisse pourtant joindre ses habitants par téléphone. Le souhait d'Hamid et Jelal de revenir chez eux est intact, à la seule condition que les Arabes n'y soient plus.

La population de Sinjar, qui est majoritairement kurde yézidie, comprend également une minorité de chrétiens assyriens et de musulmans sunnites. Ces derniers sont proches d'anciens officiers baasistes de l'armée de Saddam Hussein, qui n'ont pas rendu les armes depuis l'invasion américaine de 2003 et n'ont jamais reconnu l'autorité de Bagdad. C'est leur alliance avec l'EI et certaines tribus sunnites qui a rendu possible les récentes conquêtes militaires des islamistes.

Les yézidis sont l'une des minorités religieuses les plus anciennes

de la Mésopotamie. Estimés entre 100 000 et 600 000 personnes en Irak, ils pratiquent une religion monothéiste qui puise une partie de ses croyances dans le zoroastrisme, la religion de la Perse antique. « Avant, dit Jelal, nous étions amis avec les Arabes, mais après l'alliance entre les baasistes et les islamistes, les choses ont commencé à changer, on ne pourra plus jamais vivre ensemble après ce qui s'est passé. »

Portant l'un de ses enfants dans les bras, Hakima Maalouf raconte comment elle s'est sauvée in extremis après l'arrivée de Da'ech dans son village de Siba Chikhi, près de Sinjar. « Ils ne m'ont pas aperçue mais j'ai vu ma tante et deux de mes cousines emmenées dans un pick-up, ils enlèvent les femmes et tuent les maris. » Plus de 300 femmes auraient ainsi été réduites en esclavage dans la seule région de Sinjar, selon une source de l'ONU à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan. D'après les déclarations d'un ministre à Bagdad, un demi-millier de yézidis, dont des femmes et des enfants, auraient été enterrés vivants dans des fosses communes.

Au terme de sa traversée du pont, entourée de sa famille, une grand-mère, Kara Azi, parle de ses fils qui ont tenté, dans son village



près de Sinjar, de s'opposer aux islamistes avec, souvent, de vieilles armes, inefficaces face à l'équipement des insurgés. « *Un de mes fils est mort, nos voisins ont pris leurs armes pour accompagner Da'ech et si, au début, on pouvait voir une différence entre les baâsistes et les islamistes, dit-elle, maintenant, ils sont tous pour Da'ech.* »

**« D'un coup, les Arabes de Sinjar sont devenus des partisans de l'Etat islamique », témoigne Hamid, un réfugié yézidi**

Alors qu'elle sourit et montre un petit-fils qui l'a aidée dans son périple, un hélicoptère de transport kurde armé de roquettes vrombit au-dessus des têtes. Il effectue des allers-retours entre Pech Khabour et les déplacés des montagnes de Sinjar, qu'il tente de ravitailler en eau et en nourriture. Il transporterait également des armes pour les groupes tentant de contenir l'avancée des islamistes. Mais le ciel n'est guère troublé par le trafic aérien et aucun témoignage ne rapporte de frappes d'avions américains dans la zone de Sinjar.

La longue marche des yézidis prend fin après avoir franchi le pont de Pech Khabour. Si des proches peuvent venir les chercher en voiture ou en camionnette, la plupart montent à bord des minibus de l'Organisation internationale des migrations, qui les conduisent ensuite dans différents camps construits dans cette zone et qui ne cessent de croître.

Juste avant, des bénévoles leur offrent des chaussures, de l'eau et un peu de nourriture. Deux ambulances s'occupent des personnes qui n'en peuvent plus et prodiguent les premiers soins, notamment aux enfants.

En guise de dernière réponse, Hamid et Jélal, qui se pressent pour retrouver leur famille laissée en Syrie, posent à leur tour une question. « *On a entendu que la France allait intervenir, mais comment exactement ?* » ■

JACQUES FOLLOROU

## Téhéran sacrifie son protégé Maliki au profit du nouveau premier ministre Abidi

IL A SUFFI d'un simple communiqué, mardi 12 août, pour que Nouri Al-Maliki, le premier ministre irakien sortant, reconnaisse sa défaite et renonce à contester la nomination de son successeur, Haïdar Al-Abidi. Jusque-là, rien n'avait pu le faire fléchir : ni les mises en garde du président américain, Barack Obama, ni le quasi-chantage des Occidentaux promettant d'accroître leur aide militaire et économique en cas de départ, ni la trahison des députés de son propre parti, ni même les appels au changement d'Ali Sistani, le guide spirituel des chiïtes irakiens.

Mais, lorsque le représentant du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, au sein du Conseil suprême iranien de la sécurité nationale, a baissé le pouce, M. Maliki a compris que son combat était perdu. « *La République islamique d'Iran soutient le proces-*

*sus légal qui a été mené pour la nomination du nouveau premier ministre irakien* », a sobrement déclaré Ali Chamkhani, appelant aussi « *tous les groupes et coalitions en Irak à l'unité (...) pour faire face aux menaces* ».

Nul ne peut gouverner aujourd'hui l'Irak contre la volonté de Téhéran ou sans son soutien. M. Maliki le sait mieux que tous : arrivé en deuxième position des élections générales de 2010, il n'avait été reconduit que grâce au soutien indéfectible de l'Iran, qui s'est imposé, déjà lors de l'occupation américaine et plus encore depuis le retrait de décembre 2011, comme le principal « faiseur de roi » chez son voisin. M. Maliki a longtemps été le poulain des Iraniens, même si leurs relations n'ont jamais été à sens unique.

Fuyant son pays pour échapper à la répression de Saddam Hussein à la fin des années 1970, Nouri Al-Maliki avait débuté son exil par l'Iran. Il avait gardé un souvenir mitigé de ce séjour : mécontents du parti Dawaa, dont M. Maliki était un cadre, les Iraniens avaient suscité une scission et tenté de mettre à l'écart leur hôte, quasiment assigné à résidence. L'exilé avait fini par reprendre la route pour s'installer en Syrie, où il trouva un meilleur accueil.

Sur la scène politique chiïte,



Nouri al-Maliki écarté (à droite), Haïdar al-Abadi est le nouveau Premier ministre irakien.

### Depuis le début de l'offensive des djihadistes, Téhéran est ouvertement à la manœuvre en Irak

L'Irak a des liens directs avec à peu près tous les partis, du turbulent nationaliste Moqtada Al-Sadr au modéré – du moins en apparence – dirigeant du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSRII), Abdel Aziz Al-Hakim. Téhéran contrôle même directement certains partis radicaux comme Asaïb Ahl Al-Haq (la Ligue des vertueux, en arabe), qui, avant d'intégrer la coalition au pouvoir de M. Maliki, fut une milice redoutée qui s'était spécialisée dans l'élimination des pilotes irakiens ayant participé au bombardement des villes iraniennes pendant la guerre contre l'Iran (1980-1988).

Depuis le début de l'offensive de l'Etat islamique (EI), Téhéran est ouvertement à la manœuvre en Irak. Plusieurs témoignages font état de l'envoi de pasdarans, des gardiens de la révolution iraniens, chargés d'encadrer et de former les milices chiïtes dont on a battu le rappel pour défendre Bagdad contre les djihadistes.

Qassem Souleïmani, le chef de la force Al-Qods, troupe d'élite irakienne chargée des opérations extérieures, a été vu et même photographié dans la capitale irakien-

ne. L'Irak coordonne la contre-offensive.

Pour Téhéran, l'installation d'un « califat » sunnite extrémiste sur ses frontières est une menace mortelle. Outre le risque d'une radicalisation de la minorité arabe sunnite d'Irak, installée le long de la frontière irakienne, un éclatement de l'Irak donnerait naissance à un Kurdistan indépendant, qui ne manquerait pas d'attiser les tensions centrifuges déjà fortes chez les Kurdes iraniens.

Dans un contexte régional en pleine recomposition, l'Irak, qui a longtemps joué le rôle de tru-

blion, est aujourd'hui une force stabilisatrice. La République islamique est surtout préoccupée de préserver ses acquis en Syrie, où elle est alliée au régime de Bachar Al-Assad, et au Liban, où elle ne veut pas de remise en cause de la suprématie de son protégé, le Hezbollah.

Dans ce contexte troublé, le soutien de Téhéran au nouveau premier ministre irakien, chaleureusement accueilli mardi par l'Arabie saoudite et par la Ligue arabe, est un moyen d'apaiser les relations avec Riyad. Téhéran redoute que son rival saoudien ne finisse par endosser la grande révolte sunnite incarnée par Da'ech (acronyme arabe de l'EI) et menacer les bastions iraniens dans le monde arabe. Le sacrifice de Nouri Al-Maliki vaut bien ce grand dessein. ■

CHRISTOPHE AYAT



Le Monde  
jeudi 14 août 2014

# Les familles politiques divisées sur le sort de l'Irak

Le débat porte sur l'engagement militaire de la France, la relation aux Etats-Unis et la solidarité confessionnelle

Quel rôle la France peut-elle jouer pour endiguer les menées des djihadistes de l'Etat islamique (EI) en Irak et, plus généralement, au Moyen-Orient? De nombreuses voix s'élèvent, en France, pour déplorer l'inertie politique de l'Union européenne. Dans le même temps commence à se dessiner une palette de positionnements à l'égard de la situation au Moyen-Orient, dont les critiques à l'encontre de la diplomatie française ne sont pas absentes.

Laurent Fabius, en première ligne sur le front irakien, a rencontré, dimanche 10 août à Erbil, le président de la région autonome kurde, Massoud Barzani. La visite du ministre des affaires étrangères coïncidait avec une première livraison d'aide humanitaire. D'autres vont suivre. Paris, en revanche, exclut toute intervention militaire en Irak, du moins « hors cadre légal des Nations unies ». Alors que les Etats-Unis ont engagé une opération de frappes aériennes ciblées sur des positions de l'EI, la France presse les Etats membres de l'Union européenne de décider l'envoi d'armes aux Kurdes d'Irak. Sans succès.

Alors, comment agir, avec qui et, surtout, à quelles fins? Intervenir militairement? Dans quel cadre? Armer les forces combattant les djihadistes de l'EI? Sous quel contrôle? Quelle voie diplomatique? Sous quel mandat? Avec quels partenaires? Faut-il offrir asile aux populations qui fuient les massacres? Aux seuls chrétiens d'Orient? Tels sont les ingrédients du débat qui traverse les forces politiques du pays.

Dans une tribune publiée mardi 12 août dans *Libération*, Bruno Le Maire (UMP) défend une position aux accents « villépinistes », ce qui n'étonne pas de la part de celui qui dirigeait le cabinet de l'ancien ministre des affaires étrangères au moment du fameux discours de l'ONU sur l'Irak en 2003. « Quand comprendrons-nous que les frappes américaines visent avant tout à redorer le blason international terni de Barack Obama? », interroge le candidat déclaré à la présidence de l'UMP.

Le député de l'Eure s'en prend à François Hollande, qu'il accuse d'agir « trop peu, trop tard » et de



Déchargement de l'aide humanitaire à l'aéroport d'Erbil (Irak), le 10 août. AZAD LASHKARI/REUTERS

« subir ». « Notre voix singulière ne porte plus : un écho ne fait pas une voix. Nous voici devenus les suppléants commodes d'un gouvernement américain qui ne sait pourtant pas où il va », écrit-il.

Alors que les Etats-Unis ont engagé des frappes aériennes, la France presse l'Union européenne de décider l'envoi d'armes aux Kurdes d'Irak

A l'inverse, le député (UMP) des Alpes-Maritimes et maire de Nice, Christian Estrosi, a dénoncé « une faute historique de la France de ne pas être engagée militairement, au moins de manière aérienne, aux côtés des Etats-Unis ». C'est ici une autre sensibilité qui s'exprime, nostalgique d'une diplomatie sarkozyste mêlant atlantisme, interventionnisme et culte de la « grande puissance ».

A la tête d'une UMP ainsi morcelée, trois anciens premiers ministres, Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon, s'expriment à leur tour dans les colonnes du *Monde* de ce jour en s'essayant à la synthèse. Déplorant que, « depuis deux ans, la politique étrangère française

oscille au Proche-Orient entre passivité et suivisme », ils en appellent principalement à l'Europe, dont ils jugent la politique « illisible », tout en soutenant les frappes américaines contre les djihadistes irakiens.

Pour François Bayrou, « la violence djihadiste qui veut éradiquer le chrétien ou le yazidi, le chasser de cette terre », porte un nom : « C'est un crime contre l'humanité et il doit être traité comme tel. » Rien de surprenant dans une telle prise de position de la part d'un héritier de la démocratie chrétienne. Il faut, plaide le président du MoDem, « soutenir l'action militaire immédiate, notamment des Etats-Unis, pour faire reculer les barbares » et « mobiliser la conscience universelle ». Son appel à une « manifestation nationale » est, pour l'heure, resté sans écho.

Du côté du Front national, le conseiller de Marine Le Pen sur les questions internationales, Ayméric Chauprade, estime, dans un communiqué, que « la France doit participer militairement à la destruction de l'Etat islamique en Irak ». Pour le député au Parlement européen, qui considère que la situation actuelle résulte du renversement de Saddam Hussein, et qui par ailleurs s'inquiète des menées djihadistes contre Bachar El Assad en Syrie, « le gouvernement français doit associer nos capacités aéronavales aux forces aériennes américaines dans le but de consolider les

forces chiïtes et kurdes qui tentent de résister à la progression de l'Etat islamique ».

La gauche, elle, est beaucoup plus réticente à une intervention militaire. Le PCF, redoutant comme souvent l'engrenage des « logiques guerrières », plaide pour « l'intervention politique de la France et de l'ONU ». « L'ONU doit immédiatement agir pour des solutions humanitaires et politiques en engageant avec le nouveau gouvernement irakien un dialogue incluant toutes les parties concernées », défend-il dans un communiqué. Il demande « la protection en urgence des populations menacées, des sanctions immédiates contre les Etats qui soutiennent l'EI, un soutien aux forces qui résistent ».

Pour Europe Ecologie-Les Verts, « la France, l'Europe et la communauté internationale doivent agir de toute urgence pour soutenir les forces kurdes dans leur résistance contre l'agression barbare et coordonner une aide humanitaire immédiate en soutien aux minorités d'Irak ». Le PS, lui, est aux abonnés absents. ■

PATRICK ROGER



# Free Kurdistan!

**The Kurds are a loyal ally of the U.S. and an exemplary force in the region.**



By Robert Zubrin  
August 21, 2014  
[www.nationalreview.com](http://www.nationalreview.com)

Iraq is not a nation. Rather, it is a territory with arbitrary borders, which at this time is contested by three rival governments. In the west, there is the Islamic State, a group of fanatical, genocidal terrorists, committed to the destruction of Western civilization, Eastern civilization, and all those who refuse to submit to their totalitarian-cult rule. In the south, there is the Baghdad regime, controlled by a gaggle of corrupt Shiite Islamist sectarian politicians, tribal leaders, and gangsters allied with and backed by Iran. Finally, in the northeast, there is the de facto Kurdish state, displaying a level of religious tolerance, women's rights, rule of law, private enterprise, pursuit of economic development, and friendliness toward the United States, Israel, and the West in general that is exemplary in the region.

Question: Which of these three governments should America support?

The fact that this question even needs to be asked is indicative of the total senility of current U.S. foreign policy. But it's worse than that, because if your answer was "the Kurds," your career prospects in the Obama State Department would be quite dim.

In fact, not only do the Kurds yield priority of State Department preference to the Iran-allied Baghdad regime, whose continued economic and political domination over the Kurds the administration insists upon, but — in terms of real action, rather than rhetoric — the Obama administration has arguably done more to favor the Islamic State as well.

These appalling realities are illustrated most starkly if one considers the key question of the financial foundation of each of the three governments. A key exportable product of Kurdistan is oil. On the basis of the Baghdad regime's supposed right to rule all Iraq, it demands that the oil the Kurds produce be handed over to it, for it to sell, after which it will compensate the Kurds with such part of the cash received as it deems appropriate. As a result, the Kurds have been getting very little for their oil. So, rather than remain subject to such theft, the Kurds recently elected to lease some tankers, fill them with their oil, and send it abroad to sell it themselves. However, rather than support such commendable enterprise, or even merely ignore it, the Obama administration has vigorously tried to suppress it, going so far as to threaten sanctions or other legal action against the government of any country that chooses to accept Kurdish oil for sale at its ports.

This has severely impaired the Kurds' ability to exercise their right to sell the products of their own efforts, thereby leaving them with insufficient funds to buy arms (which have also been denied them by the Baghdad regime). In the face of an onslaught of dangerous Islamic State victories, the administration has provided a trickle of arms and a modest level of air support (about ten strikes per day over the past week) to enable the Kurds to hold the line. But, without administration interference, the Islamic State is being massively funded by Qatar and, with the further de facto support provided by Obama's refusal to fund, arm, or provide air support to the rival Free Syrian Army, allowed to become the principal Sunni anti-Assad resistance group in Syria. Furthermore, the leading Kurdish militia in Syria fighting the Islamic State has been designated by the administration as a terrorist group and blocked from receiving any help — despite its prominent role in defending the minority Yazidi people from genocide.

This insanity needs to stop. The Kurds should get America's full support, with the interests of the Shiite Baghdad regime considered only insofar as it acts as a useful ally to the Kurds, rather than the reverse. There are many



Kurdish peshmerga near Mosul, Iraq. (Getty Images)

reasons we should give the Kurds our support, but the central one is very simple: They've earned it.

There is a moral question here, but also a practical one. It is a central principle of foreign policy that one should reward one's loyal friends, set aside the interests of the ambivalent, and punish one's enemies. The Islamic State is clearly our enemy. The Baghdad regime, in bed as it is with our Iranian foes, is at best ambivalent. What about the Kurds?

The Kurds have certainly been our loyal friends. In 1991, when George H. W. Bush called upon them to join our side and rise against Saddam Hussein, they did so. They were then foully betrayed by the first Bush administration, which, putting a stain upon our flag, promptly abandoned them to be massacred by the Baathist dictator's remaining forces. Nevertheless, despite this outrageous act of fecklessness on our part, in 2003 they rose again in force to help the allies. Indeed, after the British, the 30,000 Kurdish peshmerga fighters who mobilized to defeat Saddam Hussein's army in the northern part of the country represented the largest and most important supporting force in the American-led coalition. Then, over the following decade, as Shiite and Sunni Arab groups that were engaged in unending murder alternately befriended and backstabbed our forces as the convenience of the moment dictated, the Kurds staunchly remained our friends. Indeed, of the 4,500 American men and women in uniform killed in Iraq over the past decade, virtually none were killed in Kurdistan, or by Kurds elsewhere. On the contrary, many owe their lives to Kurdish rescuers.

There is more. When we invaded Iraq in 2003, a key objective was to create a free country, whose prosperity and decency would serve as a beacon of light in the region, showing to all the benefits of taking an alternative path from fanaticism, hatred, and tyranny. The hopes for such a wonderful outcome proved illusory in the Sunni and Shiite Arab parts of the country, whose inhabitants chose to use the gift of liberty that we provided them to engage in endless murder and mayhem. But in Kurdistan, the gift was not spurned. The dream was not betrayed. Where the Shiite and Sunni Arab factions have sought only to destroy, the Kurds have sought to build. While the Arab fanatics contend to turn the rest of the country into a pile of wreckage, in Erbil, the Kurdish capital, universities are growing, enterprises are blossoming, and gleaming skyscrapers are rising.

America has lost a trillion dollars and over 4,500 lives in Iraq, and the argument can well be made that we don't have enough to show for it. But we do have one thing, courtesy of the Kurds, and that is Kurdistan, an embryonic nation that is proving, through its actions, that for those who are worthy of it, liberty remains a blessing, not a curse; and therefore the cause that America stands for is not in vain.

So we owe the Kurds, and should support them, but how far? I say all ➤

► the way into Syria now, and later into Iran. There are 6.5 million Kurds within the borders of the territory of Iraq, 2.2 million in Syria, 7.3 million in Iran, and 13 million in Turkey. Together with several million more in global diaspora they make up a group of over 30 million people, the largest stateless nation in the world. It's past time they had their own country. Indeed, it is a scandal that the U.S. State Department should lavish so much effort on trying to create yet another Arab state for the 4 million Palestinian Arabs (who could be readily accommodated if any substantial subset of the 23 existing Arab states collectively covering a region of continental size were to act decently and offer them citizenship), while ignoring the plight of the far more numerous and far more deserving Kurds.

In addition to the territory it currently controls, an independent Kurdistan could take territory from Iran, Syria, or Turkey. Iran and Syria are our enemies, and it clearly would be in the American interest for the new republic to liberate the Kurdish regions currently occupied by those hostile dictatorships and unite with them to form a substantial, fiercely American-allied Kurdish state. One part of this program could be readily accomplished, as the Kurds in Syria are already up in arms and forcefully fighting the Islamic State and, together with their brethren in Iraq, could, with adequate American support, readily crush the Islamists and unite the two Kurdish regions. Liberating Iran-occupied Kurdistan could follow and would greatly benefit the United States by providing us with bases from which, if it became necessary, air strikes on the Iranian nuclear program and other installations of interest could be significantly facilitated.

Turkey, however, is not an enemy, but rather a somewhat ambivalent ally, and this poses complications. Because of concerns that an independent Kurdistan might cause problems in its majority-Kurdish southeastern region, Turkey has historically voiced a strong preference that Kurdish independence be prevented. But this is a problem that can be worked on by diplomats. Both sides need to be talked to. For the Kurds, having an independent Kurdistan is an existential imperative. For the Turks, not having one is a preference. But there would be an upside for the Turks as well. The real national-security threat to Turkey comes not from Kurdistan, but from Russia and Iran. So there is a deal to be struck here. The Kurds get their own state, comprising territory now in Iraq, Syria, and Iran, and agree to leave Turkish Kurdistan alone. The Turks accept this, agree to treat the Kurds in Turkey better, and form an alliance with the new republic.

In foreign policy, it is sometimes the case that America's interests conflict with its principles, creating difficult choices for our leaders. But in the current instance, our interests and our principles converge. By enabling a free, independent Kurdistan, we can reward our friends, damage our enemies, strengthen our global position, redeem our nation's sacrifice in Iraq, and demonstrate to the world the value of the cause for which we stand. ■

— Robert Zubrin is president of Pioneer Energy and the author of *Energy Victory*. The paperback edition of his latest book, *Merchants of Despair: Radical Environmentalists, Criminal Pseudo-Scientists, and the Fatal Cult of Antihumanism*, was recently published by Encounter Books.



August 23, 2014

## Tit-for-tat Arab-Kurd Kidnappings in Kirkuk

By HÎWA HÛSAMEDDÎN  
23 August 2014  
rudaw.net

**K**IRKUK, Kurdistan Region — Residents of the Kurdish village of Arab Koy south of Kirkuk have abducted five Arab villagers in retaliation for the kidnapping of an elderly Kurdish man last week.

According to his relatives, Saeed Kakei had friendly relations with Arab farmers and villagers in the area, continuing to work with them even after the area fell under the control of the radical Islamic State (IS).

Khuwada Shukur, a relative, said despite their traditionally strong ties, during Kakei's last visit to one of the Arab villages he was kidnapped and is now being held in an unknown location.

"We have been living with the Arabs for decades, have had great social relations and visited each other's villages," said Shukur. "We never expected them to do something like this."

Shukur threatened to hold the five Arabs prisoner until



*"If they don't return our man soon I don't think these young men here will sit by idly," said Shukur, who was surrounded by armed Kakeis.*

Kakei is released.

"If they don't return our man soon I don't think these young men here will sit by idly," said Shukur, who was surrounded by armed Kakeis.

"All these young men stand here fully armed and they are very angry about this ugly act," Shukur told Rudaw.

Relatives believe the extremist IS is holding Kakei.

The hostage took the nick-

province.

Relatives said the abducted man isn't a Kakei, however. He is a Sunni Muslim, but adopted Kakei as his nickname.

The villagers said that the kidnapers have contacted them several times, promising to release Kakei, "but we have not seen anything of it yet."

Abdul Khaliq Hussein, a prominent figure in the village, said that some Arab tribesmen in the area have pledged to work for Kakei's release because "he is an innocent man and didn't do anything wrong."

Hussein said Kakei Kurds and their Arab neighbors traditionally got along well.

"There haven't been any problems in this area that we haven't been able to solve in the past," Hussein said.

Hussein said that Kakei is now held by IS, but he also believes that local Arabs must have facilitated his capture "otherwise how would IS know who he is."

Tribes rather than legal or government institutions continue to resolve most disputes between families and clans in this region.

A police officer in Daquq, the nearest town to Arab Koy village, said he hoped the kidnappings would be solved "in a social manner and not cause fighting between the tribes." ■

name Kakei after Kakei Kurds who follow a mystic belief system that blends Yezidism and Shiite Islam. They are one of Iraq's many small minorities and mainly live in Kirkuk and Diyala provinces.

Islamic extremists, who believe Yezidis are apostates, have been killing, kidnapping and raping Yezidis and threatening other groups such as Christians in nearby Nineveh



# UK jets deployed to stop advance of Islamic State in Iraq

RAF Tornados and Rivet Joint surveillance aircraft are flying missions over northern Iraq to track Islamic State militants as Britain joins fight to stop advance of extremists

By Steven Swinford, and Ben Farmer  
telegraph.co.uk  
18 Aug 2014

Britain's mission in Iraq will last for months as RAF Tornados and surveillance aircraft are being deployed to help "stop the advance" of Islamic State extremists, the Defence Secretary has said.

Michael Fallon revealed that Britain's mission in Iraq has changed from ending the humanitarian crisis to joining the "fight against terrorism" and supporting the new government in Iraq.

He said that Tornado bombers and an advanced Rivet Joint surveillance aircraft are now flying missions deep into Iraq and relaying intelligence about the movements of Islamic State extremists to Kurdish forces.

He also disclosed that British regular troops have already been deployed on the ground in Iraq for the first time since the crisis began as they helped to "prepare the way" for Chinooks to mount an evacuation.

He also confirmed that Britain is flying ammunition and arms including machine guns from former Soviet bloc countries to Iraq to re-supply Kurdish forces, adding that Britain could supply body armour and night-vision goggles directly.

Mr Fallon warned that British jihadist fighting for Islamic State forces will pose a "very direct threat" to Western Europe if Britain does not intervene.

He said: "If we don't deal with this terrorism and help the Iraqi government confront it then we are going to have those IS fighters eventually returning to western Europe. There is a very direct threat to western Europe."

It comes after David Cameron said in an article for The Sunday Telegraph that Britain will have to use its "military prowess" to help defeat "this exceptionally dangerous movement" to stop terrorists from the region targeting Britain.

While Britain has ruled out deploying troops on the ground in a combat role and so far declined to join airstrikes, his intervention led to renewed calls from Conservative MPs for Parliament to be recalled to debate Britain's involvement in Iraq.

Many are supportive of the government's approach but are concerned that significant decisions about Britain's role in the conflict are being taken without MPs being consulted or a vote taking place.

Mr Fallon this weekend spoke to RAF



Mr Fallon during a visit to RAF Akrotiri in Cyprus Photo: Cpl Neil Bryden RAF/MoD Crown Copyright

pilots and personnel during a visit to RAF Akrotiri in Cyprus, where the British operation in Iraq is based.

He said that despite the end of the crisis in Mount Sinjar in northern Iraq, where tens of thousands of refugees escaped following US air strikes supported by British surveillance, the "mission isn't over".

He said that operations in Iraq will continue for "weeks and months ahead" and warned that the humanitarian crisis has been worsening, despite the intervention by Western forces.

He said: "It has been a fantastic operation, you have saved lives this week [and] I want you to understand just how much that is appreciated back home. This mission isn't over. The refugee problem is getting worse [with] half a million displaced people.

"There may well now be in the next few weeks and months other ways that we may need to help save life [and] protect people and we are going to need all of you again and the surveillance you are able to give us. Thank you very much for all you have done this week."

In an interview this weekend, he disclosed that Tornados and Rivet Joint aircraft have been operating outside Kurdistan for the first time to carry out surveillance on refugees and Islamic State forces.

He said: "We want to help the Iraqi authorities and the Kurdish forces build up their picture of where IS is advancing. We are dealing with a very fast moving IS campaign... we need to know where the threat is coming from next.

"We want to help the new government of Iraq and Kurdish forces. We want to help them stop the advance of IS and stop them

from being terrorised. It is important that we get behind the government now and do everything we can to stiffen it in the fight against terrorism.

"This is not simply a humanitarian mission. We and other countries in Europe are determined to do what we can to help the government of Iraq combat this new and very extreme form of terrorism that IS is promoting."

Pilots involved in the operation gave their first interviews described each mission as a "step into the unknown" amid concerns that British aircraft could be targeted by IS fighters.

One Hercules pilot confirmed that ground fire had been spotted as British aircraft flew over Iraq, adding that pilots make a "trade off" between flying low to supply aid and keeping out of harms reach to "avoid people who want to shoot at you".

Mr Fallon said that British forces have not identified a threat from surface-to-air missiles "so far", and declined to comment directly on whether Britain will join the US in carrying out air strikes.

He said that if Tornado aircraft are attacked they "have a right to defend themselves", although one of the pilots said that they are not armed.

Mr Fallon said that the situation in Iraq has been "very fast moving" and disclosed that soldiers from the 2 Yorks battalion were deployed at Erbil airfield ahead of a planned evacuation.

He said: "We were ready to send Chinooks into Erbil to help with an evacuation that in the end didn't prove necessary. They were already there at Erbil airfield ready to prepare the way for the Chinooks."

The soldiers were later flown back to Cyprus but Mr Fallon said they are ready to be redeployed back to Iraq if they are needed.

He confirmed that Britain has been airlifting arms from "former Soviet Bloc countries" into Erbil to supply Kurdish forces. He said: "At the moment the focus has been lifting supplies of arms, small arms, ammunition, machine guns. They have been identified, particularly in

Soviet bloc countries. They need to get to Erbil as quickly as possible, we will play our part in that."

Britain has said it is prepared to supply arms directly if asked to by Kurdish forces, although to date no request has been made. Mr Fallon said: "We are looking at where the gaps are. There is protective →

→ materiel like body armour and night vision goggle and so on."

Sarah Wollaston, a Conservative MP, yesterday said that Parliament must be recalled before Britain commits to further military intervention.

**M**ark Field, a Conservative MP and a member of the Intelligence and Security committee, said British soldiers will eventually have to be deployed.

He said: "I think we may well have to deploy relatively significant numbers of troops at some point. But it is welcome that the government is beginning to level with the public about the extent of our involvement and the time frame. Our involvement will be measured in years, not weeks."

Yesterday Kurdish forces, backed by US air support, were on the verge of retaking the Mosul dam after it was taken over by

Islamic State extremists. US forces conducted 14 air strikes during the offensive, their biggest intervention to date.

It came as IS militants were accused of massacring at least 80 members of the Yazidi religious minority in a village in Iraq.



## THE CONVERSATION

August 18, 2014

# Support for Kurdish autonomy is support for energy security

18 August 2014

<http://theconversation.com>

### Howri Mansurbeg

Vice President at Soran University

### Nahro Zagros

Director of Curriculum Development at Soran University

### Tyler Fisher

Lecturer of Hispanic Studies at Royal Holloway

**T**he difference between the seething realm of Islamic State (IS) and the relatively safe and democratic region of Iraqi Kurdistan is a stark one. Assuming that the combined humanitarian and military reinforcements the West is mustering will repel the threat, what next? If the Kurdish region is to be more than a nation-sized refugee camp and if the West is to salvage any real toehold of security in the Iraq region, Kurdish independence is the only answer.

As well as ensuring its security from IS, the West should support the wresting of Kurdish autonomy from the tangled politics of Baghdad, where oil remains a principal point of contention. Extracting and exporting oil and gas has long been the cause of disputes between the Kurdistan regional government and the central Iraqi government.

The Kurdistan region is home to two large oil fields and produces about 10% of Iraq's production, with the potential for more. The region is not reliant on Baghdad for processing and exporting its oil – the regional government can independently export oil via the Turkish port of Ceyhan.

This raises eyebrows among regional and international powers who fear the break-up of Iraq. But, while Russia and Europe struggle to find common ground to maintain ener-

gy relations and, more importantly, while US energy security is under threat around the world, Kurdistan can effectively improve energy security for the US and its European allies. In return, the Kurds seek international approval for their full independence from Iraq.

### Western energy security

US consumption of oil is greater than anywhere else in the world. For its economy to thrive, it needs roughly 20m barrels of oil per day. To meet this, the US produces seven to eight million barrels domestically a day and imports more than 12 million, the majority of which comes from the Middle East. Fossil fuels remain the main source of energy, with alternative sources such as solar, wind, and nuclear power yet to overtake oil and gas.

Current tensions in the Middle East have created an environment in which maintaining reliable energy supplies is ever more elusive. Making matters worse and threatening Western influence in the wider region is the resurgence of Russia as a rival political and economic power, with leverage over the oil-rich countries of the Caucasus. Further exacerbating the situation are complicated relations with Iran, instability across the Middle East, and the emergence of China as a global, oil-guzzling competitor.

### Islamic State threat

The Gulf countries, especially Iraq and Saudi Arabia, are still the major global oil suppliers. But turmoil in Iraq threatens continued oil exports. And, as Iraq's central government struggles to stand on its own two feet in a volatile country shattered by ethnic and sectarian strife, the Saudis fear their neighbour's instability will undermine their own.



*Instability threatens Iraq's oil fields.*  
EPA/STR

Following the Iraqi army's abandonment of the Iraq-Saudi border the Saudis deployed 30,000 soldiers to the area – an indication of how concerned the Saudis are about the menace spilling over from Iraq. If Saudi Arabia loses security and stability, the Gulf States will descend into chaos.

Equally, if Iraq falls, then terrorists can easily unsettle Saudi Arabia and the other Gulf countries. Recently, Houthi militias in Yemen have also pushed towards the Saudi border and pose severe problems for the authorities there. The collapse of the Kingdom of Saudi Arabia is a worst-case scenario.

### A genuine friend

Kurdistan is not only well positioned to become a reliable buffer against jihadists in the region, but can also respond to energy shortages the West may face. Its projected production capacity of one million barrels of oil per day can supplement shortfalls in a precarious energy future. By supporting Kurdish independence and bolstering Kurdish-Turkish relations, the West can secure its energy supply, which will be of profound benefit to the global economy as a whole.

The political and security situation in Kurdistan differs from that of the Gulf States. Kurdistan has no connection with terrorist organisations, and the Kurds are the only genuine friend the West has in the region – a friendship that will only be strengthened with mutual military reliance in the present crisis. It is time for the West, for its own sake, to support Kurdish demands for independence.



# Beyond Kurdish territory, Iraq asks for more U.S. help against Islamic State

August 18, 2014  
By Adam Ashton  
McClatchy-Tribune

**B**AGHDAD, IRAQ — Aided by U.S. and Iraqi air strikes, Kurdish forces wrested back part of Iraq's largest dam Sunday from Islamic militants who captured it less than two weeks ago, security officials said.

Meanwhile, the U.S. expanded its air campaign with attacks aimed at helping Iraqi forces regain control of the Mosul Dam. Recapturing the entire dam and the territory surrounding its reservoir would be a significant victory against the Islamic State group. The dam on the Tigris supplies electricity and water to a large part of the country.

The White House said President Barack Obama notified Congress on Sunday that the widened mission would be limited in duration and scope.

But as U.S. warplanes tilt the battlefield against militants in Kurdish-controlled territories, Iraqis in the rest of the country are growing resentful that the U.S. is not intervening more forcefully to protect Arabs who have been fighting extremists for months.

They see the U.S. wading in to protect a favored ally in Iraq's Kurdish Regional Government, but leaving the rest of Iraq to fend for itself since militants in the Islamic State displaced hundreds of thousands of Shi'ite Arabs when they seized the city of Mosul in June. The Islamic State has also seized swaths of the country's Sunni Arab west and middle, and northeastern Syria.

"From the beginning, the Iraqi government has asked America to step in to a dangerous situation for the Shi'ites," said Farid al Ibrahim, a Shi'ite lawmaker. "When (the Islamic State) tried to attack the Kurdistan region, the movement by the Americans was so, so, so fast."

The U.S. began targeting fighters from the Islamic State with air strikes Aug. 8, allowing Kurdish forces to fend off an advance on their regional capital of Irbil and to help tens of thousands of members of religious minorities escape the extremists' onslaught.

The Islamic State is retreating from its advance in the Kurdish north but other factions in Iraq also are clamoring for more U.S. military assistance. Some say they want Western forces to drive out the Islamic State because they don't trust their own military not to inflict excessive collateral damage or to refrain from payback



*A Kurdish fighter patrols near the Mosul Dam on Sunday. Kurdish forces took over parts of the dam Sunday, less than two weeks after it was captured by the Islamic State extremist group. / AP*

assaults on Sunni Arabs who stayed in territory held by the extremists.

"If America doesn't help us, we will never go back," said Bashir Hassan, 59, an Iraqi Turkman who has been homeless for nearly two months since the Islamic State attacked his village near the city of Tal Afar.

He's a Shi'ite Muslim who no longer trusts his Sunni neighbors since militants moved into their community, and, he says, helped the Islamic State raid his home.

The extremist group's high-water mark came Aug. 3, when it set off fears that it could hit the Kurdish capital of Irbil after an assault on the Kurdish city of Sinjar that drove tens of thousands of people into mountain hideouts.

The Kurds control a semiautonomous region in northern Iraq and have long sought independence. They've been close U.S. allies since the Persian Gulf War, when the U.S. created a no-fly zone that protected them from Saddam Hussein's military.

On Sunday, U.S. jets hammered Islamic State positions near the Mosul Dam, clearing a path for Iraqi counterterrorism and Kurdish troops to retake a facility that powers Iraq's second-largest city. Closer to the capital, Baghdad residents have been bracing for attacks by the Islamic State since the group seized territory in Anbar province in January.

President Barack Obama authorized U.S. air strikes in Iraq to protect U.S. personnel and to support humanitarian measures intended to free members of the Yazidi religious sect who were trapped by the Islamic State after they fled Sinjar. The order carried an implied agreement to protect Baghdad, which houses America's largest embassy, but did not explicitly authorize strikes elsewhere.

Obama told the New York Times that

he did not order air strikes sooner because he wanted to pressure Prime Minister Nouri al-Maliki supporters to choose a new leader who might settle long-standing disagreements among Iraq's warring factions by nurturing a more inclusive government.

Maliki's party has since selected lawmaker Haider-al-Abadi to follow al-Maliki, opening the door to increased American military support. U.S. officials have not described what kind of assistance they might offer. But Shi'ites want a more explicit commitment now that they have rejected al-Maliki, as the Americans wanted.

"America was the reason for the destruction of the infrastructure of Iraq and leaving the Iraqi army out of order, so they are obliged to protect Iraq," said Razzaq al Hadari, a Shi'ite lawmaker from the Badr Bloc.

Sunni leaders, likewise, have urged more direct U.S. military intervention. Jamila al Obeidi, a Sunni parliament member, said she wants U.S. assistance because Iraqi air force has hit too many innocents in its strikes on contested areas, such as her home city of Mosul.

But some Iraqis are just as adamant that the U.S. should stay out of Iraq.

"The Americans are our enemies," said Abu Farooq Jumaili, a former Iraqi army lieutenant colonel during Saddam's regime. He now leads fighters opposed to the Iraqi government in Anbar province.

He said U.S. bombs would fall on the very Iraqis who are now asking for more U.S. support.

"How did they forget that the Americans hit and bombed their houses? They are not far away from an air strike that will hit their houses again. We don't trust the Americans," he said.

■ ■ ■



# Irak : la France décide de livrer des « armes sophistiquées » aux combattants kurdes

L'aide militaire suscite de vifs débats dans plusieurs pays de l'Union européenne

La France va livrer des « armes sophistiquées » aux combattants kurdes en Irak pour les aider dans leur lutte contre l'État islamique (EI). L'Élysée a annoncé, mercredi 13 août, que François Hollande avait décidé, « en accord avec Bagdad, de faire acheminer des armes dans les heures qui viennent ». « Nous voulons aider les Kurdes et les Irakiens à éviter les massacres, et pour cela nous livrons des armes qui permettent aux combattants de combattre et, nous l'espérons, de l'emporter », a expliqué Laurent Fabius, sur TF1.

Le ministre des affaires étrangères a indiqué que la France allait livrer des « armes sophistiquées », en refusant de préciser le type d'armements et leurs quantités. Il s'agit, selon M. Fabius, de « rééquilibrer les forces ». « Les terroristes ont des armes extrêmement sophistiquées qu'ils ont prises aux troupes irakiennes et qui, à l'origine, étaient américaines », a souligné le ministre.

La position de pointe prise par la France face au drame humanitaire au Kurdistan fait bouger les lignes en Europe. Chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton a finalement accepté de convoquer, vendredi, à Bruxelles, une réunion des ministres des affaires étrangères des Vingt-Huit, à la demande insistante de M. Fabius.

La position française est loin de faire l'unanimité mais l'émotion que suscite le sort des minorités chrétiennes et yézidies pousse plusieurs gouvernements européens à s'investir davantage. Le gouvernement tchèque a également annoncé, mercredi, sa volonté de fournir des armes aux Kurdes.

La chancelière allemande, Angela Merkel déclare, jeudi, dans un entretien à plusieurs journaux régionaux, que les frappes américaines en Irak sont « très importantes », mais s'en tient à la ligne de son gouvernement : de l'aide humanitaire et matérielle, même militaire, mais pas d'armes létales. Selon la ministre de la défense, Ursula von der Leyen (CDU), Berlin pourrait fournir des véhicules blindés, des détecteurs de mines, des vestes pare-balles, du matériel sanitaire et même des avions pour trans-



Un combattant kurde sur la ligne de front, à 13 km au nord-est de Mossoul, le 12 août. AHMAD AL-RUBAYE/AFP

porter de l'aide humanitaire. Ursula von der Leyen a reconnu que, si les menaces de génocide se précisaient en Irak, cette question devra être « sérieusement débattue ».

Le vice-chancelier et ministre de l'économie, Sigmar Gabriel (SPD), a lui aussi laissé une porte ouverte à des livraisons d'armes, « en fonction de l'évolution de la situation ».

## Critiques en Allemagne

Lundi, le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, avait clairement écarté cette position : « C'est un principe du gouvernement de ne pas livrer d'armes dans des régions en crise. » Mais cela a déclenché de vives réactions. « Les Kurdes n'affrontent pas les islamistes avec des tapis de yoga sous le bras mais avec des armes », a rétor-

qué le coprésident des Verts Cem Özdemir. Le conservateur bavarois Hans-Peter Uhl (CSU) a réclamé, lui aussi, des livraisons rapides dans le nord de l'Irak, estimant que l'Allemagne ne devait pas se cantonner à un rôle passif.

Le premier ministre britannique, David Cameron, a interrompu ses vacances au Portugal pour présider, mercredi, une réunion d'urgence. Mais il rejette fermement les appels de certains députés à convoquer la Chambre des communes pour discuter de la réponse à apporter à la crise irakienne. « La Grande-Bretagne participe à une opération humanitaire, donc je ne pense pas qu'il soit nécessaire de rappeler le Parlement pour cela », a déclaré M. Cameron.

Il n'est pas question, pour l'ins-

## Une évacuation des yézidies peu probable, selon Washington

Les États-Unis ont jugé, mercredi 13 août, « beaucoup moins probable » l'organisation d'une mission d'évacuation des réfugiés yézidies du mont Sinjar, dans le nord de l'Irak, après avoir constaté que ces derniers étaient « beaucoup moins nombreux » et

vivaient dans « de meilleures conditions » qu'attendu, grâce aux parachutages de vivres et aux bombardements américains contre l'État islamique. Une vingtaine de soldats américains ont effectué mercredi une mission de reconnaissance sur place.

tant, de livrer des armes aux Kurdes d'Irak. L'armée britannique se cantonne à un rôle humanitaire. Des avions de transport militaires C130 ont réalisé trois parachutages d'aide d'urgence au-dessus du mont Sinjar, où sont réfugiés des milliers de yézidies. Ils ont envoyé des tentes, des bidons d'eau et des lampes à électricité solaire. Londres a également dépêché des avions de chasse Tornado et des hélicoptères Chinook, qui se limitent à un rôle d'observation et de soutien logistique. Toute participation à des combats ou des bombardements est actuellement exclue.

Cette frilosité commence à agacer dans certains milieux politiques. « Je ne suis pas persuadé qu'il faille se joindre aux frappes militaires [américaines], mais nous devons au moins garder cette possibilité à l'esprit », estime Menzies Campbell, un ténor des libéraux-démocrates, qui veut que le Parlement soit réuni d'urgence. Plusieurs députés conservateurs influents se sont joints à ses appels. ■

SERVICE INTERNATIONAL  
AVEC ÉRIC ALBERT (À LONDRES)  
ET BLANDINE MILCENT (À BERLIN)



# Irak : Accord de l'UE pour livrer des armes aux Kurdes



Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius et son homologue danois, hier à Bruxelles. Photo AFP



Des réfugiés de la communauté yazidie rentrent en Irak par la frontière syrienne, jeudi, au village kurde de Fishkhabour.

Par Thomas Eustache  
17/08/2014  
lefigaro.fr

**Nouri al-Maliki a accepté d'abandonner le pouvoir alors que les réfugiés des monts Sinjar continuent d'affluer au Kurdistan.**

Réunis en urgence à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de l'UE se sont «félicités» de l'aide militaire apportée par certains États membres aux pechmergas kurdes luttant contre les djihadistes de l'État islamique (EI) dans le nord de l'Irak, tout en ne parvenant pas à déterminer une position commune sur le sujet. L'Italie, qui assure actuellement la présidence tournante de l'UE, avait demandé lundi la convocation d'un Conseil des chefs de la diplomatie européenne, à l'instigation du ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius. Plusieurs gouvernements de l'UE, cette semaine, ont pris la décision d'envoyer des armes aux Kurdes ou envisagé de le faire, comme l'Italie, le Royaume-Uni ou la République

tchèque. L'Élysée, dès mercredi, a annoncé dans un communiqué l'acheminement d'armes «sophistiquées» aux pechmergas.

Si la situation humanitaire en Irak inquiète les Européens, les États-Unis, de leur côté, affirment avoir déjà mené à bien leur opération d'assistance aux réfugiés des monts Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak. Jeudi, Barack Obama a déclaré que le «siège» tenu par l'EI autour de ce massif montagneux, où sont concentrés quelques milliers de membres de la communauté yazidie persécutée par les djihadistes, avait été «brisé». Les États-Unis, retirés d'Irak depuis près de trois ans, ont commencé le 8 août à mener des frappes aériennes contre les positions de l'État islamique. Ils ont également largué des cargaisons de vivres et des conteneurs d'eau sur les montagnes de Sinjar et envoyé 130 hommes à Erbil, dans le Kurdistan irakien, pour évaluer la situation sur place. Désormais, les Américains considèrent la sécurité dans ce refuge naturel rétablie. «Nous ne nous attendons pas à devoir mettre en place une nouvelle opération pour évacuer des personnes de la montagne et il est peu probable que nous devions

poursuivre les largages d'aide humanitaire sur le mont», a indiqué le président américain, qui a par ailleurs assuré que la majeure partie du personnel militaire ayant mené la mission d'évaluation quitterait le pays dans les prochains jours.

Vers un gouvernement d'union

L'arrêt des frappes aériennes contre les forces djihadistes n'a quant à lui pas été officiellement décrété. «Le président a été clair. Nous n'allons pas devenir l'armée de l'air irakienne», a tout au plus annoncé à la presse l'un des porte-parole du Pentagone, le contre-amiral John Kirby. La pacification des monts Sinjar, pourtant, ne semble pas aussi nette que ce que le laisse entendre la Maison-Blanche. Les reporters sur place, en effet, font état d'une situation toujours confuse, des tirs se faisant entendre régulièrement.

C'est donc à présent aux autorités kurdes et irakiennes que revient la tâche de contenir l'expansion de l'État islamique et d'assurer la protection des minorités. Bagdad, justement, vient tout juste d'entamer une sortie de crise sur le plan politique. Nouri al-Maliki, vainqueur des élections législatives du 30 avril, a annoncé jeudi soir qu'il acceptait de renoncer à

briguer un troisième mandat de premier ministre, mettant à fin à la menace d'instabilité qui planait ces derniers jours sur l'État irakien. Accusé par ses nombreux détracteurs d'avoir contribué au développement de l'EI, en raison d'une politique jugée trop autoritaire et discriminatoire à l'égard de la minorité sunnite, M. al-Maliki s'était vu refuser par le chef de l'État irakien, Fouad Massoum, le renouvellement de sa fonction. Lundi 11 août, le président a ensuite chargé Haïdar al-Abadi, membre du parti Dawa auquel appartient également M. Maliki, de former un gouvernement d'union nationale. Durant quatre jours, le premier ministre sortant a tenu tête à une partie de son camp politique, aux dirigeants des principaux alliés de l'Irak sur la scène internationale (États-Unis et Iran) et à la plus haute autorité religieuse chiite du pays, acquis à la cause de M. al-Abadi, avant de consentir finalement à céder sa place. ■



# Qui soutient l'Etat islamique ?



► Sans doute soutenue par les États du Golfe à ses débuts, l'organisation djihadiste est maintenant quasiment autofinancée. Elle reçoit encore un certain nombre de donations privées, très difficiles à tracer et à évaluer.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, vendredi dernier, une résolution visant à empêcher le finan-

cement du djihadisme en Irak et en Syrie. Le texte « condamne tout échange commercial direct ou indirect » avec l'État islamique (EI) et le Front Al-Nosra, et « réaffirme que ce type de transaction pourrait être considéré comme un appui financier » au terrorisme, et donc donner lieu à des sanctions internationales.

Cette question du financement est cruciale pour comprendre comment l'État islamique, petit groupuscule créé pour combattre l'invasion américaine en Irak, a pu se

développer au point de contrôler aujourd'hui un tiers de l'Irak.

Selon plusieurs spécialistes, il a bénéficié du soutien actif de plusieurs États du Golfe, quand il a rejoint l'insurrection syrienne sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant (EIL). « Il est clair que l'Arabie saoudite puis le Qatar l'ont financé », déclare Alain Chouet, ancien officier de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). « Ces deux États finançaient l'ensemble des forces anti-Assad, complète Alain Rodier, ancien membre du même service et chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement. Et cela a bénéficié, entre autres, à l'EIL. » Les deux experts précisent que les montants en question sont impossibles à évaluer. Ces finance-

ments étatiques, en effet, « passaient la plupart du temps par des donations privées, des ONG islamiques ou sur le budget des services spéciaux, continue Alain Chouet. Le tout via des montages financiers complexes utilisant les comptes offshore saoudiens au Bahreïn ou au Soudan. »

Au Nord, la Turquie aurait aussi une responsabilité dans la montée en puissance du groupe islamiste. « Elle n'a pas fourni d'aide directe, mais elle a laissé passer des armes », résume Doruk Ergun, chercheur au

Centre for Economics and Foreign Policy Studies (Edam), un think tank basé en Turquie. « Son objectif était d'aider l'ensemble de la révolution syrienne, mais cela a, entre autres, profité à l'EIL. » L'État turc essaie maintenant de refermer ses frontières, mais le spécialiste estime que son action n'est pas très efficace (lire page 3).

Selon d'autres spécialistes, l'EIL a aussi bénéficié du soutien de Bachar Al Assad, qui l'aurait laissé se développer. « Pour le régime en place, il valait mieux avoir affaire à des révolutionnaires djihadistes qu'à l'Armée syrienne libre (ASL) », ex-



## Les Kurdes poursuivent leur contre-offensive

Les forces kurdes ont repris dimanche le barrage de Mossoul, avec l'aide de l'aviation américaine. Cette infrastructure, qui fournit de l'eau et de l'électricité à la majeure partie de la région, était tombée le 7 août sous le contrôle des djihadistes. Un responsable de l'armée assurait hier que les combats avaient cessé, précisant que certaines zones restaient inaccessibles en raison des bombes laissées par les insurgés. Les affrontements continuaient en revanche à Tal Kayf, une localité aux mains des djihadistes à une centaine de kilomètres à l'est du barrage. Dans l'ouest de l'Irak, dans la province d'Al-Anbar, l'EI est également

confronté depuis vendredi à une contre-offensive menée par une coalition de plus d'une vingtaine de tribus sunnites, appuyée par les forces de sécurité. Un officier de police a indiqué avoir repoussé les djihadistes hors des secteurs qu'ils tenaient à l'ouest de la ville de Ramadi. Des combats avaient encore lieu, hier, dans la ville de Haditha, plus au nord. En Syrie, l'EI affronte à la fois la rébellion syrienne et le régime de Damas, qui a mené des raids aériens contre ses positions ce week-end. L'opposition syrienne a appelé les Occidentaux, États-Unis en tête, à intervenir contre l'EI en Syrie comme ils le font en Irak.



plique Jean-Pierre Filiu. Ce professeur à Sciences-Po a visité Alep l'année dernière. « J'ai bien vu que le régime frappait les positions révolutionnaires, mais épargnait celles des djihadistes », affirme-t-il.

L'armée syrienne a pourtant mené de nombreux raids aériens, dimanche dernier, contre les provinces de Raqqa, de Deir Ezzor et d'Alep, tuant une trentaine de djihadistes. « C'est une offensive très tardive, elle aurait pu frapper bien plus tôt », insiste Jean-Pierre Filiu.

Ces aides extérieures se sont tariées à partir du moment où l'EIL est entré en conflit ouvert avec les autres groupes révolutionnaires syriens, comme l'ASL ou le Front Al-Nosra. « L'Arabie saoudite a alors arrêté de les soutenir », affirme Alain Rodier. Le Qatar a continué de façon détournée, mais il réduisait son aide au fur et à mesure que l'EIL gagnait en puissance. »

L'Arabie saoudite s'est même maintenant fortement engagée dans la lutte contre l'État islamique. Elle a versé 600 millions de dollars (près de 500 millions d'euros) à l'ONU : 500 sont destinés à aider les réfugiés fuyant l'offensive de l'EI, et 100 doivent participer au combat contre le terrorisme, via le centre

des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme. « De plus, Riyad punit maintenant sévèrement le financement du terrorisme », insiste Mathieu Guidère, professeur d'islamologie à l'université de Toulouse 2.

Actuellement, il semble que l'EI reçoive encore de l'argent des pays du Golfe, mais principalement de donateurs privés. « Les aides officielles paraissent avoir été réduites aux environs de zéro depuis un an, complète Alain Chouet. Mais il y a probablement des versements de particuliers saoudiens, koweïtiens ou qatariens. »

Ainsi, début juin, les États-Unis ont gelé les avoirs d'un Koweïtien, nommé Abd Al Rahman, accusé d'avoir agi comme « facilitateur » pour transférer des fonds et des hommes en Irak, depuis 2008. « Il y a aussi des dons en provenance de Turquie », affirme Mathieu Guidère.

**Le pseudo-État aurait récupéré un important trésor de guerre de deux milliards de dollars.**

## VU DE TURQUIE

# Les ambivalences d'Ankara

► Le gouvernement turc a longtemps fermé les yeux sur les activités à sa frontière des rebelles islamistes et sur leurs soutiens à l'intérieur de ses frontières. ► Il est désormais bien obligé de donner des gages à ses alliés occidentaux.

### ISTANBUL

De notre correspondant

« Ne comptez pas sur moi pour provoquer l'État islamique », avait déclaré fin juin le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, élu à la présidence du pays le 10 août. La déclaration de l'homme fort d'Ankara survenait quelques jours après la prise d'otages de 80 citoyens turcs par les djihadistes à Mossoul, incluant le consul général de Turquie dans cette ville. Début juillet une trentaine d'entre eux ont été libérés.

La posture d'Ankara face à la menace de l'État islamique est équivoque. En opposition frontale à Bachar Al Assad depuis le début du conflit syrien, le gouvernement turc a ainsi fermé les yeux sur les activités à sa frontière des rebelles is-

lamistes en lutte contre le régime de Damas, et sur les soutiens de ceux-ci à l'intérieur de la Turquie.

Interviewé par le *Washington Post* début août, un responsable militaire de l'État islamique affirmait que des djihadistes, incluant des commandants du « califat », étaient soignés dans des hôpitaux turcs, et rappelait que la plupart des combattants et le gros du matériel avaient transité par la Turquie pour rejoindre la « Guerre sainte ».

Accusé par l'opposition d'adopter une attitude molle face à l'extrémisme islamique et de compromettre ainsi la sécurité du pays, Recep Tayyip Erdogan semble cependant bien décidé à faire profil bas. Mais alors que les zones de conflit se multiplient tout au long de sa frontière, la Turquie est bien obligée de donner des gages à ses alliés occidentaux.

Les services de renseignements d'Ankara collaborent de plus en plus activement avec leurs partenaires, et si Ankara reste opposé à toute forme d'intervention militaire en Irak, il ne peut que se réjouir de la position de l'Otan, dont elle est membre. Son secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, a assuré

fin juin qu'elle n'hésiterait pas à « utiliser tous les moyens nécessaires » pour la défendre.

La politique du « zéro problème avec les voisins », mantra de la diplomatie turque depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement de Recep Tayyip Erdogan, n'est décidément plus d'actualité. Avec l'établissement de l'État islamique sur son flanc sud-est, Ankara doit faire face à une nouvelle arrivée massive de réfugiés, à l'heure où le pays compte déjà 1,2 million de Syriens ayant fui la guerre civile.

Et alors que les combats se déroulent à la frontière même de la Turquie, tant en Syrie qu'en Irak, de nombreux ressortissants turcs sont aujourd'hui directement engagés de deux côtés : les combattants de l'État islamique en compteraient jusqu'à 5 000 dans leurs rangs, tandis que la guérilla proche du Parti des travailleurs kurdes (PKK), qui accuse le gouvernement d'Ankara de soutenir en sous-main l'État islamique, affirme avoir plus de 2 000 volontaires dans le nord de l'Irak afin de combattre les djihadistes.

ALEXANDRE BILLETTE

fares islamiques basé au Liban. « Il s'agit maintenant d'une structure bien établie, avec environ 250 000 hommes », insiste-t-il.

Le pseudo-État aurait en effet récupéré un important trésor de guerre d'environ deux milliards de dollars (soit environ 1,5 milliards d'euros). Il a notamment pris des centaines de millions dans l'antenne de la banque centrale de Mossoul, qu'il a fait tomber en juin dernier. De plus, les impôts qu'il prélève sur les zones qu'il occupe lui assurent des rentrées d'argent régulières.

Enfin, il exporterait du pétrole, probablement vers la Turquie à un prix quatre fois moins élevé que le prix officiel. « Il y a, à l'heure actuelle en Turquie, une baisse de la consommation chez les grossistes », explique Alain Rodier, sous-entendant que le marché noir est approvisionné par le pétrole irakien extrait par l'EI.

JEAN COMTE

Dans le cas des pays du Golfe, les donateurs privés appartiendraient à des tribus réparties dans différents pays du Golfe et de l'Asie centrale. Celle des Shammar, par exemple, compte environ quatre millions de membres, répartis entre l'Arabie saoudite, l'Irak et la Syrie. « Comme ils se considèrent comme des cousins, il est assez simple à un Shammar syrien ou irakien de demander 10 000 dollars à un Shammar saoudien », explique Mathieu Guidère. Selon lui, certains de ces donateurs ne savent pas que leur argent ira au djihad : « Ils pensent qu'il est destiné aux bonnes œuvres de l'État islamique. »

Ces dons privés sont quasiment impossibles à évaluer. Une seule chose est certaine : ils ne constituent plus une rentrée d'argent essentielle pour l'EI. « Ils ne représentent pas plus de 5 % de ses fonds », estime Romain Caillet, consultant en af-



## **Turquie : deux morts lors de heurts autour d'une statue controversée en zone kurde**

Diyarbakir (Turquie), 19 août 2014 (AFP)

**LA DESTRUCTION de la statue controversée d'un chef rebelle kurde a provoqué mardi de violents affrontements dans le sud-est de la Turquie, qui ont entraîné la mort de deux personnes, un manifestant kurde et un soldat, tués par balles.**

Les incidents se sont produits dans la petite ville de Lice, où l'inauguration dimanche dans un cimetière de la statue de Mahsum Korkmaz, un ancien chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), avait suscité la colère des nationalistes turcs.

Au moins deux autres manifestants ont été blessés par balle. Un gendarme grièvement touché dans les heurts, a succombé dans la soirée à l'hôpital, ont indiqué des sources des services de sécurité locaux.

Les funérailles de la victime civile se sont déroulées en fin d'après-midi, aux abords de la zone où se sont produits les heurts, en présence de plusieurs milliers de personnes cernant les forces de sécurité et scandant des slogans en faveur du PKK.

Les affrontements ont débuté mardi à l'aube lorsque les forces de sécurité ont pris position autour du cimetière de Yolacti, dans la banlieue de Lice, pour démonter la statue de Mahsum Korkmaz, ordonné lundi par la justice.

Elles ont été accueillies par les jets de pierres des manifestants et ont riposté par du gaz lacrymogène, puis des tirs à balles réelles, ont raconté les témoins.

L'armée turque s'est expliquée sur le recours à la force contre les manifestants. "Les unités en route pour Lice ont été attaquées par des individus armés de lance-grenades, de carabines et d'engins explosifs", a affirmé le commandement militaire dans un communiqué publié sur son site internet.

De son côté, le vice-Premier ministre Besir Atalay a dénoncé un "acte de provocation" destiné à faire dérailler le processus de paix engagé en 2012 entre Ankara et le PKK.

Tué par les forces turques en 1986, Mahsum Korkmaz était un commandant rebelle qui avait planifié les premières attaques des insurgés kurdes contre les autorités turques en août 1984. Il est depuis considéré comme un martyr par les Kurdes.

Dans un communiqué, l'aile militaire du PKK, le HPG a dénoncé la mort d'un civil, réclamant que "justice soit faite". "Une enquête doit immédiatement être ouverte sur les autorités militaires qui ont donné l'ordre de tirer sur la foule", précise le texte rapporté par l'agence prokurde Firat News, accusant l'Etat turc et son armée de "manquer de respect face aux symboles" du peuple kurde.

La statue a été inaugurée dimanche par les autorités locales, dans un cimetière de Yolacti réservé aux combattants du PKK.

### **- 'CALENDRIER' DE PAIX -**

Cela a rendu furieux les nationalistes turcs, qui en ont imputé la responsabilité au Premier ministre et président élu islam-conservateur Recep Tayyip Erdogan, à l'origine d'une série



de mesures en faveur de la minorité kurde (15 des 75 millions de Turcs) dans le cadre de pourparlers de paix engagés avec le PKK.

Sur plainte du gouverneur de la région de Diyarbakir, "capitale" du sud-est turc peuplé en majorité de Kurdes, un juge de Lice a ordonné le démontage de la sculpture représentant le rebelle en tenue de combat et fusil d'assaut au côté.

Les autorités turques tentent depuis plusieurs mois de relancer le processus de paix, actuellement au point mort, avec le PKK pour mettre fin aux affrontements qui ont fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Les rebelles observent depuis mai 2013 un cessez-le-feu unilatéral.

Mardi, M. Atalay s'est prononcé pour des négociations "directes" avec l'état-major du PKK établi dans le nord de l'Irak, et a annoncé que son gouvernement mettait la dernière main à un "calendrier" de paix.

Jusqu'à-là seul interlocuteur d'Ankara, le chef du PKK Abdullah Öcalan, incarcéré en Turquie depuis 1999, a estimé samedi que le conflit "touchait à sa fin".

A la tête du gouvernement turc depuis 2003, M. Erdogan a été élu le 10 août président de la Turquie pour cinq ans. Au soir de sa victoire, il s'est engagé à poursuivre les discussions avec les rebelles kurdes jusqu'à un règlement pacifique. ●

19 août 2014



## **Irak : les combattants kurdes ont besoin de missiles**

par Eric Biegala / 19 août 2014  
franceinfo.fr

**L**es livraisons d'armes françaises ont débuté en Irak mais les combattants kurdes en attendent encore plus. Ils luttent depuis des semaines contre une armée djihadiste très bien équipée.

Après des semaines de combat, les peshmergas kurdes sont à l'attaque depuis une semaine. Appuyés par l'aviation américaine ils reprennent à l'Etat Islamique quelques-unes des positions perdues depuis le début août, notamment le plus grand barrage du pays. "Ils ont récupéré

toutes les armes des 70.000 hommes de l'armée irakienne qui étaient à Mossoul et qui ont tout laissé derrière eux", raconte un général peshmergas.

**"NOS ARMES SONT VIEILLES ET PAS PARTICULIÈREMENT PUISSANTES" (UN GÉNÉRAL PESHMERGA)**

En face d'eux, ils ont une armée djihadiste très bien équipée. Les combattants kurdes n'ont pas encore reçu toutes les armes qu'il leur faudrait, même si les livraisons françaises ont déjà commencé. Ce n'est



Une voiture de l'armée kurde © Reuters-Youssef Boudlal

pas assez pour les peshmergas : "C'est ce vendredi qu'on a reçu les premières armes françaises", explique le général, "nos armes sont vieilles et pas particulièrement puissantes et nous avons expliqué au gouvernement français ce dont disposait l'Etat islamique et ce qu'il nous fallait pour le combattre". Le général poursuit en indiquant que son armée a besoin de "missiles anti-chars pour percer les blindages", notamment le missile Milan. ◆



# Kurdish protester killed in Turkey clashes over PKK statue

August 19, 2014  
Agence France Presse

**D**IYARBAKIR, Turkey: A Kurdish demonstrator was shot dead and at least two others wounded Tuesday when Turkish security forces opened fire on Kurds protesting at the dismantling of a controversial new statue of a slain PKK commander.

The clashes erupted when protesters gathered at a cemetery outside the town of Lice in the Diyarbakir region of southeastern Turkey to prevent soldiers from removing the statue of Mahsum Korkmaz, a founder of the banned Kurdistan Workers' Party (PKK).

The statue of Korkmaz, who planned the first attacks of the PKK's insurgency seeking self-rule for Turkey's Kurds, was unveiled on Saturday, but Turkish nationalists saw it as glorifying "terrorism" and a court swiftly ordered its demolition.

Security forces, backed by helicopters, launched an early morning operation to dismantle the statue, which quickly turned violent, with soldiers firing live bullets and tear gas, and protesters -- mainly children -- responding with stones, witnesses told AFP.

A demonstrator in his 20s died of gunshot wounds to the head, security sources said. The two confirmed wounded are in a



serious condition.

The statue was eventually removed, leaving just the plinth, but sporadic clashes continued in and around the cemetery.

The Turkish Armed Forces said in a statement that a group of around 250 people -- including PKK members -- attacked the soldiers trying to remove the statue with rocket launchers, rifles and hand-made explosives.

The group fired at two military helicopters, forcing the soldiers to "immediately respond", the statement said.

Deputy Prime Minister Besir Atalay told NTV television that the incident was an "act of provocation" aimed at harming the peace talks with Kurdish rebels.

The statue of Korkmaz, which shows him dressed for battle and with a rifle by his side,

was unveiled on Saturday to mark the 30th anniversary of the first PKK attacks against the Turkish authorities. He has been feted as a martyr by Kurds since he was shot dead in 1986.

The statue's unveiling sparked outrage among Turkish nationalists who denounced it as the unwanted result of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's policy of granting greater rights to the Kurdish minority.

Turkey is seeking to restart stalled peace talks with the PKK to end a three-decade conflict that has claimed an estimated 40,000 lives.

Erdogan, who was elected president this month, launched clandestine negotiations with jailed PKK leader Abdullah Ocalan in 2012 but the talks stalled in September last year when the

rebels accused the government of failing to deliver on reform.

However, hopes have been raised in recent weeks of a new breakthrough.

Turkish lawmakers last month adopted a bill aimed at advancing negotiations with the PKK, which is blacklisted as a terrorist group by Turkey and its Western allies.

In his presidential victory speech, Erdogan said the peace process would continue and that he would push to enshrine key Kurdish demands in the constitution.

In a statement from his cell on the prison island of Imrali, Ocalan said Saturday that Turkey was on the verge of "historic developments" after the election and that the 30-year conflict was "coming to an end".

Despite its blacklisting as a terror group, the PKK has joined forces with other Kurdish fighting units in the US-backed operation to halt the advance of Islamic militants in Iraq.

Atalay said the peace talks, which have involved Ocalan and Turkey's spy agency, should be expanded to include the PKK leadership based in the Kandil Mountains of northern Iraq.

He added that the government was working on a roadmap that it wants to present in late September. □

# Zebari Says Kurdish Ministers Will Rejoin Iraqi Government

www.rferl.org  
August 20, 2014

**I**raqi's outgoing foreign minister, Hoshiyar Zebari, says Kurdish ministers who suspended their participation in the government of outgoing Prime Minister Nuri al-Maliki have rejoined the administration.

"I am back in Baghdad as foreign minister," Reuters quotes Hoshiyar Zebari, a Kurd, as saying on August 20.

On August 15, Maliki announced that he would step down and support Prime Minister-designate Haidar al-Abadi to "safeguard the high interests of the country."

Maliki infuriated Kurdish leaders by accusing them of harboring terrorists after Islamic State (IS) militants swept through northern Iraq in June.

Zebari also urged the world to support



Baghdad in its fight against IS militants, calling the group a threat to the world, not just to Iraq's minority ethnic groups.

Islamic State, which seeks hard-line rule under an Islamic caliphate, has seized large swaths of territory in both Iraq and Syria. □

# Kurdish Oil Breakthrough Said to Enable Quadrupled Export

By Selcan Hacaoglu and Grant Smith  
 Aug 22, 2014  
[www.bloomberg.com](http://www.bloomberg.com)

**K**urdistan's Capital Erbil has been the boom town of Iraq, with developers pouring billions of dollars into the city's real-estate sector in recent years. Now the threat of Islamic State has put these ambitious expansion plans on hold. Bloomberg's Willem Marx reports. (Source: Bloomberg)

Iraq's Kurds, who have defied the central government by selling oil independently, are working to quadruple the capacity of their export pipeline within months, according to an official with knowledge of the situation.

The Kurdistan Regional Government, or KRG, more than doubled daily capacity to 300,000 barrels on its pipeline to Turkey as of yesterday with installation of a new booster station at Fishkabur, the official said, asking not to be named because of policy. The region is considering a fourth booster to allow delivery of as much as 500,000 barrels a day to the Mediterranean port of Ceyhan within as little as three months, he said. The KRG didn't answer phone calls to its press office outside working hours today.

The KRG's efforts to export their own crude has provoked legal action by authorities in Baghdad and fanned speculation that the semi-autonomous region will pursue greater independence. Their new exports, expanding even as Kurdish forces combat an Islamist insurgency in territory nearby, are reaching what the International Energy Agency says is an oversupplied global market where the return of lost Libyan supplies pushed prices to a 14-month low.

"The Kurds are getting more autonomy and can rely more on their production, so we're going to see more supply coming out of Iraq," Hakan Kocayusufpasaoglu, chief investment officer at Archbridge Capital AG, a Zug, Switzerland-based hedge fund, said by e-mail. Global supply is expanding as more oil comes from "areas that were causing problems last year and early this year," he said.

## MORE AUTONOMY

The export plans come after explorers including Chevron Corp. (CVX) and Afren Plc (AFR) evacuated staff and halted drilling in the Kurdish region as fighters from the Islamic State advanced through northern Iraq. DNO ASA, the Norwegian company that operates the Tawke field, said yesterday that it may need to push back production-growth targets for Kurdistan after companies that provide it with oilfield services evacuated workers.

The explorer, which exported 35 percent of its output in the second quarter through the pipeline to Turkey, said it may fail to reach a goal of boosting capacity at Tawke to 200,000 barrels a day by year-end, after reaching a peak of 130,000 barrels a day. At the same time, DNO said the KRG had cleared it and other producers to export oil on their own.

## ECONOMIC LIFELINE

For the Kurds, whose armed forces have played a central



*Aug. 22 (Bloomberg) -- Kurdistan's Capital Erbil has been the boom town of Iraq, with developers pouring billions of dollars into the city's real-estate sector in recent years. Now the threat of Islamic State has put these ambitious expansion plans on hold. Bloomberg's Willem Marx reports. (Source: Bloomberg)*

role in countering the Islamist insurgency in Iraq over the past three months, oil is an economic lifeline as they consider moves toward greater independence.

"The increased capacity is needed to allow delivery to Ceyhan of growing volumes from the Taq Taq and Tawke fields," Bloomberg oil strategist Julian Lee said today. The "300,000 barrels per day through the Kurdish pipeline would boost Iraq's exports by 12.5 percent and could make an important contribution to revenue, if accepted by Baghdad," he said.

Turkey has ignored objections by Iraq's central government, which says the oil exports are illegal and must be stopped. Seven tankers have so far loaded 6.5 million barrels of Kurdish oil transported to the Ceyhan terminal, Turkey's Energy Minister Taner Yildiz said on Aug. 18. Iraqi Kurds have also separately been exporting crude on trucks via Turkey.

Baghdad has tried to block the KRG from exporting oil on its own, citing a constitutional clause making the central government responsible for oil shipments and revenues. A tanker carrying Kurdish crude has been waiting off the coast of Texas since July after a magistrate ordered the cargo be seized should it enter U.S. territorial waters, in response to a legal complaint from Iraq's central government.

"The Kurds are becoming more confident of their ability to export crude independently of Baghdad," said Lee, who writes for First Word and whose views are his own. "At least four of the seven tankers that loaded Kurdish crude from Ceyhan have successfully discharged their cargoes, suggesting that willing buyers are starting to emerge." ■



# Progress of ISIS puts Obama to test

BEIRUT

Argument made for U.S. to extend its campaign against militants to Syria

BY BEN HUBBARD

When fighters from the Islamic State in Iraq and Syria tried to take land from the Shueitat tribe in eastern Syria, its men took up arms and fought back — a show of defiance that the extremist group did not forget.

This month, ISIS retaliated, capturing and killing hundreds of tribe members, some of them slaughtered with knives in the street. Wounded and chased from his village, one survivor reached by phone on Thursday said he could not understand why the United States was bombing ISIS in Iraq but not in Syria, where the group has for more than a year built its base and amassed weapons and fighters.

"I wish we could ask the Americans to hit their bases wherever they exist," said the man, who spoke on the condition of anonymity for fear of retribution.

The brutality of ISIS, which now calls itself Islamic State, has seized the world's attention — most recently with the beheading of the American journalist James Foley — and increased pressure on President Obama to respond. Mr. Obama has authorized strikes on ISIS positions in Iraq and on Wednesday called the group a "cancer" that must be removed from the Middle East.

But the United States is following a relatively narrow strategy against the group, a strategy that does not recognize how thoroughly ISIS has erased borders and upended alliances across the region, many here say. ISIS has plenty of enemies in the Middle East, but Washington is treating only a few of them as friends.

"ISIS needs to be fought in all areas, in both Iraq and Syria," said Atheel al-Nujaifi, the governor of Iraq's Nineveh Province, which is now mostly held by ISIS. "The problem is finding a partner on the ground that can work with them because the jets can't finish the battle from the sky."

The irony of ISIS's quick rise is that it has virtually no allies. Its vision of a stateless Middle East under the black flag of jihad terrifies the region's governments, and even other Islamic militants hate it for what they say is its distorted use of their religion.

ISIS has spread quickly due to the region's shattered geography, where the



STEVEN SENNE/ASSOCIATED PRESS

Speaking in Massachusetts about the killing of James Foley, President Obama vowed to remove the "cancer" that is ISIS.

conflicts between weak governments and the array of armed groups who operate in their territories have allowed the militant group to grow into a self-proclaimed caliphate that holds more territory than many recognized nations.

The central dilemma for the United States is that Mr. Obama has said he is committed to deposing President Bashar al-Assad of Syria, but has been determined not to get deeply involved in the civil war in Syria. Now, both leaders find themselves, under domestic and international pressure to do more to fight ISIS, but have shown no willingness to coordinate any kind of response.

In Syria, ISIS took advantage of the vacuum caused by the civil war between rebel groups and the Assad government to carve out a foothold in the country's north. Since announcing its presence in Syria last year, it has greatly expanded its territory, mostly at the expense of other rebel groups.

As ISIS spread, Mr. Assad's forces rarely attacked the group, leading analysts to conclude that the government was benefiting from its tactics. Not only did it kill rebels, they said. It also bolstered the government's argument that it was facing a terrorist plot and not a popular uprising.

But in recent weeks, ISIS has attacked the government with greater ferocity, taking over military bases and beheading scores of soldiers. ISIS's spread has caused alarm among some government supporters — and even some officials — who fear the group could become powerful enough to threaten the capital, Damascus.

"Where is our air force?" Elia

Samaan, a government advisor, asked in June when ISIS fighters swept back into Syria with heavy American weapons they had seized in Iraq.

Mr. Samaan, who works with the Ministry of Reconciliation on efforts to strike a deal with rebels, rejected the theory endorsed by opponents of Mr. Assad that he created ISIS to fight the rebels.

Instead, Mr. Samaan said the government had been "happy to see ISIS" killing rebels and believed that with the ISIS threat, "the world would support the regime."

Others have argued that the threat posed by ISIS is so great that the United States should mend ties with Syria so that they can cooperate against it.

"If they don't work together, the crisis will continue; if they cooperate, it will shorten the conflict," said Hisham Jaber, a retired army general in Lebanon, where the authorities are struggling to secure the release of a dozen security officers captured by ISIS. "At the end of the day, they are hitting the same enemy."

That step appears unlikely. Mr. Obama called for Mr. Assad to leave power early on in the Syrian conflict, and the countries have no diplomatic relations. And though Syria recently finished carrying out an international deal to dispose of its chemical weapons, neither country has given any single that wider changes in relations are afoot.

Many in the Syrian opposition, meanwhile, have accused Washington of hypocrisy for launching airstrikes against ISIS in Iraq but not intervening in Syria.

The strikes began, they note, nearly one year after the Syrian government killed hundreds of people near Damascus with chemical weapons, crossing what Mr. Obama had declared to be a "red line." American plans to strike Syria were dropped after Mr. Assad agreed to shed his chemical stockpiles.

The United States said its strikes in Iraq seek to protect American interests and relieve humanitarian suffering — an argument many Syrians find unconvincing. "If that is the cause, why don't they bomb here, too?" said a doctor who treated many chemical weapons victims last year and gave only his first name, Sakhr, to protect himself from the government. "They have political considerations in Iraq that they don't have in Syria, and it appears that they want to keep Bashar," he said.

Despite ordering strikes in Iraq, Mr. Obama has given no sign that he is considering strikes in Syria, respecting a border that ISIS does not, much to its advantage.

Most of its bases and training camps are in Syria, where it also controls oil wells that help finance its operations. But its fighters move freely across the border, transporting weapons and launching more attacks.

This week, Iraqi security officials said they believed that after the American strikes had begun in Iraq, the ISIS leader, Abu Bakr al-Baghdadi, had moved to Syria. Highlighting the cross border



## More than 50 Sunnis are killed in raid on Iraq mosque

BAGHDAD

BY BEN HUBBARD

More than 50 Sunni worshipers were killed during a militant raid on a mosque in central Iraq on Friday in an attack that security officials said appeared to be revenge for a number of deadly bombings earlier in the day.

The violence in a group of villages in Diyala Province, about 100 miles north-east of Baghdad, was in a mixed Sunni-Shiite area that has become a front line between Iraqi security forces and the Islamic State in Iraq and Syria, the extremist group that has taken over parts of the country.

The rise of ISIS, along with its acceptance by some Sunni populations angry at the Shiite-led government, has reignited sectarian feuds across Iraq.

Security officials said that three roadside bombs exploded early Friday in an apparent effort to assassinate a leader of a local tribe of Shiites, who are a minority in the area. That leader survived, but five others in his motorcade were killed.

A few hours later, gunmen stormed a mosque in a Sunni village and killed more than 50 people, security officials

said, adding that the attackers were believed to be Shiite militiamen.

A Sunni member of Parliament from Diyala Province, Nahda al-Dayni, said that the attackers surrounded the area, shot the worshipers inside the mosque and then refused to let in ambulances. She accused Shiite militiamen from the area of carrying out the attack, saying it was sectarian revenge for the bombings.

"If one Shiite is killed, from the security forces or the militias, they try to kill 10 Sunnis from the same area," she said. "This is not the first time."

As word of that atrocity spread, Iraq's Shiite religious establishment issued a call for help for a Shiite town in central Iraq that had been under siege by the Sunni extremists in ISIS for weeks.

Residents and a local official reached by phone in the town, Amerli, 100 miles north of Baghdad, said that ISIS fighters had surrounded the town of about 17,000 people, mined its roads and posted snipers on its outskirts so that no one could leave. They said that food, medicine and ammunition to hold off the militants were dwindling.

The plight of Amerli has raised alarm here and abroad because it bears similarities to other areas where ISIS has

committed mass killings.

The town is home to members of Iraq's Turkmen minority who are Shiite Muslims, meaning that ISIS considers them infidels. Last week, ISIS fighters killed scores of men from the Yazidi minority farther west after having besieged their town and demanded that it convert to Islam.

Fear that ISIS would massacre other Yazidis as they fled across the rugged Sinjar mountains was one reason President Obama ordered American airstrikes in Iraq this month.

American officials are said to be monitoring the situation in Amerli closely, although there has been no official comment on whether the United States is considering airstrikes on ISIS positions there as part of its mission to help suffering civilians.

One Turkmen member of the Iraqi Parliament, Fawzi Akram Tarzi, called on the United States to help Amerli, accusing it of applying "double standards" by coming to the aid of some of Iraq's minorities and not others.

"Why did they hit ISIS in Sinjar but not in Amerli?" Mr. Tarzi asked. "We want the international community to deal with all Iraqi citizens in the same way."

On Friday, Iraq's Shiite religious authorities raised alarm about the situation in Amerli, calling for the siege to be lifted so aid could be delivered to residents.

"We call on the concerned parties to work seriously to break the siege on this city and save its people from the danger of the terrorists whose crimes the whole world has seen," said a representative of Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's most influential Shiite cleric, in a televised sermon.

In the town with residents are an Iraqi Army unit and members of a Shiite militia, who have joined with armed locals to keep ISIS from entering, said Jaafar Ahmed, a resident who had joined the defense effort. ISIS regularly attacks the town with mortars and artillery.

"We clash with them every day," Mr. Ahmed said.

Iraqi Army helicopters have dropped food and supplies, and four of them landed in the area on Thursday to deliver food, fuel and weapons.

But the Iraqi Army has proved unable to reclaim significant territory from ISIS since the extremist group raced into Mosul, Iraq's second-largest city, in June.

Omar al-Jawshy contributed reporting.

nature of the conflict, ISIS responded to American strikes in Iraq by beheading an American in Syria.

"ISIS is one creature with two heads that can see here and see there," said Hassan Hassan, a Syrian analyst at the Delma Institute in Abu Dhabi. "So you can't cut it down the middle and consider it two separate creatures."

In Iraq, ISIS also faces a range of enemies, each of which has its limits. The Iraqi Army failed to prevent ISIS from seizing territory in the north and west and allowed it to seize Mosul, the country's largest city, in a single day after withdrawing in the face of an ISIS assault.

The country's charged ethnic and sectarian differences also complicated matters. Kurdish pesh merga forces have achieved successes in the north, but they are unlikely to fight ISIS far outside of their areas.

And while Shiite militias have helped defend Shiite areas, they are hugely unpopular in the Sunni areas where ISIS works most freely.

Mr. Nujaifi, governor of Nineveh, said that only a force composed of men from the area would be able to defeat the jihadists. "If an outside force came to fight

**"The problem is finding a partner on the ground that can work with them because the jets can't finish the battle."**

ISIS, they could meet resistance from the residents," he said, suggesting that local police or army units made up of locals should receive backing to fight ISIS.

Naeem al-Abudi, a spokesman for Asaib Ahl al-Haq, a Shiite militia, said that his group supported the idea.

"These areas can take responsibility for defending themselves with people from their own region, but as part of an official, organized force," he said.

ISIS's brutality has shaken old alliances and left some people searching for any ally who can protect them.

A military commander from the Shueitat tribe, reached via the Internet in eastern Syria, said that the streets of his home village were strewn with the dead. While his men had originally fought the Syrian government, he said he now considered the greater danger to be the jihadists from abroad.

Hinting at shifting alliances he cited an Arabic proverb about the hierarchy of family ties: "Me and my brother against my cousin and me and my cousin against the stranger."

"They are the strangers," he said of ISIS.

Anne Barnard contributed reporting from Damascus, and Hwaida Saad and Mohammed Ghannam from Beirut.



**Le Monde**  
Mercredi 20 août 2014

# Dans le nord de la Syrie, la rébellion joue sa survie

C'est la marque de la montée en puissance spectaculaire de l'Etat islamique (EI). Au début de l'année, les djihadistes avaient payé leur conquête de Falouljah, en Irak, par un net recul dans le nord de la Syrie. Mobilisés par leur offensive dans la province d'Anbar, à l'ouest de Bagdad, ils avaient été débordés par l'attaque surprise des brigades anti-Assad, dans la région d'Idlib et d'Alep. Huit mois plus tard, bien qu'en plein combat contre les peshmergas, les forces armées du Kurdistan irakien, les soldats d'Abou Bakr Al-Baghdadi, l'auto-proclamé calife Ibrahim, font un retour fracassant dans le nord de la Syrie. Après s'être emparés la semaine dernière de plusieurs villages des environs d'Alep, ils menacent aujourd'hui Marea, le berceau de la rébellion dans cette région.

La chute de cette bourgade agricole pourrait ouvrir tout le nord du pays aux hordes de Da'ech, le surnom arabe de l'EI. Elle pourrait aussi couper le ravitaillement des insurgés par la Turquie voisine et parachever l'encerclement des quartiers rebelles d'Alep, qui sont déjà ceinturés par les forces loyalistes à l'est, au sud et à l'ouest. « La situation est critique : nous devons nous battre contre deux ennemis à la fois », reconnaît Hossam Al-Mara'i, porte-parole de l'Armée syrienne libre (ASL).

« Nous craignons qu'Alep subisse le même sort que Homs », ajoute-t-il, en référence à l'autre place forte de révolution, au centre de la Syrie, que les rebelles ont dû évacuer en mai, la mort dans l'âme, après des mois de siège et de bombardements. « Si Marea tombe, Alep tombera aussi et c'en sera fini de la révolution », tranche Sami Al-Najjar, un militant de l'opposition, originaire de Marea mais installé depuis peu à Lyon.

Les djihadistes ont baptisé leur opération « Revanche pour la pureté des femmes ». Le choix de cette formule, qui renvoie aux allégations d'enlèvements et de viols de leurs femmes lors de l'offensive des rebelles, en janvier, en dit long sur leur détermination. Les troupes de l'EI veulent effacer l'humiliation subie, restaurer leur autorité et étendre encore un peu plus vers l'ouest le territoire du califat, proclamé fin juin par « Ibrahim »,



Après un bombardement de barils d'explosifs par l'armée loyaliste, le 13 août, à Alep. RAMI ZAYAT/REUTERS



depuis la grande mosquée de Mossoul. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, plusieurs dizaines de rebelles ont été faits prisonniers et dix-sept d'entre eux au moins ont été décapités durant l'attaque éclair qui s'est déroulée mercredi 13 août. En l'espace de vingt-quatre heures, une dizaine de localités sont tombées, comme Turkman Bareh, Masoudiyeh, Ghouz, Akhtar, Arshaf et Dabiq.

La prise de cette dernière ville a une saveur particulière pour les disciples du calife, puisqu'elle est mentionnée dans les hadiths – recueils des paroles et des actions du prophète Mahomet – comme le site d'une bataille majeure, avant la fin des temps. L'EI a même donné le nom de Dabiq à son magazine, dont le premier numéro, disponible en arabe et en anglais, est sorti en juillet. « Abou Moussab Al-Zarqaoui, le fondateur du mouvement qui a donné naissance à l'Etat islamique, a déclaré par le passé que la cap-

ture de Dabiq serait le premier pas vers la conquête de Constantinople et Rome », souligne Charles Lister, spécialiste des groupes djihadistes à la Brookings Institution de Doha.

Les canons de l'EI sont désormais pointés sur Marea, située à 40 km au nord d'Alep. Ses habitants ont été soumis ces derniers jours à des bombardements d'une intensité à laquelle les djihadistes ne les avaient jusque-là pas habitués. Grâce à l'arsenal saisi dans les bases de l'armée irakienne pillées lors de la prise de Mossoul, début juin, l'Etat islamique a décuplé sa puissance de feu. « Ça ressemble à un bombardement du régime », dit Sami Al-Najjar, qui est en contact avec les résistants de Marea. Il assure que les djihadistes disposent de chars et que des débris de roquettes made in USA, legs des Etats-Unis à l'armée irakienne, ont été retrouvés sur le site des frappes.

Symboliquement aussi, la chute de Marea constituerait un coup dur pour les opposants syriens. La ville est la première à avoir manifesté contre le régime de Bachar Al-Assad dans la province d'Alep, en avril 2011. C'est là qu'est née la brigade Al-Tawhid, dont le chef, le charismatique Abdel Qader Saleh; commanda l'opération menant à l'entrée des rebelles dans les quartiers orientaux d'Alep, en juillet 2012. Marea abrite toujours le quartier général de cette unité rebelle, d'inspiration islamiste modérée, mais depuis la mort de son fondateur, en novembre 2013,

les dissensions internes et les défections ont sapé sa puissance. Jaysh Al-Moudjahidin, un autre groupe armé à la pointe de l'opération anti-

**« Si Marea tombe, Alep tombera aussi, et c'en sera fini de la révolution »**

**Sami Al-Najjar**  
opposant syrien

djihadiste du début de l'année, est lui aussi sur le déclin, de même que le Front islamique, une coalition de brigades d'obédience salafiste.

Selon Charles Lister, les livraisons d'armes aux formations rebelles, par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite et du Qatar, qui furent l'une des clés du sursaut de janvier, ont diminué ces derniers mois. En cause également, le manque de coordination des opérations militaires, talon d'Achille de la rébellion. Le général Abdelilah Al-Bachir, dernier chef en date de l'ASL, nommé en février, à la suite du limogeage de Salim Idriss, n'a jamais réussi à s'imposer sur le terrain. « Il y a des discussions pour nommer un nouveau commandement militaire, mais elles n'ont pas abouti pour l'instant », dit Hossam Al-Mara'i.

Autre facteur aggravant : depuis que ses combattants ont été balayés par ceux de l'EI, dans la province de Deir Ez-Zor, au début de l'été, le Front Al-Nosra, la branche d'Al-Qaïda en Syrie, joue la carte de la neutralité. La plupart de ses



forces dans la province d'Alep se sont prudemment repliées dans la région voisine d'Idlib.

L'équilibre des forces penche donc nettement en faveur d'Abou Bakr Al-Baghdadi. Outre Marea, ses légions approchent de Saouran, un village sur la route d'Azaz, la dernière localité avant le poste frontière de Bab Al-Salamah. Si l'accès à ce terminal est coupé, les

opposants syriens ne disposeront plus que d'une voie d'approvisionnement par la Turquie, via le poste de Bab Al-Hawa, au nord d'Idlib. « C'est la survie du courant modéré de l'opposition qui est en jeu », proclame Sami Al-Najjar.

Conscients de ne pouvoir compter que sur eux-mêmes dans la bataille qui s'annonce, les opposants syriens observent avec amer-

tume l'empressement des États-Unis et de la France à secourir les Kurdes et les chrétiens d'Irak. « Pour justifier les raids de l'aviation américaine sur les positions de Da'ech en Irak, Obama a dit vouloir éviter un génocide. Mais le massacre de 170 000 Syriens, ce n'est pas un génocide ? Le déplacement de 11 millions de Syriens, ça ne compte pas ? », s'insurge Hossam

Al-Mara'i. Des messages alarmistes ont été transmis à Washington. En vain pour l'instant. Lundi 18 août, le secrétaire à la défense américain, Chuck Hagel, a annoncé que la totalité des armes chimiques possédées par le régime syrien avaient été détruites. ■

BENJAMIN BARTHE

LE FIGARO

LE FIGARO jeudi 21 août 2014

## Le califat du Levant fait le lit de Téhéran et de Damas

ISABELLE LASSERE [ilasserre@lefigaro.fr](mailto:ilasserre@lefigaro.fr)

ET SI L'ÉMERGENCE de l'État islamique sunnite au Levant faisait finalement le jeu de l'Iran chiite ? Mise au ban de la communauté internationale depuis qu'elle a entamé sa marche vers la bombe nucléaire, la République islamique a remis un pied dans la porte pendant l'été, grâce à l'avancée des djihadistes dans le nord de l'Irak. En juin dernier, Téhéran avait proposé aux États-Unis sa collaboration pour tenter de contenir la progression des extrémistes sunnites. L'Iran a reconnu vendredi avoir fourni des conseils et une aide politique aux Kurdes irakiens. Il a aussi réitéré sa proposition de coopérer avec les Occidentaux après l'assassinat du journaliste américain James Foley en Syrie.

Pour la première fois depuis très longtemps, l'Iran et les États-Unis se reconnaissent des intérêts stratégiques communs : la menace que fait peser l'État islamique sur leur sécurité nationale et le risque d'une désintégration de l'Irak, qui aggraverait l'instabilité régionale et ne serait bon ni pour Téhéran ni pour Washington. Parce qu'il est partie prenante dans les deux conflits, l'Iran chiite est une pièce majeure d'un éventuel règlement international de la question. En Syrie, il soutient le régime de Bachar el-Assad via son allié libanais le Hezbollah et des conseillers militaires. En Irak, il

envoie des combattants de sa Force al-Qods et influence la politique à Bagdad, en lâchant par exemple l'ancien premier ministre Nouri al-Maliki, remplacé il y a dix jours. Devant l'Assemblée nationale, Laurent Fabius a appelé tous les pays de la région, y compris l'Iran, à agir en commun contre les djihadistes.

### Le dossier nucléaire

« Il est difficile d'échapper à l'Iran lorsque l'on aborde les dossiers irakien et syrien. À Téhéran, les responsables politiques sont d'ailleurs persuadés que la nouvelle situation au Moyen-Orient les rend indispensables et renforce leur position sur le dossier nucléaire », explique Camille Grand, le directeur de la Fondation pour la recherche stratégique. Téhéran a démenti vendredi les propos du chef de sa diplomatie, qui avait lié le dossier nucléaire à son aide contre les djihadistes. Mais les capitales occidentales ne sont pas dupes. Très impliqué dans le dossier nucléaire iranien, le ministre français des Affaires étrangères a mis en garde contre un rapprochement de ces « deux problèmes » qui sont « de nature différente ». « Il serait dangereux de rentrer dans un système où on échangerait une chose contre une autre », a-t-il prévenu.

À la manœuvre militaire en Irak, les États-Unis l'entendront-ils de cette manière ? L'Administration Obama s'est montrée plus conciliante que les Français sur le dossier nucléaire iranien. En affirmant que l'État islamique allait « bien au-delà de toute autre menace ter-



Laurent Fabius a appelé tous les pays de la région, y compris l'Iran, à agir en commun contre les djihadistes.

REMY DE LA MAUVINIÈRE/AP

roriste », elle a de facto fait passer la question de la prolifération nucléaire iranienne au second rang.

En faisant son retour sur la scène internationale, l'Iran pourrait entraîner dans son sillage celui de son allié syrien. À Damas, on considère que la montée en puissance des djihadistes poussera à terme les Occidentaux à négocier avec Bachar el-Assad, celui dont ils réclament le départ depuis le début de la guerre mais qui possède de solides renseignements sur l'État islamique. ■

## François Hollande : la France a armé les rebelles syriens

Dans une interview au *Monde*, François Hollande reconnaît officiellement que la France, qui vient de décider d'armer les Kurdes d'Irak, avait déjà « donné des armes aux rebelles » en Syrie, « c'est-à-dire à l'opposition démocratique ». Quels types d'armes ? « Du matériel conforme aux engagements européens. » Dès juin 2012, Laurent

Fabius avait confirmé la livraison par la France de matériel « non létal », tel que des moyens de communication ou des équipements de vision nocturne.

Dans le même entretien, François Hollande souligne qu'« aujourd'hui, (sa) plus grande préoccupation est la Libye ». Évoquant la situation en Ukraine, il prône « la fermeté et le dialogue », n'excluant pas « d'autres

sanctions » contre la Russie si elle persiste dans « la fourniture d'armes (aux séparatistes) et le blocage des postes-frontières ». Mais il estime que « le niveau (actuel) des sanctions n'empêche pas la livraison » par la France des deux navires de guerre Mistral commandés en 2011.



# Au cœur des monts Sinjar, avec la guérilla kurde

SAMUEL FOREY

ENVOYÉ SPÉCIAL SUR LES MONTS SINJAR

LE DRAPEAU du PKK flotte au sommet du massif du Sinjar. D'ailleurs, ce n'est plus le massif du Sinjar. Là-haut, plus personne n'utilise le nom arabe. Il s'agit désormais de « Shengal », son nom kurde. Les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont installé une solide position sur cette citadelle naturelle, au beau milieu d'une plaine remplie de djihadistes. Le massif mesure 40 kilomètres de long sur 8 de large. Il n'a que deux entrées : l'une, vers le sud, par la ville de Shengal, aujourd'hui aux mains de l'État islamique. La route monte en lacets serrés. Impossible pour les djihadistes de lancer leurs attaques éclairées de plusieurs points à la fois, comme ils en ont l'habitude dans la plaine. Tout là-haut, les guérilleros ont interdit toute velléité d'assaut en montant une mitrailleuse lourde sur un pick-up. L'autre point d'entrée se situe au nord, par la ville de Sounouni, elle aussi aux mains des djihadistes. Ceux-ci sont bien isolés, de ce côté-là. C'est par là, par le nord, que les militants du PKK sont arrivés, dès le 3 août.

Les pechmergas, les combattants kurdes irakiens, avaient quitté leurs positions le jour même. Ils laissaient seuls les yazidis face aux combattants de l'État islamique. Minorité kurdophone non musulmane, les yazidis sont considérés comme hérétiques par les djihadistes, qui leur laissent le choix entre la conversion ou la mort. Un exode massif s'en est suivi. Près de 200 000 personnes, selon l'ONU, fuient la région et 50 000 d'entre elles se réfugient dans leur sanctuaire, les monts du Shengal, où se trouvent leurs temples aux toits coniques. Elles se retrouvent prises au piège, assiégées par

les djihadistes, qui tiennent les deux entrées du massif.

« Il fallait défendre les yazidis. Ils font partie de l'histoire du peuple kurde, dit Egid Civyan, le commandant des forces PKK du massif de Shengal. Ce sont nos camarades qui ont commencé à attaquer », poursuit le commandant, en faisant allusion aux combattants de l'aile syrienne du mouvement. La frontière est située à quelque 20 kilomètres des montagnes. Les Kurdes syriens sont rompus depuis longtemps aux combats avec les djihadistes. Depuis deux ans, ils leur font face, en Syrie. Leur province, le Rojava, est devenue largement autonome en juillet 2012 avec le départ de l'armée et des services de renseignement, via un pacte de non-agression tacite avec le régime de Bachar el-Assad. Les Kurdes syriens sont rejoints par le PKK cinq jours plus tard. « On a lancé l'opération au dernier moment, en espérant que ça passe. Les Kurdes irakiens ont laissé faire. Ils étaient démoralisés », dit le commandant Civyan. Il porte un treillis, un chawl, le large pantalon traditionnel kurde. Les traits de son visage sont sévères.

**« Nous sommes ici pour aider. Tous les Kurdes sont frères. On va collaborer ensemble pour libérer la région »**

LE GÉNÉRAL DE BRIGADE ASHTI

Les combattants – et les combattantes – du PKK sont redoutables. Entièrement dévoués à leur cause, ils s'entraînent depuis leur plus jeune âge. Shafak a 28 ans. Elle est dans les forces du PKK depuis 2001 – elle avait alors... 13 ans. Elle est

passée par les camps d'entraînement de Qandil, une forteresse naturelle du nord de l'Irak, conquise par le PKK, et que personne n'a réussi à enlever. Un an plus tard, elle avait déjà appris à tirer. « À Qandil, c'était très professionnel. On a appris le maniement de toutes les armes qu'on utilise en guérilla, les kalachnikovs, les lance-roquettes, les mortiers », dit-elle, tôt le matin, au sommet du Shengal, calmement assise à l'ombre d'un arbuste. Elle a mené sa première attaque en 2004, à 16 ans – un transport de troupes iranien, en représailles à des répressions exercées sur les Kurdes d'Iran.

C'est ce genre de combattant qui vient prêter main-forte aux Kurdes syriens pour ouvrir le passage. Il faut d'abord, de la frontière syrienne, affronter une plaine au sable infernal, aussi volatil que la plus fine des poudres, aussi collant que de la neige fondue. On avance de poste en poste, perdu dans une poussière qui s'infiltrait partout. Il faut ensuite monter sur le Shengal. L'organisation y trace une piste qui zigzague sur les flancs du massif, passant au large des positions de l'État islamique. Les djihadistes sont partout. Sur le chemin, des dizaines de voitures abandonnées par les fuyards. Vingt kilomètres d'angoisse que les bergers continuent à parcourir sur leurs ânes comme si de rien n'était.

Le 5 août, les premiers guérilleros pénètrent sur le massif. Vers le 7 ou 8 août, le corridor est ouvert, puis peu à peu élargi. Des dizaines de milliers de yazidis peuvent fuir le siège de Shengal, via cette piste périlleuse, passent au Kurdistan syrien pour rejoindre, enfin, le nord du Kurdistan irakien. Nayve, la cinquantaine à la barbe blanche et aux bras noueux, est un yazidi qui a pris les armes face aux djihadistes. Il s'était réfugié dans la montagne en raison des attaques djihadistes. Il s'écrie : « Les Kurdes irakiens nous ont abandonnés ! Le PKK a fait des incursions dès le deuxième jour du siège. Grâce à eux et à Dieu, ils ont ouvert le chemin. On n'oubliera jamais ce qu'ils ont fait pour nous. » Comme Nayve, des centaines de yazidis ont rejoint les forces du PKK. « Ils avaient des armes. Ils sont venus nous demander de leur apprendre à se servir de leurs armes. Ils manquent d'expérience. Aujourd'hui, dans chaque groupe de combattants yazidis, il y a quelques-uns de nos camarades », explique le commandant Civyan. Sur les terres du PKK, on s'appelle en effet Haval, « camarade ».

## Bastion du PKK

Enfin presque. Quelque part sur le massif, à l'écart, on tombe sur un petit groupe, une centaine, de pechmergas – les Kurdes irakiens, frères ennemis du PKK. Le général de brigade Ashti, aux faux airs d'un Belmondo bien portant, l'assure : « Nous sommes ici pour aider. Tous les Kurdes sont frères. On va collaborer ensemble pour libérer la région. » Le commandant Civyan, du PKK, nie : « Ils ont été envoyés à des fins de propagande, pour faire croire que les pechmergas n'ont pas



Des combattants turcs du PKK qui ont pris part aux combats à proximité de Makhmour, la semaine dernière. REUTERS



abandonné Shengal. » De fait, les deux groupes ne semblent pas échanger – ils parlent d'ailleurs deux dialectes kurdes différents – mais plutôt s'observer.

Les guérilleros verrouillent maintenant les deux portes de la citadelle de Shengal. À l'intérieur du massif, une charmante vallée, au vert d'autant plus puissant que les ocres et les fauves domi-

nent partout. Il y a des cultures, des potagers, quelques villages. Et des milliers de moutons. De quoi tenir un siège. De quoi s'installer dans la durée? Le commandant Civyan nie : « Dès que les yazidis seront en mesure de se défendre, nous partirons. » Mais si les yazidis demandent au PKK de rester?

Le commandant sourit et hausse les épaules, l'air de dire : « On verra bien. »

Les yazidis ne sont aujourd'hui plus qu'une poignée dans ces montagnes – ils s'estiment à 5000, sûrement moins. Le soir, des avions de transport de l'armée irakienne les ravitaillent. Mais une noria de camions du PKK commence déjà les allers-retours entre la Syrie et Shengal. Les guérilleros se sont trouvés une nouvelle citadelle. ■

LE FIGARO

LE FIGARO 23 - 24 août 2014

# Irak, Syrie : Obama révisé sa stratégie

Face au péril de l'État islamique, le président américain s'oriente vers une approche plus globale et de long terme.

LAURE MANDEVILLE, lmandeville@lefigaro.fr  
CORRESPONDANTE À WASHINGTON

**MOYEN-ORIENT** Les lignes bougent à Washington sur l'Irak et la Syrie, laissant présager une accélération des ripostes. Malgré la peur inchangée d'un nouveau borbier, Barack Obama s'oriente vers un « engagement plus important » et « de long terme » face au danger de l'État islamique, confiait vendredi au Figaro Brian Katulis, du Centre pour le progrès américain. Cet expert, très connecté à la Maison-Blanche, prévoit « une montée en puissance des opérations de contre-terrorisme », avec la participation de partenaires européens et moyen-orientaux. Signe révélateur du changement d'optique, la Maison-Blanche a qualifié d'« attaque terroriste » contre les États-Unis le meurtre du journaliste James Foley.

Jusqu'ici, le but semblait plutôt être « l'endiguement » que la destruction. Le général a aussi très clairement sous-entendu que les États-Unis pourraient être amenés à frapper le territoire syrien, pour combattre l'hydre de cette force de djihadistes aguerris et sans états d'âme de plus de 10 000 hommes. « Nous envisageons toutes les options », a répondu le patron du Pentagone, Chuck Hagel, à une question sur l'éventualité de frappes en Syrie. « Nous ferons ce qui est nécessaire pour protéger les Américains et pour que justice soit faite après le meurtre barbare de James Foley », a aussi affirmé un conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche. Un singulier retournement, pour des États-Unis, qui, il y a un an, envisageaient des frappes contre les positions... de l'armée syrienne régulière, ennemie de l'EI.

Le terrifiant spectacle de la décapitation du reporter américain a indéniablement joué un rôle mobilisateur. Mais Brian Katulis explique que la discussion interne bat son plein « depuis le début de l'été sur la nécessité de regarder la Syrie et l'Irak comme

70  
morts

dans une attaque de miliciens chiites, vendredi, contre une mosquée sunnite dans la province irakienne de Diyala

deux problèmes imbriqués », « Cela ne veut pas dire un changement de cap à 180 degrés impliquant, comme certains l'affirment, de coopérer avec Bachar el-Assad. Il s'agit plutôt d'une série de pas prudents, mais logiques et pratiques ; destinés à frapper l'EI au cœur », dit-il. L'expert estime que vu l'émotion suscitée au Congrès par le meurtre de Foley et les menaces pesant sur d'autres confrères, le président pourrait arguer de son droit à protéger les ressortissants américains pour justifier des frappes en Syrie. Pas question en revanche

d'un engagement de troupes de combat au sol en Irak.

« Obama n'a pas changé d'avis sur ce point », insiste Katulis. Jusqu'ici, sa stratégie a consisté à soulager partiellement la pression sur les pechmergas kurdes et à mettre son poids derrière le nouveau gouvernement, plus inclusif, formé à Bagdad, dans l'espoir de forcer la reconstruction d'une armée irakienne non sectaire, capable de rallier les professionnels sunnites et de vaincre l'EI. Mais l'administration semble aussi décidée à battre le rappel des « acteurs » régionaux – Golfe, Turquie, Europe – pour couper les vivres politiques, diplomatiques et financières du « califat ». Les Saoudiens et autres pays du Golfe ont été discrètement pressés d'assécher les financements privés qui alimentent les djihadistes radicaux. La Turquie a été priée de fermer sa frontière, pour empêcher le passage des djihadistes européens vers la Syrie. « C'est loin d'être parfait, mais c'est essentiel, dit Katulis. Dans le cas



Capture vidéo dévoilée mardi montrant l'exécution du journaliste américain James Foley.

du chef d'al-Qaida en Irak, Zarqawi, la frappe qui l'a tué était américaine, mais les renseignements, jordaniens ».

Nombre d'observateurs jugent toutefois les efforts de l'Administration toujours trop fragmentés et hésitants. « Quand les Kurdes me demandent quelle est la stratégie de Washington, je réponds que je répondrais s'il y en avait une », confie un ancien général qui a combattu en Irak, jugeant que l'effort vis-à-vis des Kurdes est « très insuffisant ». Il explique qu'espérer un ralliement sunnite à Bagdad est peu probable ; et de rappeler qu'en 2007, les tribus s'étaient ralliées seulement parce qu'elles se sentaient « partenaires des États-Unis ». D'autres experts soulignent la volatilité des positions des alliés, notamment dans le Golfe, vraie termitière de l'islam radical. Près de 1 000 djihadistes saoudiens auraient rejoint l'EI et l'opinion publique continue d'être favorable à leur cause, note un récent article du Washington Institute. ■





## Turquie: un soldat tué lors d'une embuscade attribuée au PKK

Istanbul, 20 août 2014 (AFP)

**UN OFFICIER turc a été tué et un autre soldat blessé mardi soir dans une embuscade attribuée aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) survenue dans l'est de la Turquie, théâtre de vives tensions, ont rapporté mercredi les médias turcs.**

L'incident s'est déroulé dans la province de Van, dans l'est du pays, non loin de la frontière iranienne, lorsqu'une patrouille de l'armée turque a été prise sous le feu d'assaillants, a précisé l'agence de presse Dogan.

Un lieutenant de 23 ans a été tué et un autre militaire blessé.

Un manifestant kurde et un militaire sont morts mardi dans la province de Diyarbakir, plus à l'ouest, lors d'affrontements provoqués par la destruction d'une statue représentant une figure historique du PKK.

Ces violences se sont propagées dans d'autres villes de cette région à majorité kurde, dont Hakkari et Simak, ainsi que dans certains quartiers d'Istanbul, où des échauffourées ont opposé toute la nuit contestataires kurdes et forces de l'ordre, selon Dogan.

Ce regain de tensions intervient alors que le gouvernement tente de raviver le processus de paix engagé à l'automne 2012 pour tenter de mettre un terme au conflit kurde, qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Le PKK a décrété un cessez-le-feu unilatéral en mars 2013 mais suspendu depuis le retrait de ses combattants de Turquie, jugeant insuffisantes les avancées promises par Ankara en faveur de la minorité kurde.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, élu président le 10 août, s'est engagé à poursuivre les discussions avec le chef emprisonné du PKK Abdullah Öcalan. ●



## Irak: offensive kurde pour reprendre la cité de Jalawla aux jihadistes

Souleimaniyeh (Irak), 22 août 2014 (AFP)

**LES COMBATTANTS KURDES ont lancé vendredi une offensive pour reprendre aux jihadistes de l'Etat islamique (EI) la ville de Jalawla, au nord-est de Bagdad, ont rapporté des responsables kurdes.**

La bataille pour reprendre cette ville tombée aux mains des jihadistes le 11 août a déjà fait un nombre indéterminé de morts dans les deux camps, selon Shirko Mirwais, un respons-

able de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des deux principaux partis de la région autonome du Kurdistan dans le nord de l'Irak.

"Les peshmergas (combattants kurdes) ont avancé sur Jalawla à partir de différents axes" avant l'aube, a-t-il précisé, ajoutant qu'ils avaient déjà repris plusieurs positions et isolé les insurgés.

Un autre responsable de l'UPK, Mullah Bakhtiar, a confirmé qu'une opération était en cours.

Les forces kurdes avaient perdu au moins 10 combattants lors de la prise de la ville par l'EI le 11 août.

Jalawla, située à 130 km au nord-est de la capitale irakienne et à une trentaine de km de la frontière iranienne, est une localité stratégique et parmi les plus disputées le long de la ligne de front d'un millier de km défendue par les forces kurdes. ●



## Les Kurdes progressent en Irak, l'EI avance en Syrie

Khannaqin (Irak), 25 août 2014 (AFP)

**LES FORCES KURDES irakiennes gagnaient du terrain lundi en Irak sur les jihadistes de l'Etat islamique (EI) qui ont en revanche enregistré une importante victoire en Syrie voisine en s'emparant d'un aéroport militaire stratégique.**

Washington, qui a mené depuis le 8 août plus de 90 frappes contre l'EI dans le nord de l'Irak, reste de son côté déterminé à poursuivre ses raids, menaçant d'étendre son intervention à la Syrie.

Le gouvernement irakien fait face depuis le 9 juin à une offensive de l'EI, un groupe sunnite extrémiste qui s'est emparé de territoires dans cinq provinces du pays, entraînant la fuite de dizaines de milliers de personnes.

Les forces kurdes peshmergas, appuyées par l'aviation irakienne, ont réussi lundi à reprendre trois villages au nord-est de Bagdad, dans la province de Diyala, ainsi que l'une des routes principales utilisées par l'EI pour transporter combattants, matériel et vivres.

Les troupes kurdes sont en outre sur le point de contrôler toutes les entrées de la ville de Jalawla, qu'elles cherchent à reprendre à l'EI depuis deux semaines.

"Jalawla est stratégique car c'est une porte d'entrée pour Bagdad" a déclaré à l'AFP Shirko Merwais, haut responsable d'un parti politique kurde.

L'Irak "mène des frappes aériennes et les peshmergas (...) des combats au sol", a-t-il ajouté.

### - 'COOPÉRATION HISTORIQUE' -

"Au début, la coordination entre les peshmergas et le gouvernement irakien était faible, mais maintenant que le danger que représente d'EI est devenu plus important, elle est bien meilleure", a-t-il souligné.

Bagdad a décidé début août d'appuyer la contre-offensive des peshmergas, un mouvement rare de coopération illustrant la gravité de la situation.

Suite à un entretien téléphonique, le vice-président américain Joe Biden et le chef des Kurdes Massoud Barzani "ont convenu de l'importance de continuer la coopération historique en cours entre les peshmergas et les forces de sécurité irakiennes", a déclaré la Maison Blanche dimanche.

Les Kurdes, toujours soutenus par l'aviation irakienne, ont également réussi à repousser deux assauts sur la ville majoritairement chiite de Touz Khourmatou, à 175 km au nord de Bagdad, après avoir repris dimanche la zone de Qaraj, au sud-est de Mossoul (nord), première ville tombée aux mains des insurgés le 10 juin et leur place forte depuis.

De l'autre côté de la frontière, en Syrie, l'EI a en revanche enregistré une importante victoire

en prenant dimanche l'aéroport de Tabqa, dernier bastion du régime de Bachar al-Assad dans la province septentrionale de Raqa.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a fait état de 541 morts, dont 170 soldats tués pour la seule journée de dimanche, depuis le lancement mardi de l'assaut des jihadistes contre l'aéroport.

L'EI, qui affronte en Syrie à la fois les rebelles et le régime de Bachar al-Assad, a proclamé fin juin un "califat" à cheval sur la Syrie et l'Irak.

Le ministre irakien des Affaires étrangères a appelé dimanche la communauté internationale à aider son pays à lutter contre les jihadistes.

L'Irak "a besoin d'aide et de soutien de la part de tout le monde", a déclaré Hoshyar Zebari lors d'une conférence de presse.

### - 'AGIR SÉRIEUSEMENT' CONTRE L'EI -

Et suite à l'exécution sommaire du journaliste américain James Foley, les Etats-Unis ont durci ces derniers jours leur rhétorique envers les jihadistes, condamnant une "attaque terroriste" et annonçant une réponse puissante qui pourrait s'étendre à la Syrie, malgré la menace de l'EI de tuer un second otage américain si les raids se poursuivaient.

"Si vous vous en prenez à des Américains, nous irons vous chercher où que vous soyez", a déclaré Ben Rhodes, conseiller adjoint à la sécurité nationale du président américain, cité par le Wall Street Journal.

Un responsable militaire américain a déclaré au même quotidien que la préparation de frappes contre des "objectifs très importants", comme des personnalités de l'EI, pourrait prendre entre "une heure à une semaine".

Signe de la préoccupation grandissante également dans le monde arabe, l'Arabie saoudite, l'Egypte, les Emirats arabes unis, le Qatar et la Jordanie ont souligné dimanche "la nécessité d'agir sérieusement" contre l'EI.

Outre la menace jihadiste, Bagdad doit également apaiser les tensions confessionnelles attisées par une attaque ayant fait 70 morts vendredi contre une mosquée sunnite dans la région de Diyala qui avait entraîné des heurts entre sunnites et chiites.

Lundi, un attentat suicide contre une mosquée chiite à l'est de Bagdad a fait 11 morts.

Le Premier ministre désigné Haïdar al-Abadi a appelé ses concitoyens "à resserrer les rangs pour empêcher les ennemis de l'Irak de provoquer des troubles".

L'attaque de vendredi, perpétrée par des miliciens chiites, risque d'accroître la colère de la minorité sunnite envers le gouvernement à majorité chiite qui a besoin de sa coopération dans son combat contre l'EI, et compliquer davantage les tractations en vue de former un gouvernement d'union. ●

# Irak: l'Eglise catholique en faveur d'une intervention militaire



Cardinal Fernando Filoni, l'émissaire spécial du pape François en Irak

17 août 2014

www.lalibre.be

Le sort des réfugiés irakiens, parmi lesquels des chrétiens, occupe depuis plusieurs semaines maintenant la scène internationale. Ces derniers jours, le pape François en voyage en Corée du Sud a renouvelé ses appels à la paix partout dans le monde, et surtout en Irak. La preuve avec un tout récent tweet où il invite les fidèles à persévérer "dans la prière et dans la générosité".

Au Vatican, la situation est donc prise très au sérieux. Le 8 août dernier, on apprenait que le souverain pontife chargeait le cardinal Filoni de se rendre sur place pour faire le point sur la situation. Ce même cardinal Filoni estimait récemment que les réfugiés irakiens "ont besoin de la solidarité internationale, non seulement sur le plan humanitaire, mais aussi d'un point de vue politique et militaire".

## "METTRE FIN À UNE SITUATION PAREILLE"

Une telle déclaration en faveur d'une intervention militaire, même vue comme un ultime recours, est rare... et de quoi surprendre. Les annonces venues du Vatican ont d'ailleurs fait

réagir Mgr Guy Harpigny, évêque de Tournai et invité du samedi de LaLibre.be ce 16 août "Dans ces affaires, il faut une tradition diplomatique, militaire forte", notait-il, reconnaissant au passage que "ces personnes sont infiniment plus informées que moi de ce qui se passe sur le terrain. Peut-être envisagent-elles qu'il n'existe plus d'autre moyen que celui-là. Le pape le dit régulièrement: abandonner, au nom de Dieu, des enfants tout à fait innocents, les laisser mourir de faim, de soif, ce n'est pas possible. Il faut mettre fin à une situation pareille."

## L'APPEL "URGENT" DES DOMINICAINS

Désormais, le pape et son émissaire ne sont plus les seuls à clamer leur indignation au sein de l'Eglise. Ils peuvent compter sur un relais de poids. Ainsi, comme le signale Le Figaro sur son site internet ce dimanche, l'ordre des Dominicains, "présent depuis des siècles" en Irak et "très bien informé de la situation concrète sur le terrain", a tenu lui aussi à donner de la voix.

L'appel, qualifié d'"urgent" par son auteur, vient de Bruno Cadoré. Ce Français, supérieur général mondial des Dominicains, en appelle aux Nations unies. Pour lui, l'ONU a "l'obliga-

tion d'intervenir" face à la "terrible situation" vécue par les chrétiens et autres réfugiés irakiens. Bruno Cadoré plaide lui aussi pour une solution armée qui passerait par "le déploiement immédiat d'unités militaires spéciales". Etant donné l'urgence de la situation, ces soldats devront avoir "la capacité nécessaire pour arrêter la purification ethnique et sectaire en cours, assurer le retour sain et sauf des réfugiés dans leurs foyers et traduire les responsables en justice."

Régulièrement, les Dominicains français publient sur leur page Facebook des témoignages de leurs frères restés en Irak et confrontés tous les jours à la violence du conflit avec l'Etat Islamique.

Ce samedi 16 août, les forces kurdes, soutenues par l'aviation américaine, lançaient une offensive pour reprendre aux jihadistes le plus important barrage d'Irak dans le nord du pays. La veille, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders annonçait que la Belgique pourrait participer avec des avions de transport militaires C-130 Hercules à l'acheminement d'aide humanitaire, mais aussi à la livraison d'équipements militaires offerts par d'autres pays aux combattants kurdes

◆◆◆



## Irak: offensive kurde contre les jihadistes, raids américains accrus

Baqufa (Irak), 18 août 2014 (AFP)

LES COMBATTANTS kurdes et les forces irakiennes, appuyés par des raids américains, poursuivaient lundi leur offensive contre les jihadistes après avoir repris le principal barrage d'Irak, un pays menacé d'éclatement où Washington et Londres ont renforcé leur engagement militaire.

A Washington, le président Barack Obama a promis de "poursuivre une stratégie à long terme pour inverser la tendance contre l'Etat islamique (EI) en soutenant le nouveau gouvernement irakien", lors d'une conférence de presse.

M. Obama a appelé le Premier ministre désigné Haïdar Al-Abadi à former un "gouvernement d'union doté d'un programme national qui représente les intérêts de tous les Irakiens".

Le président s'exprimait alors que son aviation a mené plus d'une trentaine de raids en trois jours pour aider les troupes kurdes et irakiennes au sol.

Face aux dangers pesant sur les chrétiens et d'autres minorités menacées par l'EI, le pape François a quant à lui appelé à une action collective de l'ONU pour "stopper l'agression injuste", jugeant indirectement insuffisants les raids américains, et s'est dit "disponible" à se rendre en Irak "si nécessaire" pour apporter son soutien aux dizaines de milliers de déplacés.

L'EI, qui sème également la terreur en Syrie voisine, est aussi sous le feu de l'aviation du régime de Bachar al-Assad qui a mené des dizaines de raids contre ses positions dans le nord syrien.

La reprise dimanche du barrage de Mossoul dans le nord d'Irak est le revers le plus important infligé à l'EI depuis que ce groupe ultra-radical a lancé le 9 juin une offensive fulgurante qui lui a permis de s'emparer de larges pans de territoire face à une armée en déroute.

Après avoir repris le contrôle du barrage, les forces kurdes combattaient un "petit nombre" de jihadistes dans la localité de Tal Kayf, plus au sud-est, a indiqué un officier kurde.

"Les avions bombardent et les peshmergas (combattants kurdes) avancent", a déclaré un combattant kurde. ●





www.ekurd.net



## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### US MILITARY EXPERTS, AIRCRAFT ARRIVE IN ERBIL, KURDISTAN

August 14, 2014

**Erbil:** Four US aircraft carrying additional military advisors that Washington said it was sending to northern Iraq arrived in Erbil on Wednesday, a source told Rudaw. "Four V-22 Osprey aircraft landed at Erbil International Airport," the source said. "(US) military experts got off the aircraft and were received by (Kurdish) military and political officials." US Defense Secretary Chuck Hagel announced Tuesday that the military has sent 130 additional advisors to northern Iraq to plan the evacuation of refugees fleeing Islamic State (IS/ISIS) militants. USA Today quoted an unidentified Defense Department official as saying that marines and special operations forces were sent to Erbil to assess the humanitarian crisis in the Shingal (Sinjar) mountains, where thousands of Kurdish Yazidis escaping IS militants are stuck. The Boeing Osprey aircraft which the US military said were to help with the Yazidis on the mountain are capable of landing and taking off vertically...rudaw.net

### ISIS EXECUTE 4 KURDS ON CHARGES OF COOPERATION WITH PESHMERGA

August 14, 2014

**Jalawla:** A Local source in Diyala province reported on Thursday, that jihadists of the Islamic State of Iraq and Syria ISIS executed four Kurdish civilians on charges of cooperating with the Kurdish Peshmerga forces, while put a sign on 50 houses, mostly belonging to local officials in Jalawla town, north-east of Baquba city. The source said "ISIS terrorists executed by firing squad on four people with Kurdish origins in al-Wehda neighborhood South of Jalawla on charge of cooperation with Peshmerga security forces and providing information to them about the movements and activities of ISIS". The source, who asked not to be identified said the Jihadists put a signs on fifty houses in Jalawla, mostly belonging to local officials, including the house of the director of the sub-district as a prelude to confiscate it. shafaaq.com | Ekurd.net

### BRITAIN DROP ANOTHER HUMANITARIAN AID OVER MOUNT SHINGAL (SINJAR)

August 15, 2014

**Erbil:** Britain dropped on Wednesday night, again humanitarian aid to trapped civilians by terrorists of the Islamic State of Iraq and Syria ISIS in Sinjar Mountain northwest Iraq, according to the Department for International Development. Justine Greening, the British minister in charge of international development said that two Hercules C-130 Algueta dropped 2400 refill water purification can be reused containing 13,200 liters of drinking water and 480 tents. This is the fourth operation since the end of last week. Britain has secured more than 48 000 liters of drinking water and more than a thousand bulb operates on solar energy can be used to charge mobile phones and a thousand tents to take shelter from the heat, when temperatures exceeded 40 degrees Celsius...shafaaq.com | Ekurd.net

### PKK SETS CONDITIONS FOR ASSISTANCE AND MILITARY MISSIONS ON MOUNT SHINGAL

August 16, 2014

**Erbil:** Members of the Kurdistan Workers Party (PKK) blocked a planned raid on the Islamic State (IS) by Peshmerga and US Special Forces on Wednesday night, after insisting any attack must be coordinated with its forces, a Peshmerga commander said. According to the Peshmerga commander in the Shingal (Sinjar) area, members of the PKK and the Syrian Kurdistan's Kurdish Peoples Protection Units (YPG), who are currently

positioned on Mount Shingal, had demanded that any military operations in the area must be coordinated with them. The commander said that the US forces refused coordination with the PKK, because the group remains on the United States' terror list. Firat News (ANF), a PKK news agency, confirmed on Thursday the arrival of the Peshmerga and US soldiers on Mount Shingal in three helicopters on Wednesday...rudaw.net | Ekurd.net

### USA TO BUILD A MILITARY AIRPORT IN KURDISTAN REGION

August 16, 2014

**Erbil:** The Ministry of Peshmerga in the Kurdistan Regional Government said that the United States intends to build a military airport in the Kurdistan region, which indicates Washington's intention to support the government of the Kurdistan region of Iraq and the intensification of military efforts to confront the organization of the Islamic State in Iraq and the Levant. The official spokesman for the Ministry of Peshmerga in the Kurdistan region, Halgurd Hikmat said "the 130 American advisers who arrived in Erbil during the past few days, went to the Shingal (Sinjar in Arabic) mountain range to assist in the evacuation of displaced people trapped in the mountain, and prepared at the same time a detailed study of the region." Hikmat added "These advisers provided Peshmerga forces with advice and military planning in the fight against the armed groups and did not directly participate in any military operation - only planning and military counseling. After they completed their studies of Mount Sinjar, the American advisers decided to build a military airport in Erbil in cooperation between the Kurdistan Regional Government, the Iraqi government and the United States." The military airport will belong to Iraq and not become an American military base. iraqinews.com | Ekurd.net

### ISIS REPLACES YAZIDI KURDS WITH ARABS IN THE KURDISH TOWN OF SINJAR

August 16, 2014

Following the air strikes on Sunni-Arab populated villages in the Kurdish Shingal (Sinjar) town and Mosul by US military planes, Islamic State (IS) militants have brought in Sunni Arabs to settle the center of the Kurdish Sinjar town. Jalal Khairy, a citizen from Sinjar told Kurdish local media that IS insurgents are bringing Sunni Arabs, whose villages were shelled by US military planes, to the center of Sinjar and giving them houses and property belonging to Kurdish Yazidis. "The Sunni Arabs are those whose sons and family members are working for IS militants and their villages get shelled daily by US military planes," said Khairy. He revealed that in Mosul people who do not support IS insurgents get dismissed from the city. Those who support IS get settled in houses and given the property of those who have been dismissed"...basnews.com | Ekurd.net

### KURDISH YAZIDI FIGHTERS DESTROY 3 ISIS VEHICLES AND KILL WHO WERE IN IT IN SHINGAL

August 23, 2014

**Sinjar:** Kurdish Yazidi fighters holed up in Mount Shingal (Sinjar in Arabic) were able to destroy 3 wheels jihadi vehicles of the Islamic State of Iraq and Syria ISIS and killed them with the seizure of large quantities of weapons and ammunition. One of the fighters said that "Yazidi fighters managed to destroy 3 Humvee vehicles belonging to ISIS militants and killed them through an ambush north-eastern side of Mount Shingal." "Yezidi fighters have also seized weapons and ammunition belonging to ISIS militants." The source pointed out that "the weapons, which arrived to Yazidi fighters recently contributed to the restoration of balance with ISIS militants." ISIS has controlled over most parts of Sinjar district in the third of the current month of August, while thousands of families stuck in Sinjar for about 10 days before most of them were rescued. ISIS has carried execution and the kidnapping thousands of civilians, including women and children. Thousands of Yazidi fighters holed in Sinjar Mountain and almost control it with the support of Kurdish Peshmerga army and Kurdish units to protect the people. shafaaq.com | Ekurd.net

### KURDISH PESHMERGA FORCES FOIL AN ATTACK OF ISLAMIC STATE (IS) ON TUZ KHURMATU ON MONDAY

August 25, 2014

**Kirkuk:** An official source in Tuz Khurmatu district, south of Kirkuk that

Kurdistani Peshmerga forces managed to repel an attack by jihadist militants of the Islamic State (IS) at dawn Monday on the south side of the district. The Mayor of Tuz Khurmatu said that IS militants attacked at dawn Monday the Peshmerga forces within the limits of Tuz district from the south side. He pointed out that the Peshmerga forces repulsed the attack after two hours of violent clashes, adding that the clashes led to the killing of 17 members of the (IS) and wounding 36 others. He added that Iraqi warplanes also bombed this morning the surrounding villages of Suleiman Bek south of Kirkuk. The elements of the (IS) tried to attack Tuz through the Salam and Bankja villages west of the district, where two Kurdish Peshmerga killed and four others wounded while ten elements of the (IS) were killed due to Iraqi aircrafts bombings. [ninianews.com](#) | [E Kurd.net](#)

## OVER 2000 ARMED YEZIDI KURDS ON THE WAY TO SINJAR

August 26, 2014

**Shingal:** Over 2000 Kurdish Yezidi recruits have been trained militarily in the past few days to join the armed forces fighting against IS jihadi militants, internal Yezidi and state sources of the Kurdistan Regional Government said a few days ago, Ezidi press reported. The recruits are mainly refugees who had to flee to Duhok in Kurdistan region after the IS militants' onslaught on Shingal (Sinjar in Arabic). The predominant young men who have been trained and armed in training camps of the Syrian Kurdistan's YPG will join YPU and YBS forces in their fight against IS. In the meantime, Iraqi Kurdistan's Peshmerga units are believed to advance to Shingal together with heavy weaponry to recapture territory occupied by Islamic jihadists. According to Ezidi press about 5000 Yezidis are currently fighting for the liberation of Shingal. [E Kurd.net](#)

## KURDISTAN PRESIDENT ORDERS PESHMERGA FORCES REFORMED, UNITED: SOURCES

August 26, 2014

**Slêmani:** Kurdistan Region President Massoud Barzani has ordered a reform of the Peshmerga forces, sources told Rudaw, following battlefield reports that the troops lack a unified command structure. The sources said that Barzani has granted the Peshmerga minister six months to carry out the necessary reforms and place the force under a single, unified command. The decision follows a report by parliamentary committees from the battlefield, in which MPs noted that the Peshmerga ministry did not have authority over all troops. Bahar Abdurrahman, a member of parliament's Peshmerga committee who worked on the report following visits to the battlefields, said that the team had made several observations. She said problems ranged from shortcomings in clothing and food, but that the main issue was far more serious. "We have clearly mentioned in the report that there are different sources of decision making within the Ministry of Peshmerga," Abdurrahman said. She added that, as a first step, the report had asked for the "establishment of a high national board to supervise the battlefields under the supervision of the president of Kurdistan and the minister of Peshmerga."...[rudaw.net](#)

## KURDISTAN'S PESHMERGA FORCES RECEIVED WEAPONS FROM US AND FRANCE: MINISTER

August 27, 2014

Erbil: Peshmerga Affairs Minister Mustafa Seyyed Ghader said the Kurdistan Regional Government KRG has received its weapons from France and the US and is waiting arms from Germany and Britain. Speaking with Sky News, he added Erbil has received all kinds of weapons he had demanded from the states vowed support to the region to fight against the militants of the Islamic State (IS). He went on to say that there are more than 150,000 Peshmergas and are ordered to retake control of the regions they have lost and also advancing to other regions. The Kurdish forces had withdrawn from their stances in disputed regions after a sweeping attack by the militants of the Islamic State. Seyyed Ghader linked the withdrawal to lack of weapons and stated the situation of the war changed after helps from the US and France. [Kurd Press](#) | [Agencies](#)

## LEBANESE KURDS VOLUNTEERING TO FIGHT IS

August 27, 2014

Erbil: Dozens of young Kurds from Lebanon are volunteering to join the Kurdish Peshmerga forces in their fight against the armies of the Islamic State (IS/formerly ISIS), said Muhammed Emerat, head of the largest Kurdish party in Lebanon. "Despite differences in their political views, tens of young Kurds have decided to move to Kurdistan to defend against ISIS," Emerat, who heads the National Loyalty Party, told the Turkish Anadolu news agency. His statement, saying that the individuals had decided voluntarily and were alone responsible for their decision, caused major media attraction in Lebanon. Emerat added that the number of volunteers is not very high and therefore would not have an impact on Lebanon's Kurdish community, which is estimated at 125,000, with about 25,000 older than 21...[rudaw.net](#)

## 23 YPG MEMBERS, 3 IS COMMANDERS KILLED IN SYRIA KURDISTAN

August 28, 2014

23 member of the Kurdish Peoples' Defense Units (YPG) and 3 commanders of the Islamic State (IS) have been killed in recent days clashes in Syria Kurdistan. Releasing a statement the YPG said clashes are continuing between the Kurdish forces and the terroristic group in Jara'a region, adding that hundreds of IS forces have been killed in the clashes. The jihadi militants have buried their killed members in Jara'a and surrounding villages. The YPG statement further accused Kurdish forces of Peshmerga of fleeing Shingal and not defending Yazidi Kurds in Iraq and they were the members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) that defended the minority. [Kurd Press](#)

## CZECH GOVT APPROVES AMMUNITION SUPPLY FOR KURDS IN IRAQI KURDISTAN

August 28, 2014

**Prague:** The Czech government Wednesday approved the supply of ammunition for Kalashnikov rifles and machine guns as well as grenades and bazooka ammunition for the Kurdish Peshmerga forces fighting Islamists in Iraq, according to CTK information. The U.S. army is to transport the ammunition worth 41 million crowns to Iraqi Kurdistan. Prague wants to supply the Iraqi Kurds with armament from old reserves that the Czech military does not need any longer. They are to receive ten million rounds of ammunition for Kalashnikov assault rifles, eight million rounds for machine guns, 5000 for bazookas and 5000 hand grenades. The U.S. army need to load eight high-capacity planes to transport over 500 tonnes of the Czech military materiel. The Kurds will get the ammunition for machine guns first since they need it the most urgently. It is to be exported by the end of 2014. Czech President Milos Zeman has supported the Czech armament aid to Iraqi Kurds...[ceskenoviny.cz](#) | [E Kurd.net](#)

## NECHIRVAN BARZANI MEETS ERDOGAN AND OGLU AND PARTICIPATES IN SWORN CEREMONY FOR TURKISH PRESIDENCY

August 28, 2014

**Ankara:** Turkish press sources reported on Thursday that Kurdistan PM, Nechirvan Barzani met on Wednesday, Turkish President-elect, Recep Tayyip Erdogan and Foreign Minister Ahmet Davutoglu, pointing that Barzani will take part in today's ceremony of Erdogan performance to swear constitutional oath as President of the Turkish Republic. The sources said that Barzani took part on Wednesday in a conference of Justice and Development Party that elected Ahmet Davutoglu as the new head of the party and a new prime minister, succeeding Erdogan who won the Turkish presidential election and submitted his resignation from the party. They added that it is scheduled for Barzani to participate in today's ceremony of the Turkish President-elect Erdogan's performance to the oath as twelfth President of the Republic...[shafaaq.com](#)

## SIX KURDISH PESHMERGA TROOPS KILLED AND WOUNDED BY A ROADSIDE BOMB IN KIRKUK

August 29, 2014

**Kirkuk:** Six members of the Peshmerga were killed and wounded on Thursday evening by a roadside bomb in Kirkuk. A security source said that a bomb targeted a patrol for Peshmerga forces in K1 area northwest of



Kirkuk, and the explosion led to the killing of an element of the patrol and wounding five others. [nininews.com](http://nininews.com)

## KURDISH PESHMERGA LIBERATED VILLAGES BELONGING TO RABIA DISTRICT FROM JIHADISTS

August 29, 2014

**Mosul:** A source in the Ministry of Peshmerga announced on Thursday the liberation of dozens of villages near Rabia with the Support of US air force of the IS. He said that "the Peshmerga forces announced the liberation of the village of al-Azaba, Auwainat and Al- Doulaah and other areas surrounding Rabia district, 135 km northwest of Mosul after being captured by the IS in the first of the month of August after liberating Zumar. The source continued that "the IS terrorists withdrew after the Peshmerga forces and American planes used most types of heavy and light weapons," adding that Rabia villages now under the control of the elements of the Peshmerga. On the other hand, the source noted that the IS jihadi militants withdrew from the area of Ain Zala to Zumar after the elements of the Peshmerga stormed the oil area of Ain Zala. [ninanew.com](http://ninanew.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## KURDISH PESHMERGA FORCES ENTER ZUMAR AND FIERCE BATTLES WITH JIHADISTS IN A LARGE-SCALE ATTACK

August 30, 2014

**Erbil:** Kurdish Peshmerga forces managed to liberate a number of villages in Zumar sub-district and progress within the area. A Kurdish officer said that "Peshmerga forces entered fierce battles with jihadi militants of the Islamic State to regain control of the sub-district ". "We were able to liberate more than 20 villages after the restoration of Ain Zala complex and Karfar , Dumez and Abu Wazna and Khareba resort and other areas close to Zumar ," he added. "Peshmerga forces launched a massive attack from several axes supported by American and Iraqi warplanes on Zumar, Rabia and Ain Zala areas (west of Mosul) ," An officer in Peshmerga forces from Zumar area said. He added that "after completion of the required logistical preparations the attack was launched on Saturday afternoon and aims to purge all these areas and dozens of villages affiliated to them from the control of jihadi militants" According to the source " Peshmerga forces are advancing towards its goals after having managed to liberate some areas in the last few days in order to cut supply lines of the enemy and it will free these areas forever." [shafaaq.com](http://shafaaq.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## KURDISH PESHMERGA FORCES CONTROL YAKINJA, AL-SALAM AND KHASDARLI AND BATTLING IN SULAIMAN BEK

August 31, 2014

**Tuz Khurmatu:** A security source in Salahuddin revealed on Sunday, that Peshmerga Kurdish forces gained control of three villages near Sulaiman Bek sub-district affiliated to Tuz Khurmatu in Salahuddin province in an attack waged since the dawn supported by Iraqi army aviation, stressing that Kurdish Peshmerga are now fighting on the outskirts of the sub-district to clear it from ISIS jihadi militants. "Peshmerga Kurdish forces have launched at dawn an attack toward Sulaiman Bek sub-district and gained control of Yakinja , al-Salam and Khasdarli villages, indicating that it continues to advance toward the sub-district to clear them from the terrorists of the Islamic State of Iraq and Syria "ISIS" organization supported and backed by the Iraqi air force, which is bombing the terrorists' positions ," An informed source said. He added that Peshmerga forces were able to kill and wound dozens of Islamic militants, pointing out that Peshmerga troops did not suffer from any casualties during these attacks. ISIS militants have taken control of large areas of the provinces of Nineveh , Salahuddin, Kirkuk and Diyala since the ninth of last June after the sudden withdrawal of the Iraqi security forces before they regain the reins and is prepare to regain control over some areas. [shafaaq.com](http://shafaaq.com) | [Elurd.net](http://Elurd.net)

## PESHMERGA OFFICIAL BLAMES PKK LEADER FOR REMARKS AGAINST THE KURDISH FORCE

August 31, 2014

**Erbil:** The chief of Kurdistan's Peshmerga Media Affairs Halgurd Hikmat blames Turkey's Kurdistan Workers' Party (PKK) leading official Cemil Bayik for remarks against Peshmerga members and officials. Speaking with Watan Daily, Bayik lashed out at the Peshmerga forces for neglecting the life of people and piling up money "when ISIS (Islamic State militants) is attacking Kurds." Hikmat said the remarks are an insult to Peshmerga when the Kurdish forces "are at the best situation and are very welcomed by world and regional powers", asking Bayik to apologize to Peshmerga. The statement, however, hailed comments by the PKK military chief Murat Karayilan who praised the Peshmerga forces in their fight against the jihadi militants. The PKK has not commented on the statement. [KP news](http://KPnews.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

[Los Angeles Times](http://Los Angeles Times) August 17, 2014

# Common enemy Islamic State draws Kurdish factions together



Thousands of Yezidis trapped on Mount Sinjar as they tried to escape from Islamic State forces, are rescued by Kurdish Peshmerga forces and Peoples Protection Unit (YPG) in Mosul, Iraq

AUGUST 17, 2014 / ERBIL. IRAQ

By Patrick J. McDonnell  
[www.latimes.com](http://www.latimes.com)

**O**ne unanticipated result of the military advances by Sunni Muslim extremists in northern Iraq has been the formation of a unified opposition front composed of oft-divided Kurdish factions in three nations: Iraq, Syria and Turkey

Last week, Massoud Barzani, president of Iraq's semiautonomous Kurdistan region, paid a visit to fighters with the Kurdistan Workers Party, or PKK, an unusual event since relations between the PKK and →

⇒ the government of Iraqi Kurdistan have long been strained. The visit came after PKK guerrillas joined with Iraqi Kurdish peshmerga forces to oust Islamic State militants from the town of Makhmour, near Irbil, the Kurdish capital in Iraq.

During his trip to Makhmour, where the secular, leftist PKK has a heavily defended camp, Barzani hailed PKK members as "brothers," according to video circulated online. He also called Islamic State a common enemy of the Kurdish people.

The PKK is regarded as a terrorist organization by two of Iraqi Kurdistan's closest allies, the United States and Turkey. But the threat posed by Islamic State extremists has fostered unity among rival Kurdish groups, at least for now.

The PKK has waged a three-decade war against the Turkish government. Its battle-hardened fighters have considerably more recent combat experience than the peshmerga troops of northern Iraq. When Islamic State fighters attacked Makhmour

this month, Iraqi peshmerga forces promptly withdrew, a retreat that brought condemnation from many Kurds. PKK fighters, on the other hand, held their ground on the periphery of Makhmour.

In addition, the PKK and its Syrian Kurdish allies have played a central if largely unheralded role in rescuing tens of thousands of Iraqi Yazidis, the Kurdish-speaking religious minority forced to flee the Islamic State onslaught.

Yazidis, who adhere to an ancient non-Muslim faith, were ordered to convert or be killed, and many left for the barren slopes of Mt. Sinjar, where they were trapped by the Sunni extremists.

President Obama has credited U.S. airstrikes and humanitarian airdrops with saving the besieged Yazidis. But while the American actions certainly helped, rescued Yazidis and aid workers say the bulk of the credit should go to militiamen of the PKK's Syrian affiliate, known as the People's Protection Units. With the Syrian civil war raging on, Syrian Kurds have

carved out a quasi-autonomous enclave in the country's north and their forces have been some of the most effective against Islamic State, an Al Qaeda offshoot.

It was Syrian Kurdish militiamen and their allies with the PKK — along with peshmerga forces from Iraqi Kurdistan — who helped create a crucial humanitarian corridor that provided Yazidis with safe passage off their mountain redoubt, according to witnesses and survivors.

The Kurds in Syria are fighting off a major Islamic State offensive targeting the northern Syrian city of Ayn al-Arab, known as Kobani in Kurdish. Little word about that fierce battle has made its way to the outside world.

The Kurds say the Sunni militants are fighting for Ayn al-Arab with U.S.-made Humvees and other weapons seized from fleeing Iraqi government forces. Kurdish volunteers from various nations have arrived to assist in the defense of the city, which has been in Kurdish hands for two years. ♦



22 August 2014

## Kurdish Commander Says Baghdad Blocking Foreign Arms to Peshmerga

By Alexander Whitcomb  
22 august 2014  
rudaw.net

**KHAZIR, Iraq** – Peshmerga commanders on the frontlines of the war with the Islamic State armies say their men have received none of the weapons delivered by foreign governments, blaming interference by Baghdad.

"We have not had the delivery of weapons from our international partners," said Rowsch Shaways, Iraq's outgoing deputy prime minister, who is a Kurd and serves as a commander of Kurdish forces leading an offensive toward Mosul.

"Right now Baghdad is the reason why this hasn't happened," Shaways told Rudaw from a command center southeast of Mosul, only a kilometer from enemy lines.

At another base near Gwar, General Sirwan Barzani also lamented that his division has "seen nothing of the new weapons."

The United States, France, Albania, Italy, Germany and



*On the frontlines, Peshmerga commanders say their men are still fighting with outdated equipment. AP file photo.*

Britain have expressed their willingness to provide military aid to the autonomous Kurds in the fight against the Islamic State (IS/formerly ISIS).

Yet, each has sought to coordinate the process through Baghdad, whose relations with the Kurdistan Regional Government (KRG) remain severely strained. Much of the tension has been blamed on Nouri al-Maliki, who was recently forced down from seeking a third term as prime minister.

Since the IS began a rout of the Iraqi army in June, the Peshmerga have emerged as the only local force standing up to the militants.

Over the past several weeks, Kurdish military officials have said their forces had new, heavy weapons, without revealing their origins or other details. But the comments by commanders did not confirm that.

On the frontlines, several officers explained they were making progress in the fight against IS, but Shawaya

Kurdish leaders acknowledge an arms upgrade will be necessary to face the well-armed and disciplined insurgent force without suffering heavy casualties, since a series of difficult challenges, such as the recapture of Mosul, still lie ahead.

Asked if he believed the deli-

very would happen soon, Shaways struggled to contain his concern: "If (Baghdad) wants to defeat ISIS ---- our common enemy -- then they will make sure we get the weapons as soon as possible," he said.

Although Iraqi security forces and the Peshmerga cooperated in the recapture of the strategic Mosul Dam this week, Baghdad has been reluctant to take any measures that would further strengthen the Kurdish military, a formidable force despite its outdated equipment.

Kurdish parties are working with Prime Minister-designate Haider al-Abadi to form a government, but there is no guarantee that the new administration will be able to reverse the disastrous course set by Maliki and prevent the further disintegration of Iraq.

Cooperation on pressing matters of national security, such as the fight against IS, remains the most basic stress-test of Erbil's current relationship with Baghdad, lending the arms delivery a heightened importance ●



# On-Again, Off-Again Alliance

## The History of Washington and the Kurds

By Henri J. Barkey  
August 21, 2014  
foreignaffairs.com

**A**bandoned and almost forgotten, Molla Mustapha Barzani, the legendary Kurdish nationalist leader and father of Masoud Barzani, the current president of Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG), died in 1979 in Washington, where he had traveled for cancer treatment. For the Kurds, Barzani's sad end was emblematic. Having entrusted their fate to the Americans and Iranians during their bitter struggle against Saddam Hussein's Iraq in the 1970s, they found themselves deserted and betrayed by their patrons by 1975.

Much has changed in the intervening 40 years. Saddam is gone, overthrown by a U.S.-led invasion, and Iraqi Kurds enjoy unprecedented freedom within their federal region. To defend that region's borders and population, the United States even launched air strikes recently against the Sunni militant group, the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), also called the Islamic State (IS).

The story of the U.S.-Kurdish relationship is more than just one of a superpower and a beleaguered minority in Iraq. For one, Kurds also live in Turkey, Iran, and Syria, and have rebelled against the governments of all of those countries. Sometimes, they cooperate among themselves, but more often they collaborate with the very same state authorities that mistreat and repress their brethren across the border. Yet Iraqi Kurds, it seems, are the only ones to ever win U.S. military help. In the years after World War I and throughout its republican history, Turkey violently suppressed and tried to forcibly assimilate its Kurdish population. It rarely heard criticism from the United States. In Iraq and Syria, meanwhile, Great Britain and France went about creating their own colonial states again without much regard for different ethnic sensitivities.

Geography and realpolitik have been cruel to the Kurds. Divided among four countries, they have been easy prey for anyone willing to engage in mischief and machinations -- and engage the United States has.

### COLD WAR CALCULATIONS

So what drew Washington's attention to the Iraqi Kurds? First and foremost was Iraq's



*A Kurdish peshmerga soldier holds a Kurdistan flag during a deployment near the northern Iraqi border with Syria, August 6, 2012. (Azad Lashkari / Courtesy Reuters)*

placement on the Cold War chessboard. Following the 1968 Baath coup, Iraq had swung to the Soviet side. Somewhat paradoxically, the Soviets were quite supportive of Barzani's Kurdish Democratic Party (KDP) and encouraged the Baathist leaders, President Ahmed Hassan al-Bakr and his strongman, Saddam, to negotiate a meaningful end to the Kurdish problem. In 1970, the two sides struck an agreement granting the Kurds autonomy, after which the Kurdish movement joined the Iraqi government in an alliance against the imperialist West.

That agreement did not last long, though, because Saddam was never interested in a genuine deal and the Kurds insisted on including the oil-rich Kirkuk province from the region's status remains contentious today). By 1972, Barzani was pleading for the West, specifically the United States, help to fight Baghdad. When fighting between Baghdad and the Kurds did resume in 1974, the Soviets stood behind their Baathist friend. And Iran, one of the United States' two pillars in the region, threw its weapons and political support behind the Kurds. In an effort to weaken the radical Iraqi Baathist regime, the United States was also instrumental in getting military aid to the Kurds.

In the words of the historian David McDowall, Barzani was "an innocent abroad" about U.S. and Iranian intentions; he did not understand that his new patrons were not in the least interested in Kurdish autonomy. Iran, for its part, wanted to extract concessions from Iraq, namely control of the Shat-al-Arab waterway, which

Iraq granted it in the 1975 Algiers agreement. Once Saddam and the Shah signed the deal, Iranian support for the Kurds evaporated -- and so did the Kurdish rebellion. Barzani and many supporters left Iraq, exiled in Iran. Barzani had wrongly assumed that the United States would support the Kurds' fight for some modicum of freedom from Baghdad's clutches. Secretary of State Henry Kissinger did not think twice about that betrayal; as his aide Brent Scowcroft recalled years later, "it was just small potatoes."

Barzani's exile and the harsh Baathist crackdown only temporarily quelled the Kurdish revolt. Saddam, as the uncontested leader of Iraq after 1979, erred when he invaded Iran to take advantage of the turmoil following Ayatollah Ruhollah Khomeini's revolution and reverse the concessions that Iraq had made to Iran in 1975. As Iran fought back, the war came to the Kurds. Kurdish peshmerga, as the group's fighters are known, fought with Iran against Saddam. As the war's tide turned against him, the Iraqi strongman resorted to the use of chemical weapons against Iranian troops and Kurdish civilians, whom he did not trust.

The gassing of the town of Halabja in Iraqi Kurdistan, which resulted in some 5,000 deaths over a couple of days, became a symbol of the Kurds' fate. The Kurds might have hoped that their old ally, the United States, would come to their aid. But by that time, the United States had switched sides; it believed that Saddam was a lesser evil than Khomeini and supported him against Tehran, while remaining silent about Iraq's use of chemical weapons. That gave Saddam the room to continue his genocidal campaign, dubbed Anfal, moving from Halabja to the rest of Iraqi Kurdistan.

### WAR IN THE GULF

Less than two years later, Saddam invaded Kuwait and the United States switched sides again, launching a war to liberate the tiny kingdom. As part of the ceasefire agreement to end the war, Iraq agreed to refrain from using helicopters and other modern military equipment. But the George H. W. Bush government failed to enforce those terms, and Saddam turned his guns with impunity on Iraq's Shia and Kurdish populations, who had once again rebelled against the central government. Over the course of a few weeks, more than one million Kurds fled to the mountainous regions of bordering

➔ Iran and Turkey.

Within a few weeks, the gruesome television images of starving and disease-ridden Kurdish civilians finally compelled Washington to act; it established a no-fly zone in northern Iraq and supplemented it with a small contingent of allied troops so that the Kurds could return to their homes. And thus started a new relationship between the United States and the Iraqi Kurds. Thanks to the allied, but mostly U.S. efforts, the Kurdish region remained safe from Saddam's forces -- although divisions among the Kurds between the KDP and a rival party led by Jalal Talabani, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), often resulted in hostilities. Washington tirelessly tried to bring the two parties together, and its efforts culminated in an accord at the U.S. State Department in 1998. For the United States, a peaceful Kurdish region would help contain Saddam and would serve as a good base for U.S.-backed opposition efforts, such as the Iraqi National Congress.

The 2003 U.S. invasion of Iraq cemented ties between the United States and Iraq. Of all Iraqis, the Kurds were the only ones who wholeheartedly welcomed Saddam's overthrow and actively cooperated with U.S. forces before and after the invasion. Whereas Sunnis and Shias later turned on the United States, to this day, the Kurds refer to the U.S. invasion as a "liberation." They won their own autonomous status within a federal Iraq in 2005 and, in a powerful symbolic move, Talabani assumed the Iraqi presidency the same year. Until he suffered a stroke in 2012, Talabani proved adept at keeping the peace in Baghdad between the Sunnis and Shias and was, accordingly, respected in Washington and the region.

As Talabani's health deteriorated, though, and Prime Minister Nouri al-Maliki became

increasingly autocratic, the United States found itself in a tough spot. On the one hand, it needed to support and get along with Maliki to deal with regional challenges. On the other hand, it needed to contain the disastrous consequences of Maliki's reign and maintain Iraqi unity, to which it was always committed since it is loathe to see changes in traditional state boundaries in the Middle East that could upset already precarious geopolitical balances. Supported by an energy-hungry Turkey that was heavily invested in the KRG, Iraqi Kurds sought to develop their own oil and gas resources, which earned Baghdad's ire. Iraq retaliated in early 2014 by cutting off funds to the KRG, which precipitated a financial crisis there. Maliki even fired all the Kurdish ministers in the cabinet. True to its history, Washington wanted to maintain its friendship with the Kurds, but refused to countenance any move that would undermine Iraq's unity.

**NEW PARTNERS**

But then came ISIS, which faced little resistance from the Iraqi army as it marched through Iraq. The Kurds tried to fill the vacuum created by the fleeing Iraqi forces. However, overstretched and unprepared for ISIS attacks, the peshmerga, too, retreated from some critical locations, including the mainly Yezidi region of Sinjar. The resulting humanitarian catastrophe forced a reluctant Obama administration to intervene with air strikes.

There is no question that defeating ISIS is the first priority of the United States and that it can only be achieved through the reconstitution of the Iraqi army and the collaboration of the Kurdish forces. In the meantime, the United States is working in tandem with the Kurds to stop ISIS' advance and secure critical infrastructure, such as Iraq's largest dam, the Mosul Dam, which had fallen to ISIS in early August. Once again, therefore, Washington sees that

it needs the Iraqi Kurds to salvage Iraq.

And, as usual, that policy is full of contradictions. The two main Iraqi Kurdish groups with which the United States is currently cooperating, the KDP and the PUK, are on its terrorism list. Granted, they are on the Tier III list, which, unlike Tier I and II, is not determined by the secretary of state, but rather by a Department of Homeland Security-related bureaucratic procedure devised during the introduction of the Patriot Act. Still, although the inclusion on this tier is of lesser gravity, it is nonetheless an embarrassment. KRG President Barzani even refused an invitation to the White House in early 2014. For its part, the U.S. government has not limited its collaboration with the KRG and its constituent parties because of its inclusion on the list. However, it did take more than six years for the United States to formally acknowledge the existence of the KRG by opening a consulate in Erbil in 2011, long after many other countries had done so.

So what does the future portend? The Iraqi Kurds are not about to declare independence; they are landlocked and in need of the revenues that come from Iraqi oil exports. Most importantly, they know that they cannot defeat ISIS on their own. Washington thus need not worry; a new prime minister in Baghdad will go a long way toward assuaging Kurdish fears and beginning the process of rebuilding Iraq. There are no guarantees, of course, but Washington has few other choices but to reengage in Iraq, and repair burned bridges with all of the country's communities, including the Kurds. Although the Kurds are still wary of U.S. guarantees and promises, one thing has definitely changed: In the aftermath of the Arab Spring, the momentous events in Syria, Iraq, and even the Turkish Kurdish areas, the Kurds are no longer "small potatoes," as they will increasingly play a decisive role in shaping the new Middle East.



## Le combat contre les jihadistes de l'EI rassemble les Kurdes dans une union fragile

Erbil (Irak), 30 août 2014 (AFP)

**LES GROUPES KURDES d'Irak et de trois pays voisins ont mis de côté leurs vieilles divisions pour lutter ensemble contre les jihadistes de l'Etat islamique (EI), mais cette unité risque de ne pas durer.**

Le groupe ultra-radical de l'EI, réputé pour sa cruauté, s'est emparé de larges pans de territoires en Irak et en Syrie ces derniers mois, poussant les combattants kurdes de ces deux pays, ainsi que ceux de la Turquie au nord et de l'Iran à l'est, à joindre leurs forces.

L'EI "est notre ennemi commun. Faire face au terrorisme nous a réunis", déclare à l'AFP Hamir Kamal Alaa, un haut responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des principaux partis kurdes en Irak.

"Le danger que (ce groupe) représente est immense et il est nécessaire pour nous de coopérer", ajoute ce responsable rencontré sur une position tenue par les forces kurdes dans les montagnes du Nord irakien.

Si plusieurs forces kurdes combattent l'EI, elles demeurent indépendantes les unes des autres et opèrent, seules, sur certains fronts.

"Sur le plan militaire, on peut dire que les différents groupes luttent ensemble contre (l'EI), mais il n'y a pas de fusion", précise à l'AFP le militant et expert kurde Massoud Akko, joint via Skype. "Chaque force a sa propre direction et son propre ordre du jour".

Avant l'offensive commune, les Kurdes fonctionnaient de manière indépendante, sans coordination entre les quatre pays, chacun cherchant avant tout à obtenir une plus grande indépendance de la part des gouvernements centraux.

Chacun des groupes kurdes iranien, irakien, turc et syrien se revendiquait par ailleurs comme le plus légitime pour représenter la cause kurde dans son ensemble.

**- 'HARMONIE TEMPORAIRE'? -**

Selon M. Akko, la lutte de ces groupes force l'EI à "se battre sur différents fronts", ce qui "affaiblit" le groupe jihadiste.

Il avertit cependant que "cette harmonie peut être temporaire (car) elle est le fruit de la situation actuelle".

Les forces kurdes irakiennes, les peshmergas, à qui des pays occidentaux ont livré des armes, luttent contre les jihadistes sur plusieurs fronts en Irak, avec depuis le 8 août ➔



➔ le soutien aérien américain.

Les Kurdes des Comités de protection du peuple (YPG) la principale milice kurde en Syrie, combattent les jihadistes en territoire syrien mais ils ont aussi aidé à évacuer des milliers de Yazidis, une minorité non musulmane kurdophone, pris au piège dans le nord de l'Irak après avoir fui la progression de l'EI.

"Avant cette crise, il y a eu des (problèmes) entre les peshmergas et l'YPG. Mais maintenant les choses sont différentes", assure Siamand Othman, au point de passage syrien de Fish Khabor avec l'Irak.

Les Kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont des bases dans le nord irakien, ont aidé début août les peshmergas à reprendre la région irakienne de Makhmour aux jihadistes.

Enfin, le parti pour une vie libre au Kurdistan (parti kurde d'opposition iranien), a annoncé qu'il enverrait des forces pour aider les peshmergas à reprendre la ville de Jalawla (est) à l'EI.

- 'AVIDES DE POUVOIR' -

La communauté kurde aspire à son propre Etat, mais ce vieux rêve se heurte au refus des gouvernements des quatre pays qui rejettent toute idée de sécession, mais aussi à une lutte au pouvoir entre les différents groupes kurdes.

Le Kurdistan irakien jouit d'une importante autonomie et dispose de ses propres forces de sécurité, gouvernement et drapeau. Après avoir été longtemps opprimés, les kurdes en Syrie contrôlent actuellement des régions du nord à la faveur de la guerre civile.

En Turquie, les Kurdes turcs du PKK ont pris les armes en 1984 dans le but de créer un Etat kurde indépendant, mais il a commencé des négociations de paix en 2012 avec Ankara, réclamant une plus grande autonomie.

"Nous les Kurdes avons un rêve (ndlr, un seul Etat pour tous les kurdes) mais le drame des mouvements kurdes est qu'ils sont avides de pouvoir", regrette Akef Hassan, un militant kurde syrien installé à Erbil en Irak.

"Être unis en temps de guerre est plus facile qu'être unis en temps de paix", assure à ses côtés Sherwan Ibrahim, un ex-militant kurde syrien. ●



August 19, 2014

## Iraqi and Kurdish forces recapture Mosul dam

US president hails operation by Peshmerga and Iraqi troops as a "major step forward" against Islamic State group.



19 Aug 2014  
aljazeera.net

**K**urdish and Iraqi government forces have taken control of the Mosul dam from the Islamic State group, after days of fighting aided by multiple air strikes from US jets and drones.

Barack Obama, the US president, announced the "major step forward" to Americans on Monday night, and hailed co-operation between the government and Kurdish forces as an example of how to combat the Islamic State.

He also pledged a long-term US mission to defeat the group.

The advance of the Kurdish fighters and

about 120 Iraqi soldiers has been aided by continuous US air strikes. US aircraft have carried out 35 strikes against Islamic State targets over the past three days, destroying more than 90 targets, the Pentagon said on Monday.

Drones and fighter, bomber and attack jets "eliminated" fighters' positions in the battle for the dam, Pentagon spokesman Rear Admiral John Kirby said.

"In all, we destroyed over 90 targets including a range of vehicles, equipment and fighting positions," he added in a statement.

"Iraqi forces have cleared the dam and are working to further expand their area of control."

The recapture of the entire Mosul dam complex on the Tigris river and the territory surrounding its reservoir would be a significant victory against the Islamic State group,

which seized large swaths of northern and western Iraq this summer.

Al Jazeera's Zeina Khodr, reporting from east of Mosul, said that while some Iraqi government forces were involved in the operation, their number was felt by the Peshmerga to be "insignificant".

She added: "Peshmerga commanders tell us that they have no intention of pushing towards the stronghold of the Islamic state group. They would be ready to do so - only if there is an agreement among Iraq's communities."

The Iraqi army launched an operation on Tuesday to drive the Islamic State fighters out of Tikrit, which is the hometown of former president Saddam Hussein.

Our correspondent reported that the Iraqi army is trying to advance to the provincial capital of Salahadin and that there were heavy clashes taking place 10 kilometres southwest of Tikrit.

### Obama address

In his address Obama repeated his support for new Iraqi Prime Minister Haidar al-Abadi's attempts to form a more inclusive government, but warned he must act quickly to undercut support for the radicals.

"I was impressed in my conversation with him about his vision for an inclusive government but they've got to get this done because the wolf's at the door," he told reporters.

"In order for them to be credible with the Iraqi people, they're going to have to put behind some of the old practices and actually create a credible united government.

"Our goal is to have effective partners on the ground. And if we have effective partners on the ground, mission creep is much less likely," promising a joint "counter-terrorism" strategy with Iraq and US allies.

The Islamic State meanwhile said it would retaliate against the US. In an online video statement, reported by the Reuters news agency, the group said it would attack Americans "in any place" and that it would "drown all of you in blood". ♦

## Les Kurdes ont repris aux jihadistes le plus grand barrage d'Irak à Mossoul

lorientlejour.com  
18 AOÛT 2014

Les forces kurdes, aidées par l'aviation américaine, ont repris hier le plus grand barrage d'Irak aux jihadistes de l'État islamique (EI) qui sont également sous le feu de l'aviation syrienne de l'autre côté de la frontière.

« Le barrage de Mossoul a été complètement libéré », a déclaré Ali Awani, un responsable du principal parti kurde irakien, ajoutant que les combats se déroulaient désormais à Tal Kayf, une localité aux mains des jihadistes à une centaine de kilomètres à l'est du barrage. Les forces kurdes avaient lancé samedi une offensive pour reprendre le contrôle de ce barrage qui fournit de l'eau et de l'électricité à la majeure partie de la région, et dont s'étaient emparés les jihadistes le 7 août. Les États-Unis, qui ont commencé des raids le 8 août contre les positions de l'EI, ont appuyé l'offensive kurde en menant 23 frappes en deux jours qui ont détruit ou endommagé des véhicules militaires et un poste de contrôle de l'EI.

De plus, dans l'ouest de l'Irak, dans la province d'al-Anbar, les jihadistes de l'EI sont

confrontés depuis vendredi à une contre-offensive menée par une coalition de plus d'une vingtaine de tribus sunnites, appuyée par les forces de sécurité. Ils contrôlent de nombreux secteurs de cette province majoritairement sunnite. De son côté, un commandant de la police, Ahmad Sadag, a indiqué que les combattants des tribus et les forces gouvernementales avaient repoussé les jihadistes hors des secteurs qu'ils tenaient à l'ouest de la capitale provinciale Ramadi, et que des combats avaient lieu dans d'autres zones, dont la ville stratégique de Haditha, plus au nord. Vendredi, les jihadistes sont entrés dans le village de Kocho, à plus de 150 km au sud-ouest de Mossoul, et ont tué « environ 80 personnes », en majorité des yazidis, a indiqué le responsable irakien Hoshyar Zebari, dénonçant un « massacre ». Kocho est situé près de la ville de Sinjar, dont les jihadistes s'étaient emparés le 3 août.

Pour rappel, pour tenter de freiner l'avancée de l'EI, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté vendredi une résolution visant à empêcher le recrutement et le financement de jihadistes en Irak et en Syrie.



Les véhicules blindés des combattants kurdes peshmergas, sur le barrage de Mossoul.

L'Union européenne a, elle, approuvé les livraisons d'armes aux combattants kurdes, déjà lancées par les États-Unis et la France.

« La dernière chance pour l'unité de l'État irakien »

Devant l'avancée de l'EI vers le Kurdistan, la communauté internationale s'est mobilisée pour aider les dizaines de milliers de déplacés vivant dans des camps du nord du pays, souvent dans des conditions déplorables. De son côté, l'Union européenne a, elle, approuvé les livraisons d'armes aux combattants kurdes, déjà lancées par les États-Unis et la France.

Toutefois, alors que les Kurdes ont lancé début juillet un projet de référendum d'indépendance, le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier s'est prononcé contre « un État indépendant des Kurdes », pour ne pas déstabiliser le pays plus qu'il ne l'est déjà.

En effet, de retour de sa visite en Irak samedi, il a estimé que « la formation d'un nouveau gouvernement à Bagdad sous la conduite du nouveau Premier ministre (Haïdar) al-Abadi (...) est peut-être la dernière chance pour l'unité de l'État irakien ». ♦ (OLJ/AFP)

## le Canada envoie du matériel militaire aux Kurdes

15 août 2014 (AFP)

Le Canada va expédier du matériel militaire aux combattants kurdes qui luttent contre les jihadistes de l'État islamique (EI) en Irak, a annoncé vendredi le Premier ministre Stephen Harper.

Le Canada apporte un soutien militaire aux côtés des forces alliées afin de permettre "aux forces kurdes d'assurer efficace-

ment la protection des Irakiens confrontés aux attaques barbares de l'État islamique" (EI), a déclaré M. Harper.

"Un Hercules CC-130J et un CC-177 Globemaster de l'Aviation royale du Canada et leurs équipages, soit une trentaine de membres des Forces armées canadiennes, ont été déployés depuis la base de Trenton en Ontario", a précisé le chef du gouvernement canadien dans un

communiqué.

M. Harper a assuré que le Canada "ne restera pas les bras croisés pendant que l'État islamique) continue de tuer des civils innocents et des membres des minorités religieuses".

Cette mesure s'ajoute à l'aide déjà apportée par le Canada en Irak, et le Premier ministre s'est dit prêt à contribuer davantage selon les besoins.

L'Union européenne a cautionné l'envoi de matériels militaires aux Kurdes par les États membres qui en ont manifesté la volonté.

Par ailleurs, le Canada a expédié en Ukraine un dernier transport de matériel militaire non létal, tel que des casques, lunettes de combat, gilets pare-balles, kits de premiers soins, a annoncé le ministère de la Défense.

Ce chargement porte aussi sur de "l'équipement logistique" pour aider les forces armées ukrainiennes à "mieux déceler et suivre le déplacement illicite des marchandises et des gens". ♦



# Les Peshmergas kurdes, seuls remparts aux jihadistes irakiens

lefigaro.fr

Par Julien Licourt

19 août 2014

**INTERVIEW - Dimanche, les Kurdes ont repris le barrage de Mossoul détenu par l'État islamique. Karim Pakzad, chercheur à l'Iris, spécialiste de l'Irak et des Kurdes, explique qui sont ces combattants qui résistent à l'avancée djihadiste.**

**LE FIGARO. - Qui sont les Peshmergas?**

**Karim PAKZAD.** - En Kurde, pechmerga veut dire «ceux qui vont au-devant de la mort». C'est le surnom des combattants kurdes. De part leur histoire, ces soldats sont mythiques: ils se sont soulevés de nombreuses fois et ont dû faire face à des massacres. De nombreux anonymes comme des personnages importants au Kurdistan ont été un jour ou l'autre peshmerga. Il est difficile de savoir combien ils sont exactement: si le danger devient plus grand, de nouveaux hommes prennent les armes et deviennent peshmergas. Ils peuvent sans doute mobiliser jusqu'à 200.000 personnes.

**Ce sont des combattants laïcs. Comment l'expliquer dans cette région très religieuse?**

Tout d'abord car les forces politiques du Kurdistan irakien sont profondément laïques. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) est l'un des plus vieux de la région: il a été fondé en 1945 par Mustafa Barzani, père de l'actuel président du gouvernement régional du Kurdistan, Massoud Barzani. Ce mouvement est démocrate et fréquente l'Internationale socialiste. Le second parti d'importance de la vie politique kurde a été fondé par l'actuel président de l'Irak, Jalal Talabani dans les années 1960. Il est d'inspiration marxiste et fait partie de l'International socialiste au même titre que le PS en France. Ce sont donc deux



*Un peshmerga kurde, le 12 août, au cours de combats contre l'État islamique.*

forces de gauche. Enfin, la société kurde, elle-même, est également profondément laïque: les partis islamistes ne dépassent pas 10 à 15% des voix. Les kurdes pratiquent un islam modéré, à l'image du Maroc ou de la Tunisie.

**Comment les Peshmergas sont-ils structurés?**

Tout comme le Kurdistan d'aujourd'hui n'est plus le même que celui d'il y a 20 ans, les Peshmergas ont évolué depuis les années de lutte face à Saddam Hussein. Après la Première Guerre du Golfe, une zone d'exclusion aérienne est mise en place au-dessus du Kurdistan: depuis cette date, la région est de facto indépendante. Depuis la Seconde Guerre du Golfe, l'autonomie a été officialisée. Un accord a été passé avec le gouvernement irakien pour intégrer une partie des Peshmergas dans l'armée irakienne: ils gardent les frontières du nord et du nord-est du pays. L'autre partie des combattants fait depuis partie des gardes régionaux, c'est-à-dire de la police.

**Quel rôle ont-ils joué depuis la poussée de l'État islamique (EI)?**

Les combattants kurdes ont profité de l'avancée de l'EI pour prendre Kirkouk, qu'ils revendiquent comme leur capitale. C'est historiquement vrai, même si sous Saddam, la composition ethnique de la ville a été radicalement changée. Parallèlement, observant le peu de réaction internationale à ses actions, l'EI a voulu pousser l'avantage et arriver jusqu'à Erbil, la capitale de la Région autonome du Kurdistan. Cette ville est aujourd'hui le centre d'une région très développée où se trouvent les sièges de

nombreuses entreprises ou de compagnies pétrolières. C'est la menace de voir cette ville tomber, ainsi que les quelques revers subis face aux combattants fanatisés de l'EI, qui a fait prendre conscience aux Américains et aux Français qu'il fallait aider les Kurdes et leur livrer des armes.

**Comment s'équipaient-ils auparavant?**

Ils ont toujours été armés. Ils ont profité de leur accord avec l'armée irakienne et de leur position dans une région où circulent des millions d'armes.

**L'État islamique fait-il peur aux Kurdes?**

Pour ses massacres, l'EI invoque l'invasion des Mongols de Gengis Khan. Ces derniers, à chaque village rencontré qui osait se rebeller, rasaient tout et ne laissaient aucun survivant. C'est exactement ce que fait l'EI, en utilisant les moyens modernes de communication, afin de faire peur aux populations. Les villes du Kurdistan sont modernes, et les populations reçoivent ces images de massacre aussi rapidement qu'en Europe. Ce matin-même un kurde que j'avais au téléphone se demandait s'il fallait, face aux exactions de l'EI, envoyer les femmes et les enfants dans les montagnes et aller prendre les armes.

**Peuvent-ils résister à long terme?**

Les reprises de positions à l'EI par les Peshmergas montrent que les livraisons d'armes semi-lourdes leur ont fait du bien. ■

# KURDISTAN L'indépendance, la seule issue

Bien que salutaire, l'intervention américaine pour protéger les Kurdes d'Irak contrarie le rêve de cette région autonome de devenir un Etat indépendant, s'inquiète un journaliste kurde.

**courrierinternational.com**  
19 août 2014

**CERTES**, "les frappes aériennes américaines de cette semaine à l'encontre des combattants islamistes aux frontières du Kurdistan ont sauvé des millions de Kurdes d'un terrible cauchemar, reconnaît Ayub Nuri, dans le magazine Time. "Mais j'espère que cela n'a pas aussi tué notre rêve d'un Etat indépendant", poursuit le journaliste kurde, rédacteur en chef de Rudaw English.

Car pour lui, l'indépendance, dont cette région autonome avait jeté les bases ces

dernières semaines (le 3 juillet, le président de la région avait demandé à son Parlement d'organiser un référendum d'autodétermination "dans les meilleurs délais"), est "la seule solution". Pour les Kurdes d'abord, qui n'ont "jamais connu d'expérience heureuse avec l'Irak". Mais aussi pour le monde, car cela éviterait aux puissances occidentales, qui sont intervenues à plusieurs reprises, de "nombreuses migraines".

Une alliance Kurdistan - Irak serait, pour le journaliste, un "mariage forcé et sans amour". Les deux s'accusent réciproquement de tous les maux. A raison, pour Ayub Nuri : "L'Irak nous a brutalisés pendant des décennies, et nous avons combattu Bagdad poli-



Des combattants kurdes à Bashiqa, le 12 août 2014. AFP /AHMAD AL-RUBAYE

tiquement et militairement pendant des années."

En conséquence, il serait "absurde de dire aux Kurdes de rester avec l'Irak puis d'envoyer d'urgence des avions de chasse tous les 10 ans pour les sauver de ce même pays [...] Alors que l'Occident marque le centenaire de la Première Guerre mondiale qui a divisé le Moyen-Orient et laissé les Kurdes sans Etat, il est temps qu'il se rachète et laisse les Kurdes rejoindre la communauté en tant qu'Etat souverain", estime le journaliste. ♦

## Le Kurdistan irakien accueille désormais 700.000 déplacés irakiens, selon l'Onu

22 août 2014 (AFP)  
liberation.fr

Le Kurdistan irakien (nord) abrite désormais 700.000 déplacés irakiens, chassés de leurs foyers par les jihadistes, a indiqué vendredi le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

«La région du Kurdistan en Irak accueille maintenant près de 700.000 déplacés irakiens, la plupart étant arrivés début juin», a déclaré un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'un point de presse.

Mercredi, le HCR avait indiqué avoir comptabilisé quelque 600.000 déplacés irakiens dans cette même région.

M. Edwards a expliqué que le HCR n'était pas en mesure de dire si les 100.000 déplacés supplémentaires correspondaient à l'arrivée de nouveaux déplacés ou s'il s'agissait de personnes déjà arrivées au Kurdistan qui avaient décidé de s'enregistrer auprès des humani-

taires.

D'après le porte-parole, l'enregistrement des déplacés au Kurdistan devrait prendre fin début septembre.

La plupart des déplacés vivent encore dans des écoles, des mosquées, des églises, des bâtiments inachevés et ailleurs.

Le HCR poursuit par ailleurs sa vaste opération humanitaire, qui a démarré mercredi, dans le nord de l'Irak visant à aider un demi-million de personnes ayant fui les attaques des jihadistes.

L'opération doit durer 10 jours au total. Le HCR espère faire parvenir 2.410 tonnes d'aide dans la région.

Un deuxième Boeing 747 transportant des tentes a atterri dans la nuit de jeudi à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. D'autres avions sont attendus jusqu'à samedi.

L'aide est également acheminée par convois maritimes et routiers.

A ce jour, le HCR estime à 1,2 million le nombre des Irakiens déplacés par les combats en 2014 en Irak.



Des familles d'Irakiens de la communauté yazidi, persécutés par l'Etat islamique, et réfugiés à Erbil au Kurdistan irakien, où ils s'abritent sous un pont, le 17 août 2014 (Photo Ahmad Al-Rubaye. AFP)

Acheminer des tentes pour les déplacés «reste la priorité», a souligné M. Edwards.

Il a également indiqué que le HCR entendait continuer de venir en aide aux Irakiens pendant encore longtemps vu la situation.

L'Irak est plongé dans le chaos depuis le début, le 9 juin, d'une offensive d'insurgés sunnites menée par les jihadistes de l'Etat

islamique (EI) au nord de Bagdad, qui s'est étendue début août dans le nord de l'Irak.

Après avoir réussi à reprendre le barrage de Mossoul, le plus important d'Irak, avec le soutien aérien américain, les forces kurdes ont lancé une offensive contre les jihadistes dans le Nord et tentaient vendredi de reprendre la ville clé de Jalawla à l'EI. ♦



# Irak : pourquoi la France doit soutenir le rêve kurde d'indépendance



leplus.nouvelobs.com

20 août 2014

Par Vahid Nick Pay

Docteur en sciences politiques

Édité par Sébastien Billard

**LE PLUS.** À quand la création d'un État kurde ? Malgré un sombre contexte politique en Irak, voir émerger un Kurdistan indépendant n'est pas impossible, selon Vahid Nick Pay, chercheur en sciences politiques à l'université de Durham, en Grande-Bretagne. Et la France peut jouer un rôle important dans un éventuel processus d'indépendance.



Des Kurdes manifestent en faveur de l'indépendance du Kurdistan, à Arbil en Irak, le 3 juillet 2014 (S. HAMED/AFP).

Malgré un sombre contexte politique en Irak, les derniers succès militaires kurdes donneraient un nouveau souffle à la perspective de création d'un État kurde ; une lumière d'espoir percerait-elle l'obscurité dans laquelle est plongée la région depuis plus d'une décennie ?

## Un lien historique

Alors que la France démarre sa livraison d'armes aux combattants kurdes, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les Kurdes considèrent la France comme leur principal allié international.

L'origine de ce lien pourrait remonter au Traité de paix de Paris en 1919 ou à celui de Sèvres en 1920, au cours duquel avaient été tracées, pour la première fois, les contours d'un futur État kurde.

Plus récemment, des liens sociopolitiques se sont créés, notamment lors de la présidence mitterrandienne, et dont la reconnaissance par les kurdes de Mme Danielle Mitterrand comme "mère des Kurdes" fut l'apogée.

Cette reconnaissance sanctionne des années de campagnes qu'elle dirigea sans relâche pour alerter le monde sur les répressions violentes menées par les États voisins contre les Kurdes et dont le but étaient de détruire leurs rêves d'autodétermination.

C'est donc sans surprise que la terre française a été choisie pour offrir au héros de la résistance kurde, le célèbre docteur Ghassemlou, un dernier abri.

## Une nation progressiste

Les Kurdes forment le plus important groupe ethnique au monde dépourvu de nation. À plusieurs reprises, l'histoire a vu leur rêve d'indépendance balayé par les principaux acteurs géopolitiques de la

région. Toutefois, les espoirs d'autodétermination n'ont jamais été si concrets qu'aujourd'hui dans une région où d'autres entités politiques issues de la période post-Première Guerre mondiale, notamment l'Irak et la Syrie, peinent à imposer leur légitimité territoriale.

D'autre part, un examen approfondi de l'histoire kurde révèle de fascinants détails sociologiques. Bien des sources jurisprudentielles islamiques comme Lom'a al-Dameshqiyya nous livrent d'intéressantes informations, notamment celle présentant la population kurde comme la plus revêche à toute hégémonie religieuse.

La société kurde a indubitablement prouvé qu'elle était une société étonnamment ouverte, soucieuse d'intégrer les différentes ethnies qui la composent et sensible aux valeurs de laïcité. De nombreux principes démocratiques s'exercent sur ce territoire en l'absence de structure étatique moderne et sans être le produit artificiel d'une inculcation moderniste et verticale.

Notons, par exemple, que la région autonome du Kurdistan est considérée comme la seule entité représentative au Moyen-Orient dépourvue de prisonnier politique, où plusieurs actions ont été lancées en faveur de l'égalité des sexes, la liberté de la presse et autres formes de tolérance ethnoreligieuses.

Tout cela ne constituerait-il pas, dans une région où ces valeurs se font bien rares, les pièces maîtresses d'un véritable prototype de société démocratique ?

## Une diplomatie crédible

Un rapide tour d'horizon des dernières interventions désastreuses de l'Occident au Moyen-Orient révèle clairement les nombreux raccourcis idéologiques qui en furent

la cause.

Dans une région que l'histoire et les réalités du terrain ont rendu hostile à toute volonté d'intégrer des valeurs perçues comme étrangères, candide celui qui croyait qu'elle accueillerait à bras ouverts des produits d'exportation démocratique occidentaux vus comme un autre projet économique mal dissimulé.

Faut-il alors vraiment s'étonner que les "amis régionaux" de l'Ouest, dès leurs exigences politiques satisfaites, aient rapidement fait fi de leurs engagements envers les valeurs occidentales et, pour certains, se soient même transformés en ennemis jurés de tout ce que l'Occident représente ?

## Une menace réelle

Il existe un nombre incalculable d'histoires parallèles sur la véritable origine de groupes fondamentalistes dans la région et notamment ceux de Jebhe al-Nusrat et de l'EI.

Certains dénoncent les pouvoirs occidentaux en considérant leur support matériel aux extrémistes comme un sous-produit de leur stratégie de soutien à l'insurrection contre le régime de Assad en Syrie. D'autres accusent les aides financières directes des États sunnites, notamment l'Arabie Saoudite et le Qatar. D'autres pointent du doigt le laxisme dont a fait preuve l'État turc envers les trafics logistique et humain des djihadistes opérés à travers ses frontières.

On soupçonne également qu'après les Arabes, les citoyens turcs soient les plus nombreux dans les rangs de l'EI. D'autre part, l'ancien Premier ministre irakien Al Maliki est allé jusqu'à accuser directement l'État kurde de trahison et de pactes secrets avec l'EI ; accusations qui ont vite ➤

➤ été balayées par les récentes confrontations militaires sur le terrain.

Des confrontations au cours desquelles les Kurdes ont prouvé, par leur résistance et leur détermination à être en première ligne des combats, qu'ils étaient les seuls interlocuteurs fiables de la région. Même le précautionneux appareil diplomatique américain, celui qui a refusé d'intervenir en Syrie ou de livrer les armées réclamées par le gouvernement irakien face à la menace existentielle de l'EI, n'aurait pas pu ne pas reconnaître leur fiabilité.

### Une vraie opportunité

L'armée irakienne a, quant à elle, dévoilé une profonde division et des fondations sectaires qui la rendent inefficace face à une idéologie telle que celle de l'EI. De plus, le récent appel au djihad lancé par les autorités religieuses irakiennes pour former une milice chiite idéologique et suffisamment motivée pour combattre celle de l'EI risquerait d'être à l'origine d'un nouveau courant fondamentaliste régional.

Au milieu de ce sombre décor, une oppor-

tunité s'offre pourtant à la communauté internationale, celle de promouvoir une force locale intrinsèquement progressiste et séculière. La communauté internationale pourrait ainsi revenir sur de nombreuses erreurs historiques et participer aux fondations d'une démocratie séculière nourrie depuis longtemps d'espoirs de liberté et d'indépendance.

Trouverait-on ici finalement un bénéfice durable à la décennie de présence militaire occidentale ? ♦



20 août 2014

IRAK / ALLEMAGNE / ITALIE

## L'Allemagne et l'Italie prêtes à livrer des armes aux Kurdes



Les ministres allemands de la Défense Ursula von der Leyen et des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier à Berlin le 20 août 2014. (AFP)

par RFI  
20 août 2014  
www.rfi.fr

En Irak, l'armée et les forces kurdes continuent de reprendre du terrain aux jihadistes de l'Etat islamique. Les forces kurdes qui vont bientôt pouvoir compter sur de nouveaux soutiens. Après Londres, Paris et Washington, Berlin et Rome se sont en effet dits prêts à leur fournir des armes.

« Nous sommes, sur le principe, prêts en fonction de nos moyens, à livrer des armes et des munitions ». Ursula von der Leyen, la ministre allemande de la Défense a confirmé aux côtés de son collègue des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, une décision attendue. Depuis dix jours, les discussions agitaient

l'Allemagne, nous rapporte notre correspondant à Berlin, Pascal Thibaut. Au refus catégorique initial conforme à la ligne traditionnelle de Berlin a donc succédé une position plus souple.

Frank-Walter Steinmeier a reconnu être conscient des risques de telles livraisons : « Il est quasi impossible de contrôler entre quelles mains des armes parviennent au bout du compte. Mais les menaces pour la population et pour toute la région sont existentielles » a-t-il ajouté. Ursula von der Leyen doit dans les prochains jours formuler des propositions concrètes. Les missiles Milan susceptibles de détruire les chars aux mains de l'Etat islamique intéressent par exemple les peshmergas kurdes.

Une décision concrète sur ses livraisons doit être prise mercredi prochain. Berlin n'exclut pas d'envoyer des instructeurs pour former les soldats irakiens. Le gouvernement allemand veut informer le

Parlement mais ne pas demander un vote formel ce que demandent les écologistes dans l'opposition. Ces derniers jours, Berlin avait procédé à des livraisons humanitaires dans le Kurdistan irakien et s'était déclaré prêt à envoyer des armes non létales en Irak.

L'Italie envoie des roquettes, des mitrailleuses et des Kalachnikovs

Plus tard dans l'après-midi, l'Italie a emboîté le pas à l'Allemagne, nous indique notre correspondante à Rome, Anne Le Nir. A l'issue d'un vote parlementaire, la majorité des députés et sénateurs membres de la commission parlementaire des Affaires étrangères a donné son feu vert à la livraison d'armes aux combattants kurdes. Le projet présenté par la chef de la diplomatie, Federica Mogherini, et la ministre de la Défense, Roberta Pinotti, prévoit l'envoi de mitrailleuses de l'armée italienne que l'Otan n'utilise plus, ainsi que des roquettes anti-char et 30 000 Kalachnikovs saisis il y a plus de 20 ans à l'époque de la guerre en ex-Yougoslavie.

Après avoir souligné que les jihadistes de l'Etat islamique représentent « une menace pour toute l'Europe et le monde entier », Federica Mogherini a insisté sur le fait que pour le gouvernement italien, la livraison d'armes, qui s'ajoute à l'envoi d'aide de première nécessité, s'inscrit dans le contexte d'une très grave situation d'urgence. Elle a néanmoins rappelé qu'une solution politique en Irak était absolument nécessaire. Selon ses propos, Rome entend aider l'Irak à travers une forte action diplomatique, notamment avec des pays comme l'Iran, pour la stabilité de toute la région.

Le président du Conseil italien, Matteo Renzi, était ce mercredi en visite à Bagdad et Erbil. ■



# KRG, PKK make unlikely allies as they battle IS together

Often contentious Kurdish factions in Syria and Iraq are setting aside their differences to unite in fighting the Islamic State.



Author Kamal Chomani  
August 22, 2014  
www.al-monitor.com

Attacks led by the Islamic State have brought together all Kurdish forces who are, for the first time in modern history, joining efforts to protect the people.

On Aug. 3, this collaboration took place: YPG, the People's Protection Units of Rojava (Syria's Kurdistan) joined Iraqi Kurdistan Region peshmerga forces and rescued some of the peshmerga forces after the Islamic State (IS) offensive on Sinjar after the Kurdistan Region had put an embargo on Rojava for almost three years.

In the past three years, there have been political conflicts between the two biggest Kurdish political parties, the Kurdistan Workers Party (PKK), led by Abdulla Ocalan, and the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Masoud Barzani, over ruling Rojava and sharing power between their two affiliated parties; the pro-PKK Democratic Union Party (PYD) and the pro-KDP Kurdistan Democratic Party-Syria (KDP-S).

Diyar Qamishlo, representative of The Syrian Kurdistan's Democratic Society Movement (TEV-DEM) in Iraqi Kurdistan, told Al-Monitor that in the past three years since Rojava's revolution started, PYD was able to form three cantons. On the other side, KDP-S and KDP accuse PYD of ruling Rojava unilaterally.

"We helped the peshmerga forces and rescued them from death. We did this wholeheartedly as we believe this was what people expected us to do," said Qamishlo.

Ali Hussein, KDP's member of the Leadership Council, did not hide his party's concerns about PKK. He told Al-Monitor, "We have had relations with PKK since the 1980s and we have had common ideas, but we have also had differences. The problem of PKK and PYD is that they are not coordinating with other parties in Rojava. They should share power with them, but of course we have appreciated the collaborations."

Sa'di Ahmed Pira, a PUK politburo member, is optimistic that the changes in regional political dynamics will strengthen the relations with the Kurdistan Regional Government, including KDP, and PKK. He told Al-Monitor that PKK and YPG military support for peshmerga forces in fighting IS had already been agreed upon.

Last year, the KDP dug a long trench between Iraqi Kurdistan and PYD-controlled areas of Syria. At that time, the trenches were considered as a "betrayal" by pro-PKK media and loyalists. Pira said that these events will not return, because "the ones [KDP] who dug the trenches are now filling them after being assured that YPG forces will not be a threat. IS had one positive [effect], which is that it brought us all together."

Hitherto, PKK and YPG forces have taken part in fighting against ISIS in the three front lines: Jalawla, Makhmour and Sinjar. Soon after the IS attacks, YPG joined peshmerga forces and helped rescuing them and hundreds of thousands of Yazidis who had been stranded in Mount Sinjar.

Despite that peshmerga has better weaponry than YPG and PKK guerrillas, the latter have been more successful in fighting IS.

Salah Dilmani, brigadier of Ballak 118 Brigade, who has led the fighting against IS in Jalawla frontline, highly appreciated YPG and PKK support of peshmerga. Dilmani told Al-Monitor of his happiness about PKK's intervention and showed willingness to continue these military collaborations. "We should not be ashamed that YPG and PKK forces are much more skillful in fighting against IS, undoubtedly, they have very good experiences."

Though the number of PKK and YPG forces has not been revealed, some have been suspicious about their wishes to control Sinjar. Osman Ocalan, a former PKK leader, doubted that PKK wanted to create a Sinjar Canton



PKK soldiers stand at attention at the funeral of Deniz Firat, a PKK journalist who was killed by IS in Makhmur, south of Erbil, while filming PKK guerrillas fighting IS, Aug. 9, 2014. (photo by Kamal Chomani)

and settle its power in the area. To remove these concerns, Hageed Damhat, PKK's spokesman, said that the PKK "has no wishes to create any cantons for Sinjar or control the city. We just want to help people escape from death; we want liberation of the city and nothing more."

But Diyar Qamishlo of YPG did not hide that Shingali people have formed the Sinjar Protection Units, which were affiliated with the YPG. He said, "But these people have been organized to stop IS attacks, not to control the town for us. They decide what they will do, not us."

Some in KRG believe that KDP's bad relations with Rojava were due to its good relations with Turkey, because the latter never wants a de facto region for PKK in Syria.

Mohammed Ali, a member of the Gorran Movement Political Room, spoke to Al-Monitor about KRG and Rojava relations and the future of these relations.

"In the past few years, the policy of KDP has dominated KRG's position toward PKK and Rojava, which I condemn. It is obvious that KDP's policy has been in favor of the Turkish authority rather than the interests of the Kurdish nation. Therefore, the relationship between KRG-PKK should be institutionalized and nationalized. The policy of KRG's institutions, especially the parliament, government and presidency of the region, should reflect the interests of the Kurdish nation rather than the interests of one party or group," Ali elaborated.

Accordingly, Aliza Marcus, author of "Blood and Belief," a book on the PKK, expects that this current conflict in Iraq is going to improve the PKK's respect among Kurds in Syria and Iraq. "For Iraqi Kurds in particular, the PKK's willingness to support people under IS attack was very important. Now that [KRG President Massoud] Barzani himself has met with the PKK and thanked them for the efforts, he will come under more pressure to go ahead with a national congress."

Marcus, unlike others, does not think the KRG-PKK relations improved after IS attacks "The PKK and KRG will never be the closest of friends. There's a lot of violent history and mistrust between them. But it will be very hard in the future for the KRG to criticize the PKK's presence or block the PYD in Syria. The KRG needs the PKK right now, and the PKK has proven its commitment to Kurdish nationalism by sending fighters to help."

Dilmani believes that "KRG is forced to be closer to PKK and build healthier and better relations, as the current situation has proven PKK's strength and security collaboration." ♦

*Kamal Chomani is a Kurdish journalist writing on the political affairs of the Kurdistan Regional Government and covering Kurdish politics in Iraq, Iran, Syria and Turkey for leading impartial Kurdish media outlets. Chomani has had a regular column for The Kurdistan Tribune since 2010. On Twitter: @KamalChomani*

# Assad urged to confront ISIS after tolerating jihadis' advance

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD

The extremist militants of the Islamic State in Iraq and Syria have attacked Syrian troops with new ferocity in recent weeks, taking over three northeastern military bases, beheading scores of soldiers and seizing new territory.

The jihadist offensive has prompted some panicked supporters of the Syrian government to sharply criticize the leadership, questioning why it appeared to allow ISIS to build a base in the northern Syria province of Raqqa for the last year, while claiming it was fighting terrorism. As far back as June, as ISIS fighters swept back into Syria with American weapons looted in Iraq, Elia Samaan, a government adviser, exclaimed, "Where is our air force?"

Now the rising pressure from the militants, and from the Syrian government's own supporters, is forcing President Bashar al-Assad's forces to confront the possibility of a more direct battle with ISIS, a fight that had not appeared to be the government's top priority even as the group amassed fighters and resources that helped it seize a swath of territory stretching across the border and into Iraq.

The escalating confrontation between Mr. Assad's forces and ISIS is another indication of just how much the rise of the radical group has erased borders and upended alliances around the region, and the world. President Obama, long wary of being dragged into the Syrian civil war, is also facing pressure to attack ISIS inside Syria after his top military adviser said the group could otherwise not be defeated.

With other insurgent groups struggling, ISIS and the Syrian Army increasingly find themselves facing one another across a crucial front line, around the northern city of Aleppo. That could lead to a showdown that would transform the three-year battle between a powerful jihadist force and Mr. Assad and his allies — a conflict whose death toll has more than doubled in the past year, to at least 191,000, the United Nations human rights office said Friday.

Critics of Mr. Assad have long speculated that he allowed ISIS to thrive because it served as a foil and battled Syrian rebel groups, while validating his government's claim that it was fighting terrorists. Though analysts say there was no evidence of a formal alliance, they note that the Syrian government benefited in some ways from ISIS. It focused mainly on trying to establish Islamic rule in the areas it controls, and fought the Islamist and nationalist insurgents more focused on ousting Mr. Assad.

But now, Damascus residents are increasingly demanding tougher action. Often giving only first names for fear of retribution, they voice new fears that ISIS will reach the capital. More and more of the private citizens who had long used their Facebook accounts to post messages supporting the government are now complaining that the military did not

## ISIS and the Syrian Army increasingly find themselves facing one another across a crucial front line in Aleppo.

better support the few isolated garrisons facing ISIS in the east; one noted that the minister of defense was not worried "because his sons are safe in Damascus."

In recent weeks, the air force has carried out new strikes against ISIS in its northeastern stronghold of Raqqa and last weekend in Deir al-Zour, to the southeast, where ISIS has recently overwhelmed insurgent rivals and crushed local tribal resistance. Soldiers say the army will stand against the militants as they bear down on Aleppo, Syria's largest city and the linchpin of the north.

Both Mr. Assad and his armed opponents have at times used the flow of foreign militants into the country for their own purposes. Many Syrian insurgent groups, including the United States-backed Free Syrian Army, have relied on well-armed, well-financed foreign extremists and their enthusiasm for battle. Many later turned on ISIS after the group sought to rule rebel-held areas and attacked political activists and other insurgents.

When ISIS first took over large new swaths of Iraq in June, many in Damascus expressed what one humanitarian worker, who spoke on the condition of anonymity, called "a guilty relief" that ISIS might simply "go away."

But days later, at a Damascus cafe alive with patrons watching the World Cup after midnight, the government adviser, Mr. Samaan, said he was surprised that the air force was not already bombing militants returning with looted American heavy weapons.

Mr. Samaan, who works with the Ministry of Reconciliation, rejected theories popular among insurgents and their supporters that the government established and controls ISIS and avoids attacking it.

"It's not true that they don't attack each other," he said. "But it is not a first priority." He said officials had been "happy to see ISIS killing" insurgents from the Free Syrian Army and the Qaeda-affiliated Nusra Front, and believed that in light of the ISIS threat "the world would support the regime."

But with the threat growing, he said,

he hoped the government would now focus mainly on fighting ISIS.

Since then, the growing fears over ISIS have marred, for Mr. Assad, a period that was meant to be a victory lap after he won a new term in a disputed election shortly after solidifying control of the crucial corridor from Damascus through Homs to the coast. ISIS's advances reveal that while Mr. Assad's original armed opponents are struggling, his government and war-weary military still fail to control large areas of the country and face a newly formidable foe.

On the day Mr. Assad was inaugurated for a new term, July 15, ISIS attacked an oil field in Homs Province, starting a battle that left scores of soldiers, oil workers and members of pro-government militias dead. Two weeks later, ISIS swept into Division 17, the army's lone remaining outpost in the city of Raqqa, and routed the soldiers, killing many, sweeping on to two more bases farther north.

Two weeks ago, supporters of Mr. Assad staged a protest in Umayyad Square in central Damascus — the first of its kind seen in the capital — demanding that the government secure the release of people kidnapped by another insurgent group, the Army of Islam.

Some Assad supporters say they hope the United States will hit ISIS in Syria in addition to its recent air attacks on the group in Iraq.

Amid the rubble of the central city of Homs, which Mr. Assad retook in May in a campaign focused on crushing mainly homegrown rebels while ISIS flourished, a member of a pro-government Christian militia was recently asked whether he would welcome American strikes on ISIS in Syria. His message to the United States was straightforward: "Solve the problem."

That some government supporters would welcome United States intervention is a startling turnabout a year after Mr. Obama threatened airstrikes against the Syrian government over chemical attacks that killed hundreds near Damascus. At that time, Mr. Assad rallied supporters against what they saw as an assault on Syrian sovereignty.

To Mr. Assad's partisans, the armed Syrian opposition that emerged after the suppression of political protests in 2011 now seems practically quaint and relatively surmountable, whether through military defeat or political agreement with fighters the government once called terrorists.

State news media have reported numerous new airstrikes on ISIS, and United Nations officials in Damascus say there have been more direct clashes between the group and Syrian forces. Syrian insurgents and civilians in Raqqa say only a few of the strikes have scored direct hits on ISIS there, though its headquarters is well known.

An ISIS fighter there who identified himself only as Khaled said recently over Internet messaging, "Most of the airstrikes have targeted civilians and not ISIS headquarters," adding, "Thank God."



# Turkey's failed foreign policy

Aaron Stein

**GENEVA** In 2002, Turkey's Justice and Development Party, known as the A.K.P., turned to Ahmet Davutoglu, then an obscure academic, to help craft its new foreign policy.

In 2009, he became foreign minister and was soon attempting to resolve the region's numerous crises. His foreign policy vision guided Turkey's approach to the Arab Spring uprisings and has served as the basis for Turkey's handling of the Syrian civil war.

With the Foreign Ministry under his stewardship, Turkey has both been hailed as a democratic beacon for the Islamic world, and denounced as an irresponsible regional power for allowing foreign fighters to transit its territory en route to battlefields in Syria.

After initially receiving accolades, Mr. Davutoglu's decision-making has become a source of controversy in the West. And in the Middle East, Turkey's embrace of religiously conservative political movements has run afoul of several Persian Gulf states and now Egypt, contributing to its political isolation.

Now Mr. Davutoglu has risen to the premiership, filling the shoes vacated by President-elect Recep Tayyip Erdogan. Unfortunately, we should not expect any changes to Turkey's failed foreign policy. Mr. Davutoglu believes his vision will eventually be vindicated.

Mr. Davutoglu has argued for decades that Turkey should embrace its Ottoman imperial past and use its unique geography to expand its influence throughout the Balkans, the Middle East and Central Asia. This "strategic depth" represented a departure from the country's historic emphasis on maintaining close ties with its NATO allies in the West. Mr. Davutoglu envisioned that this policy, once implemented, would eventually result in Turkey having "zero problems with neighbors."

Turkey's efforts in this regard have been decidedly problematic. The country currently does not have an ambassador in Syria, Egypt or Israel. Moreover, Ankara's relations with the Gulf States are strained, owing to the A.K.P.'s support of the Muslim Brotherhood. And diplomatic ties with Iraq are near non-existent after Turkey opted to side with the Kurdistan Regional Government and facilitate the export of Kurdish oil without Baghdad's approval.

The incoming prime minister's approach is based on four assumptions. First, he believes that the "era of nationalism" will come to an end in the Middle East and a new crop of religiously conservative leaders will emerge. Second, these new religiously conservative lead-

ers will look to Turkey — and more specifically, to the A.K.P. — as a source of political inspiration. Third, wider religious conservatism will allow Turkey to expand its influence via its shared religious identity with like-minded states. And fourth, the West, especially America, has an interest in preventing democratic change in the region.

These assumptions underpin the A.K.P.'s understanding of recent regional events since the Arab uprisings. In the Arab world, the swift overthrow of Zine el-Abidine Ben Ali in Tunisia and Hosni Mubarak in Egypt, and their subsequent replacement with political parties linked to the Muslim Brotherhood, was seen as a confirmation of Mr. Davutoglu's predictions. The A.K.P. believed it could share its own experience with states undergoing transitions to democracy.

However, Turkey's efforts to help Egypt draft a secular constitution were rejected by the Muslim Brotherhood

**The incoming prime minister thought he would have zero problems with the neighbors. Now he has several.**

when it was still in power. Turkey's eager attempts to influence the political process in Cairo were viewed as an encroachment on Egyptian sovereignty and a potential source of political weakness that opponents of the Brotherhood used to cast the party as under foreign influence before forcibly ousting it. Turkey's influence in Egypt is now near zero.

The A.K.P., however, believes that its embrace of Muslim Brotherhood-affiliated parties in Egypt, Iraq and Tunisia was politically prudent, morally correct and pro-democratic, and that it will help strengthen Turkish influence abroad. This approach is built on the idea that the A.K.P. has overseen the transformation of Turkish domestic politics and has led the way to making Turkey a more democratic country.

The same logic explains Turkey's support for Hamas in the Gaza Strip. The A.K.P. blames the West for isolating the militant group after its election victory in 2006 and logically contends that this isolation is one of the drivers of turmoil in Palestine. However, Turkey's efforts to mediate the Israeli-Palestinian conflict have failed because it is no longer seen as a neutral party. In much the same way, Turkey has chastised America for its handling of the July 2013 coup in Egypt, and has lambasted the West for its reluctance to intervene in Syria.

The A.K.P. views the Persian Gulf states as corrupt, illegitimate and destined to fall. Mr. Davutoglu believes that the dynamics that led to the Arab revolts are still present, and that Turkey is therefore playing a "long game" with



Ahmet Davutoglu, Turkey's incoming prime minister, in Ankara on Wednesday.

its support for the struggling Islamist forces in Palestine and Egypt while the West hopes to restore the region's autocratic status quo ante by relying on a small cadre of corrupt political and military elites who have lost all legitimacy.

For Mr. Davutoglu, these issues are black and white: Either you support democracy, or you don't. Turkey is on the "right side of history" and is standing up for democratic change in the region. The United States and Europe are not.

These assumptions are flawed. First, they assume that a shared religious identity will be able to transcend nationalism. Turkey's recent history in Egypt suggests that this is easier said than done. Second, the nationalism that Mr. Davutoglu predicts will fail has proven to be far more resilient than initially anticipated. Third, in states described as being in Turkey's "natural hinterland," these nationalist movements are mostly based on a rejection of colonial rule — including that of the Ottomans. Turkey's efforts to expand its influence, therefore, will not be so easy.

Yet the A.K.P. is undeterred. It believes in its own strategic and moral rectitude and views its recent troubles as temporary. As Mr. Davutoglu assumes the premiership, Turkey is likely to continue pursuing the flawed foreign policy he has conceived and constructed.

AARON STEIN is an associate fellow at Britain's Royal United Services Institute.



SONDAGE EXCLUSIF IFOP POUR ATLANTICO

# 52% des Français approuvent les livraisons d'armes aux Kurdes



Jérôme Fourquet est directeur du Département opinion publique à l'IFOP.

www.atlantico.fr  
21 Août 2014

A l'instar de la France, l'Allemagne et l'Italie ont annoncé qu'elles allaient envoyer des armes aux forces kurdes d'Irak pour faire face à l'avancée de l'Etat islamique. Un sondage Ifop exclusif pour Atlantico révèle qu'une majorité de Français est favorable à cette initiative. On observe cependant un net contraste entre les sympathisants des partis de gouvernement et ceux du FN, du Front de Gauche et des Verts

**Atlantico : Ce sondage Ifop pour Atlantico révèle que 52 % des Français approuvent l'envoi d'armes aux forces kurdes d'Irak. Quels enseignements en retirez-vous ?**

**Jérôme Fourquet :** Ce sondage montre que l'approbation est majoritaire, et qu'on ne se trouve pas dans le même climat d'opinion qui prévalait en mars 2013, au moment où le débat s'est posé de savoir s'il fallait ou non armer la rébellion syrienne.

A l'époque deux tiers des Français étaient opposés, mais il s'agissait d'armer des forces parmi lesquelles des groupes islamistes étaient présents et actifs pour lutter contre Assad.

61% des Français sont opposés à la livraison d'armes aux rebelles syriens

Aujourd'hui il s'agit d'armer l'entité kurde, qui apparaît plus fiable, plus solide, et qui donne davantage de gages de respectabilité, contre des islamistes, justement. Le clivage "amis/ ennemis" apparaît de manière beaucoup plus nette, et explique l'adhésion de la population française.

Cette adhésion est renforcée par le fait que les exactions largement médiatisées des islamistes de l'EI ont suscité un choc dans l'opinion publique française. Précision à ce propos que notre sondage a été effectué avant l'annonce de l'assassinat du journaliste américain qui a tourné en boucle sur les réseaux sociaux. On voit donc bien que l'image très négative renvoyée par cette organisation terroriste fait basculer la majorité de l'opinion française dans le camp de ceux qui soutiennent l'envoi d'armes aux forces kurdes.

**Entre sympathisants de gauche et sympathisants de l'UMP, les résultats sont très équilibrés, les premiers se prononçant à 60 % pour la livraison d'armes, et les seconds à 59 %. Pourquoi cette unanimité ? Celle-ci touche-t-elle tous les partis ?**

On observe un certain nombre de clivages politiques au sein même de la gauche. 60 % soutiennent l'envoi, mais la réalité est assez hétérogène. Le chiffre monte à 70 % dans l'électorat socialiste, mais tombe en dessous de la barre des 50 % dans l'électorat du Front de gauche (44%) et chez les Verts (48 %). Il faut dire que les cultures politiques sont différentes chez ces groupes, le courant pacifiste et antimilitariste y étant traditionnellement plus développé. Cela avait déjà été constaté lors des précédents conflits. De manière plus générale, c'est sans doute aussi une traduction du désamour entre l'électorat du Front de gauche et des Verts et la politique du gouvernement. Ce qui vient de ce dernier est d'emblée soumis à caution, alors que c'est beaucoup moins le cas



Des combattants kurdes au nord de l'Irak le 19 août 2014  
Crédit Reuters

**Question :** Vous savez que la France fournit des armes aux forces kurdes d'Irak qui combattent les islamistes et qui essaient de freiner leur avancée. Vous personnellement, approuvez-vous ces livraisons d'armes ?

	Ensemble des Français 19-20 août 2014 (%)	Sympathisants de Gauche (%)	Sympathisants de l'UMP (%)	Sympathisants du Front National (%)
<b>TOTAL Oui</b>	<b>52</b>	<b>60</b>	<b>59</b>	<b>46</b>
• Oui, tout à fait .....	24	26	27	25
• Oui, plutôt .....	28	34	32	21
<b>TOTAL Non</b>	<b>37</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>48</b>
• Non, plutôt pas .....	18	17	17	12
• Non, pas du tout .....	19	16	15	36
- Ne se prononcent pas ..	11	7	9	6
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

chez l'électorat socialiste.

Côté UMP et UDI, les résultats ne sont pas très éloignés de ceux du PS : les électeurs des principaux partis de gouvernement sont en moyenne entre 60 et 70% à soutenir l'envoi d'armes aux kurdes. Cette donnée est intéressante dans la mesure où traditionnellement les sympathisants UMP sont plutôt hostiles à toute initiative gouvernementale. On assiste aujourd'hui à une sorte d'union sacrée, qui peut s'expliquer encore une fois par l'image très négative renvoyée par les islamistes de l'EI.

Du côté du Front national, seuls 46 % des sympathisants se disent favorables, ce qui équivaut à des niveaux proches du Front de Gauche et des Verts, et 48 % sont opposés. On aurait pu penser que le réflexe anti islamique susciterait un large soutien dans l'électorat FN, or il n'en est rien. C'est un autre ressort qui fonctionne, celui de l'isolationnisme. L'électorat frontiste est toujours réticent, d'une manière ou d'une autre, à ce que la France soit directement ou indirectement engagée dans des conflits étrangers. D'une part parce qu'il considère qu'il faut d'abord s'occuper des problèmes franco-français, et que les maigres moyens dont notre pays dispose devraient être consacrés aux nationaux, et d'autre part parce que la France n'a selon eux pas à se mêler de ce qui se passe loin de ses frontières, qu'il n'y a que des coups à prendre, et que les différents protagonistes ne "valent pas la peine" qu'on



prenne des risques et qu'on dépense de l'argent pour eux.

Il était déjà réticent à une intervention au Mali puis en Centrafrique, et là on a une nouvelle illustration, avec l'idée sous-jacente que ces pays sont voués à des haines inextricables, et que la France n'a pas aller se fourrer dans ce type de guépier. On peut se douter que dans les prochains jours les dirigeants du FN tiendront un discours de ce type.

**Hommes et femmes ne semblent pas partager le même avis sur cette livraison...**

On observe un clivage assez classique entre les hommes et les femmes : 65 % des hommes sont favorables, alors que les femmes ne le sont qu'à 39 %. Sans verser dans le cliché, on a ainsi une traduction de la posture volontiers plus belliciste de la part des populations masculines, alors que la majorité des femmes est plus rétive à l'usage de la force armée. Et plus on monte en âge, plus l'adhésion augmente. Non pas que l'âge rende plus belliciste, mais sûrement que ces personnes ont davantage de souvenirs historiques sur le fait que lorsque des groupes de ce type n'ont pas été combattus en temps et en heure, ils ont ensuite prospéré. C'est aussi dans cette tranche d'âge-là que l'on observe une surre-

présentation des partis de gouvernement. L'électorat du FN, du Front de gauche et des Verts, lui, est plus jeune.

**Pourquoi les Kurdes d'Irak inspirent-ils ainsi confiance à une majorité de Français ?**

Les Kurdes d'Irak n'ont jamais fait parler d'eux par leur comportement sur le terrain. Ils n'ont pas à leur actif de massacres de populations civiles. Au contraire ils apparaissent comme un pôle de stabilité : pour preuve les yézidis et les chrétiens ont trouvé refuge chez eux. Ils sont plutôt sur la défensive, et en dehors du PKK en Turquie, ils n'ont pas la réputation de terroristes. C'est dans cette région que les entreprises étrangères s'installent, et que les attentats sont moins nombreux. Un semblant d'Etat existe, avec une armée organisée, ce qui à l'inverse des rebelles syriens, chez qui on ne savait pas qui était qui, est plutôt rassurant du point de vue des occidentaux. Même si ce ne sont pas forcément des enfants de cœur, ils ont été une minorité opprimée sous Saddam Hussein, ils se sont libérés en grande partie par eux-mêmes, et n'en ont pas profité pour mettre sous leur domination les autres régions d'Irak. ●

LA TRIBUNE.fr

22 août 2014

# L'État islamique va "au-delà" de toute autre menace selon le Pentagone

Après l'exécution d'un journaliste américain par les djihadistes de l'État islamique, Washington et de nombreux autres pays réagissent choqués et déterminés à éradiquer cette organisation ter-

latribune.fr  
22 août 2014

Du jamais vu pour Washington. L'État islamique est "plus sophistiqué et mieux financé que tout autre groupe que nous ayons connu. Il va au-delà de tout autre groupe terroriste" a déclaré le secrétaire à la Défense américain Chuck Hagel lors d'une conférence de presse le 21 août, deux jours après la diffusion d'une vidéo montrant l'exécution du journaliste américain James Foley par les djihadistes sunnites.

**Paris et Washington en première ligne**

La France et les États-Unis tentent de rallier le plus d'acteurs possibles à la lutte contre l'État islamique et espèrent un soutien plus franc, notamment de leurs alliés traditionnels. Le président français François Hollande a appelé le 21 août lors d'une visite à la Réunion, à une mobilisation internationale contre cet ennemi commun:

**"Ce n'est pas simplement un groupe terroriste comme hélas on en a connu, dispersé, éparpillé, avec plusieurs chefs, c'est une entreprise terroriste qui a décidé d'asservir, d'annihiler, d'anéantir"**

Le chef de l'État a aussi tenu à rappeler sa proposition d'organiser une conférence internationale "contre l'État islamique et surtout pour la sécurité en Irak".

De son côté, le président américain Barack Obama avait appelé mercredi "les



*Terrorisme L'Etat Islamique, organisation djihadiste très structurée et bien financée, contrôle des territoires importants en Irak et en Syrie et poursuit son offensive. L'Etat Islamique, organisation djihadiste très structurée et bien financée, contrôle des territoires importants en Irak et en Syrie et poursuit son offensive. (Crédits : reuters.com)*

gouvernements et les peuples du Moyen-Orient" à lutter contre l'État islamique pour "extraire ce cancer afin qu'il ne se répande pas".

**Des échos dans le monde entier**

Du côté des alliés européens, Berlin et Rome ont fait savoir qu'ils étaient prêts à soutenir les forces kurdes dans leur combat contre les islamistes dans le nord de l'Irak en leur livrant des armes comme le font actuellement les Américains et les Français.

Alors que l'État islamique ne semble plus être soutenu par aucun État musulman, certains d'entre eux ont exprimé leur rejet à l'égard des terroristes. La présidence tunisienne a vivement condamné le 21 août les "crimes sauvages" de l'EI, jugeant que cette organisation représentait "un danger pour tous les États de la région".

Le président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono a lui jugé la violence des djihadistes "humiliante" pour les musul-

mans. "C'est choquant, hors de contrôle", a-t-il déclaré au quotidien The Australian.

**Des combats féroces**

L'État islamique, qui contrôle de vastes territoires en Syrie et en Irak, a annoncé le rétablissement d'un califat islamique le 29 juin 2014 et est accusé de perpétrer des massacres contre des civils, notamment chiites. Les forces kurdes et irakiennes, soutenues entre autres par Washington et Paris, livrent une bataille difficile contre ces djihadistes en Irak.

les États-Unis ont procédé le 21 août à six nouvelles frappes contre des positions des insurgés dans les environs du barrage stratégique de Mossoul, qui avait été repris lundi par les combattants kurdes et irakiens.

Cependant, pour espérer gagner la guerre contre l'Etat Islamique, il faudra s'y attaquer "aussi en Syrie" a fait remarquer le chef d'état-major interarmées, le général Martin Dempsey, cité par AFP. ◆



**Le Monde**  
Vendredi 22 août 2014

# « La crise actuelle est un tournant pour les Kurdes »

Selon le ministre de la défense du Kurdistan d'Irak, les peshmergas « sont prêts à affronter » l'Etat islamique

## Entretien

**Erbil (Irak)**  
Envoyé spécial

**M**ustafa Said Qadir, le ministre de la défense (des peshmergas) du gouvernement régional du Kurdistan, a reçu *Le Monde* dans son bureau, à Erbil. Nommé en mai à ce poste, il était auparavant une des figures du troisième parti kurde irakien, le Mouvement pour le changement (Gorran, en kurde), créé en 2009 après une scission de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) basée dans la région de Souleimaniyé. Gorran s'est fait connaître pour sa lutte contre la corruption. **Comment expliquez-vous que les troupes de l'Etat islamique (EI) aient enfoncé si aisément, début août, vos lignes de défense et que vos soldats, les peshmergas, se soient souvent, selon de nombreux témoignages, enfuis sans combattre ?**

Parce que le rapport de force était très déséquilibré. Ne vous y trompez pas, Da'ech (l'acronyme arabe de l'Etat islamique en arabe) est une armée organisée, aguerrie et très bien équipée en armement et en munitions qui peut en plus compter sur le soutien de tribus sunnites. Il bénéficie de l'aide précieuse de nombreux anciens officiers de Saddam Hussein qui lui apportent leur savoir-faire technique et stratégique. Enfin, elle compte de nombreux combattants étrangers expérimentés.

Pour notre part, nous n'avons pas renouvelé nos matériels d'armement depuis les années 1990, voire 1980. La faute en incombe avant tout aux autorités centrales irakiennes qui nous ont empêchés de nous équiper en ne transférant pas les crédits nécessaires et ont même refusé de nous verser notre part du budget national. Nous n'avons pas pu acheter ce qui nous aurait permis de moderniser notre armée et de combattre à armes égales. Car, pour ce qui est du moral, nos soldats sont prêts à affronter Da'ech. Enfin, n'oubliez pas qu'à nous seuls, nous devons

sécuriser une frontière qui fait plus de 1 000 kilomètres de long, ce qui facilite la tâche de Da'ech, qui procède par raids éclairs. **Depuis six jours, les peshmergas mènent la première contre-offensive contre l'EI au nord de Mossoul et l'armée irakienne fait de même, au sud, vers la ville de Tikrit. Est-ce une stratégie coordonnée ?**

La coordination existe surtout avec les forces aériennes basées à Bagdad. C'est de là que vient le soutien aérien dont nous avons bénéficié ces derniers jours. Nous disposons, ici, d'une salle d'opération qui nous permet d'échanger sur les actions en cours et nous sommes en contact avec le ministère de la défense irakien, qui nous a envoyé une unité spécialisée pour libérer le barrage de Mossoul. Mais sur le terrain, nous préservons, néanmoins, une certaine autonomie. **Sans les frappes de l'aviation américaine, cette contre-offensive aurait-elle pu avoir lieu ?**

Elles ont été ponctuelles, pas massives. Disons qu'elles ont surtout permis d'atteindre le moral de Da'ech et de gonfler celui des peshmergas. **C'est une chance historique, avec l'aide militaire promise par les Occidentaux, vous allez pouvoir bâtir une armée nationale kurde ?**

C'est en effet l'occasion de construire une nouvelle force, plus professionnelle, qui traverse les traditionnelles divisions internes de notre pays. Une armée nationale, équipée et entraînée, c'est un passage obligé pour édifier une autorité kurde viable et souveraine, une manière de préparer un nouveau Kurdistan. **Votre contre-offensive face à l'EI vers le sud va vous faire aller au-delà des frontières historiques du Kurdistan. Allez-vous tirer profit de votre force militaire pour étendre votre contrôle sur le territoire irakien ?**

Avant l'offensive de l'Etat islamique, début août, vers nos positions, alors que tout était figé après l'écroulement, en juin, de l'armée régulière irakienne, notamment à



Mustafa Said Qadir dans son bureau à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan. RAWSHIT TWANA/METROGRAPHY POUR « LE MONDE »

**« C'est l'occasion de construire une nouvelle force, plus professionnelle. Une armée nationale, équipée et entraînée »**

Mossoul, une frontière naturelle s'était créée entre eux et nous. Nous avons avancé jusqu'à une ligne qui comprenait des villes et des villages kurdes. Nous comptons, à la faveur de la reprise du terrain conquis par Da'ech, retrouver cette limite. Notre frontière s'arrête à ce que certains appellent les « territoires disputés ». Pour le reste du sol irakien, nous sommes prêts à aider là où on nous le demandera.

**N'êtes-vous pas soupçonné, par une bonne partie de la communauté internationale, d'utiliser la lutte contre l'EI pour obtenir votre indépendance ?**

Je crois qu'il y a plusieurs choses qui se jouent en même temps. Washington, Londres, Paris ou Berlin sont, à la fois, soucieux de lut-

ter contre Da'ech et de l'avenir de l'Irak. Mais il faut bien comprendre que ce qui compte pour nous, c'est avant tout l'avancée d'un processus politique sur l'avenir de l'Irak comme du Kurdistan. L'EI a tiré profit des blocages politiques à Bagdad et des dissensions entre les communautés. Elles nous ont affaiblis et l'EI a pu nouer des alliances de circonstance. C'est en relançant le processus politique et en arrivant à trouver une solution que Da'ech ne sera plus en mesure d'exploiter ces failles.

**Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne se sont prononcés contre l'indépendance du Kurdistan.**

L'issue de la crise actuelle peut assurément constituer un tournant de notre histoire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
JACQUES FOLLOROU



# Front uni contre l'État islamique

## Irak

La mobilisation internationale contre la poussée djihadiste est sans précédent. Elle confirme le danger de ces combattants déterminés à porter la guerre partout. De l'Orient à l'Occident.

Pour une fois, l'Occident ne s'est guère embarrassé des contraintes habituelles de la légalité internationale. Les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et quelques autres pays ont lancé les opérations contre l'armée de l'État islamique (EI), dès le 8 août, sans attendre le vote d'une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies, intervenu le 15 août. Le danger de voir les deux tiers de l'Irak basculer dans le camp djihadiste a commandé d'agir sans délai.

Après la prise de Mossoul et du nord de l'Irak, le 10 juin, l'EI fonçait sur Bagdad pour en faire la capitale de son nou-

veau califat. Malgré ses effectifs supérieurs et un armement moderne, l'armée irakienne semblait incapable de résister à cette offensive. Renforcées par des milices sunnites hostiles au régime chiite de Bagdad, les *katibas* (compagnies) de l'EI s'emparaient aussi des principaux gisements de pétrole du nord de l'Irak et du grand barrage hydroélectrique sur le Tigre, au nord de Mossoul.

**Il fallait réagir vite et fort.** D'abord par des livraisons d'armes aux Kurdes, les seuls combattants encore capables

de résister à l'offensive de l'EI. Ensuite, par des frappes aériennes ciblant les éléments djihadistes les plus avancés. Enfin – ce sera la troisième phase –, par des bombardements méthodiques sur les dépôts et les regroupements militaires de l'EI.

Cette détermination occidentale est nouvelle. Elle avait fait défaut au début de la poussée djihadiste en Syrie. Piégés par leur soutien inconditionnel à la rébellion syrienne contre le régime de Bachar al-Assad, les Occidentaux n'ont pris conscience que tardivement de l'affaiblissement militaire de la rébellion laïque ou nationaliste et de la suprématie des groupes islamistes, dont l'EI est un fer de lance. Beaucoup d'observateurs croyaient, à tort, que l'EI allait concentrer ses efforts sur la chute d'Assad. C'est le contraire qui s'est produit.

L'État islamique s'est d'abord battu contre d'autres groupes islamistes en Syrie avant de revenir en Irak, d'où son chef, Abou Bakr al-Baghdadi, est originaire. Bien renseigné, ce combattant organisé et impitoyable connaissait l'état de déliquescence du régime irakien. Il savait les tribus sunnites du nord de l'Irak excédées par la politique anti-

sunnite de l'ancien premier ministre Nouri al-Maliki. Encadrées par d'anciens militaires de Saddam Hussein chassés de l'armée en 2003, elles étaient prêtes à entrer dans la bataille contre Bagdad. Baghdadi a su les rallier. Cette alliance de circonstance avec l'État islamique a bousculé l'armée irakienne et livré le nord de l'Irak à l'EI, à l'exception du Kurdistan, protégé par ses milliers de *pechmergas*.

### Les raids américains ont commencé avant le vote d'une résolution à l'Onu.

Bons combattants mais trop faiblement équipés, les Kurdes ont subi le choc djihadiste en reculant dans la plaine du Tigre, pour se réarticuler sur des positions plus faciles à défendre. Leur résistance a ralenti les djihadistes et permis à des dizaines de milliers de chrétiens, de *yazidis* (adeptes d'un culte issu du zoroastrisme) et de chiites d'échapper au massacre, sans empêcher des centaines d'exécutions dans des conditions sauvages. Les Nations unies enquêtent déjà sur ces crimes de masse commis par l'EI.



Des "pechmergas" kurdes près du barrage de Mossoul. "Pechmerga" signifie "celui qui va au-devant de la mort".



LE THÉÂTRE DES OPÉRATIONS EN IRAK ET AU KURDISTAN



Enhardi par ses premiers succès et convaincu de la couardise de l'Occident, l'État islamique a poussé son avantage jusque dans la grande banlieue de Bagdad. Certains de ses commandos terroristes y sont déjà infiltrés, soutenus par des cellules sunnites dormantes. Baghdati a sans doute fait à ce moment-là l'erreur de retarder l'assaut sur la capitale, en réorientant son effort vers le Kurdistan.

L'irrépressible avancée des islamistes et la crainte du sabotage du barrage stratégique sur le Tigre, conquis le 7 août, ont conduit les États-Unis, puis la France et le Royaume-Uni, à accélérer leurs livraisons d'armes aux Kurdes. Il fallait rétablir l'équilibre militaire avec les groupes islamistes équipés des

canons et des chars pillés dans les arsenaux de l'armée irakienne. Les Kurdes avaient besoin de mitrailleuses lourdes, de mortiers, d'armes antichars et de moyens de transmission. C'est ce que les Occidentaux leur livrent en ce moment, en présence de discrets instructeurs chargés de les former sur le terrain et d'opérateurs spécialistes du guidage aérien.

Les premières frappes ciblées ordonnées par Obama ont eu pour objectif de faire baisser la pression djihadiste sur les lignes de défense irakiennes et kurdes. L'effet de ces raids a été immédiat : l'Ei a perdu des dizaines de combattants et de véhicules ; sa progression vers Bagdad a été enrayée ; le barrage de Mossoul a été reconquis.

## Barrage La bombe de Mossoul

L'ancien barrage Saddam-Husseïn, sur le Tigre, à une quarantaine de kilomètres au nord de Mossoul, est la quatrième plus importante installation de ce type au Proche-Orient, la plus dangereuse aussi, faute d'entretien. Elle alimente une usine hydroélectrique de 1 000 MW. Les djihadistes avaient conquis ce site stratégique le 7 août. Son sabotage pouvait ravager des centaines de milliers d'hectares, avec une vague de 20 mètres de haut en cas de rupture du barrage. Sa reconquête était une priorité. C'était chose faite le 18 août. F. P.

Rarement une opération militaire hors mandat de l'Onu aura suscité un tel consensus. Très vite, après l'émotion, les différents responsables politiques et même religieux ont compris qu'il fallait passer de la stricte logique humanitaire à une véritable opération militaire. L'Église est elle aussi entrée dans la bataille, ce qui est nouveau.

## Le pape François juge "licite" une intervention pour "stopper l'agresseur injuste".

Répondant aux appels répétés des chefs religieux des chrétiens d'Orient, le Vatican a légitimé l'intervention en Irak. Le 18 août, en revenant de Corée du Sud, le pape François a jugé « licite » une intervention militaire pour « arrêter l'agresseur injuste ». Le 13, Mgr Bernard Podvin, porte-parole des évêques de France, avait déjà justifié le recours à la force militaire : « Il y a un principe de base dans la théologie de l'Église, c'est que la justice doit être forte. Quand la justice est faible, ce n'est plus la justice [...]. Utiliser la force en l'occurrence, c'est tout à fait fondé. »

Le 14 août, le cardinal Fernando Filoni, envoyé spécial du pape en Irak, parlait des réfugiés (1 million de personnes, dont 100 000 chrétiens) : « Ils ont besoin de la solidarité internationale, non seulement sur le plan humanitaire, mais aussi d'un point de vue politique et militaire. »

L'Union européenne a elle aussi donné son feu vert, malgré la torpeur de l'été et la relative démobilité de structures en cours de renouvellement. Réunis en urgence à Bruxelles, le 15 août, vingt-quatre ministres européens des Affaires étrangères apportaient leur appui au nouveau premier ministre de l'Irak, Haider al-Abadi. Ils demandaient une augmentation de l'aide aux réfugiés et soutenaient l'envoi d'armes aux combattants kurdes.

Un autre chantier délicat attend l'Europe : mobiliser les grands absents de cette nouvelle crise, l'Asie et surtout le monde musulman, presque inaudibles. Et pour cause ! Le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie ont été – et sont encore – des parrains actifs des islamistes en Syrie. L'Iran porte aussi une grande part de responsabilité en ayant cautionné la dérive sectaire antisunnite du régime chiite de Bagdad. ●

Frédéric Pons



# À Sinjar, les yeux fous des djihadistes hantent toujours Elias, le yazidi

SAMUEL FOREY @SamForey  
ENVOYÉ SPÉCIAL SUR LES MONTS SINJAR

**MOYEN-ORIENT** Khalaf Khodeide tient bon. Couché sur le ventre, dans la poussière d'une minuscule pièce d'un préfabriqué infesté de souris, cet homme de 32 ans est blessé. Il est à peine 6 h 30. Le soleil s'est levé sur les monts Sinjar. « Deux balles de kalachnikov, une dans la jambe, l'autre dans le dos », selon le médecin qui le soigne. Khalaf est miraculé. Ses blessures sont superficielles. C'est un rescapé de Kocho, un village du district de Sinjar, assiégé depuis dix jours par l'État islamique. Il réprime des cris de douleur. Mais il endure.

Khalaf est un yazidi, et Sinjar, son fief. Minorité kurde non musulmane, les yazidis, avec leur culte aux pratiques mystérieuses, sont considérés comme des hérétiques par les djihadistes. Ceux-ci leur donnent le choix entre la conversion ou la mort.

C'est exactement ce qui est arrivé, quand les combattants de l'État islamique sont entrés dans le village, vendredi 15 août, vers 11 heures. Ils ont d'abord regroupé les habitants, « environ 500 ou 600 personnes », selon Elias Saleh, un petit infirmier de 60 ans qui garde une certaine élégance avec sa longue veste et ses moustaches tombantes. Les villageois étaient jusque-là restés cachés, en espérant que l'orage passe. Où aller, de toute façon ? Les djihadistes étaient partout, contrôlaient les routes, envahissaient cette plaine poussiéreuse dans laquelle, avec leurs pickups et leurs mitrailleuses lourdes, ils sont les maîtres incontestés.

« Ils avaient reçu la promesse qu'ils ne seraient pas inquiétés », selon Hoshyar Zebari, l'ancien ministre irakien des

Affaires étrangères, proche du gouvernement du Kurdistan. « Peut-être les djihadistes voulaient-ils se venger des revers qu'ils avaient subis à cause des frappes aériennes », ajoute-t-il. Après deux semaines de conquêtes fulgurantes et de victoires faciles contre les peshmergas, les combattants kurdes irakiens, l'État islamique cessait d'avancer. Il reculait, même, comme à Makhmour, près d'Erbil, et dans le district de Sinjar, où la redoutable machine de guerre du PKK s'était mise en route. Le PKK, le mouvement indépendantiste fondé par Abdullah Öcalan, avait spontanément porté secours aux yazidis, en partant de la frontière syrienne, à vingt kilomètres du district de Sinjar. Avec les Kurdes irakiens, leurs

frères ennemis, ils se réorganisaient contre les djihadistes, grâce à l'appui des chasseurs et des drones américains.

## Les femmes et les enfants séparés des hommes

« Ils nous ont demandé de nous convertir à l'islam. Nous avons refusé. Alors, ils nous ont séparés, en mettant les femmes et les enfants d'un côté, les hommes de l'autre. Ils ont pris nos biens, nos téléphones portables. Ils ont ordonné aux femmes de donner leurs bijoux », poursuit Elias, le moustachu à la veste longue. Il est fréquemment interrompu par des gémissements. Pas ceux de Khalaf - Khalaf tient bon, sur sa couverture poussiéreuse -, mais ceux de Khider Hassan. Il est tout jeune celui-là, 17 ans, une moustache à peine visible, les cheveux courts et le corps maigre, les yeux pleins de douleur. « Une balle de mitrailleuse lourde lui a effleuré l'épaule », explique le médecin. Khider est aussi un survivant. La mitrailleuse lourde est en l'occurrence une kalachnikov qui

utilise des munitions plus puissantes. Elle peut faire voler des membres en éclats, disloquer des corps. Si Khider n'a été qu'à peine touché, cela reste compliqué de le soigner. Il s'est fait un bandage de fortune à l'aide d'un foulard. Mais après deux jours de marche, le tissu colle à la peau. Il faut le décoller, centimètre après centimètre. Le médecin, membre du PKK, prend son temps, impassible, professionnel. Formé en Turquie, il a dû en voir d'autres dans sa carrière de guérillero.

## « Je m'écroute.

**Je fais le mort. J'attends. Les djihadistes repartent. Autour de moi, il y avait des cadavres, des blessés. J'ai fui!** »

ELIAS SALEH, INFIRMIER YAZIDI DU SINJAR

Elias Saleh poursuit son récit : « Les djihadistes ont ensuite amené des véhicules. Ils ont fait monter les hommes, par groupes de vingt, dans les pickups. Je n'osais pas trop regarder. » Même encore maintenant, Elias regarde par terre. Il ne sait plus exactement combien de véhicules il y avait. Il sait seulement que le sien est parti vers le village de Siba Abbas, pour s'arrêter au bout de quelques minutes.

Il se rappelle d'un homme de 80 ans, Ravo Mokri, à côté de lui. « Ils nous ont



regroupés près d'un bassin et ont commencé à tirer », dit Elias. Il mime le mitraillage, les yeux fous. « Je m'écroute. Je fais le mort. J'attends. Les djihadistes repartent. Autour de moi, il y avait des cadavres, des blessés. J'ai fui. » Le vieil homme y a laissé la vie. Un combattant

yazidi interpelle durement Elias Saleh. « C'est de votre faute. Vous auriez dû résister, prendre les armes, au lieu de négocier votre vie. » Elias répond : « Mais comment ? On n'avait pas d'armes ! » Il reprend. « J'ai fui dans la montagne. J'ai retrouvé les autres. On savait que là-haut, on serait en sécurité. » Le massif du Sinjar a été conquis de haute lutte par les combattants du PKK. Ils verrouillent soigneusement les entrées de cette citadelle naturelle au milieu d'une plaine envahie par les djihadistes. L'État islamique, attaqué de toutes parts, n'a pas osé affronter les guérilleros sur leur terrain - le maquis, la montagne.

Khider, le tout jeune homme, ne geint plus. Il a un bandage propre et le bras en écharpe. C'est au tour d'Elias de se faire soigner. Il s'en tire avec une égratignure au genou. Lui aussi est un miraculé. ■



Le Monde

Mardi 26 août 2014

Erbil (Irak)

Correspondance

# Les Turkmènes chiites d'Amerli, assiégés par les djihadistes et menacés de famine

Après quarante-cinq jours de siège, les quelque 13 000 habitants affamés d'Amerli estiment pouvoir encore tenir deux semaines. Encerclée par les forces de l'Etat islamique (EI) depuis la fin du mois de juin, cette petite ville turkmène chiite du nord de l'Irak meurt à petit feu. A court de nourriture, d'eau potable et de médicaments, elle résiste malgré tout avec quelques centaines d'hommes mal équipés, dans l'angoisse permanente d'une ultime offensive djihadiste qui se traduirait inéluctablement par un carnage, l'Etat islamique vouant les chiites à une extermination pure et simple.

Située à 160 kilomètres au nord de Bagdad, Amerli appartient à la bande de peuplement mixte où, de Sinjar près de la frontière syrienne à Khanaqin sur les flancs de l'Iran, se rencontrent l'Irak arabe et le pays kurde. Ces territoires de confins sont le foyer historique des Turkmènes irakiens, une minorité dont la composante chiite a subi de plein fouet l'avancée de l'EI dans le nord du pays depuis la chute de Mossoul, le 10 juin. Après la prise de Tel Afar et de Bachir, dont les habitants non sunnites ont été massacrés ou contraints à l'exil, Amerli, située au-delà des lignes de défense kurdes, est la dernière localité turkmène chiite à défier la mainmise djihadiste.

« Qu'ils soient contaminés par des maladies ou blessés par les armes de l'ennemi, je n'ai plus de quoi soigner mes patients », lâche, désespéré, le docteur Mahmoud Khalidoun. Joint par téléphone depuis Souleymanié, dans l'est du Kurdistan, ce chirurgien-dentiste est l'unique responsable médical d'Amerli. Avec des moyens misérables, il s'évertue à traiter une centaine de patients par jour.

En l'absence de matériel et de médicament, des affections bénignes en temps normal deviennent fatales au sein d'une population gagnée par la famine. Depuis des semaines, les habitants d'Amerli, dont les stocks de céréales arrivent à épuisement, survivent d'un peu de pain, de quelques oignons et de thé préparé avec l'eau saumâtre qu'ils tirent de puits désaffectés. Sans électricité – coupée par les hommes de l'EI fin juillet –, ils sont exposés à la terrible chaleur du mois d'août dans laquelle les maladies pullulent, fauchant en premier lieu vieillards, enfants et femmes enceintes.



Un milicien chiite à Amerli, à 160 km, au nord de Bagdad. ALI AL-BAYATI/AFP



Le seul lien qui relie Amerli au reste du monde est un pont aérien précaire assuré sous le feu des roquettes ennemies par deux hélicoptères irakiens qui atterrissent une fois par semaine dans la ville. A l'aller, l'un d'entre eux transporte des vivres en quantité dérisoire au regard des besoins, l'autre des armes légères et des munitions pour les combattants. Au retour, ils sont censés évacuer une cinquantaine de personnes vers Bagdad.

Si les plus faibles et les plus gravement atteints sont théoriquement prioritaires, dresser un ordre de passage fondé sur la hiérarchie des souffrances est impossible et, d'après les témoignages recueillis, le chaos règne à chaque atterrissage. La foule des blessés, des malades et des mourants se presse sous le tourbillon des rotors dans l'espoir de trouver une place sur l'un des deux appareils, alors que l'EI est à moins d'un kilomètre.

Face aux djihadistes, qui ne sont souvent que d'anciens voisins sunnites venus des villages voisins encadrés par les hommes de l'EI

dont ils ont récemment rallié la bannière, se tient une force de 300 ou 400 hommes. Armés de kalachnikov et de mitrailleuses légères, ce sont en majorité des volontaires civils auxquels s'ajoutent des soldats et des officiers originaires d'Amerli, qui se sont repliés vers leur ville après l'effondrement des forces irakiennes dans le nord du pays. Si les frappes de l'aviation irakienne empêchent pour l'instant les djihadistes de fondre sur Amerli, elles ne suffisent pas à briser un siège qui ne pourra être levé qu'avec le concours d'une force terrestre. L'armée irakienne paraît cependant paralysée 40 kilomètres au sud, tandis que les peshmergas (les combattants kurdes), positionnés 12 kilomètres au nord, sont bloqués non seulement par les

dera pas par erreur», confie un haut responsable des peshmergas.

L'espoir des habitants vient plutôt des brigades Badr, la puissante milice chiite d'Hadi Al-Amiri, ministre irakien des transports dans le gouvernement Maliki et très proche des gardiens de la révolution iraniens. Si cette force irrégulière dispose de certains relais dans le nord de l'Irak, acheminer depuis le sud les hommes et le matériel nécessaires à une offensive implique des difficultés presque insurmontables. Une unique route, passant à travers un corridor de 15 kilomètres de large près de Khanaqin, permet aujourd'hui de relier le nord sous contrôle kurde au reste du pays en contournant les régions contrôlées par l'EI.

La situation paraît d'autant plus désespérée que, contrairement à l'exode des chrétiens et au martyre des yézidis, le siège d'Amerli commence tout juste à susciter des réactions de la communauté internationale. Le représentant de l'ONU en Irak, Nickolai Mladenov, appelait ainsi, samedi 23 août, « les alliés de l'Irak et la communauté internationale [à] travailler de concert pour éviter une tragédie ».

Mais comment imaginer une coordination entre une milice soutenue par l'Iran et l'aviation américaine, seule à même d'assurer un soutien aérien ? Plus que des tirs de mortiers, de la faim et de la maladie, Amerli meurt de l'impossible coopération entre les ennemis de l'Etat islamique. ■

ALLAN KAVAL

**A court de nourriture, d'eau potable et de médicaments, la ville résiste avec quelques centaines d'hommes mal équipés**

engins explosifs que les combattants de l'EI ont disposés sur la route, mais aussi par leurs propres faiblesses ainsi que par l'insuffisance de leur coopération avec l'Etat central irakien. « Amerli dépend de Bagdad, pas du Kurdistan. De plus, si nous intervenons directement dans la région, rien ne nous garantit que l'armée irakienne ne nous bombar-



International New York Times AUGUST 20, 2014

# American air power bolsters alliance in Iraq

WASHINGTON

BY HELENE COOPER,  
MARK LANDLER AND AZAM AHMED

A day after reclaiming Iraq's largest dam, Kurdish and Iraqi forces backed by American air power pressed the fight on Tuesday against Islamic militants in nearby areas as American warplanes expanded the limited goals laid out by President Obama in authorizing the military campaign in Iraq.

President Obama has maintained that the strikes are within the scope of his mission in Iraq — primarily to protect American interests and personnel — but that definition gives the White House wide latitude to support Iraqi forces in a sustained military offensive against fighters from the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS.

There were also skirmishes Tuesday between Iraqi forces and militants on the outskirts of Tikrit, a strategic city north of Baghdad that is a few miles from the birthplace of Saddam Hussein, though with no reported American involvement, wire services reported. Fighters from ISIS occupied the city in early June.

While American air power helped break the siege of stranded and starving Yazidis on Mount Sinjar, the magnitude of humanitarian needs in Iraq, since the ISIS militants began their push into the country, has grown steadily clearer.

The United Nations refugee agency announced on Tuesday that it was starting one of its biggest aid operations in years — an effort to deliver aid by air, land and sea to more than half a million people driven from their homes. The operation is “one of the largest we have done,” Adrian Edwards, a spokesman for the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, said in Geneva. He called the challenge “immense.”

Mr. Obama, in comments on Monday at the White House, maintained that the airstrikes that helped Kurdish and Iraqi forces retake control of the Mosul Dam over the weekend were within the constraints of what he initially characterized as a limited campaign to help rescue thousands of Yazidis on Mount Sinjar and protect American personnel, citizens and facilities in Iraq.

Administration officials have repeatedly referred to the protection of Americans in Baghdad, 290 miles away, as the justification for the intense air campaign over Mosul Dam.



Kurdish soldiers on Tuesday after reclaiming Iraq's largest dam, outside Mosul. The White House has assumed wide latitude in the campaign to support Iraqi forces against ISIS.

The president also hinted that more help from the United States and international partners would come if Iraq's Shiite majority governed in a more inclusive way.

In announcing the seizing of the strategically critical dam, Mr. Obama mixed his message with a warning to Iraqi leaders not to use the heightened American military support as an excuse to slow political reconciliation.

“The wolf's at the door,” the president said in remarks at the White House before returning on Tuesday to resume his vacation on Martha's Vineyard, the Massachusetts island. “Don't think that because we've engaged in airstrikes to protect our people that now is the time to let your foot off the gas and return to the kind of dysfunction that has so weakened the country.”

Mr. Obama credited Iraqi and Kurdish forces with moving swiftly to take advantage of about 35 American airstrikes on ISIS militants around the dam, a rare

degree of cooperation between Kurdish and Iraqi forces to defeat ISIS.

In a letter to Congress on Sunday, the White House said that “failure of the Mosul Dam could threaten the lives of large numbers of civilians” and “threaten U.S. personnel and facilities, including the U.S. Embassy in Baghdad.”

There had been fear that the ISIS militants might destroy the dam.

“They're saying that if the Mosul Dam breaks, it'll be felt all the way to Baghdad — that's the thin veil that they are using,” said Lt. Gen. James M. Dubik, a former American commander in Iraq who is now a senior fellow at the Institute for the Study of War. But that rationale, he cautioned, could see the United States military “backing into a war instead of moving forward with our eyes open.”

The White House remains deeply reluctant to signal that Mr. Obama is contemplating anything beyond the initial goals he outlined.

The American airstrikes have re-



ceived generally positive reaction from lawmakers of both parties, but Mr. Obama's advisers are sensitive to the wariness of the American public to a renewed engagement in Iraq. To that end, Mr. Obama emphasized that it was crucial that the Iraqis step up and defend their own country.

Thus far, Mr. Obama's military strategy has greatly favored the Kurds over the Iraqi government, with all the airstrikes taking place in northern Iraq. One reason, defense officials said, is that military assessment teams sent to Iraq sent back reports specifying which units could make the most of American help — in the form of airstrikes — and

which units were lost causes.

The American assessment teams quickly identified Kurdish pesh murga fighters as capable of pushing back the Sunni militants of ISIS if given help, defense officials said. Certain Iraq commando units, including those that worked with the Kurdish fighters to take back the Mosul Dam, also received good reports.

Kurdish officials said that the American involvement had been decisive and seemed optimistic that such coordination would deepen.

In Geneva, Mr. Edwards said the planned United Nations humanitarian operation would begin on Wednesday

with a four-day airlift of supplies using Boeing 747s from southern Jordan to the Kurdish-held north of Iraq. It would be followed by truck convoys arriving from Turkey.

In addition to the half-million people displaced by ISIS in northern Iraq, an estimated 600,000 people had already fled fighting in Anbar Province, Mr. Edwards said.

---

*Helene Cooper and Mark Landler reported from Washington, and Azam Ahmed from Badriya, Iraq. Alan Cowell contributed reporting from London, Jim Yardley from Rome and Nick Cumming-Bruce from Geneva.*

---

International New York Times MONDAY, AUGUST 25, 2014

# Saudi-exported extremism

Ed Husain

Along with a billion Muslims across the globe, I turn to Mecca in Saudi Arabia every day to say my prayers. But when I visit the holy cities of Mecca and Medina, the resting place of the Prophet Muhammad, I am anguished at the power of extremism running amok in Islam's birthplace. Non-Muslims are forbidden to enter this part of the kingdom, so there is no international scrutiny of the ideas and practices that affect the 13 million Muslims who visit each year.

Last week, Saudi Arabia donated \$100 million to the United Nations to fund a counterterrorism agency. This was a welcome contribution, but last year, Saudi Arabia rejected a rotating seat on the United Nations Security Council. This half-in, half-out posture of the Saudi kingdom is a reflection of its inner paralysis in dealing with Sunni Islamist radicalism: It wants to stop violence, but will not address the Salafism that helps justify it.

Let's be clear: Al Qaeda, the Islamic State in Iraq and Syria, Boko Haram, the Shabab and others are all violent Sunni Salafi groupings. For five decades, Saudi Arabia has been the official sponsor of Sunni Salafism across the globe.

Most Sunni Muslims around the world, approximately 90 percent of the Muslim population, are not Salafis. Salafism is seen as too rigid, too literalist, too detached from mainstream Islam. While Shiite and other denominations account for 10 percent of the total, Salafi adherents and other fundamentalists represent 3 percent of the world's Muslims.

Unlike a majority of Sunnis, Salafis are evangelicals who wish to convert Muslims and others to their "purer"

form of Islam — unpolluted, as they see it, by modernity. In this effort, they have been lavishly supported by the Saudi government, which has appointed emissaries to its embassies in Muslim countries who proselytize for Salafism. The kingdom also bankrolls ultraconservative Islamic organizations like the Muslim World League and World Assembly of Muslim Youth.

After 9/11, under American pressure, much of this global financial support dried up, but the bastion of Salafism remains strong in the kingdom. Just since Aug. 4, 19 people have been beheaded in Saudi Arabia, nearly half for nonviolent crimes. We are rightly outraged at the beheading of James Foley by Islamist

**We would not face the barbarism of ISIS without the kingdom's sponsorship of Salafi Islam.**

I lived in Saudi Arabia's most liberal city, Jidda, in 2005. That year, in an effort to open closed Saudi Salafi minds, King Abdullah supported dialogue with people of other religions. In my mosque, the cleric preached against such dialogue on grounds that it put Islam on a par with "false religions." It was a slippery slope to freedom, democracy and gender equality, he argued — corrupt practices of the infidel West.

This tension between the king and Salafi clerics is at the heart of Saudi Arabia's inability to reform. The king is a modernizer, but he and his advisers do not wish to disturb the 270-year-old tribal pact between the House of Saud and the founder of Wahhabism (an austere form of Islam close to Salafism). That

1744 desert treaty must now be nullified.

The influence that clerics wield is unrivaled. Even Saudis' Twitter heroes are religious figures: An extremist cleric like Muhammad al-Arifi, who was banned last year from the European Union for advocating wife-beating and hatred of Jews, commands a following of 9.4 million. In the holy cities of Mecca and Medina, the religious police beat women with sticks if they stray into male-only areas, or if their dress is considered immodest by Salafi standards. This is not an Islam that the Prophet Muhammad would recognize.

Textbooks in Saudi Arabia's schools and universities teach this brand of Islam. The University of Medina recruits students from around the world, trains them in the bigotry of Salafism and sends them to Muslim communities in places like the Balkans, Africa, Indonesia, Bangladesh and Egypt, where these Saudi-trained hard-liners work to eradicate the local, harmonious forms of Islam.

What is religious extremism but this aim to apply Shariah as state law? This is exactly what ISIS (Islamic State) is attempting to do with its caliphate. Unless we challenge this un-Islamic, impractical and flawed concept of trying to govern by a rigid interpretation of Shariah, no amount of work by a United Nations agency can unravel Islamist terrorism.

Saudi Arabia created the monster that is Salafi terrorism. It cannot now outsource the slaying of this beast to the United Nations. It must address the theological roots of extremism at home, starting in Mecca and Medina. Reforming the home of Islam would be a giant step toward winning against extremism in this global battle of ideas.

---

ED HUSAIN is an adjunct senior fellow at the Council on Foreign Relations and a senior adviser to the Tony Blair Faith Foundation.



# Iraq crisis: Islamic State savagery exposes limits to Kurdish authority

Special report: Narrative of peshmerga uniting to fight Isis is splintering as factional feuds and pay rows threaten quest for Kurdish statehood

25 August 2014 — Martin Chulov and Fazel Hawramy in Irbil  
the-guardian.com

The men on the frontline of Iraqi Kurdistan's fight for existence have been there before; many wearing the same uniforms, carrying the same ageing weapons, and championing the same cause.

"I have fought three enemies in my lifetime: Saddam's Ba'athists, [former prime minister] Nouri al-Maliki, and now Islamic State," said Rashid Tarjani, a veteran member of the Kurdish peshmerga forces, standing under a shelter 30 miles south-west of Irbil and two miles from the village where his latest foe lurked behind homes abandoned several days earlier. "Of all of them, Maliki was the worst."

A portly middle-aged fighter stood next to him, four rust-tinged rocket-propelled grenades protruding like arrows from a quiver on his back. The weight of the munitions had reduced his swagger to a stoop. "I don't know about that," he said, challenging his fellow fighter's claim. "If the Americans hadn't helped us, Da'ash would be in our houses by now," using the colloquial term for the group also known as Isis.

Both men had been members of the peshmerga for more than 30 years, and each had stories of struggle and sacrifice that were true to the Kurdish force's legend. But here and across the fractured series of battle lines of the latest war, the well-worn narrative of vaunted fighters uniting to defeat all-comers was starting to splinter. In its place rose a picture of fragility; there were limits to Kurdish authority that had been badly exposed by an unprecedented foe.

Earlier this month, the Isis militants who had caused carnage in Arab Iraq had turned their guns on the Kurds, a group who had until then kept their distance from the central government's problems, while steadily building a state and a fortune. But rather than turn the insurgents back, as it had in the past, the peshmerga withdrew from areas inside Iraq that it had held since the Iraqi army fled in June.

The retreat of government forces had left tens of thousands exposed to the savagery of Isis, especially those from the country's minorities, including Christians and members of the Yazidi sect. Communities that had coexisted for several thousand years fled their homes and were seeking refuge in Iraqi Kurdistan. Up to 50,000 desperate Yazidis climbed a

*Kurdish peshmerga forces guard their position west of Mosul. Many peshmerga fighters are forced to take second jobs to supplement their income.*  
Photograph: Youssef Boudlal/Reuters



nearby range, Mount Sinjar, to escape a genocide.

"The same way the Nazis attacked Leningrad as the birthplace of Lenin, Isis attacked Sinjar as the birthplace of the Yazidis," said Mahmoud Omar Saleh, a member of the peshmerga affairs committee in the Iraqi Kurdistan parliament.

Such was the scramble to rescue the Yazidis that a Syrian Kurdish militia, the YPG – an affiliate of the Turkish PKK, which is proscribed as a terror group by Ankara and Washington – crossed into Iraq to secure an exit north. Female Kurdish fighters were among the group, which operated for many days under US air cover.

Peshmerga units took up positions around where they are now stationed on the baking hot plains not far from Irbil. Isis fighters had been creeping forward until the US air force slowed their momentum one day earlier.

"They're not trying to advance now," said Tarjani, as he stood among a mix of Dad's Army warriors and eager new recruits in American-issue combat kit. "Word circled around the men that Isis had withdrawn from three of four villages they had seized, and tension quickly eased.

A visiting dignitary and his entourage pressed their way through the throng to try to find a leader. "He's a Jalali," one fighter whispered – a pointed reference to the man's links to one of two political strongmen, Jalal Talabani and Massoud Barzani, who have led the Kurdish cause since the 1970s.

In years gone by, Talabani's PUK faction had battled Barzani's KDP for power and influence; the feud is yet to be reconciled. And on a KDP-run checkpoint, even with a common enemy lingering, the visitor's history drew suspicion.

Less than an hour's drive from the capital of what would be Kurdistan, the fighting men of the north looked and acted more like a community militia than a united military force. The party line split that polarises much of Kurdish society was on clear display in the ins-

titution that now matters most.

"The peshmerga force is not a nationalist army," said retired commander Ali Ahmad Saalim. "It is made up of forces belonging to the political parties. The PUK and the KDP have not united their forces. These ... units are under the command of their parties."

Saalim said a disparity between salary and conditions for officers and soldiers had weakened a resolve to fight.

"I believe the fact the peshmerga were defeated [in early August] was not so much about weapons, it was about morale and conviction. I was injured in 1981, 83, 84 and 87 because I believed in my struggle.

"We fought previous regimes out of conviction but these days a peshmerga receives around 500,000 dinars (£260) per month. How can you expect a peshmerga with a 500,000-dinar salary to fight Isis while officials get far more benefits?

"There is a difference between Isis and others like Saddam we fought in the past. Saddam was bloodthirsty and carried out the Halabja massacre and Anfal campaign. But even he would have boundaries. Isis massacres even the civilians. It is much more bloodthirsty than Saddam."

Many peshmerga fighters are forced to take second jobs to supplement their income. Amid the pristine roads, soaring new buildings and ostentatious new wealth of Irbil, few who fight for the home front say they can get by on just an official wage.

A peshmerga intelligence official who identified himself as Sarbast said: "I have been married for 13 years and I still live in rented accommodation. I pay 500,000 dinars for rent and if it was not for my taxi I would not have been able to live.

"Is it not embarrassing for the peshmerga ministry that as an officer I am driving a taxi to make a living? Or for other peshmerga to drive taxis or become guards outside companies and supermarkets?"

Another peshmerga fighter said: "We all have a duty now to defend our land, but once

this is over, there need to be big changes."

Even as US and French weapons start to flow to the peshmerga, Kurdish officials concede urgent changes are needed – starting with genuine reconciliation between the feuding factions.

"A vacuum existed because there was no real military system for the different groups of fighters," said Saleh. "There is no unified command. But I think they have realised that and started to put aside their differences. Our priority must be to have a competent and coordinated military force in Kurdistan.

"If we don't put this theory into practice now, then we will have lost a hugely important historical time."

Commander Saalim also urged the Kurdish groups to unite, or run the real risk of being similarly subsumed by the chaos ravaging Iraq and Syria, which threatens to topple

the borders of both states. "This is a historic moment for the Kurds, given the broad international support from the US and the EU countries," he said.

**R**eluctant for more than a decade to arm the Kurds, lest it bolstered their ambitions for sovereignty, the speed of the US response to the threat from Isis has convinced many in Irbil that the long quest for a Kurdish nation could still emerge from the rubble of the Middle East.

Split into four geographic locations, in Iraq's north, eastern Syria, south-eastern Turkey and western Iran, the Kurds' quest for statehood has remained elusive ever since the Ottoman empire was carved up almost a century ago. Efforts to unite the disparate groups have until now been lost in a myriad of competing ambitions and decades of political turmoil.

"The 100-year-long struggle of the Kurds

in the four parts of Kurdistan, especially the 40-year-long freedom and democracy struggle of the PKK, has heightened the awareness of the Kurds," a spokesman for the PKK, which has fought a separatist campaign against the Turkish government, wrote in an email to the Guardian. "After the fall of Mosul, we [declared to] all the parties in south Kurdistan that our guerrilla forces are ready to defend our people in south Kurdistan. We have declared that all the Kurdish parties and groups should work to form a national defence force.

"The conditions in each part of Kurdistan are different, and the settlement models may differ from each other. But all parts should have common strategies."

"Iraq will never be the same again," said Saleh. "We need competent visionary leaders to make this work and we need them now." □

REUTERS

## Iran provided weapons to Iraqi Kurds; Baghdad bomb kills 12

ARBIL Iraq August 27, 2014 By Isabel Coles (Reuters)

**IRAN HAS supplied weapons and ammunition to Iraqi Kurdish forces, Kurdistan President Massoud Barzani said on Tuesday at a joint press conference with Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif in Arbil, capital of Iraq's Kurdish region.**

The direct arming of Kurdish forces is a contentious issue because some Iraqi politicians suspect Kurdish leaders have aspirations to break away from the central government completely. The move could also be seen by some as a prelude to Iran's taking a more direct role in a broader Iraqi conflict.

"We asked for weapons and Iran was the first country to provide us with weapons and ammunition," Barzani said.

Militants from the Islamic State have clashed with Kurdish peshmerga fighters in recent weeks and taken control of some areas on the periphery of Iraqi Kurdistan.

Earlier in the day, a car bomb was detonated in a mainly Shi'ite district of eastern Baghdad, killing 12 people and wounding 28, police and medical sources said. The bombing in the New Baghdad neighbourhood followed a series of blasts in the Iraqi capital on Monday that killed more than 20 people.

The Islamic State, which controls large swathes of northern and western Iraq, claimed responsibility for a suicide bombing in the New Baghdad neighbourhood on Monday. It said in a statement the bombing was carried out as revenge for an attack against a Sunni mosque in Diyala on Friday, which killed 68 and wounded dozens.

The U.N. Human Rights Council will hold an emergency session in Geneva on Monday concerning abuses being committed by Islamic State and other militant groups in Iraq, the United Nations said on Tuesday.

The 47 member states of the forum have moral authority to condemn abuses or set up international investigations into war crimes or crimes



*Iraqi Kurdish regional President Masoud Barzani (R) shakes hands with Iranian foreign minister Mohammad Javad Zarif in Arbil, north of Baghdad, August 26, 2014. REUTERS-Azad Lashkari*

against humanity, but they cannot impose binding resolutions

The Iranian foreign minister held talks with Barzani on Tuesday, one day after visiting senior Shi'ite clerics in southern Iraq. Zarif acknowledged giving military assistance to Iraqi security forces but said the cooperation did not include deploying ground troops in the country.

"We have no military presence in Iraq," Zarif said. "We do have military cooperation with both the central government and the Kurds in different arenas."

Neither Zarif nor Barzani gave any details on whether weapons supplied to Kurdish peshmerga forces had been routed through the central government or given directly to Kurdish forces. Prime Minister-designate Haider al-Abadi said on Monday that arms given to the peshmerga had been routed through the central government.

In Washington, U.S. Defence Secretary Chuck Hagel said that Britain, France, Germany, Italy, Croatia, Canada and Albania had committed to providing "arms and equipment" to Kurdistan.

"Operations have already begun and will accelerate in the coming days with more nations also expected to contribute," Hagel said in a statement.

The United States has also been supplying a small amount of weaponry through intelligence channels.

U.S. planes have carried out a series of air strikes against the Islamic State fighters in northern Iraq in the past two weeks, partly to protect the Kurdish region from being overrun.

Zarif denied that Iran and the United States were discussing Iraq as part of talks between Iran and Western powers about Iran's nuclear programme. ○



# Irak : M. Hollande mobilise contre l'Etat islamique

Devant les ambassadeurs, le président a affirmé sa volonté de lutter contre le djihadisme sur tous les fronts

Il y a un an, quasiment jour pour jour, François Hollande avait pris des accents de chef de guerre en s'adressant aux ambassadeurs de France, réunis à Paris pour leur conférence annuelle. Des frappes militaires paraissaient alors imminentes contre le régime syrien de Bachar Al-Assad, qui venait de mener une attaque chimique « infâme », avait martelé le chef de l'Etat.

Un an plus tard, jeudi 28 août, dans les mêmes salons de l'Élysée, François Hollande s'est livré à un nouvel appel à la mobilisation devant le corps diplomatique français. Mais cette fois-ci le propos s'est voulu plus vaste car, entre-temps, les crises ont changé d'ampleur. « Elles ne nous sont pas extérieures », a insisté le président. Tout au long de son intervention, M. Hollande s'est efforcé de démontrer que la France est « en mouvement » sur « tous les fronts ». En fili-

**« Assad n'est pas un partenaire de la lutte contre le terrorisme, c'est l'allié objectif des djihadistes »**

**François Hollande**

grane, il a ainsi esquissé les contours d'une démarche : à défaut d'être toujours moteur, comme ce fut le cas pour la Syrie, la France veut être un aiguillon dans toutes les crises internationales majeures, de l'Ukraine à l'Irak.

D'entrée de jeu, le président français a planté le décor de son allocution en balayant large. D'abord en évoquant l'Irak. « Au cœur du Moyen-Orient, une organisation barbare [l'Etat islamique] tente de prendre la dimension d'un Etat pour y imposer un califat. » Ensuite, a-t-il poursuivi, en Ukraine, un conflit « met en cause les principes sur lesquels notre sécurité collective est fondée depuis la fin de la guerre froide ». Sans oublier l'ouest de l'Afrique, où « un fléau sanitaire s'ajoute au spectre terroriste et accable des pays qui jusque-là étaient considérés comme parmi

les plus dynamiques ».

Face à l'ensemble de ces menaces, la France « ne peut rester indifférente », a souligné M. Hollande. D'abord, au Proche-Orient. Une fois de plus, le président a pointé les profondes traces laissées par l'expédition avortée contre le régime de Damas, à la fin de l'été 2013. Il y a un an, a-t-il rappelé, « je vous disais que l'inaction [en Syrie] faisait le jeu des extrémistes. La démonstration est faite ». Et, dans une allusion claire à la volte-face de Barack Obama, M. Hollande n'a pas caché sa frustration. « Je regrette, a-t-il dit, que la mobilisation nécessaire à une solution de la crise syrienne ait fait cruellement défaut. »

Un an plus tard, a relevé le chef de l'Etat, le monde est confronté au coût de l'« inaction » en Syrie, « un des drames les plus importants de l'après-guerre » avec ses 191 000 morts depuis mars 2011, selon les Nations unies. « Le conflit a débordé en Irak » et « l'Etat islamique s'est engouffré dans la brèche ». « C'est un péril majeur », a déclaré M. Hollande, en rappelant que la France a été la première à livrer des armes aux Kurdes irakiens opposés aux djihadistes dans le nord de l'Irak. D'autres livraisons suivront : « Nous amplifierons notre soutien pour préserver l'unité de l'Irak », a-t-il indiqué. En complément de ces initiatives, M. Hollande a annoncé que le Conseil de sécurité des Nations unies sera saisi le 25 septembre pour lutter contre les filières du terrorisme international et « prévenir les départs des jeunes fanatiques sur les zones de combat ».

A cela s'ajoute une mobilisation diplomatique. La France compte jouer un rôle de premier plan avec la tenue d'une conférence internationale sur l'Irak à Paris « dès que le gouvernement irakien sera constitué ». Tous les pays voisins de l'Irak sont invités à s'associer à cette réunion, à l'exception notable de la Syrie. « Assad n'est pas un partenaire de la lutte contre le terrorisme, c'est l'allié objectif des djihadistes », a tranché M. Hollande. Il n'y a pas de choix possible entre deux barbaries. »



Le président François Hollande et le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, jeudi 28 août, à l'Élysée, lors de la conférence des ambassadeurs. DENIS ALLARD/REA

En revanche, le chef de l'Etat a joué la carte de l'ouverture vis-à-vis de l'Iran, acteur incontournable des crises de la région. La situation en Irak « démontre que nos préoccupations ne divergent pas toujours avec l'Iran et que ce pays peut être un interlocuteur », a affirmé M. Hollande. A condition, toutefois, qu'aboutissent les négociations sur le nucléaire iranien, qui doivent reprendre le 1<sup>er</sup> septembre à Bruxelles. Pour qu'un dialogue avec Téhéran puisse s'amorcer sur les crises régionales, l'Iran doit démontrer « de façon vérifiable et incontestable son renoncement à une capacité nucléaire militaire », a fait valoir M. Hollande.

Le président se devait aussi d'évoquer Gaza, surtout après les critiques suscitées par ses premières réactions à l'offensive israélienne, jugées trop timorées. « Gaza ne peut plus rester une base armée pour le Hamas, pas non plus une prison à ciel ouvert pour ses habitants », a-t-il affirmé, appelant à consolider le cessez-le-feu négocié au Caire. Mais M. Hollande a surtout insisté sur un autre conflit marqué par la menace terroriste. « Ma préoccupation majeure, c'est

la Libye », où les djihadistes progressent et « où la confusion est totale ». Il y a urgence à « rétablir l'Etat » a-t-il dit. La France va solliciter une aide exceptionnelle pour Tripoli auprès de l'ONU.

La paix et la sécurité sont également menacées dans l'est de l'Europe, a-t-il enchaîné, en évoquant la crise en Ukraine. Alors que la Russie intensifie ses opérations de déstabilisation dans l'est du pays, il a indiqué que les sanctions contre Moscou seront « maintenues, voire augmentées, si l'escalade se poursuit ».

Après un tel panorama des périls, François Hollande a achevé son intervention par une référence appuyée à un ouvrage de l'historien australien Christopher Clark, *Les Somnambules* (Flammarion, 2013), qui décortique les engrenages ayant mené au premier conflit mondial. « Ne soyons pas des somnambules qui marchons comme si le monde n'existait pas, a-t-il conclu. Restons éveillés et vigilants, c'est ce que l'Histoire nous a appris. » ■

**YVES-MICHEL RIOLS**



## ANALYSE DU JOUR

# La question kurde au regard du désordre régional

29 août 2014

www.affaires-strategiques.info

**La question kurde émerge au début du XXe siècle comme une question "minoritaire" liée à l'apparition des Etats-nations modernes au Moyen-Orient. De par sa nature transfrontalière, elle ne peut pas être comprise dans sa complexité si l'on néglige les connexions intra-kurdes et la gestion régionale du conflit kurde par les Etats concernés. Jordi Tejel Gorgas est historien et sociologue au sein du Département d'histoire internationale de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève). Il répond à nos questions à l'occasion de la parution de son ouvrage « La question kurde : passé et présent » (L'Harmattan).**

## DANS QUEL MOMENT HISTORIQUE ÉMERGE LA QUESTION KURDE ?

Le cas kurde est intéressant car le passage d'une « catégorie » ethnique kurde à celle d'un « groupe » national par le truchement de l'intervention d'entrepreneurs ethno-politiques se fait dans un contexte historique extrêmement changeant, avec des conséquences inouïes. Entre 1909 et 1918, alors que des intellectuels kurdes basés à Istanbul commencent à poser les fondements d'un mouvement culturel et politique visant à créer un « groupe » homogène, faisant ainsi fi de la diversité des identités kurdes, la fin de l'Empire ottoman conduit à leur division au sein de nouveaux Etats qui se revendiquent désormais comme des Etats-nations.

En effet, le Traité de Sèvres du 16 août 1920, conclu entre le gouvernement ottoman et les Alliés, prévoit dans ses articles 62, 63 et 64 la création d'un Etat kurde autonome, ou complètement indépendant, dans la majeure partie du Kurdistan ottoman. Le sort des Kurdes habitant dans le vilayet de Mossoul doit cependant se décider ultérieurement. Toutefois, les divisions entre les Alliés et les Kurdes eux-mêmes –notamment à propos de l'émergence d'un Etat arménien dans le Nord-Est anatolien–, ainsi que les victoires des milices nationalistes turques sur le terrain en 1922, ouvrent la porte à la renégociation du traité de Sèvres. Dès lors, le traité de Lausanne, signé en juillet 1923, met fin aux revendications arméniennes et kurdes.

Dans un très bref laps de temps donc, les élites nationalistes kurdes voient leur projet de formation d'un « groupe national » entravé par un processus de « minorisation », se traduisant soit par une politique d'assimilation culturelle –en Turquie et en Iran–, soit par une relation de dépendance des Kurdes avec la « majorité », notamment en Irak, dans le cadre de la protection des « droits des minorités » plaidée par la Société des Nations pendant l'entre-deux-guerres. Les Kurdes de Syrie, quant à eux, ne furent pas reconnus comme une « minorité » avec des droits particuliers ni par la puissance mandataire française ni ultérieurement par les divers régimes syriens. Par la suite, l'histoire des relations de pouvoir dans chacun de ces pays va largement influencer sur l'évolution des divers mouvements politiques kurdes au cours du XXe siècle.

## COMMENT A-T-ELLE ÉVOLUÉ ?

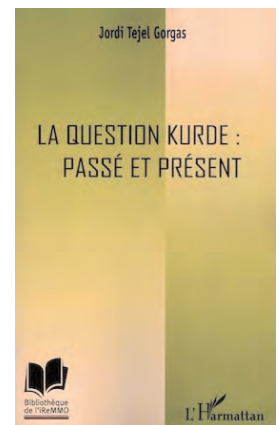
En dépit des transformations expérimentées par les Etats moyen-orientaux dans l'ère postcoloniale, les Kurdes ont continué à être « minorisés », du point de vue légal du moins, par les régimes en place. En effet, malgré les avancées significatives en Turquie dans la reconnaissance d'un « problème kurde », les partis politiques majoritaires turcs continuent de poser comme condition à l'octroi de droits fondamentaux plus larges aux « minorités » que celles-ci acceptent la turcité comme éléments clés de l'identité « nationale » de la Turquie. De même, l'opposition syrienne s'est montrée, dès 2011, prête à accorder quelques droits culturels aux Kurdes en échange de leur reconnaissance de l'arabité comme valeur indiscutable du pays, tandis que le régime –en théorie socialiste et pan-arabe– procède actuellement à des concessions aux diverses « minorités » afin de garantir sa survie. L'expérience d'autonomie kurde dans le Nord de l'Irak depuis 1992, mais surtout la reconnaissance des Kurdes comme une nation à part entière dans un Irak fédéral à partir de 2005, constitue donc une exception sujette, par ailleurs, aux aléas des rapports de force au niveau national et régional.

La perspective de longue durée permet cependant d'identifier des périodes –certes de courte durée– dans lesquelles des segments du « groupe » kurde, voire du mouvement national kurde, ont été intégrés, malgré ses limites, dans le système politique ou encore dans un système d'alliances avec d'autres groupes d'opposition. En ce sens, une approche dynamique de la question kurde nous invite à ne pas réifier les positions et les situations des acteurs minoritaires ; mais au contraire à prendre en considération leur capacité d'agency (capacité d'agir), à la fois dans l'arène minoritaire et non minoritaire. L'agency des acteurs minoritaires se heurte toutefois à des limites, en particulier lorsque les Etats coordonnent leurs actions à l'encontre des premiers ou lorsque une violence massive est exercée par un Etat donné à l'encontre de ses minorités. Paradoxalement, comme le cas irakien nous l'a montré dans les années 1980, la répression la plus violente qui soit et la reconnaissance de l'existence d'un « groupe » kurde peuvent aller de pair.

Force est cependant de reconnaître que des bouleversements tels que l'invasion américaine de l'Irak (2003) ou encore les révoltes arabes (2010-2011) ont fait de la question kurde, longtemps reléguée à une position marginale dans l'espace moyen-oriental en faveur notamment du conflit israélo-arabe, un sujet d'intérêt grandissant non seulement dans les médias, mais également dans le monde académique et diplomatique, lesquels n'hésitent pas à parler d'une « nouvelle dynamique kurde ».

## DE QUELLE MANIÈRE L'ESPACE KURDE A-T-IL ÉTÉ IMPACTÉ DEPUIS LE DÉBUT DES PRINTEMPS ARABES EN 2011 ?

Les révoltes arabes de 2010-2011 ont bouleversé le Moyen-Orient, y compris l'espace kurde. D'une part, longtemps marginale, la question kurde en Syrie a été propulsée sur le devant de la scène nationale et régionale, suite à l'évolution de la révolte syrienne initiée en mars 2011. Le 19 juillet 2012, Bachar el-Assad décide de retirer partiellement ses troupes du Nord syrien contribuant ainsi à l'apparition d'une autonomie de facto qui en à peine deux ans a réussi à s'institutionnaliser et à garantir sa durabilité dans un contexte de violence totale. D'autre part, ➔





► les frontières entre la Syrie et l'Irak se sont effacées en partie à cause de l'émergence d'un autre acteur transfrontalier l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) qui a bénéficié du désordre régnant en Syrie pour rebondir d'autant plus fort en Irak, jusqu'au point de menacer la survie du gouvernement de Bagdad. En outre, l'EIL s'attaque désormais aux combattants kurdes au Nord syrien et au Nord irakien mettant en péril les avancées territoriales et politiques des Kurdes obtenus au cours des deux dernières décennies.

Les révoltes arabes ont eu aussi un impact sur les Kurdes de Turquie, même s'il a été plus indirect. La crise syrienne, interprétée par Recep Tayyip Erdogan à travers une grille religieuse sectaire qui oppose sunnites et chiites, a renforcé la proximité du gouvernement turc avec son partenaire kurde, le président du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), Massoud Barzani, créant ainsi des tensions dans le champ politique kurde entre ce dernier et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation très critique avec la politique kurde d'Erdogan.

#### S'ACHEMINE-T-ON VERS LA NAISSANCE D'UN ETAT KURDE ?

L'espace kurde –de la Syrie à l'Irak en passant par la Turquie où les municipalités contrôlées par les nationalistes kurdes se sont érigées en véritables contre-pouvoirs politiques– se trouve dans une phase de transition vers de nouvelles formes d'autonomie, aux contours flous, avançant à des rythmes différenciés et jouissant de « légitimités » juridiques dissemblables. En effet, plus que la naissance d'un Etat kurde dans un sens classique du terme nous avons assisté en deux décennies à la formation, pour l'instant, de deux entités kurdes qui sont venues confirmer, si besoin était, la crise de l'Etat westphalien au Moyen-Orient, voire au-delà.

Derrière cette évolution a priori similaire se cachent cependant des réalités locales bien différentes. Tout d'abord, le statut de ces deux entités diffère. La Constitution irakienne de 2005 définit l'Irak comme un Etat fédéral et reconnaît le Kurdistan irakien comme un territoire autonome doté d'importantes prérogatives. Deuxièmement, leur « légitimité » inter-

nationale diverge. Ainsi, le GRK est reconnu comme un acteur « irakien » et régional à part entière. Son président, Massoud Barzani, est reçu dans la plupart des capitales moyen-orientales et occidentales, tandis que sa capitale, Erbil, accueille bon nombre de consulats du monde entier.

À l'inverse, les trois « cantons » kurdes dominés par le Parti de l'union démocratique (PYD), organisation sœur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, constituent une nouvelle zone grise au Moyen-Orient. Aucun Etat n'a reconnu la valeur légale de ces « zones libérées » guidées selon le nouveau mot d'ordre du PKK : l'« autonomie démocratique ». Excepté les Etats parias de la région (Syrie et Iran) ou en phase de décomposition (Irak), aucun gouvernement ne maintient des relations « diplomatiques » avec les « ministres des Affaires étrangères » des cantons contrôlés par une organisation (le PYD) considérée comme terroriste au même titre que le PKK.

Enfin, les relations de type clientéliste tissées par les mouvements kurdes avec des acteurs étatiques aux intérêts géostratégiques opposés –GRK avec la Turquie et les Etats-Unis/PYD avec la Syrie et l'Iran– semblent éloigner la perspective d'une entente intra-kurde. Paradoxalement, les deux pôles sont conscients de la nécessité d'arriver à un compromis, ni l'un ni l'autre ne pouvant s'imposer dans l'ensemble de l'espace kurde. La menace bien réelle posée par l'avancée fulgurante des groupes armés de l'EIL vers le Kurdistan irakien est en ce sens un rappel des limites du mouvement kurde.

En somme, les opportunités qui se sont offertes aux Kurdes dans les années 2000 ne peuvent pas nous faire oublier le poids de certaines dynamiques structurelles. Aujourd'hui comme hier, les acteurs kurdes –parce que « minoritaires »– ne sont pas maîtres du jeu régional et devront à nouveau soit rechercher des alliances avec des Etats aux idéologies a priori contraires aux objectifs du nationalisme kurde, soit se lancer dans une fuite en avant avec des conséquences encore imprévisibles.



# L'Iran a livré des armes aux Kurdes

ERBIL - 26 août 2014 - Isabel Coles / Reuters

**L'IRAN a livré des armes et des munitions aux forces kurdes qui combattent les djihadistes sunnites de l'État islamique en Irak, a annoncé mardi le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani.**

«Nous avons demandé des armes et l'Iran a été le premier pays à nous fournir des armes et des munitions», a dit Massoud Barzani pendant une conférence de presse conjointe avec le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, à Erbil.

Les livraisons d'armes aux peshmerga kurdes ne font pas l'unanimité chez les dirigeants irakiens, qui s'inquiètent des ambitions indépendantistes de leurs dirigeants.

Mohammad Javad Zarif, qui s'était entretenu lundi avec des dignitaires chiites dans le sud de l'Irak, a reconnu avoir aidé militairement les Kurdes mais il a assuré que l'Iran n'avait pas déployé de troupes sur le sol irakien.

«Nous n'avons pas de présence militaire en Irak», a affirmé le ministre des Affaires étrangères de Téhéran. «Nous avons une coopération militaire avec le gouvernement central et les Kurdes dans



Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif (gauche), en compagnie du président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani. Photo Azad Lashkari / REUTERS

différents domaines.»

Ni Barzani, ni Zarif n'ont fourni de précisions sur le type d'armes livrées aux Kurdes. Lundi, le premier ministre irakien, le chiite Haïdar al Abadi, avait déclaré que toutes les armes livrées aux peshmerga avaient transité par le gouvernement de Bagdad.

Plusieurs pays européens, dont la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie ont promis une aide militaire aux forces kurdes pour les aider à tenir tête aux djihadistes de l'État islamique.

Les États-Unis ont de leur côté fourni un appui aérien aux peshmerga ces deux dernières semaines, notamment pendant l'opération de reconquête du barrage de Mossoul. ○



## Plus de 160 soldats syriens assassinés par les djihadistes

LES DJIHADISTES DE L'ÉTAT ISLAMIQUE (EI) ont tué, mercredi 27 août et jeudi 28 août, plus de 160 soldats syriens après s'être emparés d'une base aérienne-clé en Syrie, dans la province septentrionale de Rakka, a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Une vidéo, mise en scène par des djihadistes et mise en ligne sur des sites islamistes, a montré des hommes, présentés comme des soldats, capturés puis tués. Sur les images, des dizaines de jeunes gens marchent sur une route désertique, en sous-vêtements, pieds nus, mains sur la tête. Ensuite, après un gros plan sur plusieurs corps empilés, la caméra filme un peu plus loin une interminable ligne de dizaines de

corps gisant côte à côte, face contre le sol. Une autre vidéo, diffusée par la branche de l'EI dans la province de Ninive (nord de l'Irak), montre la décapitation d'un combattant kurde, accompagnée d'une mise en garde à la région autonome du Kurdistan contre d'autres exécutions si elle poursuivait sa coopération avec les Etats-Unis.

Sur la Syrie, le président américain, Barack Obama a expliqué jeudi n'avoir « pas encore de stratégie », ajoutant que les Etats-Unis n'avaient pas à faire un choix entre le régime de Bachar Al-Assad et l'EI, et qu'il entendait « continuer à soutenir l'opposition modérée ». ■ PHOTOS:

YOUTUBE/AFP

LE FIGARO 23 - 24 août 2014

## En Syrie, les djihadistes gagnent du terrain sur l'opposition

THOMAS EUSTACHE (AVEC AFP)

🐦 @Thomas\_Eustache

ALORS QUE l'attention internationale se focalise sur l'Irak, la guerre civile syrienne dans laquelle s'affrontent djihadistes, rebelles soutenus par les Occidentaux et l'armée régulière est marquée par les difficultés rencontrées par les forces de l'opposition soutenues par les Occidentaux. Les rebelles non djihadistes, qui peinent à contenir la contre-offensive des loyalistes du régime, subissent en effet de plein fouet le déferlement de l'État islamique (EI) dans le nord du pays.

Dans le même temps, Alep, le principal fief de l'opposition, est aujourd'hui presque entièrement encerclée par les militaires. L'armée de Bachar el-Assad ceinture les positions des re-

belles à l'est, au sud et à l'ouest de la ville et resserre son étau sur la périphérie nord. L'asphyxie de ces derniers pourrait être rendue totale par l'arrivée des hommes de l'EI, qui progressent en direction de leurs quartiers.

### Divisions internes

L'inquiétude de l'opposition face à cette double menace est telle que la Coalition nationale syrienne a appelé samedi les Occidentaux à agir « rapidement » contre Damas et les djihadistes, se référant aux raids des États-Unis en Irak. Les groupes qui composent l'opposition (parmi lesquels l'Armée syrienne libre et les islamistes de la brigade al-Tawhid) voient leurs forces décliner, en raison de divisions internes, de défections et de difficultés à coordonner leurs actions.

L'EI a gagné du terrain sur les rebel-

les ces derniers jours dans la province septentrionale d'Alep. Mercredi 13 et jeudi 14 août, les djihadistes se sont emparés d'une dizaine de villages, à l'issue de combats qui ont fait au moins 31 morts chez leurs ennemis insurgés. Les cohortes du califat menacent désormais les deux principaux bastions des rebelles dans la région, la ville d'Azzaz et celle de Marea, dont la chute compromettrait le ravitaillement de ceux-ci depuis la Turquie.

Parallèlement, le « califat » (EI) subit les assauts des forces gouvernementales, notamment dans sa « capitale » de Syrie, Raqqa. Dimanche et lundi, l'armée de l'air a bombardé les djihadistes dans cette ville ainsi qu'à Alep, tuant plus d'une trentaine de combattants. Mercredi, de violents combats entre guerriers de l'EI et soldats du régime se poursuivaient à Raqqa. ■



# Islamic State militants 'behead Kurdish man' in Iraq



Men said to be captured Kurdish soldiers were paraded before the cameras



The IS video uses a mosque in Mosul as a backdrop for the execution

**Analysis by BBC, Sebastian Usher**  
[www.bbc.com](http://www.bbc.com)  
 28 August 2014

**Islamic State (IS) has released a video appearing to show the beheading of a Kurdish man as a warning to forces fighting the group in northern Iraq.**

The video, entitled a Message in Blood, shows several men in orange jumpsuits said to be captured Kurdish fighters.

The victim is then seen kneeling near a mosque in the IS-held city of Mosul before he is beheaded.

The jihadists warn that others will be killed if Kurdish leaders continue to back the US.

Kurdish "peshmerga" fighters from the autonomous Kurdistan Region of northern Iraq have been trying to counter an advance by IS, backed by US air strikes.

Earlier, IS videos from Syria appeared to show the mass killing of Syrian soldiers taken prisoner after their base was overrun.

Activist group the Syrian Observatory for Human Rights said the soldiers had been captured while trying to flee to Hama province after IS stormed the Tabqa airbase.

The Sunni militant group has declared a "caliphate" across the parts of Syria and Iraq that it controls.

Last week, IS drew worldwide condemnation after releasing a video showing the beheading of US journalist James Foley. It said his death was in retaliation for US air strikes in Iraq, and the jihadist group threatened to kill other US hostages.

Entitled A Message in Blood, the latest video produced by the skilled propagandists of Islamic State is clearly aimed at the Kurds fighting them in northern Iraq.

It parades a group of Kurdish men who are said to be captured peshmerga fighters and who have all been put in orange jumpsuits. That detail is



not the only way in which this video is reminiscent of the IS staging of their murder of the US journalist, James Foley.

The beheading of one of the Kurdish hostages is shown filmed from two angles - both to add extra documentary proof and to make it a slicker production. But the backdrop this time is not made as neutral as possible. Instead, the main mosque in Mosul looms behind - a provocation, trying to show that IS control of the city is assured.

The screen is then split showing the hostage and his captors on one side and photos of Kurdish leaders meeting President Obama and his Secretary of State John Kerry on the other. The jihadists threaten more such killings if the Kurds continue to ally themselves with the US. In a choreography of murder again very similar to the killing of James Foley, the kneeling man is then beheaded with a knife.

On Thursday, US President Barack Obama said he was sending Secretary of State John Kerry to the Middle East soon to discuss the Syria crisis with regional partners, especially those who adhere to the Sunni faith.

"I'm encouraged so far that countries in the region, countries that don't always agree on many things, increasingly recognise the primacy of the threat that Isil (IS) poses to all of them. And I've asked Secretary Kerry to travel to the region to continue to build the coalition that's needed to meet this threat," he said.

Mr Obama was speaking shortly before convening a meeting of his national security advisers on a range of Pentagon options for confronting IS.

Image published on Twitter saying: "Message in blood to the leaders of the American-Kurdish alliance" The video was called "A message in blood to the leaders of the American-Kurdish alliance"

Islamic State fighter waves flag from fighter jet at Tabqa air base. 27 Aug 2014 Islamic State also released images of its fighters after taking over Tabqa air base

Image from IS video of execution in Mosul. 28 Aug 2014 The IS video uses a mosque in Mosul as a backdrop for the execution



Separately, other pictures posted online appeared to show dozens of Syrian men being marched through the desert

Photo posted online purportedly showing Syrian army soldiers in their underwear being led through the desert by Islamic State fighters (27 August 2014). Separately, other pictures posted online appeared to show dozens of Syrian men being marched through the desert

Earlier on Thursday, a video posted online purportedly showed the aftermath of the killings of the Syrian soldiers - a long line of bodies of young men lying face down stripped to their underwear.

"The 250 Shabiha taken captive by the Islamic State from Tabqa in Raqqa have been executed," read the caption, using the name - Shabiha - given by the opposition to militiamen fighting for President Bashar al-Assad.

An earlier video appears to show the same men, also in their underwear, being marched through the desert at gunpoint. They are made to walk and run, with those at the back being kicked and beaten.

Militants shout "Islamic State" and "There is no going back".

Tabqa airbase - near the northern city of Raqqa, an IS stronghold - fell to IS on Sunday after weeks of fierce fighting.

The Observatory said 346 IS fighters and more than 170 members of the security forces were killed in the final battle, which lasted five days.

The head of the Observatory, Rami Abdul Rahman, told the AFP news agency that about 1,400 troops had been stationed at the airbase,

700 of whom managed to escape.

On Tuesday, UN investigators issued a report which said IS militants had committed "mass atrocities" in Syria and had recruited children as fighters.

The report said public killings were a "common spectacle" in areas run by the jihadist group and that local people were forced to watch.

At the same time, the investigators said that Syrian government forces had also committed atrocities by dropping barrel bombs and chlorine gas from helicopters, shelling hospitals and torturing and killing civilians.

□□□

**TheNational** AUGUST 27, 2014

## Kurdish government scores legal victory on oil exports, but obstacles remain

www.thenational.ae  
**Anthony McAuley**  
**August 27, 2014**

The Kurdistan Regional Government (KRG) scored a legal victory in the US this week, clearing the way for oil exports there, but legal and political obstacles remain as the KRG tries to exert independence over its oil resources.

On Tuesday, a US district court in Houston, Texas, dissolved an order that had prohibited a tanker, United Kalavrvta, from offloading more than a million barrels of Kurdish oil, worth about US\$100 million.

Since May, the KRG has been trying to sell oil independently against the objections of the Iraqi central government in Baghdad, as part of efforts to lay the foundations for full independence. It was helped by a deal with Turkey allowing trans-shipment of oil to the Turkish port of Ceyhan. The KRG hopes to hold a referendum on independence this year.

The Texas court effectively ruled that it did not have jurisdiction to block imports of the oil as the dispute is a constitutional matter that must be decided in Iraq.

The KRG welcomed the ruling. "This is now the second time that

the federal oil ministry [MoO] has seen its efforts rejected by the courts," it said yesterday. "The first time, in June of this year, the federal supreme court in Baghdad rejected MoO's effort to suspend Kurdistan's oil sales."

The KRG minister of natural resources, Ashti Hawrami, also backed the ruling. "We are pleased with Tuesday's events. The ruling of the Texas court should give confidence to buyers of Kurdistan crude oil in the US and elsewhere," he said.

However, the dispute remains far from resolved as end buyers are still wary of KRG oil. Even though the KRG has sold four of the six tanker cargoes it has loaded at Ceyhan since last May, only one buyer has gone public - the Hungarian oil company MOL.

There were reports that other cargoes were bought for delivery in Israel, Egypt and Singapore, but the reluctance of buyers to be visible reflects the worry that Iraq's central government has shown a willingness to pursue legal action to block sales, even amid violent turmoil at home. The larger oil companies want to avoid falling foul of Baghdad in case they are cut out of potentially lucrative contracts to develop Iraq's vast oil resources.

Despite the Texas court decision, the US government has sent out confusing messages on the implications of buying oil from the KRG. A state department official, quoted by The Washington Post this month, pointed to possible problems. "If we hear of potential buyers, we alert them that buying this oil could expose them to serious legal risks and they should consult legal counsel about that."

But Brett McGurk, the deputy assistant secretary of state for near Eastern affairs, tweeted early this month that "there is no US ban on the transfer or sale of oil originating from any part of Iraq. Suggestions to the contrary [are] false".

The politics behind the legal wrangling have been complicated by the escalating violence on the ground in Iraq and the advances of ISIL extremists, who have captured or disrupted operations in northern Iraq, including the area around the giant Kirkuk oilfield, over which the KRG and the Iraqi central government dispute sovereignty. The Kurdish fighting forces, the "peshmerga", have been an important bulwark in efforts to push back the extremists and there has been talk in western capitals of supplying them with arms.

The violence in recent weeks has caused several international oil

companies operating in the Kurdish region to pull out staff or curtail operations. This has affected companies including Genel and DNO, which operate Taq Taq and Tawke, respectively, the two fields that mainly feed the pipeline north to Turkey.

"There is a perception that the worst of the violence is over, that [Islamic State] is no longer on the offensive since US air strikes began," an official at one of the companies operating in the Kurd region said yesterday. "I wouldn't be surprised if companies begin quietly sending back employees that they withdrew if the situation remains stabilised."

Meanwhile, the KRG has said the pipeline to Turkey is now able to export 300,000 barrels per day (bpd), while the head of operations at the Taq Taq field says the company plans to increase production to 140,000 bpd by the end of August, up from 100,000 bpd average throughout the year. Both Taq Taq and Tawke have ambitious plans to raise production further, if the security situation permits, to 200,000 bpd each by early next year.

But the jurisdiction over that oil will remain in dispute until Iraq's security crisis and constitutional disputes are resolved. ●



# Deadly Iraqi bombing follows leader's call for unity

BAGHDAD

BY BEN HUBBARD

Shortly after Iraq's new prime minister-designate called for national unity at his first official news conference on Monday, a man wearing an explosive vest detonated himself inside a Shiite mosque here, killing 13 people and underscoring the great challenges that Iraqi leaders face in trying to hold the country together.

The prime minister-designate, Haider al-Abadi, is negotiating with political blocs and has until Sept. 11 to submit a list of proposed ministers to Parliament for approval under a deadline set by the Iraqi Constitution.

The United States has called the formation of an inclusive government the first step in addressing Iraq's many problems, which include overhauling the security forces and battling the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, a jihadist group that has taken over large parts of the country.

Speaking to reporters, Mr. Abadi said that he had been engaged in "produc-

**"We face a fierce enemy, which is terrorism. This terror confronts all Iraqis, the region and in fact the whole world."**

ive" discussions with the political blocs and that he would present a mission statement for the new government in the next two days.

"We seek to form a government capable of directing the country's abilities in the right direction, uniting national efforts and integrating all abilities and skills," he said. "We face a fierce enemy, which is terrorism," Mr. Abadi said of ISIS. "This terror confronts all Iraqis, the region and in fact the whole world."

The United Nations' high commissioner for human rights, Navi Pillay, said in Geneva on Monday that ISIS and associated forces had committed acts that might amount to crimes against humanity along with a wide range of "horrific" human rights abuses.

The militants "are systematically targeting men, women and children based on their ethnic, religious or sectarian affiliation and are ruthlessly carrying out widespread ethnic and religious cleansing in the areas under their control," she said.

ISIS forces have directly targeted Christians, Yazidi, Shabak, Turkomen, Kaka'e and Sabaeen minorities, Ms. Pillay said, citing targeted killings, forced conversions, abductions, trafficking, slavery, sexual abuse and destruction of places of religious and cultural significance.

Since mid-June, around 13,000 Turkomen, including 10,000 women and children, have been besieged by ISIS in Salah al-Din, a governorate northwest of Baghdad, "and there are fears of a possible imminent massacre," she warned.

In a statement that puts on official record events reported in the news media, Ms. Pillay said ISIS forces had killed hundreds of people mainly from the Yazidi minority and abducted about 2,500 others in Nineveh governorate at the beginning of August. Hundreds more from the Sinjar area were killed and abducted later in the month, she said. Men who refused to convert to Islam were executed and women and children were handed over to ISIS fighters as slaves or were threatened with being sold, Ms. Pillay reported.

The United Nations has verified reports of a massacre at Badoush Prison in Mosul in early June, Ms. Pillay said, when ISIS gunmen took 1,000 to 1,500 prisoners to an uninhabited area nearby, separated the Sunni men, and forced the others to kneel in four rows before opening fire on them. Up to 670 prisoners were reported killed, Ms. Pillay said.

"Such coldblooded, systematic and intentional killings of civilians, after singling them out for their religious affiliation, may amount to war crimes and crimes against humanity," she said.

To help combat ISIS, Mr. Abadi, the prime minister-designate, said he planned to increase support for groups of armed citizens who defend their areas, but he said they could operate only under the umbrella of the official security forces.

Monday's violence underlined the challenges that any new government will face. The suicide attack struck a Shiite mosque in the neighborhood of New Baghdad during the afternoon prayer.

The leadership of ISIS has declared an Islamic state spanning the Syria-Iraq border, and on Sunday the group solidified its hold on territory within Syria, seizing a military base from forces loyal to President Bashar al-Assad.

The fall of the Tabqa air base followed the group's seizure of two other Syrian military bases and gave it effective con-

trol of Raqqa Province, which abuts the Turkish border and whose capital, Raqqa, has long served as the group's de facto headquarters.

Recent military advances by ISIS in northern and eastern Syria have highlighted the lack of local military forces that can effectively battle the group, which President Obama last week called a "cancer" that must be eradicated from the Middle East.

Syrian rebel groups that formed to fight Mr. Assad's government never managed to take the air base, and while Mr. Assad's forces have been bombing ISIS from the air and killing its fighters, they lack the ground troops necessary to challenge the group's hold on terrain.

The United States began airstrikes on ISIS positions in Iraq this month, leading to some advances by Iraqi and Kurdish forces. But Mr. Obama has declined to intervene in Syria's civil war.

On Monday, the Syrian foreign minister explicitly warned the United States against conducting airstrikes against ISIS inside Syria without consent from Damascus, saying any such attack would be considered an aggression, The Associated Press reported.

The remarks by the minister, Walid al-Moallem, at a news conference in Damascus, were the first public comments by a senior Assad official on the threat posed by ISIS. Mr. Moallem said that the Syrian government had repeatedly warned of the threat of terrorism and the need to cut off resources and funding but that "no one listened to us," according to The A.P.

Syria's government has long described the rebels fighting to topple Mr. Assad as "terrorists" who are part of a foreign conspiracy.

"Syria is ready to cooperate and coordinate on the regional and international level in the war on terror," Mr. Moallem said. "But any effort to combat terrorism should be coordinated with the Syrian government."

"Any strike which is not coordinated with the government will be considered as aggression," he added.

*Nick Cumming-Bruce contributed reporting from Geneva.*

# Betrayal of Yazidis stokes Iraqi fears

ZAKHO, IRAQ

BY AZAM AHMED

The afternoon before his family fled the onslaught of Sunni militants, Dakhil Habash was visited by three of his Arab neighbors. Over tea, his trusted friend Matlul Mare told him not to worry about the advancing fighters and that no harm would come to him or his Yazidi people.

The men had helped one another over the years: Mr. Mare brought supplies to Mr. Habash's community in the years after the American-led invasion. Mr. Mare bought tomatoes and watermelon from Mr. Habash's farm and sometimes borrowed money.

But his friend's assurances did not sit right with Mr. Habash. That night, he gathered his family and fled. Soon afterward, he said, he found out that Mr. Mare had joined the militants and was helping them hunt down Yazidi families.

"Our Arab neighbors turned on all of us," said Mr. Habash, who recounted his story from a makeshift refugee camp on the banks of a fetid stream near the city of Zakho, in Iraqi Kurdistan. "We feel betrayed. They were our friends."

It would be the last time the men saw each other, as they were swept into different spheres of Iraq's fracturing sectarian landscape, where militants from the Islamic State in Iraq and Syria are filling their ranks with the country's disenfranchised Sunni Arabs.

Some Iraqis fear that the plight of the Yazidis, thousands of whom are missing or have been massacred by ISIS fighters, could be a harbinger of a return to the sectarian nightmare of 2006 and 2007, when neighbors turned against neighbors.

Many Sunni tribes have not supported the advance of ISIS. But the group has benefited from widespread bitterness among Sunni Arabs over perceived mistreatment at the hands of the Shiite-led government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki. When ISIS arrived, officials say, some Sunnis saw an opportunity to reclaim some of the supremacy they enjoyed under Saddam Hussein's rule.

As ISIS has advanced, more than 400,000 Yazidis, who follow an ancient religion with roots in Muslim and Zoroastrian traditions, have been forced to flee their enclaves. The humanitarian crisis helped prompt President Obama to authorize American airstrikes to halt the slaughter, a decisive step in checking the militants' advance across northern Iraq.

The extent of the collusion is hard to map. Many Yazidi families interviewed did not have firsthand information of Arab neighbors aiding ISIS. And in some cases, Arabs risked their lives to save persecuted friends.

But amid the chaos, an emotional



LYNSEY ADDARIO FOR THE NEW YORK TIMES

Bahia Mamo, 13, at a camp in northern Iraq. As ISIS has advanced, more than 400,000 Yazidis have been forced to flee their enclaves.

truth has emerged: ISIS has destroyed the peaceful coexistence that many northern towns once cherished.

"We would like to go back to our village, but we will never have a relationship with the Arabs anymore," Mr. Habash said. "It will never be the same."

His realization began on Aug. 4, when Mr. Mare and some other neighbors came to his door, seemingly making the rounds of all of their Yazidi neighbors. The men told the family to remove their flag supporting the Kurdish Democratic Party and replace it with a white one.

"You will be safe," Mr. Mare repeated, according to Mr. Habash and other family members. The men left at sunset, Mr. Habash said.

A few hours later, calls began to pour in from friends as nearby villages fell to ISIS. The Kurdish pesh merga security forces were retreating. Men were being executed. Women and children were vanishing. At 2 a.m., the family fled.

But Mr. Habash's niece stayed behind with her husband's family. "Her new family trusted the Arabs more than they trusted us," said her father, Mohsin Habash, who also stayed behind.

The rest of the family raced toward the Yazidi enclaves at Mount Sinjar, but found that the road to the Syrian border was still open, and headed there. That evening, they arrived at a checkpoint.

Later, they headed into Iraqi Kur-

distan, where they received a call from a fellow Yazidi who had been stopped at a snap checkpoint. Manning the roadblock was an armed crew of ISIS fighters and local Arabs, among them Mr. Mare.

"He asked me why I was leaving, and I told him I needed to see my family," said Nasr Qasim Kachal, the friend.

"Then go to hell," Mr. Kachal, reached by phone, recalled Mr. Mare saying before he was waved through.

Mr. Habash's niece, Ahlan Mohsin Kalo, was not as lucky. She and her family stayed for two days before deciding to flee. Her father has not heard from her.

Though Mohsin Habash's family suffered because of one Arab neighbor, he pointed out that they were saved with the help of another: a longtime friend who led a convoy of Yazidi refugees to safety at great risk.

The convoy drove through the night, passing ISIS-controlled territories undetected. Mohsin Habash believes it was because his friend knew the Arab areas better than any of the Yazidis.

Hours later, they reached Syria. From there, Mohsin Habash's friend introduced them to another Arab man who took the group to the Kurdistan border.

"He saved us," Mr. Habash said.

Rod Nordland contributed reporting from Erbil, Iraq.



MONDE // IRAK

# Drôle de guerre sur le pont de la rivière Ziyi Buçuk



Dans la région de Talward, les peshmergas et les milices de l'État islamique (EI) se livrent depuis des semaines à une guerre de position, chacun gardant la rive d'un fleuve érigée en frontière. Ailleurs, en Irak ou en Syrie, c'est la force qui permet le déploiement de l'EI avec ses dizaines de milliers d'hommes, candidats à la mort et propulsés par une folie meurtrière. Les Kurdes, en première ligne et réarmés dans la précipitation, défendent leur territoire. Les Américains pris de court improvisent des offensives ciblées. L'ONU dénonce un « nettoyage ethnique et religieux », et « de graves et horribles violations des droits de l'homme ». Les crimes commis par l'EI ne sont pas plus horribles que ceux des GIA (groupes armés islamiques) en Algérie dans les années 1990. La menace est aujourd'hui d'une autre ampleur. La communauté internationale découvre qu'elle résulte de l'interventionnisme aveugle, de l'exploitation des tensions communautaires et confessionnelles, de la déstructuration d'un Proche-Orient en équilibre sur des compromis fragiles... L'État islamique est une marée ravageuse. Mais comment ne pas reconnaître que la bête immonde a été grassement nourrie?

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN IRAK.

Cinquante mètres les séparent. Cinquante mètres de béton qui surplombe la Ziyi Buçuk, une rivière aux eaux boueuses devenue la frontière naturelle entre les forces kurdes et les djihadistes de l'État islamique (EI). Terré derrière un alignement de stèles de béton bleu et de sac de pierres montés sur des tertres, un bataillon de peshmergas tient position depuis trois semaines. Après avoir patrouillé toute la matinée, une petite division se repose sous une tente située en contrebas au niveau de l'eau. Au-dessus d'eux, juste à l'entrée du pont, le drapeau du Kurdistan irakien flotte, faisant face aux drapeaux noirs de Daïsh (acronyme arabe de l'EI) plantés à l'autre bout de la passerelle. Des talus et des promontoires de terre cachent les combattants de l'EI, une silhouette dépasse

de temps à autre. Dans le brasier de la caserne peshmerga de la région de Tal Ward (la colline aux fleurs), quelques hommes vont et viennent autour d'un véhicule blindé criblé de balles. Une pelle à la main, ils reviennent de creuser quelques tranchées au cas où... À côté de la tente où ils s'installent pour fumer et boire le thé, la musique d'un mauvais transistor monte dans le ciel laiteux : « Emma Kurdin Anabazin » (nous sommes les Kurdes et nous nous défendons), un chant patriotique kurde bien connu des peshmergas. « Cette fois, c'est nous qui leur envoyons un message, sourit le major Abdul Wahab, parce que la nuit, c'est leurs musiques à eux qu'on entend, des prêches guerriers, parfois des psalmodies coraniques mais surtout des chansons à la gloire d'Abou Bakr Al Bagdadi (le leader auto-déclaré calife de l'EI) », explique l'officier. Cette drôle de





Le pont, les champs pétroliers et la délimitation de leurs frontières : les peshmergas n'auraient pas pu tenir leurs objectifs sans le renfort d'avions américains et l'aide au sol d'autres forces kurdes.

**« LA VÉRITABLE RAISON POUR LAQUELLE NOUS FAISONS LA GUERRE, OUTRE CONTRER L'ÉTAT ISLAMIQUE, C'EST L'INDÉPENDANCE DU KURDISTAN IRAKIEN. »**

**LE GÉNÉRAL KURDE ALI AKHA**

guerre, voilà trois semaines qu'elle s'est installée aux environs du village de Tal Ward, à moins de 40 kilomètres de Kirkuk. Mais une drôle de guerre qui fonctionne à l'envers. C'est ici que de violents combats ont eu lieu au tout début de l'offensive de l'EI au Kurdistan irakien, il y a un mois. « Nous voulions absolument récupérer cette rive du fleuve, explique le major Abdul Wahab. Cela a été bref mais très violent, nous avons subi plus de vingt attaques ; huit des nôtres ont été tués et dix-sept blessés, mais Daish a subi des pertes plus importantes, au moins trente-huit morts », se félicite-t-il.

**LES 600 PESHMERGAS KURDES NE BOUGENT PAS**

Depuis lors, aucune anicroche n'est venue perturber le silence pesant qui enveloppe la zone. Une guerre des nerfs a commencé. Avec ses habitudes étonnantes. Il y a dix jours, profitant de la nuit, un soldat peshmerga est allé s'emparer du drapeau de l'État islamique. « Le lendemain matin, un djihadiste est venu seul sur le pont nous demander de le lui rendre, explique un jeune combattant kurde. Il a eu du courage, alors on le lui a rendu. » La scène a été filmée et passe sur les réseaux sociaux. Jusqu'à il y a encore huit jours des scènes hallucinantes se déroulaient. « Nous nous sommes même

baignés ensemble, s'amuse le jeune peshmerga, avec nos armes malgré tout... l'un m'a dit – c'était un Kurde d'Irak – que ça n'allait pas durer, que bientôt des divisions d'Afghans et de Pakistanais allaient venir et qu'on ne pourrait plus jouer... C'est vrai depuis une semaine, les baignades sont terminées ! » En moyenne, entre cent et deux cents djihadistes restent positionnés de l'autre côté du pont Mola Abdula. Hier matin, les peshmergas ont observé des mouvements de l'autre côté de la rivière : « Probablement un renforcement en hommes du fait des attaques qu'ils subissent à Tikrit », explique le capitaine Nabi. Mais les six cent cinquante hommes du bataillon peshmerga, eux, ne bougent pas : « La véritable raison pour laquelle nous faisons la guerre, aujourd'hui, c'est non seulement pour contrer Daish, mais aussi pour l'indépendance du Kurdistan irakien », explique le général Ali Akha, dont le QG est situé dans un baraquement, un kilomètre en retrait, « il s'agit pour nous d'une guerre défensive, nous tenons la position », précise cette figure des peshmergas entrée au PDK en 1970. Mais alors pourquoi tant d'acharnement à rester dans une telle zone ? Tal Ward est un espace désertique formé de collines d'herbes et de paille qui se perdent à l'horizon et

où seuls quelques troupeaux de moutons vont et viennent. Une longue route perce cependant les vagues de monts jaunes qui rivalisent avec d'autres monticules : de grosses cuves rouillées elles-mêmes entourées de tuyaux qui se déroulent et s'entrecroisent à l'infini.

**« GARDER LA MAINMISE SUR LE PÉTROLE »**

Des robinets géants et de fines cheminées qui crachent langues de feu et nuages noirs complètent le tableau : nous sommes en plein cœur des plus vieux champs pétroliers de la région, en fonction depuis plus de 70 ans. « Bien sûr, c'est important pour nous. Nous voulons absolument garder la mainmise sur le pétrole, reprend le général. Mais pas seulement, il s'agit aussi d'une affaire de territoire. » En vérité, l'autre côté de la rivière n'intéresse pas le Kurdistan irakien. Nous sommes ici exactement à la frontière que les dirigeants kurdes se sont fixée dans le cadre d'une indépendance à venir, ou pour le moins d'une région autonome renforcée. « Nous n'avons donc pas intérêt à déloger Daish, reprend un officier en aparté. D'ailleurs de l'autre côté de la rivière, ce sont essentiellement des villages arabes, c'est donc le problème de Bagdad, pas le nôtre. » La même logique opère pour la ba- )))



» taille de Mossoul. La prise du barrage par les peshmergas, le 22 août, situé dans les zones kurdes à 15 kilomètres de la ville tombée aux mains de l'EI depuis juin, était vitale pour le Kurdistan irakien en termes d'énergie – et certes aussi pour le pouvoir central de Bagdad – mais, là encore, la stratégie des peshmergas n'est pas de reprendre Mossoul: « Notre objectif consiste à récupérer la partie est de la ville », confie un officier kurde. Autrement dit, la rive du Tigre par-delà laquelle sont situés de nombreux villages et villes kurdes. Une stratégie que Washington soutient sans le dire en reprenant les propositions de l'actuel vice-président des États-Unis, Joe Biden, qu'il avait émises en 2006. Alors sénateur au comité des Affaires étrangères du Sénat états-unien, le second de Barack Obama militait pour un Irak divisé en trois régions (kurde, sunnite et chiite), très fortement autonomes et régit par un gouvernement central neutre. Les régions kurde, sunnite et chiite seraient responsables de leurs propres lois, de l'administration et de la sécurité intérieure. Le gouvernement de Bagdad devait contrôler la défense des frontières, les affaires étrangères et les revenus pétroliers.

### EN ATTENTE DES ARMES PROMISES PAR LA FRANCE

C'est donc en partie la vision de Joe Biden qui semble se matérialiser au Kurdistan irakien, comme le fait comprendre le général Ali Akha. « Aujourd'hui, nous ne combattons pas un groupe terroriste, mais un État terroriste qui prend lui aussi position. Mais c'est vrai que nous aurions aimé avoir des voisins plus agréables. » Car, pour les Kurdes, le changement de gouvernement à Bagdad ne changera rien: « Haidar Al Abadi (le nouveau chef de gouvernement irakien, nommé la semaine dernière) ou Maliki, c'est la même chose, ose un officier. Leur but, c'est de reprendre les territoires occupés par Daïsh et de revenir nous combattre ici même... L'an dernier, c'était leurs forces qui étaient de l'autre côté du pont! » Reste à savoir, si cela arrive, le temps que prendra une telle perspective. Un coup de feu lointain résonne dans le ciel. « Ce sont les djihadistes qui s'amusent », rassure le major Abdul Wahab, chef de la division basée sous le pont. « Parfois ils tirent dès qu'un drone survole la

### WASHINGTON MILITE POUR UN IRAK DIVISÉ EN TROIS RÉGIONS KURDE, SUNNITE ET CHIITE, UNE SOLUTION ENVISAGÉE AUSSI PAR LES PESHMERGAS.

zone », rappelle l'officier, reconnaissant envers les pays occidentaux. Les peshmergas l'admettent sans détour: sans l'appui de frappes aériennes de l'US Air Force et l'aide au sol des autres forces kurdes venues leur prêter main-forte, comme les « guérillas » du PKK, jamais ils n'auraient pu avancer. Mais le manque d'armes se fait encore sentir. « Si nous avions les armes modernes que l'armée irakienne a laissées aux djihadistes lors de la prise

de Mossoul, il y a longtemps que nous aurions repris les territoires qui nous intéressent, explique le général. Aussi, nous attendons avec impatience que les mots soient suivis d'effets de la part de la France qui nous a promis des armes que nous attendons toujours. » D'ici là, sur le pont de la rivière Ziyi Buçuk, la drôle de guerre risque de durer encore quelque temps. ★

STÉPHANE AUBOUARD  
saubouard@humanite.fr



BAOBA MAMET/REUTERS

Damas fin août, dans la banlieue bombardée de Harasta

### DANS LA LUTTE CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE, BACHAR PROPOSE DE REDEVENIR L'AMI DE L'OCCIDENT

Se dirige-t-on vers la constitution d'un front anti-État islamique piloté par Damas? C'est ce que laisse en tout cas supposer « l'offre de service » de la Syrie, approuvée a priori, au moins à demi-mot, par les puissances occidentales. Damas avait plutôt tendance à épargner les « djihadistes » car également en guerre contre la rébellion anti-Assad, mais la récente prise par l'EI de l'aéroport militaire de Tabqa, dans le nord-est de la Syrie, détenu jusque-là par les forces loyalistes, a changé la donne.

La Syrie est désormais prête à apporter son concours à une initiative internationale pour éradiquer l'État islamique sur son territoire et même au-delà. Son ministre des Affaires étrangères estime que le pays peut être « le centre de la coalition internationale pour combattre l'État islamique ». Et d'appeler même les États « à s'en rendre compte s'ils entendent combattre sérieusement le terrorisme ». Et de les inviter aussi à partager leurs renseignements sur les troupes de l'EI. Américains et Britanniques seraient même « les bienvenus ». Un retournement.

Plutôt pragmatiques, les États-Unis ne semblent pas repousser l'offre syrienne. Ils annoncent sans surprise que l'option d'étendre la lutte contre l'EI en territoire syrien est à l'étude. Berlin affirme ne pas être prêt à renouer le contact avec le gouvernement syrien, malgré la menace que représente l'État islamique. Mais les choses pourraient vite changer. Les Russes se saisissent de l'opportunité et montent au créneau pour appeler à la mobilisation autour de Damas. Au diable le mépris pour le président Bachar Al Assad, l'urgence est de s'allier à lui contre les djihadistes, clament-ils.

« Je pense que les Occidentaux ont déjà pris la mesure de la rapide propagation de la menace grandissante », a dit Sergueï Lavrov, selon l'AFP. « Ils vont bientôt devoir déterminer ce qui est le plus important: un changement du régime syrien pour satisfaire des inimitiés personnelles et prendre le risque d'une détérioration de la situation au-delà de tout contrôle, ou trouver des moyens pragmatiques d'unir les efforts contre la menace commune », a commenté le chef de la diplomatie russe, selon la même source.



# Ex-Iraqi officers are a force behind ISIS

BAGHDAD

BY BEN HUBBARD

As militants from the Islamic State in Iraq and Syria expand the boundaries of their self-declared caliphate, the group's wide-ranging operations are being directed by a network of middle-aged Iraqi leaders who have remained largely invisible to the outside world.

It is through these men that Abu Bakr al-Baghdadi, the head of the group, which is known as ISIS, runs the organization like a chief executive, with departments in charge of finance, governance, military operations and the recruitment of new fighters and suicide bombers.

Many of the group's two dozen top leaders were trained in the Iraqi Army under Saddam Hussein, experience that has bolstered its military prowess as it has taken vast swaths of Syrian and Iraq territory in recent weeks.

And most of those leaders forged the bonds that now unite them in prisons run by American forces after the invasion led by the United States in 2003, a matter of concern for President Obama as he considers wider military action against ISIS in Iraq and possible strikes on its bases in Syria.

The return of officers from the Hussein era as jihadists seeking to erase the Iraqi state has rankled the country's current leaders, who are struggling to form a government that can counter the threat of ISIS.

It has also caused some unpleasant surprises. One official said that after ISIS stormed into Mosul, Iraq's second-largest city, he received a telephone call from a former general in one of Mr. Hussein's elite forces.

The general had appealed months before to rejoin the Iraqi Army, but the official had refused the request. Now he was calling to say that he was fighting for ISIS and wanted revenge.

"He told me, 'We will reach you soon, and I will chop you into pieces,'" recalled the official, Bikhthiyar al-Qadi, a member of Iraq's National Accountability and Justice Commission.

Regional security officials have marveled at the success of ISIS, saying that it fights more like an army than an insurgent group, seizing and holding territory and coordinating operations over large areas.

Analysts attribute that in large part to the mixed pedigree of its leaders, which allows it to combine traditional military strategies with the terror techniques



long used by extremist groups like Al Qaeda.

With ISIS proving to be more than a match for the current Iraqi Army and the Kurdish pesh merga fighters, Mr. Obama has begun to mobilize a broad coalition of allies to lead military action against the group.

Officials on Tuesday said Mr. Obama was nearing a decision to authorize airstrikes and airdrops of food and water around the northern Iraqi town of Amerli, home to members of Iraq's Turkmen minority. The town of 12,000 has been under siege for more than two months by the militants.

Administration officials characterized the dangers facing the Turkmen, who are Shiite Muslims considered infidels by ISIS, as similar to the threat faced by thousands of Yazidis, who were driven to Mount Sinjar in Iraq after attacks by the militants.

As Mr. Obama considered new strikes, the White House began its diplomatic campaign to enlist allies and neighbors in the region to increase their support for Syria's moderate opposition and, in some cases, to provide support for possible American military operations. The countries likely to be enlisted include Australia, Britain, Jordan, Qatar, Saudi Arabia, Turkey and the United Arab Emirates, officials said.

The officials, who asked not to be named discussing sensitive internal deliberations, said they expected that Britain and Australia would be willing to join the United States in an air campaign. The officials said they also wanted help from Turkey, which has military bases that could be used to support an effort in Syria.

ISIS is the current incarnation of Al Qaeda in Iraq, the terror group that battled American forces under the lead-

ership of Abu Musab al-Zarqawi before his death in 2006. Much of what is known about ISIS's current structure comes from internal documents captured by Iraqi security services.

According to a map of the group developed by Hisham Alhashimi, an Iraqi researcher who has seen the documents, Mr. Baghdadi runs the group through a network of 25 deputies who are spread across Syria and Iraq.

About one-third were military officers during the rule of Mr. Hussein, and nearly all were imprisoned by American forces. "These are the academics that these men graduated from to become what they are today," he said.

The deputies include 12 walis, or local rulers, across Iraq and Syria; a three-man war cabinet; and eight others who manage portfolios like finance, prisoners, weapons development and recruitment.

In choosing his deputies, Mr. Baghdadi drew heavily on those he knew from his own time in United States detention, with a preference for military men.

The previous heads of ISIS's military council were a former colonel, Waleed al-Alwani, and a former captain, Adnan Nijim. Both are now dead. That body's current head is a 50-year-old former colonel, Adnan al-Sweidawi.

In a glaring example of the clash between Iraq's new and old orders, Ahmed al-Dulaimi, the governor of Anbar Province, the scene of some of the heaviest fighting, said all three men had graduated from the same military academy where he once taught.

He remembered one of them, Adnan Nijim, personally, and said he had graduated in 1993 to become an infantry officer. "It was never clear that he would turn out like that," Mr. Dulaimi said. "He was from a simple family, with high morals, but all his brothers went in that direction."

After the United States invaded Iraq in 2003, Mr. Nijim joined Al Qaeda in Iraq and was detained by American forces in 2005, Mr. Dulaimi said.

He had heard that Mr. Nijim had been freed by other militants from the Abu Ghraib prison in 2010. Mr. Nijim later served as ISIS's top military leader in Iraq until his death in Mosul in June.

"All of these guys got religious after 2003," Mr. Dulaimi said. "Surely, ISIS benefits from their experience."

Other former commanders in the Iraqi military are now fighting for ISIS. Mr. Baghdadi's top deputy for Iraq, Fadel al-Hayali, was a lieutenant colonel, and one of his envoys to Syria, Samir al-Khlifawi, was a colonel. He was killed in Syria last year by other insurgents.

Hassan Abu Haniyeh, a Jordanian expert on Islamist groups, said that ISIS's current leaders had extensive experience, both as jihadists and as military men.

"They have been around for a long time, and they have lots of knowledge about preparation, fighting, recruitment and strategy," he said.

While Mr. Baghdadi has relied mostly



on Iraqis, he has left some areas, like religious guidance, recruitment and me-

**“They have been around for a long time, and they have lots of knowledge about preparation, fighting, recruitment.”**

dia production, to foreigners, many of them Saudis.

This is partly because non-Iraqis have more expertise, Mr. Abu Haniyeh said, but it also gives ISIS a “globalized feel.” “They want to appeal to international jihadists so that they come and join the battle,” he said.

A few non-Iraqis have risen to promi-

nence in the organization. Mr. Baghdadi’s chief spokesman is Syrian. And one powerful group of foreign fighters is lead by an ethnic Chechen who goes by the name of Omar al-Shisani.

Michael Knights, an Iraq analysts at the Washington Institute for Near East Policy, said it was not surprising that so many Hussein-era officials had joined ISIS.

Discontent in the military was widespread near the end of Mr. Hussein’s rule, and underground Islamist movements were gaining support, even inside the military.

Political changes after the American invasion also played a role, he said. Members of Mr. Hussein’s Baath party

were barred from government positions, and the political rise of Iraq’s Shiite majority left many Sunnis feeling disenfranchised. “After 2003, what did these guys have to do but get more radical?” Mr. Knights said.

For those who had served in Mr. Hussein’s staunchly secular army, that transformation was complete by the time they joined ISIS. “There is no one in Baghdadi’s state who is not a believer,” Mr. Alhashimi said.

*Reporting was contributed by Eric Schmitt in Washington, Omar al-Jawshy in Baghdad, Karam Shoumali in Istanbul, and Hwaida Saad and Mohammed Ghannam in Beirut.*

International New York Times SATURDAY-SUNDAY, AUGUST 30-31, 2014

## New cabinet in Turkey largely retains Erdogan’s cast

ISTANBUL

BY SEBNEM ARSU

Turkey’s prime minister-designate, Ahmet Davutoglu, announced a new cabinet on Friday that is dominated by holdovers from the administration of his predecessor, Recep Tayyip Erdogan. Mr. Erdogan is now Turkey’s president and is seeking to maintain a grip on power after moving to what until now has been a largely ceremonial office.

Mr. Davutoglu moved swiftly, announcing his cabinet less than a day after receiving the mandate from Mr. Erdogan to form a new government. There were changes to only three cabinet ministries out of 21, while two figures close to Mr. Erdogan were installed as new deputy prime ministers. Mr. Erdogan approved the list without delay.

The continued presence of Mr. Erdogan’s appointees at the head of key ministries like interior, defense, education and energy left little doubt that the president would retain strong influence over the government, despite constitutional provisions meant to distance the president from engaging in day-to-day politics.

“If I had not known about Mr. Davutoglu, I would have looked at the cabinet list and said it was just another Erdogan government,” said Soner Cagaptay of the Carnegie Endowment Program, based in Washington. “Pretty much everyone appointed by Erdogan remains in power, which allows him to be present in the cabinet when he is not actually present.”

When Mr. Erdogan was inaugurated on Thursday, he stressed his desire for Turkey to join the European Union. Mr. Davutoglu sought to bolster that effort

by naming Mevlut Cavusoglu, the current European Union affairs minister, as the new foreign minister.

Mr. Cavusoglu’s experience dealing with European Union leaders is expected to help him refresh Turkey’s ties with the West, which have been battered in recent years by concerns about Turkey’s commitment to democratic principles. Those concerns have been increased in recent years by the government’s tightening control over the news media, its intimidation of government critics and the brutality shown by the police during civilian protests and demonstrations.

Another challenge facing Mr. Cavusoglu is the growing jihadist threat along Turkey’s borders, where fundamentalist Islamic militants have taken control of much of Iraq and Syria. Forty-nine Turkish diplomats and consular workers have been held hostage by the leading militant group, the Islamic State in Iraq and Syria, for more than two months.

The two new deputy prime ministers are Yalcin Akdogan, an influential adviser to Mr. Erdogan, and Numan Kurtulmus, the former leader of a staunchly Islamist political movement who was personally persuaded by Mr. Erdogan to join his Justice and Development Party last year. They are expected to act as bridges between the president and the cabinet.

“We will know about our exact duties once they are allocated in the next cabinet meeting,” Mr. Kurtulmus said on the CNN Turk television network. Speaking of the cabinet as a whole, he said, “The main axis was kept the same as expected — after all, it’s not about a government change, but fulfilling some procedural changes.”



Ahmet Davutoglu, Turkey’s next prime minister, in Ankara on Friday.

Mr. Davutoglu appeared to address desires for financial stability, notably on the part of foreign investors, by leaving the core of the previous cabinet’s economic team untouched. Deputy Prime Minister Ali Babacan, Finance Minister Mehmet Simsek and Economy Minister Nihat Zeybekci will remain in their posts.

Mr. Erdogan, who became Turkey’s first popularly elected president in August, has said he intends to continue to play an active political role despite the constitutional provisions that bar the president from campaigning actively or maintaining ties to a political party. He has said he plans to regularly lead cabinet meetings.

His opponents have expressed concern that his presidency would introduce further authoritarianism in Turkish politics and that his Islamist views would challenge the country’s secular ways, steering the country away from the West.

The Parliament will convene in the first week of September for a vote of confidence on the new cabinet.





# Islamic jihadi militants detained over 700 Kurdish Yazidi women

30 August 2014  
www.ekurd.net

**ERBIL-Hewlêr, Kurdistan region 'Iraq'.— The head of High Council of Women Affairs of the Kurdistan Region Pakhsan Zangana revealed that the Islamic State (IS) jihadi militants have abducted more than 700 Kurdish Yazidi women.**

According to Zangana some of the women have been sold off and others are planned to become the militants' wives if they convert to Islam.

"In this situation, having clear and exact statistics about the number of women kidnapped by the IS militants is difficult, but since IS first moved into Shingal (Sinjar) they have been kidnapping women and moving them in caravans to Talafar in Mosul," said Zangana.

"Later, we gathered statistic showing that 480 women have been jailed in Mosul at the Badush Prison by IS militants. Also, the statistics of Iraqi Human Rights Ministry provides 690 women, but according to our latest statistics in Erbil, the number has reached 700," added Zangana.

She stated that the kidnapped persons are young females who are sometimes allowed to call their families and relatives through mobile phone given to them by IS militants.

"They get rapped several times a day," Zangana mentions sadly. "Sometimes, IS insurgents take them away and do not return them to the prison. While imprisoned, many women have given birth, but IS militants take their children away. We have information that some of



*Jihadists sell Kurdish Yazidi women in Mosul city, in Iraq's Nineveh province. Photo: Ekurd.net/Social Media. • August 30, 2014*

the women are sent to Raqqa, Syria."

"Rescuing these women isn't easy, but we have done our best to do so, and we will continue putting our best effort in making sure they survive this torment. So far, none of them have been rescued, and we hope Kurdish Peshmerga can rescue them by wiping the area of IS insurgents," added Zangana.

The Kurdish MP in the Iraqi parliament, Vian Dakhil announced earlier this month that 500 Yazidi women from Kurdish town of Shingal are detained by ISIS.

"We are being slaughtered under the banner of 'there is no God but Allah,'" Vian Dakhil told MPs in Iraqi parliament, referring the Kurdish families who fled to the outskirts of Shingal, which fell to Islamic State (IS/ISIS) militants on August the 3rd.

The world is not doing enough to halt a "genocide" of Iraq's Yazidi, the son of the religious minority's leader said on August 20, blaming international inaction for a recent massacre. □

*Copyright ©, respective author or news agency, Kurd press | Ekurd.net | Agencies*



August 31, 2014

# Report: ISIS selling Yazidi women in Syria

edition.cnn.com  
By Barbara Starr, CNN  
August 31, 2014

**H**undreds of Yazidi women abducted by ISIS have either been sold or handed out to members of the Sunni extremist group, according to an organization that monitors the crisis.

In the past few weeks, ISIS has "distributed" to its rank and file about 300 female members of the persecuted religious minority, says the Syrian Observatory for Human Rights, a UK-based monitoring group aligned with the opposition in Syria.

Those women were initially kidnapped in Iraq before being taken to Syria.

In ISIS' eyes, the girls and women are "captives of the spoils of war with the infidels," the Syria monitors said, claiming that some had converted to Islam so ISIS

fighters can marry them.

Who are the Yazidis and why does ISIS want to kill them?

Tens of thousands of Yazidis fled to Mount Sinjar in northern Iraq as ISIS fighters made deadly advances on their villages. They became trapped on the mountain, leading to air drops of water, food and other supplies, and eventually airstrikes to dislodge ISIS from the area.

Peshmerga forces managed to help most of the Yazidis escape into Iraqi Kurdistan.

U.S. President Barack Obama declared an end to the ISIS siege at Mount Sinjar on August 15, citing the success of the airstrikes.

Since early August, nearly 122,600 people in the Sinjar district -- mostly Yazidis -- have taken refuge in Kurdistan, according to USAID.

A U.N. report warned of increasing kid-



*Distraught Yazidi man showing photos of his wife and children who were captured by ISIS*

nappings by armed groups in Mosul and the area of Mount Sinjar.

The U.N. High Commissioner for Refugees (UNHCR) reported that some of the victims reportedly have been forced to convert to Islam and have been trafficked by the terrorist groups inside and outside of Iraq.

A number of villages in Sinjar remain besieged by ISIS and other armed groups, the refugee agency reported.

ISIS, which calls itself the Islamic State, was previously referred to as the Islamic State in Iraq and Syria. ♦



REUTERS

# Iraqi And Kurdish Forces Bid To Break Islamic State Siege Of Amerli

August 30 2014 By Raheem Salman (Reuters)

**BAGHDAD - Iraqi army and Kurdish forces closed in on Islamic State fighters Saturday in a push to break the Sunni militants' siege of the Shiite town of Amerli, army sources said. Two officers said Iraqi troops, militia and Kurdish peshmerga were advancing from four directions on the northern town, which has been surrounded by Islamic State forces for more than two months.**

In a separate incident Saturday, a suicide bomber driving a car packed with explosives killed at least 11 people in a town just south of Baghdad.

Armed residents of Amerli have managed to fend off attacks by the Islamic State fighters, who regard its majority Shiite Turkman population as apostates. More than 15,000 people remain trapped inside.

A major in the Iraqi army, who was advancing north toward Amerli from Udham, said progress was slow because the militants had mined the roads. He said they were around 15 km (9 miles) from the town, while those approaching from the north were just 3 km away. The major said he had counted the corpses of more than 40 militants killed in Iraqi airstrikes on the road between Udham and the village of Injana.

Islamic State militants overran most of Sunni Arab Iraq after seizing the northern city of Mosul June 10, and have proclaimed a caliphate straddling the border with Syria where they also control vast swathes of territory. The lightning offensive brought the militants



A woman holding a child reacts in a military helicopter after being evacuated by Iraqi forces from Amerli, north of Baghdad August 29, 2014. REUTERS/Stringer

within range of the capital of Iraq's autonomous Kurdistan region earlier this month, prompting airstrikes by the United States.

The Kurds have since been slowly regaining ground from the militants and Saturday advanced on the northern town of Zumar. Peshmerga spokesman Halgurd Hikmat said control over Zumar would help the Kurds to retake Rabia and Sinjar -- two other areas seized by Islamic State.

Violence in Iraq has spiralled out of control this year, reaching levels not seen since the dark days of 2006-07 when the country was convulsed by civil war.

The suicide bombing took place at a checkpoint at a northern entrance to the town of Yusifiya, 15 km from the capital, a police officer said on condition of anonymity. "The suicide bomber drove into the checkpoint and blew up his car amongst vehicles waiting to be searched," the officer said. ○

Hurriyet DailyNews

August 31, 2014

## Turkish army chief says has not seen road map for Kurdish peace process

hurriyetdailynews.com  
August/31/2014  
ANKARA

**Chief of General Staff Gen. Necdet Özel said he does not know the content of the road map of the peace process led by the Turkish government to end the 30-year-long Kurdish issue.**

"The government has a policy and this policy is ongoing. We do not know the road map of the peace process. Deputy Prime Minister Beşir Atalay said their work would be sent to public institutions, but nothing has been sent [to us] yet," Özel told reporters during a reception on Victory Day on Aug. 30 at the Çankaya Presidential Palace in Ankara, hosted by President Recep Tayyip Erdoğan and his wife.

He added that could only comment on the road map after he sees it.

Responding a question on whether "red lines" have changed over the past



Turkish army chief Necdet Özel and President Recep Tayyip Erdoğan during Victory Day ceremonies in Ankara. AA Photo

decade on the Kurdish issue, Özel said there were "some differences" on the definition of "red lines" compared to 10 years ago.

"They [the government] say mothers should not cry any more. This is what we want too," Özel said, while underlining

that the "unity of the country" was also significant as a "red line" for the military.

On a separate subject, Özel said no official application over the introduction of paid military service had yet been received, after Defense Minister İsmet Yılmaz recently said the government has been working on reintroducing paid military service.

Özel also responded to a question on the release of several military officers, including high-level soldiers, from prison after the Constitutional Court's decision over the Balyoz (Sledgehammer) coup plot case trials.

"The Constitutional Court made its decision, our friends are free. What's important for me is that they are free now. I am relieved, but the cases have not concluded yet. I will be very happy if they are acquitted. This is what I wish now. It's important to close this case," he said.

Özel also said they have demanded information and files from the National Intelligence Organization (MİT) and the Security General Directorate over claims about the "parallel structure" within the army. The term "parallel structure" is widely used by the Turkish government to refer to state bureaucracy members affiliated with U.S.-based Islamic scholar Fethullah Gülen.

Özel stressed that the military could not take any action without notices and required concrete files and evidence. ♦

# Kurdish language teachers on hunger strike

August 31, 2014  
TODAY'S ZAMAN / ANKARA

**Kurdish language teachers who graduated from Mardin Artuklu University started a hunger strike protest as they wait to be recruited by the Ministry of Education.**

The candidate teachers in Kurdish language, who received their master's degrees from the Institute of Vernacular Languages at Artuklu University, will continue on their hunger strike. Mutlu Can, the spokesperson of the Kurdish Language Teachers Platform and Prof. Dr. Kadri Yıldırım, the vice-rector of Artuklu University and the director of Vernacular Languages claimed that politicians aren't loyal to their pledges.

Can said this after then-Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan had announced that

Kurdish language would be taught at schools as an elective course, after which several universities established relevant departments and started enrolling students.

Recalling that several government officials, including Erdoğan, made positive statements on hiring teachers in Kurdish language, Can added: "The teachers of Kurdish language waiting to be assigned this long shows the insincerity [of the politicians] on this matter. Even though Artuklu University and the Ministry of Education already signed a protocol on the books that will be used and the curriculum to be followed. [The university] reached an agreement on hiring the teachers after graduation in the schools where Kurdish language was selected by the students."

Yıldırım said that he submitted a letter to Yalçın Akdoğan, Erdoğan's chief political aide, to be conveyed to the president. However, he did not receive any feedback.

He also drew attention to the reduced number of applications for learning Kurdish language, which dropped to 1,000, down from 3,000 two years ago.

Yıldırım is not convinced that it isn't possible for the government to appoint the students as teachers of Kurdish language as the infrastructure for the system is not yet in place. Noting that there are also teachers who are appointed on a contract-based system, he said: "Anyway, it is not so difficult to pass a law [for this]. The issue could be settled in a day if [the government] so wished."

Noting that 6,000 students in the province of Mardin alone wanted to take Kurdish as an elective course, "This is a serious problem," he added.

The teachers of Kurdish language who have yet to be appointed by the ministry plan to continue with their hunger strike in Ankara to remind politicians of their promises. They say they were promised by politicians that they would be recruited after graduation. They are currently on their fifth day of the hunger strike in which they take part in turns. □

REUTERS

# Iraq to appeal U.S court decision on Kurdish oil

BAGHDAD Thu August 28, 2014 (Reuters)

**THE IRAQI OIL ministry said on Thursday it would challenge a U.S. court decision that stopped U.S. Marshals from seizing some one million barrels of disputed Kurdish oil docked near Texas.**

On Monday, a U.S. district court ruled in favour of a request by Iraq's Kurdish region that a demand by the Iraqi government for U.S. authorities to seize the Kurdish oil shipment be scrapped. However, the court gave Baghdad 10 days to resubmit its case.

"The ministry of oil is emphasising that it is preparing the amended request and will forward it in the required period," the oil ministry said in a statement.

"The decision of the court is only to lift the seizure of the shipment while at sea. Therefore they referred to American maritime law. This doesn't exempt (the oil) from any seizure decision when it arrives on American soil."

The United Kalavrvta tanker, carrying about \$100 million worth of Kurdish crude, has been anchored in the Gulf of Mexico for weeks, with the Iraqi region of Kurdistan locked in a legal battle over ownership with the central government of Iraq.



At the request of Baghdad, the U.S. District Court for the Southern District of Texas in July ordered the U.S. Marshals Service to take control of the cargo, part of a broader strategy by Iraq to push back against Kurdish exports.

But a few days later the court said it lacked jurisdiction to carry out the seizure as the tanker was about 60 miles offshore. That prompted the Kurds to file a request to overturn the order.

U.S. refiner LyondellBasell has said it had recently bought cargoes of Iraqi Kurdistan crude for its Houston refinery, but said it would halt future purchases and not accept any deliveries until the dispute was settled.

The company did not explicitly say if it had agreed to buy the crude on the United Kalavrvta, and it is not clear if it might now accept delivery of the cargo. ○

(Reporting By Ned Parker, editing by David Evans)



# Germany ready to deliver arms to Kurdish peshmerga

Germany is likely going to deliver weapons to Iraqi Kurds to help stop the advance of 'Islamic State' fighters in Iraq. DW takes a look at the most pressing questions.



Germany has sent six soldiers to northern Iraq to coordinate the delivery of German civilian and military aid packages. The supplies aim to help Kurdish forces fighting the militant extremist group "Islamic State."



Peshmerga fighters still use old weapons from the former Soviet Union

29 August 2014

Author Dennis Stute / Deutsche Welle  
www.dw.de

## Why is the German government taking action in northern Iraq?

The advance of the terror organization 'Islamic State' (IS) threatens to destabilize the Middle East. IS has seized large parts of Syria and northern Iraq where it has declared a caliphate - a single, transnational Islamic state based on Sharia law. According to the United Nations, IS has installed a reign of terror against non-Arab ethnic groups and non-Sunni Muslims and has engaged in targeted killings, forced conversions, abductions, trafficking and destruction of holy and cultural sites. German Chancellor Angela Merkel said IS was carrying out "genocide."

## What is Germany doing to help Iraqi Kurds?

Germany has shipped more than 100 tons of aid deliveries to help refugees in the country. In addition to humanitarian aid, Germany is also going to send military equipment to help support Kurdish fighters. The first package has already been put together. It contains defensive equipment such as helmets, body armor and walkie-talkies but not weapons.

The government in Berlin is due on Sunday to decide whether Germany is prepared to deliver weapons - assault rifles and armor-piercing weapons such as Milan rockets could potentially be provided. By now, all IS units reportedly have at least one tank at their disposal. The Kurdish peshmerga fighters currently use mainly small arms from the former Soviet Union.

## What are the responsibilities of the six German soldiers that have been sent to Iraq?

The six soldiers are based at the German consulate general in Erbil. They have been tasked with delivering military equipment and, if needed, coordinating instructions on site, according to the website of the German armed forces. Erbil, the capital of the largely autonomous Kurdish region in Iraq, is relatively safe compared to many other Iraqi cities and attacks are relatively rare. Fighting between Peshmerga and IS takes place some 170 kilometers (106 miles) away.

Soldiers of the Kurdish Peshmerga forces and Shiite volunteers take posi-

tion during fighting with Islamic State (IS) fighters (photo: EPA/STR)

## What are other countries doing to help?

Since the beginning of June, the United States has helped peshmerga fighters and the Iraqi army by carrying out air strikes against IS. The United States also supplies military equipment. Other countries have said they intend to send weapons and ammunition as well, including Albania, France, the UK, Canada and Croatia. Denmark wants to provide a cargo plane. Iran was among the first countries to deliver weapons on Tuesday.

## Why is it the Kurdish troops that are supported by the international community?

While the army of Iraq's central government wasn't able to stop the advancement of IS, peshmerga fighters have been quite efficient. "Iraq's regular army has been torn apart by religious and ethnic tensions and is not able to provide this form of resistance at this current stage," said Henner Fürting, who heads the Middle East section of the German Institute of Global and Area Studies (GIGA).

The peshmerga, however, are highly motivated when it comes to defending what they regard as the Kurdish heartland. The estimated 130,000 fighters of the Kurdish autonomous region have to make do without air force and therefore depend on US air strikes.

## Is supporting Kurdish fighters a promising tactic?

Observers say the Kurdish army could indeed stop the IS advancement in Iraq. On the other hand, IS controls an area that stretches from Syria to Iraq. It's estimated that about half of the 15,000 IS fighters operate in each country. US Chairman of the Joint Chiefs of Staff Gen. Martin Dempsey acknowledged that IS can't be defeated "without addressing that part of the organization that resides in Syria."

According to media reports, the United States has already started reconnaissance flights over Syria in order to track IS fighters. Nevertheless, Washington has ruled out cooperating with the Syrian regime.

## Is Germany's involvement disputed in any way?

There are a few critics in Merkel's government coalition. Opposition Left party is critical of arms transfers to crisis areas; the Green opposition party has not yet expressed a party view on the issue.

The German government has announced to let parliamentarians vote Monday on sending weapons to Kurds in Iraq, even though the government doesn't have to follow this procedure from a formal point of view. It's widely expected to achieve a majority in parliament. According to a recent poll, two thirds of Germans are against weapons deliveries. ●

# Première livraison d'armes allemandes aux Kurdes

31 août 2014

20minutes.fr avec AFP

**IRAK - L'Allemagne va faire une première livraison d'armes, aux Kurdes pour les aider à lutter contre l'Etat islamique dans le nord de l'Irak**

L'Allemagne va faire une première livraison d'armes, 30 missiles antichars et de plusieurs milliers de fusils d'assaut, aux Kurdes pour les aider à lutter contre l'Etat islamique dans le nord de l'Irak, a annoncé dimanche soir le gouvernement allemand.

**«LA SITUATION EN IRAK EST EXTRÊMEMENT CRITIQUE»**

«La situation en Irak est extrêmement critique. Il est du devoir de la communauté internationale de soutenir ceux qui sont persécutés», a déclaré la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen, au cours d'une conférence de presse commune à Berlin avec son homologue des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, à l'issue d'une réunion de plusieurs ministres concernés autour de la chancelière Angela Merkel.

«Nous ne devons pas rester à l'écart», a renchéri Frank-Walter Steinmeier, mettant en garde



Des appareils de transport «Transall» C-160 de la Bundeswehr.

contre la menace des jihadistes de l'Etat islamique, non seulement pour l'Irak et les régions voisines, mais aussi pour l'Europe et l'Allemagne.

La valeur de ces livraisons d'armes prélevées dans les réserves de l'armée allemande est de 70 millions d'euros, précise le ministère de la Défense, sur son site internet.

Selon Ursula von der Leyen, les premières livraisons d'armes allemandes pourront permettre d'équiper d'ici à fin septembre environ 4.000 soldats.

Outre les missiles et les fusils d'assaut, l'Allemagne compte notamment livrer des pistolets, des grenades, des tentes, des

casques, des gilets pare-balles, selon une longue liste publiée par le gouvernement allemand.

**DES LIVRAISONS «L'ÉVOLUTION DES BESOINS»**

Au total, les livraisons allemandes se feront en trois temps et pourront être adaptées à l'évolution des besoins, a précisé Ursula von der Leyen.

Le gouvernement allemand a précisé que si une formation au maniement des armes fournies était nécessaire, elle aurait lieu en principe en Allemagne.

A titre d'exemple, Mme von der Leyen a ainsi cité la formation au maniement des missiles antichars. Une semaine est nécessaire et les soldats seront formés en

Allemagne, a-t-elle dit.

**«SEULES QUELQUES HEURES D'EXPLICATIONS SONT NÉCESSAIRES»**

«En principe, pour la majeure partie du matériel qui est sur la liste, seules quelques heures d'explications sont nécessaires», a précisé la ministre. Dans ce cas-là, ces explications pourront être données à Erbil (Kurdistan irakien) et dans ses environs, où sont livrées les armes.

Malgré la très forte opposition de la population, le gouvernement allemand avait brisé le tabou des livraisons d'armes dans des zones de conflit en décidant le 20 août d'aider militairement les combattants kurdes.

Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, l'Italie, la France et le Royaume-Uni, se sont déjà engagés à fournir des armes aux forces kurdes.

Angela Merkel devait expliquer cette décision a posteriori lundi devant les députés qui ont convoqué une session extraordinaire d'une demi-journée du Bundestag, la chambre basse du parlement.

Les élus participeront à un vote, purement symbolique : non seulement la coalition gouvernementale conservateurs/sociaux-démocrates dispose d'une écrasante majorité de 504 sièges sur 631, mais en plus l'autorisation du Bundestag n'est pas nécessaire tant qu'il n'est pas question d'envoyer des troupes. ○

AFP

## L'Albanie a commencé la livraison d'armes aux Kurdes

Tirana, 28 août 2014 (AFP)

**L'ALBANIE A commencé la livraison d'armes aux forces kurdes pour lutter contre l'Etat islamique dans le nord de l'Irak, a-t-on appris jeudi après du ministère albanais de la Défense.**

Le premier chargement a été livré dimanche, selon des sources du ministère albanais de la Défense qui ont requis l'anonymat.

L'opération de livraison d'armes intervient après une décision du gouvernement albanais

adoptée à la mi-août.

Tirana doit livrer aux forces kurdes d'ici la fin du mois 10.000 fusils automatiques Kalachnikov, 22 millions de cartouches de calibre 7,62 mm, 15.000 grenades et 32.000 pièces de munitions pour lance-roquettes de différents calibres, ont précisé les sources du ministère albanais de la Défense.

Outre les États-Unis et l'Albanie, six autres pays, la France, le Canada, la Croatie, le Danemark, l'Italie et le Royaume-Uni, se sont engagés à fournir des armes aux forces kurdes, a indiqué en début de semaine le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel.

En plus des livraisons d'armes, les États-Unis soutiennent les forces kurdes en bombardant depuis plus de deux semaines des positions de l'Etat islamique dans le nord de l'Irak.

Les forces aériennes américaines ont ainsi mené une centaine de frappes contre les jihadistes ultra-radicaux qui se sont emparés de régions entières en Irak et en Syrie voisine. ●

AFP

## L'Australie aidera Washington à livrer des armes aux forces kurdes

Sydney, 31 août 2014 (AFP)

**L'Australie aidera les Etats-Unis à acheminer des armes aux forces kurdes pour combattre les jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Irak, a annoncé dimanche le Premier ministre australien.**

"Les Etats-Unis ont demandé à l'Australie de l'aider à transporter du matériel militaire, y compris des armes et des munitions" afin de contribuer à "un effort multinational", déclare le Premier ministre Tony Abbott dans un communiqué.

Des avions de la Force aérienne royale australienne, de types C-130 Hercules et C-17 Globemaster, "se joindront aux autres nations" parmi lesquelles le Canada, l'Italie, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis "pour mener cette importante mission", est-il précisé.

L'Australie s'emploie avec d'autres nations, souligne M. Abbott, à atténuer la "catastrophe humanitaire" qui afflige l'Irak et à "répondre à la menace sécuritaire posée par l'EI".

Le pays s'était déjà engagé le 13 août à parachuter de l'aide humanitaire aux réfugiés du nord de l'Irak.

Il a ainsi participé samedi à un largage d'aide humanitaire sur la ville d'Amerli, à 160 km au nord de Bagdad, assiégée depuis plus de deux mois par les jihadistes et que l'armée irakienne tente de reprendre.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry avait appelé vendredi à une "réaction conjuguée conduite par les Etats-Unis et la plus large coalition de nations possible" contre l'EI. ●



# L'armée irakienne reprend la ville d'Amerli aux mains de l'EI

Le Monde.fr  
avec AFP et Reuters  
31 août 2014

Bénéficiant d'un soutien aérien irakien mais aussi américain, les soldats, appuyés également dans leur assaut lancé samedi par des combattants kurdes, sont parvenus à entrer dans la ville située à 160 km au nord de Bagdad, qui était complètement sécurisée en soirée, selon un colonel.

Les quelque 20 000 habitants d'Amerli ont pris les armes et résisté durant plus de deux mois à l'un des sièges les plus longs depuis le début de l'offensive djihadiste en Irak le 9 juin. Ils manquaient d'eau, de nourriture et de médicaments. Pour leur venir en aide, plusieurs pays occidentaux ont largué de l'aide humanitaire au cours du week-end. Et « en soutien à l'opération humanitaire », les Etats-Unis ont procédé à « des frappes à proximité contre des terroristes de l'EI ».

Plus au sud, à Ramadi, ville tombée dès le début de l'année aux mains d'insurgés sunnites, un double attentat suicide contre les forces de sécurité a fait au moins 13 morts, selon la police.

## ENGAGEMENT DES ETATS-UNIS CONTRE L'EI

Commencé le 8 août, le soutien aérien américain – premier engagement militaire des Etats-Unis en Irak depuis le retrait de leurs troupes fin 2011 – a joué un rôle crucial dans la prise à l'EI le 17 août du barrage de Mossoul, le plus important du pays, par l'armée et les forces kurdes, qui ont reçu, en outre, des armes de Washington. Au total, 120 frappes ont été menées par les Etats-Unis depuis le début de leur engagement.

La stratégie des Etats-Unis concernant l'EI en Syrie pourrait être précisée dès « la semaine prochaine » selon l'élu américain Dutch Ruppersberger, après que le président Barack Obama a reconnu jeudi ne « pas encore avoir de stratégie » contre l'EI. Le vice-président américain Joe Biden s'est entretenu au téléphone dimanche avec le président du Kurdistan Massoud Barzani de l'aide humanitaire et des frappes américaines, selon un communiqué du bureau de M. Biden.

Le chef de la diplomatie John Kerry est également attendu dans la région après un sommet de l'OTAN les 4 et 5 septembre. M. Kerry a souligné que M. Obama proposerait un plan d'action à une réunion de l'ONU en septembre, après que le roi Abdallah



Il s'agit d'une rare victoire pour l'armée irakienne qui, appuyée par des miliciens, a réussi à briser le siège de la ville chiite d'Amerli tenue depuis le 18 juin par les djihadistes de l'Etat islamique (EI).

d'Arabie saoudite a prévenu que l'Occident serait la prochaine cible de ces djihadistes, à moins qu'il n'agisse « rapidement ».

## LIVRAISON D'ARMES ALLEMANDES AUX KURDES

L'Allemagne a également décidé de soutenir logistiquement les Kurdes contre l'EI en leur envoyant une première livraison d'armes, 30 missiles antichars et de plusieurs milliers de fusils d'assaut.

Selon la ministre de la défense allemande, les premières livraisons d'armes pourront permettre d'équiper d'ici fin septembre environ 4 000 soldats. Outre les missiles et les fusils d'assaut, l'Allemagne compte notamment

livrer des pistolets, des grenades, des tentes, des casques, des gilets pare-balles, selon une longue liste publiée par le gouvernement allemand. Au total, les livraisons allemandes se feront en trois temps et pourront être adaptées à l'évolution des besoins, a précisé Ursula von der Leyen.

Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, l'Italie, la France et le Royaume-Uni, se sont déjà engagés à fournir des armes aux forces kurdes. ■

## Irak : couverts par les frappes américaines, les peshmergas avancent

30 août 2014  
fr.euronews.com



L'armée américaine diffuse les images de sa guerre contre l'Etat islamique en Irak. Sur celles-ci, on peut voir une frappe s'abattre sur un camion circulant sur une route au Nord d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien.

S'il veut étendre l'intervention contre les bases arrières des jihadistes dans l'Est de la Syrie, Barack Obama va devoir préalablement obtenir l'accord du Congrès.

L'armée américaine a mené jusqu'ici 110 frappes aériennes dans le Nord de l'Irak. Chaque jour, soixante vols de reconnaissance décollent du porte-avion Georges H.W Bush, stationné dans le Golfe persique. Le coût de ces opérations s'élèverait à 7,5 millions de dollars par jour. Les Etats-Unis ont aussi envoyé 800 hommes en Irak pour évaluer la situation sur le terrain.

Cette couverture aérienne américaine a permis aux forces kurdes d'avancer d'une cinquantaine de kilomètres et de reprendre quarante villages sur le front situé au Nord de Mossoul.

A l'Est, près de la frontière iranienne, les peshmergas tentent toujours de reprendre le contrôle des villes de Sadiyah et Jalawla. ●



30 août 2014

# L'Etat islamique exécute un combattant kurde et menace le Kurdistan irakien

Les jihadistes de l'État islamique ont publié une nouvelle vidéo dans laquelle ils revendiquent la décapitation d'un combattant kurde, en représailles à l'alliance des États-Unis et des Kurdes en Irak.

par Marion Dautry , Avec AFP  
30 août 2014  
www.rtl.fr

L'État islamique (EI) revendique la décapitation d'un soldat kurde pour mettre en garde la région autonome du Kurdistan contre la poursuite de sa coopération avec les États-Unis, a rapporté le centre américain de surveillance des sites islamistes (SITE).

Le groupe jihadiste a publié une nouvelle vidéo, intitulée "second message aux



États-Unis", dans laquelle on voit des combattants kurdes prisonniers. L'un d'eux est ensuite montré seul, à genoux et entouré par trois jihadistes. La vidéo s'arrête mais l'État islamique affirme avoir décapité le soldat.

"Ne laissez pas l'Amérique intervenir dans notre région. Nos âmes sont entre vos mains (...) Toute erreur ou imprudence de votre part conduira à la (perte) de notre vie", dit notamment l'un des captifs

kurdes, selon SITE.

## LA CAMPAGNE DE TERREUR DE L'EI

Les terroristes de l'État islamique utilisent Internet et les réseaux sociaux pour mener leurs campagnes de terreur, revendiquer des faits d'armes, recruter et adresser des messages politiques. Le 20 août, l'EI avait diffusé une vidéo montrant la décapitation du journaliste américain James Foley, et dans laquelle il menaçait un autre otage, Steven Sotloff, du même sort si les raids américains en Irak se poursuivaient. Le groupe exigeait l'arrêt des frappes américaines contre ses positions.

Le 28 août, une ONG rapportait que le front syrien de l'État islamique a exécuté des "dizaines de soldats" du régime syrien qui fuyaient la base aérienne de Tabqa, dans le nord du pays. Les comptes twitter de jihadistes revendiquaient 200 morts.■



30 août 2014

# Irak : des dizaines de Yazidies vendues à des combattants de l'EI

Un ONG a rapporté que des dizaines de femmes et de filles yazidies ont été converties à l'islam et vendues à des jihadistes.

RTL , Avec AFP - le 30 août 2014  
www.rtl.fr

L'État islamique aurait réparti entre ses membres des dizaines de filles et de femmes de la communauté yazidie qui avait été enlevée ces dernières semaines, rapporte une ONG. Elles ont été converties, et certaines vendues pour être mariées de force à des jihadistes dans la Syrie voisine.

L'EI, qui sème la terreur dans les territoires qu'il contrôle en Irak et en Syrie, a "réparti entre ses combattants 300 filles et femmes de la communauté yazidie qui avaient été enlevées en Irak ces dernières semaines", selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Parmi ces 300 femmes, au moins 27 ont été 'vendues et mariées' à des membres de l'EI dans les provinces septentrionales d'Alep et de Raqa et dans celle de Hassaka (nord-est)", selon l'ONG qui dispose d'un large réseau de sources civiles, médicales et militaires en Syrie.

"Chaque femme a été vendue contre un

**Chaque femme a été vendue contre un montant de 1.000 dollars, après avoir été convertie à l'islam**  
*Observatoire syrien des droits de l'Homme*

montant de 1.000 dollars, après avoir été convertie à l'islam", précise-t-elle. Considérées comme des prisonnières de guerre

Les Yazidis sont une communauté kurde non-musulmane prise pour cible dans le nord de l'Irak par l'EI qui a lancé début juin une offensive d'envergure en Irak. L'Observatoire n'était pas en mesure de confirmer si le reste des femmes ont été également vendues et mariées, soulignant qu'elles sont considérées comme des "prisonnières de guerre".

Il précise qu'il y a trois semaines, des dignitaires arabes et kurdes de la province de Hassaka avaient tenté de libérer ces

femmes en offrant de l'argent aux jihadistes sous prétexte qu'ils voulaient épouser les captives, mais le groupe extrémiste avait refusé.

**Des femmes traitées comme des "biens matériels"**

L'OSDH a dénoncé "la vente de ces femmes traitées comme si elles étaient des biens matériels".

Le 12 août, le rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction de l'ONU Heiner Beilefeldt avait évoqué des informations faisant état d'exécutions et d'enlèvements de centaines de femmes et d'enfants par l'EI, avec des cas de femmes vendues à des combattants du groupe ultra-radical. Des réfugiés yazidis en Irak avaient également rapporté ces mêmes faits.

L'EI a une interprétation extrême de l'islam dénoncée par la majorité des courants islamistes. Il multiplie les exactions en Syrie et en Irak, dont des décapitations, des lapidations et même des crucifixions à l'encontre de tous ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis. ■